The crisis in the Fourth International and the Canadian Section from 1970

PART 2: Quebec – the FLQ – LSO/LJS – Montreal, Quebec
Selection:

lc *Labor Challenge*
Fwd *Forward*
LLO *La Lutte Ouvrière*
Lib *Libération*

1966-1969 – La Lutte Ouvrière, Montréal

1966-12-3a Castro sur la lutte armée
1966-12-3b (p13 suite) pour un pouvoir révolutionnaire
1967-13-3a édito3/FLQ – prisonniers politiques
1967-13-3b Suite p. 10
1967-13-4a Hugo Blanco - ' Tierra o muerte!'
1967-13-4b (p16 suite) fin 'Viva la Révolucion'
1967-15-4 Liberté pour Hugo Blanco!
1967-16-4a Hugo Blanco entame une grève de la faim
1967-16-4b (suite) Signez la pétition
1967-17-4a La conférence de solidarité latino-américaine
1967-17-4b (p20 suite) «l'OLAS -27 pays répresentés
1967-18-0 (couverture) CHE est mort
1967-18-1a Che est mort mais sa cause vit toujours!
1967-18-1b (suite) (boîte- de la puanteur politique)
1967-18-1c (suite) p. 5 Guevara Sur Le Vietnam et la Révolution mondiale
1967-18-2 Hugo Blanco et Régis Debray- la vie sauvé
1968 "Vive le Québec Libre" (English version of Convention resolution entitled "Vers la Libération du Québec") including Front outside and inside cover
1968 "Vers la Libération du Québec" – LSO/LSA Convention resolution pamphlet
1968-20-2a Pierre Vallières – prisonnier politique
1968-23-1 Cartoon : Fin à cette complicité – manifestons
1969-2Feb10wv167-2a 'Why we want a French Quebec' -Raymond Lemieux
1969-2Feb10wv167-2b Unilingualism—Black Power, Quebec style
1969-2Feb10wv167-2c *(text)* Unilingualism : Interview Raymond Lemieux
1969-2Feb10-wv167-2d *(text – 2 pp.)* Unilingualism : Who oppose it in Quebec
1969-26-4a Candidat révolutionnaire à la présidence française
1969-26-4b p.2 (suite) Congrès mondiale de la IVième Internationale
1969-26-5a Congrès de la Ligue Communiste
1969-26-5b Votez Krivine
1969-29-2a Bolivie – la répression n'écrase pas le combat
1969-29-2b (suite de la page 1) La Paz, août 1969

1970 – English – Labor Challenge, Toronto

1969(1970) Sedition claim thrown out (against Raymond Lemieux, LIS)
4Apr lc5-4 Quebec revolutionists debate strategy (LSA forum debates urban guerrilla FLQ leader)

6Junelc10 “Vallieres released after 44 months: major victory for united front defence”
9Sept a- Cvr: Pamphlet: For an Independent Socialist Quebec
9Sept b-Back cover pamphlet Books from LSA
9Sept c LSA/LSO document “For an Independent Socialist Quebec”
9Sept d LSO/LSA “Pour la libération du Québec – socialiste et indéndant”
9Sept-lc15 FLP-Quebec quits mass action, favors “urban guerrilla” actions
10Oct lc18 (2) “Why Québécois support FLQ demands”
10Oct lc18 The Quebec kidnappings
11Nov-13x Nov. 13 Day of Protest at Hart House Debates Room
11Nov-lc19 Halt Trudeau's assault on civil liberties (WMA)
11Nov-lc19 Victim of Act on tour
11Nov-lc19 LSO campaign to fight WMA
11Nov-lc19 Why the War Measures Act?
11Nov-lc19 Editor jailed for week (A.Young)
11Nov-lc19 “End repressive laws”
11Nov-lc19 Quebec defence launched at U of T teach-in
11Nov-lc20 Quebec trials attempt to silence nationalists
11Nov-lc20 Chartrand speaks from jail
11Nov-lc20 Trials reach new stage
11Nov-lc20 Entire Left is target of WMA
11Nov-lc20 Ontario Federation of Labor backs Trudeau
11Nov-lc20 Defence tour finds 'growing disbelief' in government
11Nov-lc20 FI urges protests against Ottawa
12Dec-lc21 Quebec rally -- 'Free political prisoners'
12Dec-lc21 YS/LJS rally in Montreal
12Dec-lc21 (3) British Left views crisis in Quebec
12Dec-lc22 Demand WMA enquiry
12Dec-lc22 Government pushes ahead with Quebec trials
12Dec-lc22 How not to defend Quebec prisoners
12Dec-lc22 Raids, trials: Quebec repression continues

1971

7July6 *(text)* “How the FLQ weakened the Quebec struggle” by A. Young
8Aug-lc38 'FLQ' frameup charges dropped
9Sept-lc39 Ottawa's new spy agency aimed at mass movements
9Sept-lc39 WMA probe opens heaings Oct. 12
9Sept-lc40 Québécois nationalists plan October actions
11Nov-lc43 Socialists' role in Quebec actions (LSO in Front commun)
12Dec-lc46 (2) Radical survey of Quebec's past (review Bergeron 'Patriot's Handbook' advocating guerrilla action)
12Dec-lc46 Québécois socialists assess radicalisation (role of LSO)

1972 – English

4Apr-lc *(text)* Strategy for a French Quebec – in defence of French unilingualism (See LSA)
7July18 *(text)* Letter by Dowson to Colleen Levis (LSO, Montreal) on Quebec minority split
7July31 Dowson document “Minority splits from the LSA/LSO” (Michel Mill group in Quebec)
8Aug22 Dowson letter to Alan & Connie in England re: ultraleft line on Quebec and Mill split

8Aug22 (2) Dowson letter to Toni & Frank, England re the IMG & Mill faction in Quebec
9Sept-l Quebec mobilized for French schools

1970- La Lutte Ouvrière – Montréal

1970-31-4 Toujours au bagne : Vallières et Gagnon
1970-32-2 Gagnon enfin libéré
1970-33-2a Problèmes de stratégie révolutionnaire; Blanco en prison
1970-33-2b *(fin)* en prison au Pérou; Vallières enfin libéré
1970-33-7 La 'grande tournant' du FLP (pour la 'guérilla urbaine)
1970-35ns-1 Retrait immédiat des troupes fédérales
1970-35ns-3 L'action de masse?
1970-35ns-4 Ce que veut dire la loi totalitaire
1970-35ns-5 Votons contre la répression
1970-36-1 Libérez tous les autres prisonniers politiques!
1970-36-2 Trudeau et sa 'democracy' (Loi de mesures de guerre)
1970-36-3 Emprisonné par Trudeau pour 6 jours (rédacteur Arthur Young)

1971

1971-37-1 (couverture) Libérez les prisonniers! NON à la répression!
1971-37-2 Le LSO cible des autorités
1971-37-3 Le congrès de la CSN - combattons la répression
1971-37-4 Octobre – la faillite du terrorisme; Comment défendre les accusés?
1971-38-0 *(couverture)* Libérez TOUS les prisonniers politiques!
1971-38-1 VICTOIRE - les « Cinq» gagnent!
1971-38-2 Michel Chartrand les accuse (Trudeau et Bourassa)

1971 – Libération – Montréal

1971-No. 3-6 Combattons les procès politiques
1971-No. 4-4 Grande victoire pouor les Cinq! (Procès d'octobre)
1971-No. 4-4 (suite) – les deux nations du Canada
1971-No. 5-1 Edit: Victoire importante contre la répression

1972

1972-No. 9-5 Vallières rompt avec le terrorisme
1972-No. 9-5 (Vallières, suite); Escalade U.S. en Indochine
1972-No. 10 l'émancipation nationale un besoin vital pour les ouvriers
1972-No. 10 (suite) abonnement à la Libération

1973

1973 No. 19 Rose non-coupable!
1973 No. 23 Congès historique de la LSO.LSA
1973 No. 23 (suite) Nationalisme

1973 No. 23 Féminisme, l'internationalisme (photo: Alain Krivine)
1973 No. 23 (suite) photos: les camarades Levis et Hérivault
1973-No.28 La crise des mèsures de guerre – qui en était résponsable?
1973-No. 28 (suite) ...la crise d'octobre
1973-No. 28 (fin) "...toute semble indiquer qui la police suivait..."
1973-No. 28 (fin) Comment organiser le défense au Québec

1975
1975-5mai Le répression s'intensifie en Argentine

2005 – General
2005-12Dec13 Obituary: Toronto *Globe & Mail*
Charles Gagnon, FLQ, intellectual leaders 1939-2005

CASTRO SUR LA

POUR UN POUVOIR

Cette année, le discours prononcé par Fidel Castro à l'occasion du 26 Juillet a été un énergique rappel de la nécessité de la lutte armée dans le combat pour un pouvoir révolutionnaire. Comme contribution à la polémique se développant actuellement en Amérique Latine à propos de la stratégie révolutionnaire, le discours de Castro apparait clairment comme une attaque contre la plupart des partis communistes pro - soviétiques qui ne cessent de mettre l'accent sur la "voie pacifique" et sur le "processus parlementaire" parce que opposés à la révolution armée. Toutefois, Castro n'a mentionné formellement aucun parti Communiste.

Dans un rappel détaillé des phases la guerre de guérilla contre le régime de Batista, le premier ministre Cubain souligna l'importance primordiale du fait d'être convaincu que la victoire militaire est la clef du succès révolutionnaire. Il termina son discours par l'affirmation réitérée du soutien inconditionnel du peuple Cubain au peuple Vietnamien en lutte contre l'impérialisme U.S.

"Le Vietnam est devenu un problème pour toute l'humanité" a-t-il affirmé, et le Vietnam est devenu un problème essentiel pour tous les mouvements révolutionnaires à-travers le monde, pour tous les gouvernements, pour tous les peuples. C'est au Vietnam," a poursuivi Castro, "que l'impérialisme Yankee révèle le plus pleinement son caractère criminel, réactionnaire et barbare."

L'agression américaine n'a pas d'équivalent dans l'histoire moderne. Elle a été comparée à l'agression de Hitler contre la Pologne ou contre d'autres petits pays; toutefois, parce que la brutalité des Yankees au Vietnam dépasse celle des Nazis allemands ou celle des fascistes italiens parce que leurs méthodes guerrières sont telles, parce que leur potentiel de destruction est de très loin sans précédent, il ne peut être fait de comparaison.

Castro fit des éolges au peuple Vietnamien pour sa détermination de mener à son terme la résistance et le combat contre l'agression américaine. Ensuite il aborda la question de ce que pouvait signifier l'offre d'envoyer des volontaires pour aider les Vietnamiens: C'est très simple. Si le Vietnam nous demande de l'aide et nous dit de quelles catégories de techniciens il a besoin, pour les chars, la défense anti-aérienne, l'artillerie ou l'infanterie spécialisée nous nous addresserons à nos unités militaires et nous leur demanderons d'aller au Vietnam. Si grande est la haine inspirée par les impérialistes, si grande est l'indignation qu'ils ont soulevé de

LUTTE ARMEE REVOLUTIONNAIRE

par le monde,..que nous sommes certains que chaque unité de nos forces armées sera prête, voulant être parmi les premières à combattre l'impérialisme Yankee".

Castro centra tout particulièrement à un moment donné son attaque contre ceux qu'il nomme les défaitistes et les "pseudos révolutionnaires" qui inévitablement tentent d'expliquer leur incapacité à faire la révolution par la non-existence de "facteurs objectifs".

"En face des échecs," affirma-t- il "les pseudos-révolutionnaires hurlent que les véritables chemins de la révolution ne sont plus les bons. Il en est qui cherchent à nous faire passer pour des fanatiques de la guerre, pour des maniaques de la rebellion armée. Il en est aussi qui se font passer pour des personnes sensées, comme tous ceux que nous avons bien connus ici, et qui prêchent la voie de l'électoralisme et des grands discours creux."

"Nous ne disons pas que tous les pays ont les mêmes conditions que Cuba," continua le premier ministre, "et en fait, dans ce continent même il y a des exceptions, mais très peu d'exceptions, où les conditions sont différentes, où les possibilités sont plus entourées de difficultées. Mais nous sommes convaincus que dans l'immense majorité des pays de l'Amérique Latine il y a de meilleures conditions pour faire la révolution que celles qui existaient à Cuba. Et s'il n'y a pas de révolutions dans ces pays, c'est parce que beaucoup de ceux qui se nomment eux-mêmes révolutionnaires manquent de conviction."

Castro affirma alors que la conscience subjective nécessaire pour un combat victorieux ne pourrait se développer qu' au cours de combat lui-même." Il n'y a pas de meilleur professeur pour les

masses que la révolution," dit-il. "Il n'y a pas de meilleur moteur pour les révolutions que la lutte des classes, la lutte des masses contre leurs exploiteurs."

"Et ce fut la révolution elle-même, " continua-t-il "qui créa une conscience révolutionnaire. Croire que la conscience est venue d'abord et le combat plus tard est une erreur. Le combat doit venir d'abord et, inévitablement, derrière le combat, avec une force croissante, viendra la conscience révolutionnaire."

A un moment du discours Castro a expliqué qu'il avait été récemment interviewé par un reporter britannique, lui demandant notamment où se trouvaient, selon lui, les possibilités révolutionnaires en Amérique Latine. Castro choisit le Brésil parce que selon lui les

internationale de l'impérialisme américain; il a notamment fait le lien entre cette actuelle évolution au Québec et les récents succès de l'extrême droite en Allemagne Fédérale.

Puis l'on entendit Pat Mitchell de la Ligue Socialiste Ouvrière qui tout en rappellant les détails du raid dont fut victime la ligue, insista sur les conditions sociales et politiques qui sont à l'origine d'une telle situation. Elle s'attacha à démontrer l'importance de la question des libertés civiles pour tous ceux qui sont engagés dans une activité politique, sociale, et économique.

Après que Mme. Bea Bryant ait fait part de la solidarité de l'Association pour Québec de Toronto sur cette question, Me. Olivier Prat, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, fit un exposé juridique de la question. Enfin, Madame Feretti, représentant le RIN, affirma que la question des libertés civiles ne pouvait se trouver résolue dans les structures existantes et que, seul un changement radical de ces structures pourrait résoudre ce problème.

Soirée fructueuse donc; puisque pour la première fois sans doute les représentants de toutes lesformations de la gauche québécoise se trouvaient réunis avec des représentants d'associations civiques et reconnaissaient unanimement la nécessité d'une action commune sur cette importante question. Soirée fructueuse également dans la mesure où il s'agissait de la première du genre sur ce sujet au Québec. Certes, celà se fit sentir par une assistance un peu clairsemée, mais les interventions du public furent encourageantes: il ne peut s'agir que d'une première étape; une lutte politique commune est à organiser sur le front des libertés civiles menacées.

édito 3/ FLQ: prisonniers politiques

Avec les nouvelles arrestations à Montréal et l'extradition probable de Pierre Vallières et Charles Gagnon des Etats-Unis, le Front de Libération du Québec est encore sur la sellette. Les membres arrêtés du FLQ ont été accusés de meurtre non-qualifié pour la mort d'une secrétaire d'un certain âge résultant de l'explosion d'une bombe dans l'usine de chaussures La Grenade, et d'autres explosions qui occasionnerent la mort d'un de leurs jeunes camarades.

Les divergences de principe entre les terroristes du FLQ et les socialistes révolutionnaires groupés autour de la Ligue Socialiste Ouvriere sont bien connues; le FLQ soutient que la forme de combat correcte pour le socialisme au Québec consiste dans le lancement d'une guerre de guerilla du type trouvé couramment dans le monde sous-développé. La LSO rejette ce concept, et participe à l'action politique publique, légale, ouverte, par des forums, journaux, manifestations, etc. Soutenant comme elle le fait, que la classe ouvrière du Québec est une force décisive dans un changement social, la LSO demande la formation d'un parti ouvrier, basé sur le mouvement syndical avec adhésion ouverte à toutes les tendances politiques actuelles de la gauche. Un tel parti entrerait dans l'arène politique québécoise (incluant le parlement, que le FLQ rejette) et pourrait offrir aux ouvriers et fermiers du Québec une alternative réelle aux deux partis capitalistes. Cette solution de masse est en contradiction avec le terreur individualiste voulue par le FLQ.

Ces divergences politiques profondes n'empêchent en aucune façon les Trotskistes de défendre le FLQ avec les autres forces de la gauche, tels que demandé dans un appel de Vallières et Gagnon. Leur demande juste pour support et solidarité souligne la question de base posée par les arrestations -- le

(SUITE PAGE 10)

FLQ: PRISONNIERS POLITIQUES (suite page 4)

manque de droits civils et politiques au Québec et la nécessité de l'unité de la gauche pour gagner ces droits.

En réalité les membres arrêtés du FLQ sont des prisonniers politiques, qui sont amenés devant la cour à cause de leurs aspirations socialistes. Les accusations possibles de terrorisme, qui ont une signification pour la gauche, résonnent comme hypocrisie, lorsqu'elles sont présentées par la presse, la radio et la TV de la classe capitaliste -- la même classe capitaliste dont les leaders, Daniel Johnson et Lester Pearson, sont complices dans la plus grande forme de meurtre prémédité, l'attaque méthodique de l'impérialisme américain contre la révolution vietnamienne. Les membres arrêtés du FLQ devraient recevoir le statu de prisonnier politique avec tous les privilèges que ce statu implique; nourriture, vêtements et abri convenables, correspondance sans restriction, réception de littérature et accès aux bibliothèques. Ce traitement, non disponible aujourd'hui en Amérique du nord était disponible pour les prisonniers bolchéviques même durant le despotique régime tsariste.

A date, peu a été fait pour aider les membres arrêtés du FLQ. Tout en manquant de commenter les arrestations elles-mêmes, le NPD-Québec a attaqué une des conditions sous laquelle le juge Emile Trottier à relâché Pierre Renaud, membre du FLQ âgé de 22 ans. Cette condition spécifiait que Renaud devait s'abstenir de toute activité "socialisante". Dénonçant la condition "incroyable", la déclaration du NPD continuait "...il est clair pour toute personne intelligente qu'une telle déclaration d'un juge siégeant implique une accusation d'être une pépinière de criminels contre plusieurs mouvements, tels que le Nouveau Parti démocratique, les syndicats ouvriers sans distinction; tous syndicats professionnels ou autres, syndicats des fermiers, syndicats étudiants, le mouvement co-opératif."

Une conclusion adéquate de cette déclaration est la nécessité d'un sérieux effort pour mettre en commun des ressources pour défendre les droits des membres arrêtés du FLQ. Une telle action, initiée récemment, a été la formation du Comité d'Aide au Groupe Vallières et Gagnon, qui ramasse des fonds pour couvrir les dépenses légales pour les FLQistes. La Ligue Socialiste Ouvrière a fait une contribution et presse les lecteurs de La Lutte Ouvrière de faire de même. Cet argent est un petit prix pour l'avancement des droits civils gravement menacés au Québec. Les contributions devraient être envoyés à C.P.149 Station "N", Montréal, Québec.

---

tour détenaient

HUGO BLANCO: "Tierra o muerte!"

COMME ON L'AVAIT PREVU, le procès de Hugo Blanco, président national du Front de la Gauche Révolutionnaire (FIR) du Pérou, ne s'est pas déroulé à Arequipa, dans la région où les syndicats ont une grande influence, où Hugo Blanco jouit d'une large sympathie dans la population. La Troisième Zone de Justice militaire a jugé Hugo Blanco et ses camarades dans la petite ville de Tacna, dans le sud du Pérou.

L'ouverture du procès, d'abord annoncée pour le 29 août, n'a eu lieu que le 30, parce que les avocats, défenseurs des accusés, Maître Alfredo Batillano, Laura Caller Iberico et Marcial Chalco Reyes, n'avaient pas eu le temps de se faire enregistrer par le collège des avocats de Tacna. Les avocats furent obligés de protester, dès avant le début du procès, contre ce changement intempestif du lieu du siège du tribunal, qui diminuait encore, si c'était possible, les garanties nécessaires pour leurs clients. Hugo Blanco et les autres accusés avaient été transportés d'urgence, sans aucun avis préalable, d'Arequipa à Tacna.

Durant sa longue détention, et attendant d'être jugé, Hugo Blanco avait déjà dû, à plusieurs reprises, protester et faire la grève de la faim (10 fois) contre l'impossibilité de voir son avocat, de préparer sa défense, etc. Le Dr. Battillana, avocat de Hugo Blanco a d'ailleurs été lui-même emprisonné, pendant trois mois, en 1965.

La Troisième Zone judiciaire de police (tribunal militaire), était, comme on l'a fait remarquer, à la fois juge et partie, puisque Hugo Blanco et ses camarades étaient accusé d'avoir tué des policiers.

Dès l'ouverture du procès, une très grande place y fut consacrée dans la presse, qui y vit, à juste titre, un événement politique national des plus importants.

N.D.L.R. -- Au moment où nous allons sous presse, nous apprenons que la vie de Hugo Blanco est encore une fois en danger. En réaction à l'appel de défense de la décision originelle du conseil suprême de la justice militaire, la poursuite a demandé le changement de la sentence pour une de mort. La décision du conseil suprême n'est pas sujet à appel sous la loi péruvienne. Cela augmente le danger. Toutes demandes pour la libération d'Hugo Blanco et de ses camarades devraient être mallées à: Président Fernando Belaunde Terry, Lima, Peru.

Une forte campagne de protestations peut être capable de détourner cette tragédie.

D'autres actions projetées et information sont disponibles du président du Comité d'Ottawa pour la défense d'Hugo Blanco, Gary Porter, 335 Gloucester St., Ottawa, Ont.

La presse bourgeoise du Pérou a raconté comment, dès la première audience, le président du tribunal, le colonel Roberto Acosta, rappela sévèrement à l'ordre Hugo Blanco, parce que celui-ci "lançait des cris contre les juges", dénonçait le tribunal, ou encore, se levait, s'écriant, suivi par ses 27 compagnons: "Tierra o Muerte!"

Dès le début du procès, les défenseurs des 28 accusés ont exigé -- sans l'obtenir -- la présence comme témoin de Alfredo Romainville, un des propriétaires fonciers qui s'étaient rendus coupables

des pires exactions contre les paysans. Ils protestèrent aussi contre la tenue du procès en espagnol, alors que la majorité des accusés ne parlaient que le quichua.

Le 3 septembre, l'auditeur demanda au conseil de guerre la peine de mort pour Hugo Blanco. L'auditeur militaire, le colonel Jesus Fernandez Hernani, basait sa demande sur l'article 152 du code pénal péruvien. Il disait que Blanco avait commis des assassinats lors de l'assaut d'un poste de la garde civile où deux gardes furent tués par des coups de fusils. Le procureur de la république n'avait exigé que 25 ans de prison. Selon le code de justice militaire, les auditeurs militaires doivent assister à tous les conseils de guerre et donner leur opinion sur tous les cas soumis à la justice militaire.

D'après le journal Correo du 4 septembre, pendant cette audience, "Hugo Blanco se comportait très fièrement. Il répondit par des exclamations à l'interrogatoire du président du tribunal militaire et du procureur. Il dit que le texte de l'instruction était mensonger et, désignant un groupe de membres de la garde républicaine, il s'exclama "Ce sont des mensonges! ceux-ci savent bien que ce sont des mensonges!" A propos des autres accusés, le même journal écrit: "Ils nient toutes leurs déclarations qui figurent dans l'instruction et assurent avoir été forcés, maltraités et et torturés dès leur capture à La Convencion et à Chaupimayo. Ils ont révélé des phases inconnues de l'attaque de deux postes de gardes civils et de leur organisation et de sa discipline de fer sous les ordres de Hugo Blanco."

Ils expliquèrent qu'ils s'étaient affiliés au syndicat pour se défendre contre les abus des propriétaires des haciendas, spécialement de Romainville, qui les payait 20 centavos pour douze heures de travail par jour, et tous, sans aucune exception, se solidarisaient complètement avec Hugo Blanco.

Durant l'interrogatoire de ces accusés, la presse a remarqué comment les juges s'adressaient avec mépris aux paysans. Des incidents violents ont eu lieu quand les avocats ont protesté énergiquement contre ces insultes. Les avocats ont également dû demander un examen psychiatrique d'un des accusés, qui avait perdu la raison sous les tortures. Un autre avait la clavicule brisée et une jambe cassée, par suite des tortures.

Après ces interrogatoires, une véritable bombe éclata à l'audience quand Hugo Blanco prit la parole pour prendre la responsabilité des attaques des postes de la garde civile. Hugo Blanco transforma l'audience en une mise en accusation du système, expliquant son travail syndical devant les magistrats en uniforme et la très nombreuse assistance qui se pressait dans la salle, et révélant que la première attaque contre un poste de la garde, à Puycura, avait eu lieu après que les gardes aient commis des abus contre la population.

"A tout moment, dit le Correo du 7 septembre, Blanco se présente comme le chef dirigeant ces actions sanglantes, justifiant ses décisions et racontant tous ses mouvements avec beaucoup de détails."

L'audience du 6 septembre fut suspendu après que Hugo Blanco, désignant du doigt l'auditeur militaire, se fût exclamé: "Si on veut m'appliquer la peine de mort, que ce ne soient pas des gardes civils qui me fusillent, ce sont aussi des gens du peuple, mais que ce soit celui-là, le colonel Jesus Fernandez personnellement!"

Le 8 septembre, après le réquisitoire du procureur de la république, Hugo Blanco était condamné à 25 ans de prison à la prison de El Fronton, Pedro Candela à 22 ans, tandis que 19 autres accusés étaient condamnés à des peines allant de 2 à 5 ans de prison. La salle dut être évacuée quand les condamnés reprirent en choeur:

"Tierra o muerte" et
"Viva la Revolucion"

LIBERTÉ POUR

Hugo Blanco !

Hugo Blanco

- PLUS DE 7500 travailleurs québécois réclament cette libération.
- HUGO BLANCO est un socialiste, un syndicaliste péruvien.

Agé de 32 ans, il lutte pour organiser les paysans contre leur misère. Au Pérou, comme dans la plupart des pays sud-américains dominés par les grands propriétaires terriens, règne la misère, le chomage et l'injustice pour les paysans sans terre.

Ces paysans meurent de faim alors que d'immenses étendues restent le plus souvent en friche. Bien sûr, on parle beaucoup de réforme agraire; mais rien ne se fait car les propriétaires fonciers ont l'oreille de l'armée et exercent impunément un pouvoir féodal sur leurs territoires. Les plus justes revendications des paysans sont brutalement refusées et toute révolte sévèrement réprimée.

Hugo Blanco a organisé des syndicats de paysans et a dirigé des occupations de terre. Il a, ce faisant, combattu l'armée et la police des propriétaires fonciers. Arrêté en 1963, il a été torturé, avec sept de ses compagnons, et condamné à 25 ans de prison par le Tribunal militaire de Tacna en septembre 1966.

- MAIS CE n'était pas assez. Un autre procès est en train de s'ouvrir. Dans ce procès Hugo Blanco risque sa tête.

A travers le monde, l'opinion publique s'émeut. Jean-Paul Sartre vient de s'adresser à une grande réunion de protestation à Paris. Au Canada, le monde universitaire et syndicale se solidarise avec Blanco et ses camarades.

- GERARD RANCOURT, le Secrétaire Générale de la FTQ, écrit: "Le monde entier est alerté. Le mouvement syndical est solidaire de Blanco et ses camarades. La FTQ et ses affiliés doivent faire leur part pour empêcher la condamnation à mort de ces syndicalistes...Nous avons toujours proclamé notre foi dans la solidarité internationale des travailleurs. C'est le temps de le prouver en signant la pétition en faveur d'Hugo Blanco."

- DE SA CELLULE, Hugo Blanco écrit: "Votre attitude combative, votre voix, jointe à celles du monde entier, ont effrayé ceux qui assassinent notre peuple. L'impérialisme et ses laquais hésitent à me fusiller."

- FAITES PARTIE de la campagne pour sauver la vie d'Hugo Blanco!

- SIGNEZ la pétition ci-dessous, et envoyez-la au Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression au Pérou, 54 boul. Gouin, Longueuil, Qué.

M. le Président Belaunde Terry:

Nous vous demandons, Monsieur le Président, la libération et l'amnistie pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques.

Signature	Occupation	Adresse
.....		
.....		

Hugo Blanco entame une grève de la faim

Une série de dépêches provenant du Pérou en date du 7 avril rapportent que, selon les autorités pénitenciaires, le célèbre dirigeant paysan a été mené dans un hôpital "gravement malade" à la suite d'une "affection pulmonaire".

Toutefois, les bureaux parisiens du bulletin de presse Perspective Mondiale ont appris de source digne de foi que, s'il est vrai que Blanco a été transféré dans un hôpital, la cause en est bien différente de celle officiellement fournie. Il a en fait, au début de mois d'avril été brutalement battu par ses gardes. Le prétexte a été que, alors qu'il traversait la cour de la prison pour se rendre au bureau du directeur où il avait été appelé, Blanco traversa une zone dite "militaire" par conséquent interdite aux prisonniers... A un garde qui lui faisait remarquer qu'il commettait une infraction, Blanco répliqua qu'il ignorait celà dans la mesure où, aucune pancarte, aucun avertissement, ne signalait la zone comme étant interdite. C'est alors qu'un capitaine survint et ordonna au garde de battre Blanco. Cet ordre fut si bien exécuté qu'il laissa le prisonnier gisant inanimé sur le sol. Un de ses amis, prisonnier politique lui aussi, tenta alors de venir en aide au blessé. Mais, ce faisant, il fut battu à son tour. Tentant de se défendre il vit les soldats autour de lui, mitrallette en main, prêts à tirer. Le déroulement même des faits laisse bien peu de doutes quant à la nature provocatrice d'un tel incident. Car, et c'est là l'opinion du Comité Français de Solidarité avec les Victimes de la Repression au Pérou, s'il est devenu difficile après la vaste campagne internationale en sa faveur de condamner Blanco à mort, le supprimer à l'occasion d'un "accident" serait une bien commode alternative. C'est le sort qui a été, par exemple, réservé à Maximo Velando, dont on a annoncé la mort à la suite d'empoisonnement dans sa cellule, mais qui, en réalité, fut battu à mort par ses gardes. Face à de tels développements comment ne pas s'alarmer de ce qui a de grandes chances d'être la première étape d'une opération de mise à mort..."accidentelle".

Des nouvelles plus récentes en date du 11 mai, reçues par le Comité Urugayen pour la défense des droits de l'homme, rapportent que Blanco est maintenant en

convalescence et qu'il a entamé une grève de la faim, son seul moyen d'autodéfense.

Le comité rapporte également que les amis de Hugo Blanco à Lima lancent un appel pour l'organisation d'un vaste mouvement de protestation internationale face à ces nouvelles et précises menaces.

Rappellons que Blanco fut condamné à 25 ans de prison par un tribunal militaire illégal, pour avoir organisé les paysans pauvres des plateaux péruviens dans un mouvement pour la revendication de leurs terres, dont les grands propriétaires fonciers les ont dépourvus, et pour une amélioration de leurs conditions de vie misérables et inhumaines. Hugo Blanco fit appel. Mais selon de nouvelles dispositions judiciaires adoptées pour la circonstance il risque maintenant la peine de mort sans aucun nouveau recours possible.

Une campagne mondiale a été organisée en sa faveur. Nous avons rapporté dans notre dernier numéro les aspects qu'a pris cette campagne au Québec, avec notamment la signature d'une pétition demandant la libération immédiate de Blanco par plus de 7500 travailleurs Québécois.

Depuis, dans le monde d'autres déroulements de cette campagne sont à signaler. Une réunion organisée à Paris et à laquelle le philosophe français Jean-Paul Sartre à pris la parole, de concert avec une impressionante liste d'autres personnalités françaises, à réuni près de trois mille personnes.

Au Canada, la campagne se poursuit. L'un de ses aspects, et non des moindres, a été la parution d'un pamphlet spécial en anglais, intitulé "Hugo Blanco ne doit pas mourir" (commander de La Lutte Ouvrière) et dans lequel le professeur Gunder Frank, de l'Université Sir George Williams, spécialiste mondialement reconnu des problèmes Latino-américaines, dresse un saisissant tableau du contexte d'exploitation économique et de misère sociale au sein duquel Blanco agissait. Ainsi on comprend mieux le danger que représente ce dirigeant populaire pour ceux qui, au prix de la plus sanglante répression, sont déterminés à conserver leurs privilèges.

Il faut sauver Hugo Blanco. Pour celà le soutien le plus large est nécessaire.

● JOIGNEZ le mouvement internationale de solidarité avec Hugo Blanco!

● SIGNEZ la pétition ci-dessous, et envoyez-la au Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression au Pérou, 54 boul. Gouin, Longueuil, Qué.

M. le Président Belaunde Terry:

Nous vous demandons, Monsieur le Président, la libération et l'amnistie pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques.

Signature	Occupation	Adresse
.....		
.....		

LE TRIBUNAL RUSSELL...

(Suite de la page 12)

l'appel lancé par Bertrand Russell, alors qu'il remerciait ceux qui le supportent ici.

"Je suis heureux que des Canadiens rejoignent les rangs des supporters du Tribunal International sur les Crimes de Guerre. Je lance un appel pour le support le plus large de notre Tribunal au Canada. S'il vous plaît aidez-nous avec votre temps, votre argent et vos efforts pour enquêter et exposer les horreurs de cette guerre."

Envoyez vos dons et messages de soutien au comité canadien, 758 Yonge St., Rm. 6, Toronto 5.

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

La conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité

PAR JOSEPH HANSEN

La première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité s'est clôturée le 10 août après un discours de Fidel Castro qui était un de ses plus importants discours depuis le commencement de la Révolution cubaine. La conférence a franchi une étape progressiste énorme pour tout le mouvement révolutionnaire en Amérique latine.

Le thème principal de la conférence était la réaffirmation du programme de la révolution socialiste, le contraire de

"Créer deux, trois, de nombreux Vietnam"
— "Che" Guevara

la ligne de la "coexistance pacifique" avec le secteur dit "progressiste" de la bourgeoisie nationale. On s'est opposé à l'adaptation aux processus électorals frauduleux et à l'abandon de la lutte armée dans les pays où les oligarchies et leurs appuyants impérialistes ont bloqué toutes les voies pacifiques.

Une série de documents fondamentaux ont été adoptées. Ces documents analysent la réalité latino-américaine, résument l'expérience de la lutte de 150 ans pour l'indépendance et la liberté, projettent les moyens principaux de la lutte co -e l'impérialisme américain, défendent la conquête du pouvoir du peuple cubain, et avancent la révolution socialiste à travers le continent. Une organisation permanente, dont le siège se trouve à La Havane, a été créé.

Malgré les contraintes de voyage érigées par le Département d'Etat américain et par ses régimes fantoches latino-américains afin de réduire la présence à la conférence, l'assistance était substantielle. Il y avait 162 délégués, 66 observateurs, 31 étrangers invités, et 153 journalistes de l'étranger.

La reconnaissance du lien étroit entre la révolution latino-américaine et la lutte des noirs aux Etats-Unis était un des plus importants points de la conférence de 10 jours.

On a accordé à Stokely Carmichael une position d'honneur. Lui et d'autres membres de SNCC qui ont assistés au rassemblement comme observateurs ont été assiégés pour connaître leurs explications sur le mouvement du "pouvoir noir" aux Etats-Unis et sur les soulèvements des ghettos.

Leurs explications, données dans des discours et des interviews, étaient hautement appréciées par les Cubains, qui ont été intrigués par plusieurs aspects de ce mouvement. De retour, les représentants de SNCC ont parlé en termes chaleureux de ce qu'ils ont appris en voyant les gains de la Révolution cubaine et en écoutant les révolutionnaires des

27 pays représentés à la conférence...

Les délibérations principales des délégués à l'OLAS se sont passées dans quatre comités de travail à huis clos.

Le leadership droitier du Parti Communiste vénézuélien, qui a attaqué les dirigeants cubains et leur ligne révolutionnaire, n'était pas invité à la conférence. Ainsi l'opposition était réduite à celle des représentants des autres partis qui ont essayé de relier l'écart ou d'adoucir la position cubaine.

Mais les Cubains et les représentants nombreux des fronts de guérillas actifs ont insisté pour clarifier d'une façon qui ne permettait aucun doute les principes de base en jeu. Ils ont fait des concessions seulement sur quelques formulations. Les propositions finales était passées à l'unanimité.

Dans son discours terminant la conférence, Castro a exposé le Parti Communiste vénézuélien qui a cédé sous la pression de l'impérialisme. Il a lu tout le texte du document principal des leaders de ce parti, et le prenant comme cible, a répondu à ses arguments fondamentaux.

Sa réponse a traité des questions spécifiques. Mais en somme, c'était aussi une forte déclaration des droits de la souveraineté de Cuba face aux efforts de l'impérialisme américain pour faire tomber le gouvernement révolutionnaire et écraser les conquêtes socialistes.

En même temps, Castro a affirmé catégoriquement la loyauté de Cuba à la révolution latino-américaine, et à la révolution mondiale dans l'ensemble. Il a cité des occasions notables où le gouvernement cubain a mis les intérêts de cette révolution avant même les besoins économiques de leur nation.

Un des items les plus remarquables dans cette déclaration vraiment révolutionnaire était la dénonciation par Castro de la trahison du leadership droitier du Parti Communiste vénézuélien et ceux des autres pays qui prennent la même ligne, y compris même une "micro-fraction" cubaine.

Castro a réaffirmé la condamnation cubaine aux "pays socialistes" qui ont offert de l'appui financier et technique aux oligarchies de l'Amérique latine. Ainsi il a mis l'accent sur la position indépendante du leadership révolutionnaire cubain tout en maintenant les liens établis avec les autres Etats ouvriers.

Il a terminé par une déclaration stimulante de la détermination de Cuba de ne pas céder devant l'impérialisme américain, même en cas d'un blocus total, ou d'une attaque militaire.

La conférence de l'OLAS a marqué un progrès absolu sur la Conférence Tricontinentale en janvier 1966. Il a continué et mis l'accent sur la ligne révolutionnaire fondamentale adoptée par l'assemblée Tricontinentale. De plus, il a éliminé certaines concessions cédées devants les partisans de la "coexistence pacifique".

La conférence de l'OLAS a marqué une scission définitive avec le leadership traître du Parti Communiste vénézuélien et a dressé le bilan de la lutte contre lui. Elle a averti clairement ceux qui voteraient pour les propositions de l'OLAS mais qui refuserait de les exécuter.

Elle a ouvert la voie vers un regroupement des effectifs révolutionnaires en Amérique latine — un contraste très bienvenu avec les attaques "anti-trotskyste" qui ont gâté la conférence Tricontinentale.

Finalement, elle a érigé une structure pour coordonner la lutte révolutionnaire sur une échelle continentale.

La conférence de l'OLAS a été une réussite remarquable, une réussite qui promet beaucoup au mouvement révolutionnaire dans l'hémisphère occidentale, et dans le monde entier.

OU VA L'ESCALADE U.S. AU VIETNAM ?

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 3, No. 6 (18) novembre – décembre 1967 15 cents

CHE *est mort mais sa cause vit toujours !*

Johnson écrase les employés du transport

LE RIN:

un congrès de compromis

Colchester - Hants: la LSO - LSA contre Stanfield

VERS UN PARTI OUVRIER QUEBECOIS?

- le congrès de la FTQ

- éditorial

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Qué.

La révolution russe a 50 ans !

'CHE' EST MORT, MAIS SA CAUSE VIT!

PAR MICHEL MILL

Né en Argentine, issu d'une famille petite bourgeoise il y a 39 ans, cet homme a été durant sa courte vie, médecin, soldat guatémaltèque, guerrillero, directeur de banque et ministre gouvernemental. Mais la direction que prenait l'évolution de sa vie et de sa pensée personelle a toujours été très claire. Cette évolution n'était que celle de la révolution latino-américaine elle-même -- une ligne toute droite vers le socialisme révolutionnaire et international.

N'ayant jamais reconnu aucune contradiction entre la théorie et la pratique, le jeune médecin Ernesto Guevara est parti de l'Argentine en 1952 afin de mieux participer à la libération de son continent. En 1954, il participa comme soldat de rang dans la défense désespérée du gouvernement nationaliste d'Arbenz à Guatémala. Après la sordide victoire des impérialistes et leurs laquais dans ce pays, Che arriva au Mexique où il allait rencontrer bientôt le jeune avocat cubain, Fidel Castro. Débarqué à Cuba en décembre 1956 avec une petite bande de révolutionnaires convaincus, sa carrière remarquable commença pour de bon.

Ses capacités intellectuelles et pratiques firent presqu'immédiatement un leader militaire et politique de Che. En 1958 il fut commandant des sections de

l'Armée Rebelle qui gagnèrent les batailles de Sancti Spiritus et de Santa Clara, batailles qui permirent l'entrée triomphale de Castro et son mouvement à La Havane.

Dans le nouveau régime, Guevara fut d'abord gouverneur de la Banque cubaine et ensuite ministre d'Industrie. Dans ces postes, il fut un des premiers responsables de la transformation révolutionnaire de Cuba d'un Etat bourgeois démocratique à un Etat ouvrier, d'une économie capitaliste de propriété privée à une économie socialisée sur la voie au socialisme.

De 1961 à 1965 Che Guevara fut reconnu comme l'économiste, le représentant international et le théoricien le plus important de la révolution cubaine et coloniale. Fidel Castro, chef d'Etat et leader reconnu de la révolution cubaine suivait presque toujours les conseils de son camarade Guevara; l'amitié personelle et politique de ces hommes n'était jamais doutable.

En 1961 Che fut le délégué cubain à la fameuse Conférence de Punta del Este, conférence qui voyait la création de la soi-disant Alliance pour le Progrès. Seuls, les représentants cubains ont présenté la dure réalité -- sans révolution anti-impérialiste, sans lutte armée il n'y aura jamais de progrès pour les pays coloniaux. Cette Alliance proposée par les USA n'était qu'une autre forme de "l'alliance" entre le maître et ses esclaves. Depuis lors, la ligne cubaine

....de la puanteur politique

"Il est mort sans comprendre pourquoi l'insurrection armée, quoique forme la plus élevée de l'action révolutionnaire, n'est qu'une des formes de la lutte pour le pouvoir du peuple.

Il a donné sa vie sans comprendre qu'il peut être aussi héroïque et aussi utile de mourir avec des tracts pleins ses bras qu'avec des grenades plein sa musette."

On aurait cru que c'était un écrit de Kautsky, de Léon Blum ou même de Kerensky parlant de Lénine si on n'avait pas vu la date et le nom du journal où cet article a paru. Dans son plus récent numéro, Combat, organe du Parti communiste du Québec, a publié une saloperie ignoble sous le titre d'"Adieu, guerrillero" d'où ces extraits sont tirés. La personne dont il s'agit est Ernesto 'Che' Guevara bien que l'article de moins d'un quart de page ne mentionne jamais son nom.

Faisant suite à des bêtises écrites, intitulées "OLAS, Hélas!" et "Pourquoi pas 3 ou 4 Cuba" cet article trouve sa réponse dans le discours de clôture à la Conférence de l'OLAS de Fidel Castro;

"Et ici, nous avons aussi notre micro-fraction, composée de vieux sectaires, ce qui n'est pas la même chose que les vieux communistes. Ils se sont systématiquement opposés à toutes les conceptions de la révolution, aux plus sincères et aux plus pures attitudes révolutionnaires de notre peuple; à notre conception du socialisme, du communisme, à tout."

Non, messieurs les calomniateurs, les pseudo-révolutionnaires, vous avez tort; il a bien compris. Il a bien compris votre réformisme cru; la portée anti-révolutionnaire de vos idées et de vos activités. Sa grandeur est de vous avoir compris et combattu.

Non, messieurs les ignares, vous avez tort de lui dire, adieu; it vit toujours. Sa pensée vivante et ceux qui la suivent les vrais révolutionnaires vont vous écraser. C'est plutôt à vous qu'ils diront, adieu! Viva Che!

M.M.

dans les affaires internationales fut celle de Che -- le prolétarisme international et la révolution socialiste mondiale.

"En bref, il faut se rappeler que l'impérialisme est un système mondial, la dernière étape du capitalisme, et il faut le battre dans un confrontement mondial...

De plus, les bourgeoisies indigènes ont perdu toute possibilité d'opposer l'impérialisme -- si elles en ont jamais eu -- et ne constituent que son dernier atout.

Il n'y a pas d'alternative; c'est soit la révolution socialiste soit une caricature d'une révolution."

Guevara, Sur le Vietnam et la Révolution mondiale, 1967

Malgré la dépendance de Cuba de l'aide soviétique 'Ché' n'hésitait jamais de critiquer ouvertement le rôle des Etats ouvriers sur le plan international:

"Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays-exploiteurs de l'Occident."

Une Aspiration Commune, 1965

A l'intérieur de Cuba, Che se battait pour un plan anti-bureaucratique de développement économique et social. Dans le débat économique qui se déroula à Cuba il y a quelques années Che proposait les stimulants moraux contre l'idée de stimulants matériels individuels (c'est-à-dire, des hausses de salaires pour des 'bons' travailleurs et rien pour les 'mauvais') tout en rejettant la fausse notion maoiste que les stimulants économiques collectifs constituent eux aussi un embourgeoisement de la classe ouvrière. Pour lui l'évolution de l'homme socialiste de l'avenir dépendait de son évolution économique et culturel; mais cette évolution doit être surtout collectiviste.

En mars 1965 Che disparut subitement de Cuba et de la scène politique. Des spéculateurs se mirent à l'oeuvre; leurs idées allaient de sa démoralisation politique jusqu'à l'accusation récente faite par un vénézuélien que Castro l'avait fait tuer en 1965 pour des raisons personelles!

D'ailleurs, Castro a rendu publique une lettre de Che disant qu'il allait offrir ses services de révolutionnaire à d'autres pays de son continent. Pour Che le prolétarisme international n'était pas un mot d'ordre folklorique mais un guide d'action personel. On sait maintenant qu'il est allé participer à la guerrilla en Bolivie.

Néanmoins ses travaux théoriques n'ont pas cessé. La théorie révolutionnaire et l'action de guerrilléro se complètaient en lui -- sa dernière communication au mouvement socialiste international lançait le mot d'ordre, "Créez deux, trois, plusieurs Vietnam". La meilleure défense d'une révolution est son extension dans d'autres pays. La conférence de l'OLAS a repris ce slogan et, en fait, a fait la sienne le programme révolutionnaire que symbolisait Guevara.

Le 8 octobre, 1967, les militaires boliviens avec l'aide de leurs conseillants américains ont capturé et tué Commandante Ramon; Ernesto 'Che' Guevara est mort.

Les impérialistes et leurs laquais avaient raison à craindre et haïr Che. Les 'Gorilles' boliviens et leurs maîtres américains en ont eu tellement peur qu'après l'avoir assassiné ils se sont pressés de brûler et cacher ses restes.

Maintenant ces bouchers se fêtent de leur 'victoire'. Mais leurs grimaces obscènes se gèleront sur leur visage lorsqu'ils se rendent comptent que Che vit toujours. Il vit dans ses idées révolutionnaires irrépressibles et il agit dans tous ceux qui continueront la lutte qui ne pourra aboutir qu'à la victoire.

Viva Che!

HUGO BLANCO

ET REGIS DEBRAY: LA VIE SAUVE

Tandis que les flammes de la révolte se propagent à travers le continent, l'impérialisme américaine et ses fantoches latino-américains intensifient leur répression. Dans presque tous les pays, on chiffre le nombre des prisonniers politiques par des centaines et des milliers. Dans certains pays, ceux qui s'opposent au régime sont souvent retrouvés morts, victimes d'assassinats politiques.

C'est dans ce cadre qu'a été fait la sentence de 25 ans d'emprisonnement au Pérou contre le leader paysan Hugo Blanco et celle de 30 ans en Bolivie contre Régis Debray. Bien sûr, les deux procès se moquaient de toute conception de justice; les prisonniers étaient jugés coupables avant l'ouverture du procès. Mais ce qui nous frappe, c'est qu'ils n'étaient pas condamnés à mort, ou "trouvés morts" quelque part. La campagne internationale de solidarité a sauvé la vie des deux révolutionnaires. Mais restons conscients. A l'intérieur des prisons sud-américaines il y a d'innombrables menaces à la vie d'un prisonnier politique. On a déjà blessé Blanco à cause d'une supposée infraction des réglements. Seul le maintien de la pression sur ces gouvernements peut assurer la vie de ces combattants qui veulent mettre un terme à la misère du peuple latino-américain.

VIVE LE

THE SOCIALIST VIEWPOINT

QUEBEC

STATEMENT OF THE LSA-LSO

LIBRE

.25

READ and subscribe to

THE WORKERS
VANGUARD

Keep up with what's happening in Quebec, the NDP, the trade unions, and the movement against the Vietnam war.

12 issues $1.00 1 year $2.00

1 Cumberland St., Toronto 5

LA LUTTE OUVRIERE

a revolutionary socialist journal of news and analysis from Quebec — now appearing in new printed format.

1 year (6 issues) $1.00

17 ouest, rue Ontario, Montreal 18

jeune garde

new youth publication
of the
Ligue des Jeunes Socialistes

17 Ontario O., Montreal 18

young socialist forum

English Canada's leading socialist youth magazine

1 year (6 issues) $1.00

32 Cecil St., Toronto 2B

(1968)

published by Vanguard Publications, 1 Cumberland St., Toronto 5

VIVE LE QUEBEC LIBRE:
(English version of 1968 Convention resolution entitled “Vers la Libération du Québec”)

Introduction

No political or social issue has aroused such interest and concern from coast to coast as Quebec. Every tendency is compelled to take a stand as to whether there is a French-Canadian question, as distinct from an Italian or Ukrainian-Canadian question, and if so, what is its nature and what is the solution.

The following is the socialist viewpoint. It is the resolution adopted by the delegates to the July 1, 1968 weekend convention of the League for Socialist Action/Ligue Socialiste Ouvrière.

The convention was held on the eve of Dominion (Confederation) Day, only a week after ‘’Bludgeon Monday,’’ the day of the police assault on the independentists who responded to Prime Minister Trudeau's provocative appearance at Quebec's national holiday, St-Jean Baptiste Day. Permeating its sessions was a profound spirit of identity with the Québécois struggle and that of the French student and revolutionary forces who led the great May upsurge in the direction of a socialist France.

The resolution was the culmination of an intense discussion that had been unfolding both in previous conventions and in the internal life of the LSA/LSO over the past four years. It was adopted unanimously by the delegates from Quebec and elsewhere in Canada, who united in convention, as in day to day struggle, in a common organization, the League for Socialist Action/Ligue Socialiste Ouvrière.

1968 Printed in Canada

VIVE LE QUÉBEC LIBRE

"Let us be frank. What is at stake, for me, is nothing less than the survival of Canada."

So said Lester Pearson, then prime minister of the country. The head of state was once again commenting on a fact widely recognized in Canada: after more than 100 years of confederation, there is growing discontent in this country, of such a profound character that it threatens the survival of the established order. Mr. Pearson could not but recognize the main source of this discontent, and the justice of its claims: "There is no one here who does not know that French Canada is presently deeply dissatisfied with its place in confederation. There are complex reasons for that, of varying importance. . . Most of these reasons are well-founded."

The depth of this discontent was dramatically revealed in the 1967 visit of France's president de Gaulle to Quebec, where his demagogic cry "Vive le Québec Libre" evoked a massive and enthusiastic response from the Québécois, provoking a sharp hostile reaction from the federal

government, which in turn deeply shocked French Canada. French-speaking Québécois did not welcome de Gaulle as a liberator. Their response was a demonstration of identification with the *francophonie*, the French-speaking world, and of expectation that his actions would rebuff the Ottawa government. More precisely, it showed the depth of their consciousness of their national oppression, and their growing desire to achieve a free Quebec.

The French Canadian population of Canada constitutes an oppressed nation within confederation. Its character as a nation is revealed by its possession of a distinct language, culture and history of its own, and above all by its well-defined national consciousness. This consciousness is heightened by the fact that the French Canadian people are concentrated in one area, Quebec, where they constitute an immense majority, and have developed deep cultural roots and forms of cultural, social and political expression. French Canadian national communities can also be found in every province of Canada, constituting a majority of the population in large areas adjacent to Quebec.

The standard of living of the average Québécois reveals the oppressed position of this nation within the Canadian context. His per capita income is only two-thirds of the Canadian average. The rate of unemployment is higher than the Canadian average, sometimes higher even than in the Maritimes, a seriously depressed area. The Quebec rate is double the Ontario rate. In cities of mixed English and French-speaking peoples, it is the latter who live in the most depressed areas. As for the education of French Canadians, dominated by the church and deprived of adequate funds, it is generally recognized as inferior to the education of English-speaking Quebec. The public education system is designed to provide a low-skilled and unskilled and thus a lowly paid work force for industry and the service trades while the *collegès classiques* provide a limited access to the professions.

Subordination of French Language

Yet the most profoundly felt form of the national oppression of the Québécois is the status of their language. The majority of Montrealers can live only with difficulty in their mother tongue in this city, the leading urban center of the nation. English domination has pressed the French language into a completely subordinate position in daily life and poses a strong corrupting force against the French language and culture, while outside Quebec, French Canadians are denied the most elementary language rights even where they constitute a majority. Even the federal government, for all its tokenist concessions, functions in English. Only a feeble minority of the leaders of the government and civil service are French-speaking or effectively bilingual. All important meetings in Ottawa are conducted in English. Discrimination against the French language is most marked on the job, where the ability to work in English is usually a condition of promotion, and often even of employment.

A strong national consciousness has arisen from this condition of national oppression: a self-identification as Québécois, an awareness and resentment of English oppression, and often of the "Uncle Tom" role of French leaders of church, industry and government. For some period after the defeat of the 1837 uprising and the consummation of confederation, the church and other reactionary institutions of Quebec life were the leaders and spokesmen for the French-Canadian people. The development of industry in Quebec, owned and controlled by English-speaking capital, heightened national consciousness. But it also produced a working class preponderant in numbers alone in Quebec society.

The independent dynamic of Québécois nationalism has been more and more clearly seen, as it has broken out of the control of the national bourgeois who have shown their incapacity to defend, let alone extend the national interests of French Canada. Québécois nationalism today presents a formidable challenge to the rulers of Ottawa and Washington, of Bay and St. James Streets and Wall Street, and is a fundamentally progressive force which, as it moves forward, brings Quebec workers into conflict with the entire capitalist order, including the relatively small French Canadian bourgeoisie.

National consciousness has given new dimensions to the class struggle which is developing on a wider scale at all levels of Quebec society today.

The student is made more strongly aware of the limitation of his perspective in Quebec society by the discrimination he must face as a French Canadian in a society dominated by Anglo-American capitalism. The petty-bourgeois can have fewer illusions about his possibilities for advancement. Most of all, the worker's struggle is heightened by the fact that the boss is English-speaking and that his exploitation is redoubled because of his nationality.

The Quebec workers share the problems of their English-Canadian brothers—of inflation, unemployment, "speed-up", insecurity of employment, anti-labor legislation — and struggle against the same enemy, ensconced both in the corporation boardrooms and the state councils. But if the English-speaking worker is held back by illusions as to the nature of the system and his exploitation, the French-speaking worker is more conscious of his exploitation and less inhibited in his reactions. Everywhere he looks there are forces trying to crush his identity as a French Canadian. At work he must speak the boss's language — English. His children are victims of inferior education, while his culture and language deteriorate under the pressure of English domination. He is doubly oppressed — as a worker and as a Québécois. The national oppression of Quebec workers gives their struggle a militancy and a revolutionary dynamic which assures that the workers of Quebec will play a vanguard role in the socialist transformation of Canada.

One of the most notable features of the recent history of Canada is the rise of the French Canadian working class which has demonstrated an unparalleled will to struggle, an unparalleled solidarity and an unparalleled holding power. In pan-Canadian union struggles, the Québécois have consistently been in the vanguard of the struggle. Quebec leads in the pan-Canadian labor struggles in terms of the duration of strikes, the number of workers involved and their militancy. Wide layers of white collar workers are entering the working class movement — Montreal is the site of the first successful organizational drive among bank workers.

Some of Quebec labor's biggest and most successful struggles have been waged by public employees in an area where a strike represents not just a challenge to a boss but a confrontation with the state power. The Quebec government's enactment of far-reaching anti-labor laws and its smashing of public employees' strikes through "emergency laws" has failed to break the momentum of the struggle. It is above all the militancy and strength demonstrated by the Quebec workers that has wrought such profound changes on other layers of society, impressed the students and the poor farmers by its achievements and profoundly changed the face of that society.

Just as the Quebec working class is in the vanguard of the pan-Canadian labor movement, the Quebec students are in the vanguard of the pan-Canadian student movement. In addition to all the factors that have impelled students across the world to challenge the status quo, for Quebec

students there is also the deep sense of frustration and injustice that flows from the discrimination against them as French Canadians. They know that the educational system does not prepare them to play the role in society to which they aspire. But even those who feel themselves to be prepared find upon graduation that there are few opportunities open to them. The big corporations that dominate the economy maintain little professional staff and do little or no research at the Canadian end of their operations —and where they do the posts go to *les anglais.*

The student movement, composed largely of youth drawn from the lower middle class, has clearly identified itself with the most dynamic force in the struggle against national oppression — the working class movement. Quebec students have withdrawn from the more conservative Canadian Union of Students to form their own organization, the Union Générale des Étudiants du Québec (UGEQ), which relates the students' position to that of the workers and poor farmers and which actually considers itself to be part of the trade union movement, in fact a radical wing of it. UGEQ actively supports strikes and organizes giant demonstrations on other issues such as Vietnam. Recently French-speaking university students from several cities (Montreal, Moncton) mobilized *en masse* with the aim of winning reforms in teaching and school fees. An important area where the young university intellectuals have found an expression for their sense of injustice is in the trade union movement, where they have joined organizing staffs and played a leading role in the vast wave of struggles that have stirred Quebec over the past decade.

Dominated by Foreign Capital

The farmers, too, pushed to the wall by the widening gap between the prices they obtain for their product and the high cost of equipment and materials required for their operations, have undergone a process of sharp social differentiation. The vast majority, who are quite poor, are organized in a central organization (*centrale*) — the Union Catholique des Cultivateurs (UCC). It too has linked itself closely to the working class movement. In recent years these farmers have marched by the thousands on Ottawa and Quebec to advance their demands.

The source of the national oppression of French Canada is the domination of its economy by foreign capital—English Canadian, U.S. and European. Some 80 to 90 percent of Quebec workers are employed by English-speaking capital. In the key Montreal area 80 percent of the wealth of local companies is in the hands of English-speaking capital interests. According to John Porter's analysis of Canada's "economic elite," only one-sixteenth is French-Canadian, and apart from two small Quebec banks they base their power almost entirely on English- controlled corporations.

In many ways Quebec conforms to the classic norms of a colony. It is controlled economically by foreign capital and politically through the Ottawa regime. The economic effect of this imperialist control can be seen in the distortion of the economy — the heavy concentration on extractive industries and cheap labor industries, and the minimal allocation of funds for, and the consequent backwardness of, such basic services as health and education.

The subjection of the French Canadian nation has facilitated the creation of a pool of cheap labor and of unemployment, and the division of the working class of Quebec along national lines. (The English-speaking workers constitute an important sector of the population all the more in that it is concentrated in Montreal.)

The prevalence, the domination of the English language on the job reflects the self interest of the English-speaking monopolists, who would only increase their costs by employing the French language, and have therefore promoted English as the language of business and work. It also reflects the arrogance of *les monopolistes*, bloated with self importance, permeated with class arrogance and contemptuous of those whom they overlord. Their contempt for every aspect of the culture of the conquered is a form of justification of their conquest and oppression.

Capitalism while it has nowhere given up its economic interests without a terrible struggle, is capable under pressure of granting concessions which would alleviate and tend to eliminate language discrimination. But the Anglo-American monopolists have a massive economic stake in Quebec and it is in the operation and extension of their class interests that the national oppression of the Québécois is rooted. This oppression will be eliminated only through a mass mobilization of the Québécois against the fundamental cause of this injustice—Anglo-American capitalism and its political agents and collaborators in Ottawa and in Quebec.

Nothing can be expected from the French Canadian capitalist class in the struggle to make the Québécois *maîtres chez eux* (masters in their own house). The Quebec national bourgeoisie stands today in a position of extreme weakness and in close alliance with English Canadian and U.S. capital. Confederation provided English capital with the political framework to carry out the basic industrialization of Canada. The stripping of the public treasury, so important to the establishment of capitalism in this country, was carried out by English capital for its own profit. Through its tariff and foreign trade policy, and through gifts of exploitation rights for the resources of the country, the federal government cleared the road for English-speaking capital. Ottawa's immigration and education policies deprived the French-speaking population outside Quebec of its language rights. It restricted the rights of the French community to a single province, intending to drown French Canada in the English-speaking majority.

The French Canadian bourgeoisie lacked the strength to contest English capital's stranglehold on the Quebec economy. Instead, it resigned itself to the role of subservient collaborator of English-speaking capital. Together with the clergy it cooperated with the invader and aided this economic invasion, while isolating the Québécois from the rest of the continent with its promotion of a reactionary, clerical and rustic nationalism.

Behind Today's Nationalist Parties

Today the economic base of the French-speaking bourgeoisie is extremely weak. What power it has is closely tied to that of English Canadian and U.S. capital. Within the framework established by the English-speaking bourgeoisie it maneuvers to win special privileges, but confronted by the mounting struggle of the working class it cannot and does not attempt a change in the basic relationship of forces.

The weakness of the national bourgeoisie has enabled the petty-bourgeoisie in Quebec to play on occasion an unusually prominent social role. In the past, it has been the chief spokesman for Quebec nationalism. It has provided the major base of support of the provincial parties, and wielded great influence through provincial governments. On several occasions it has brought forth new nationalist formations such as the Bloc Populaire and the present separatist parties. Yet its record and its prospects for advancing the national struggle are very meager.

Quebec provincial governments have engaged in many disputes with the federal government to win marginal concessions for the Quebec petty-bourgeoisie and the French Canadian nation, within the overall framework of confederation and continued Anglo-American domination. Since the end of the Duplessis era, they have made many moves to strengthen the power of the Quebec government, modernize its structure, and use its power to promote the interests of the French-speaking petty-bourgeoisie and French-speaking capital. On many questions, it has raised legitimate national demands, such as the right of Quebec to an independent role in foreign affairs.

Whatever its episodic victories, the overall record shows the great weakness of the provincial government, and of the petty-bourgeois nationalism which has provided the main driving force in these contests. Ambitious economic projects to round out Quebec's economy and to provide the base for modernization, have been stalemated. The government can survive only on the sufferance of big capital, and even then suffers chronic financial problems. Unwilling to press matters to a showdown with Ottawa and the monopolies, it has been unable to rally deep-going popular support, caught as it is in the crossfire of the class struggle, and forced to move out more and more harshly against the working class as this struggle has advanced.

The present debate over constitutional reforms will result in no substantial solutions to the pressing problems of the daily life of the working people. The chief protagonists of these constitutionalist reforms have no concept of mobilizing effective forces, let alone changing the relationship of class forces. In the last analysis, a constitution is only a reflection of this real class relationship and no serious changes, constitutionally or otherwise, will take place until a mass movement has challenged the power of the great monopolies which control Quebec. Both the Union Nationale and Liberal governments of Quebec have faced the same dilemma: to protect the interests of big capital on which they ultimately rest, they must move out more and more openly against the struggles of the exploited classes. Thus they exhaust any potential for carrying a serious struggle for equality for the French Canadian nation.

Three new nationalist parties have seen the light of day in recent years of which two, the Rassemblement pour l'Indépendence Nationale (RIN—Assembly for National Independence) and the Mouvement Souveraineté-Association (MSA—Movement for Sovereignty-Association) have considerable appeal to militants among students and intellectuals and in the working class. These parties, different in origin and many aspects of program, are both petty-bourgeois in their social base and their program. Their aim is to build a united movement of all social classes, with the goal of national independence (through separation, or sovereignty and subsequent association with English Canada), in which framework social reforms could then be achieved. Their program on the national question does not go much beyond formal independence — the RIN states it will welcome U.S. capital investment while the MSA advocates economic union with English Canada and thus with the English-speaking monopolies. Neither proposes to challenge the power of the monopolies. Their social program offers little to the exploited classes of Quebec.

Given the continued absence of a labor party, these parties would attract some working class support. Yet they are fundamentally the political image of their class. Unable to develop a program genuinely independent of the capitalist class, unable to carry a real struggle against the monopolies, unable to develop a social program to meet the needs of the working class, they are fated to be shoved aside by the developing class struggle in Quebec.

Québécois Workers Hold Key to Future

In the classical colonial or semi-colonial countries, the class differentiation within the national movement and the rise of the working class to the leading role necessary to carry the bourgeois democratic revolution through to the end via the socialist revolution is usually established only after a series of complex struggles and at a late stage in the process. Quebec however is distinguished from the classical colony by the fact that it is an industrialized area where the farmers, though impoverished, own their own land and constitute only a small part of the population, and the class antagonisms characteristic of capitalism dominate social relations, with the working class a developed, independent and powerful force.

In Quebec not only is the national bourgeoisie closely allied with and dependent upon Anglo-American capital, but the "national" government is an open instrument of the monopolies in battling the labor movement. The Quebec working class comprises the overwhelming majority of the population, and is organized along economic lines in trade unions over 600,000 strong ranged against both Anglo-American and Quebec capitalist interests. It is already beginning to move along the lines of independent political action against these interests which are organized as a class in control of state power.

A parallel polarization around the Quebec question is beginning to shape up in English Canada. While the bourgeois parties are implacable in their opposition to the national demands of Quebec, it is the New Democratic Party which has moved towards support of the national struggle, endorsing and campaigning for the concept of special status for Quebec. If this has not been defined to incorporate the full right of self-determination, it encompasses the concept that it is the people of Quebec who must determine the special relationship they desire with English Canada.

The struggle to establish the national rights of the Québécois is shaping up as a class struggle for political power, headed up by the working class. Only a mobilization of the workers and their allies against the present system, against capitalism, the real cause of the injustices, can open the road to the national liberation of French Canada. This will have to be done against the tenacious resistance of the capitalist class, French and Anglo-American.

The militancy displayed by the working class and its allies in the Quebec class struggle shows the depth of class and national injustice in Quebec, and how sharply this injustice is felt by the Quebec people. The only road to remove the source of this injustice is a socialist revolution, through which the workers of Quebec will gain control over the political and economic structure of the country.

The great task of the working class is to replace the governments of the Lesages and Johnsons with a workers' and farmers' government, expressing the needs of the exploited classes of Quebec, which can eliminate the source of national and class injustice by destroying the capitalist order in Quebec, by taking over control and ownership ship of the great foreign monopolies which presently have a stranglehold on Quebec society, and establishing the real independence of Quebec from all foreign domination.

With the nationalization of the monopolies which presently control the economy and lives of the Québécois, the utilization of Quebec's great productive resources will be harnessed to the needs of the working people, and Quebec will rapidly overcome the backwardness forced upon it by imperialism. Socialist planning will take place through the democratic management of the

workers themselves, on the shop level, and in the working out of the overall economic plan.

With a workers government, where the masses will be in full control, the concept of self-determination of the Quebec people as a sovereign nation will come to its full fruition. It will reverse the present tendency towards inundation of the French culture by establishing French as the sole official language. It will utilize the already great wealth of the economy to promote and assist the development of French culture and language, making available in French all the technical material, etc., required for the many-sided development of technology and culture, and ensuring the development of close cultural links with the French-speaking world.

By eliminating the exploitation of Quebec by foreign capital, and the social system that feeds on the poverty, unemployment and discrimination, the socialist revolution will remove the root causes of national oppression. It will establish once and for all the sovereignty of the French-Canadian people and their independence from any form of foreign domination, and thus open the door to real equality in the relationships between French and English Canada. The Quebec people will then be free to establish the relationships they desire with surrounding peoples, and will undoubtedly seek and establish an association with them in a United Socialist States of North America.

Is Separation the Answer?

French Canada has the historic right to determine freely its relationship with English Canada, including the right to separate if it so desires. Revolutionary socialists defend this right to self-determination. But it is not enough to take this basic democratic position; revolutionary socialists take a stand on how it should be implemented, from the standpoint of what will best advance the struggle of the working class at any given period.

Would it advance the overall struggle to adopt the program of separation of Quebec from English Canada? It is striking that despite the existence for several years now of an articulate movement for political independence, with the resources to make its viewpoint known, workers have shown little interest in it and given it no real support. No tendency of the labor movement has adopted an independentist program. The response to the independentist appeals has been largely limited to the rootless intellectuals, to the petty-bourgeois, who see no other vehicle for ending Quebec's national oppression, rather than to labor, whose powerful forces are already in struggle against the Anglo-American monopolies on a more extensive scale.

Is there such a gap in the level and direction of the class struggle in Quebec and in English Canada that the workers struggle could be advanced by orienting to political independence from English Canada? For the Québécois labor and nationalist movement, as for Canadian labor outside Quebec, the enemy is in Ottawa. The enemy is the federal state whose power stands behind national and class domination in Quebec. Why would a class that understands this fail to take into account that the Canadian working class outside Quebec is organized on a massive scale against Ottawa, both on the trade union level and politically through the NDP? The forces of labor are even a step ahead in the rest of Canada, in one respect – they have a powerful political arm, the NDP, which in general identifies itself with the cause of French Canada and has already succeeded in establishing itself as a force in Quebec. The strong roots of the NDP in Quebec and the association of the majority of the organized working class in Quebec with the Canadian Labor Congress provide evidence of Quebec labor's awareness of the great benefits to be gained for its

struggle by allying itself with the organized forces of the English Canadian working class, in a common struggle against the federal state.

The political independence of French Canada stands as an historic alternative, which cannot be approved or rejected except in terms of given social conditions at a given time. At this time, there are no grounds to believe that the working class, by adopting the program of political independence, would advance its interests in any way, in terms either of its present class consciousness or of its ultimate objective of defeating the power of the monopolies politically buttressed by the Ottawa regime.

Despite its rapid growth and demonstrated strength, the Quebec labor movement finds itself today in a serious impasse. A number of major strikes have been turned back or defeated by provincial government back-to-work emergency laws, with the bipartisan support of the Liberal and Union Nationale parties. Damaging anti-labor laws have been written into the statute books. The achievement of the most basic social goals of the labor movement, of a durable and meaningful improvement in the standard of living of Quebec workers, of significant moves against Quebec's national oppression, is totally blocked by the political monopoly of the Liberals and the Union Nationale, committed to the defense of capitalist interests against all challenges.

The dilemma of the labor movement stands in striking contradiction to its repeatedly proven power and will to struggle, and to the breadth of its influence and the support it has rallied in other key sectors of society. Many fundamental criticisms must be made of the policies of the union leaderships, but we must recognize that the Quebec union leadership, while it varies in character according to the union in question, plays on the whole a more positive role than elsewhere in Canada — more energetic, more open to rank and file pressure, less mired in bureaucratic privilege and bureaucratic methods of operation. It has repeatedly opened the door to militant and effective class action on the trade union level. Nor can the fault be laid to union structure. In fact the record of internecine conflicts and raiding within the labor movement is now tending to be overcome by serious moves on the part of both the Confederation of National Trade Unions (CNTU) and Quebec Federation of Labor (QFL) to bridge the division.

Developing Movement for Labor Party

Rather the great problem has been the failure so far of the QFL and particularly the CNTU to undertake independent labor political action, to present an alternative to the anti-labor regimes of Lesage and Johnson. They have attempted to win concessions through lobbying, through pressuring the existing regimes, only to see both governments move to an overtly anti-labor position. If the labor leadership has held back in the past from political action through its illusions about the character of these parties and the lack of confidence in the strength of its own movement, the general motion towards a labor party is now becoming clear. The QFL, which has endorsed the NDP federally since its foundation, passed a proposal at its last congress calling for a conference to discuss the creation of this party. A strong political base for the party already exists in the New Democratic Party, which has achieved a substantial vote across the province in recent federal elections. The basis for the NDP's refusal to enter the provincial arena has been considerably undercut by Levesque's exit from the Liberal party, which has seriously undermined many illusions about the provincial Liberals, including many held in the CNTU leadership. It is highly significant that the CNTU Montreal Council endorsed the NDP in the 1968 federal election, for the first time in its history.

The projected party could well in fact be formed as a constituent part of the NDP. Whatever the case, it would naturally develop close fraternal ties with the NDP, while retaining general autonomy in its own structures and policies, and possibly developing its own federal wing to run candidates in Quebec federal elections parallel to NDP candidates elsewhere. Once founded, the party would immediately draw strength from the organizational framework already existing in the unions and the NDP, and would be in a position to capitalize on the mounting ferment and militancy in Quebec to pose a powerful alternative to capitalist rule in Quebec City.

The revolutionary socialists organized in the Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action have been among the first and most consistent promoters of a Quebec labor party. Through its journal, *La Lutte Ouvrière,* the LSO, united in a pan-Canadian organization with the LSA, has called for an open conference of the two great labor federations, QFL and CNTU, along with the students union (UGEQ), the union of small farmers (UCC), the New Democratic Party, the socialist organizations and others to found this party and set it on the road to power — a call which was taken up, if not yet carried out, by the QFL congress.

Even though the orientation of the trade union and NDP leadership will play initially a leading role in the formation of this labor party, it is by no means predetermined that the party will be reformist. On the contrary the conditions surrounding its creation are of such a character as to assure that it has every possibility of developing in a totally different direction. The party will be decisively shaped by the objective situation of the working class, which cries out for revolutionary solutions. It will be created in a period not of retreat but of militant advance of the working class. It will reflect a class struggle rendered more explosive by the national oppression, the super exploitation of Quebec workers. It will not be burdened with the tradition of reformism and with the weight of past defeats which weigh on working class parties in many countries. It will draw to it all the political tendencies of the labor and student movement, and can offer a wide field for revolutionists to put forward their program.

There is every possibility that the party will reject the reformist course and set out in a revolutionary direction. It can be won to a program of revolutionary transitional demands, which lead the working class in struggle from today's consciousness to an understanding of the need for a socialist society, and to the struggle to realize it. Rather than being confined to the parliamentary mould, it can be a broad activist movement, campaigning in all arenas through all forms of action necessary to promote the welfare of the working class. It can campaign around a developed program of profoundly revolutionary demands such as the sliding scale of hours and wages, adequate salaries for students, opening the books of the monopolies. While supporting national demands coming out of the daily struggles of the Québécois like the right to work in one's native language and the need for wage parity with Ontario, it can raise the necessity of ending the stranglehold of foreign capital, which stands behind the national oppression of Quebec, by nationalization of the foreign monopolies. In international policy, it would find a natural tendency to identify itself with the anti-colonialist struggles around the world, and could mobilize mass opposition to the policies of U.S. imperialism revealed so clearly in Vietnam.

The Socialist Vanguard

Where will the forces come from to win the labor party, and the working class as a whole, to such a revolutionary program? The militancy and the rich possibilities for socialism in Quebec today contrast strikingly with the weakness of most of the existing socialist organizations, and their lack

of a living orientation to the working class. The Communist Party of Quebec, for example, is totally incapable and unwilling to provide such a revolutionary socialist alternative. Pursuing its policy of peaceful coexistence, it has in fact given up the perspective of struggle for the socialist transformation of Quebec, and survives as a feeble rump without influence in the workers movement. While calling for a labor party in Quebec, the CP opposes its adoption of a socialist program— rather it advocates that the party limit itself to a minimum program to facilitate a bloc with petty-bourgeois political forces. This group, that recognizes in words the right of Quebec to self-determination but remains silent on the policy of Russification of the Ukraine pursued by the Soviet bureaucracy, that shamelessly attacks the symbol of the Latin American revolution, Che Guevara, and apologizes for the counter-revolutionary policy now being conducted by the Communist Party of France, has already been tested and by-passed by events.

The terrorist current generally identified with the Front de Libération Québécois (Quebec Liberation Front) has played a dramatic, if diversionary role in the development of the Quebec left. While its partisans have displayed courage and great willingness to sacrifice for the revolution, their actions were foredoomed to failure. The Quebec working class is not waiting for the clarion call to revolutionary action from outside but searching out a leadership that sinks deep roots into the class, that goes through the experiences of the class, and that throws up new leaders from the class in the process of these experiences.

Several socialist independentist tendencies have emerged in recent years from the broader independentist movement—the Mouvement de Libération Populaire (Peoples' Liberation Movement), the Jeunesse Socialiste du Québec (Quebec Socialist Youth) the Front de Libération Populaire (Peoples' Liberation Front), the Comité de Coordination Indépendance-Socialisme (Independence-Socialism Coordinating Committee) etc. These organizations share a revolutionary perspective, emphasizing that political independence is part of the process of national and social liberation. They solidarize with the heroic struggle of colonial peoples against imperialism, they seek a socialist transformation of Quebec, sometimes showing some understanding that the working class is the motor force of this transformation.

To realize their revolutionary aspirations, these vanguard elements must orient their ideas and their slogans towards the daily struggle of the workers, through a program of transitional demands. In general they have failed to do this, have failed to develop a trade union program, substituting the slogan of political independence of Quebec as the fundamental slogan, sometimes even as the precondition for struggle. These independentists have not grasped the need to build a labor party, in the concrete conditions of Quebec, as a transitional step towards the revolutionary transformation that they strive for. Despite their instability and frequent collapse, these groups represent an important tendency in the process of formation, education and organization of the revolutionary socialist leadership in Quebec, from which individuals and entire groups can be won to a revolutionary socialist program and organization. In contrast to such tendencies, the Ligue Socialiste Ouvrière stands firmly on the developed program and long experience of Marxism-Leninism and its current expression, Trotskyism. As part of a united Canada-wide organization, the LSO/LSA, it gains strength from the united resources and experience of revolutionaries joined in a common struggle around a common program. Its close fraternal association with the Fourth International provides the international outlook needed to develop the program for a socialist Canada.

If the Quebec labor party reflects the revolutionary possibilities inherent in the society that gives it birth, it will nonetheless take the action of the conscious revolutionary socialists to meet the challenge of winning the party to a revolutionary program and orientation. The Ligue Socialiste

Ouvrière, armed with the program and with the nucleus of forces required, is determined not to fail in this essential task.

"... (The) subordination of belated national revolutions to the revolution of the proletariat follows a law which is valid throughout the world. Whereas in the nineteenth century the fundamental problem of wars and revolutions was still to guarantee a national market to the productive forces, the problem of our century is to free the productive forces from the national boundaries which have become iron fetters upon them. In the broad historic sense the national revolutions of the East are only stages of the world revolution of the proletariat, just as the national movements of Russia became stepping stones to the soviet dictatorship.

. . . The bourgeoisie of backward countries from the days of its milk teeth grows up as an agentry of foreign capital, and notwithstanding its envious hatred of foreign capital, always does and always will in every decisive situation turn up in the same camp with it. . . The upper circles of the petty-bourgeoisie, including the intelligentsia, may take an active and occasionally a very noisy part in the national struggles, but they are totally incapable of playing an independent role. Only the working class standing at the head of the nation can carry either a national or an agrarian revolution clear through."

Leon Trotsky, History of the Russian Revolution, vol. Ill, pp. 55-56.

VERS LA LIBÉRATION DU QUÉBEC

Voici le texte du document sur le Québec adopté par la Ligue Socialiste Ouvrière / League for Socialist Action lors de son congrès tenu à Montréal du 29 juin au 1 juillet (1968 –ed.)

«Soyons francs. L'enjeu, quant à moi, n'est ni plus ni moins que la survie du Canada.»

Ainsi s'exprima Lester Pearson, alors qu'il fut premier ministre du pays. Le chef d'état réaffirmait encore un fait largement reconnu au Canada: plus de 100 ans après la Confédération, un mécontentement croissant assez profond pour menacer l'ordre établi se fait sentir dans ce pays. Et M. Pearson ne pouvait que reconnaître l'origine principale de ce mécontentement et la justesse de ses revendications: «Il n'y a personne ici qui ne sait pas que le Canada français est actuellement profondément inquiet de la place qu'il occupe dans la Confédération. II y a des raisons complexes pour ceci, d'une importance variée…. La plupart de ces raisons sont bien fondées.»)

La profondeur de ce mécontentement se révéla de façon dramatique lors de a visite du Président Charles de Gaulle en 1967. Son cri démagogique de « Vive le Québec libre » évoqua une réponse massive et enthousiaste tout en déclenchant une réaction hostile de la part du gouvernement fédéral qui de retour a profondément choqué le Canada français. On n'a pas accueillée de Gaulle comme un libérateur. L'enthousiasme a manifesté une identification à la francophonie et l'espérance que ses actions froisseraient le gouvernement d'Ottawa. Plus précisément cette réaction montra la profondeur de la conscience de l'oppression nationale et l'espoir croissant de réaliser une "Québec libre," libéré de cette oppression.

L'oppression nationale du Canada français

La population canadienne-française de Canada constitue une nation opprimé au sein de la Confédération. Son caractère de nation se révèle dans sa langue distincte, dans sa culture et histoire propre à elle-même et surtout dans sa conscience nationale bien définie. Cette conscience est d'autant plus aiguë que le peuple canadien-français est concentré dans un territoire donné, le Québec, où il constitue la vaste majorité et où il a développé des racines culturelle très profondes et des moyens d'expression culturels, sociaux et politiques. Des communautés de nationalité canadienne-française se trouvent dans toutes les provinces du Canada et ils forment une majorité dans certaines grandes régions près de la frontière du Québec.

Le standard de vie des Québécois reflète la position opprimée de la nation dans le contexte canadien. Le revenu par tête au Québec n'est que le les deux tiers de la moyenne canadienne. Le taux de chômage y est plus haut, dépassant parfois celui de la région défavorisée des Maritimes et doublant celui d'Ontario. Dans les villes où les deux

langues se parlent, ce sont les francophones qui vivent dans les quartiers pauvres. Quant à l'éducation des canadien français on s'accord à l'estimer généralement inférieur à celle des Québécois anglophones. Dominé par l`Église et ne jouissant pas de fonds suffisants, cette éducation se donne la tâche de fournir une main-d'oeuvre peu ou non-spécialisée et ainsi mal payée, à l'industrie et aux secteurs de service.

Cependant la forme d'oppression que les Québécois ressentent le plus profondément c'est le statut accordé à leur langue. La situation est telle que la majorité des Montréalais ne peuvent que difficilement vivre en français dans cette ville, le plus important centre urbain de la nation. Au Québec, la domination anglophone a relégué la langue française à un rôle complètement subordonné dans la vie quotidienne ce qui tend à corrompre la langue et la culture francophone, tandis qu'en dehors du Québec, on nie aux Canadiens français les droits linguistiques les plus élémentaires, même là où ils constituent une majorité. Même le gouvernement fédéral, malgré toutes ses concessions symboliques, fonctionne en anglais. Seulement une faible minorité des dirigeants du gouvernement et de la fonction publique sont francophones ou réellement bilingues. Toute réunion importante à Ottawa a lieu en anglais. La discrimination contre la langue française est plus notable au travail, où la capacité de travailler en anglais est une pré-condition essentielle d'avancement et même souvent de l'embauchage.

Une forte conscience nationale résulte de cette condition d'oppression nationale: une identification comme Québécois, une conscience et un ressentiment de l'oppression anglaise et souvent du rôle de "roi nègre" des chefs francophones de l'Église, de l'industrie et du gouvernement. Durant toute une période après la défaite des soulèvements de 1837 et la consolidation de la Confédération, l'Église et d'autres institutions réactionnaires furent capable de se mettre en avant comme dirigeants et porte-paroles du peuple canadien-français. Le développement de l'industrie au Québec, possédée et contrôlée par le capital anglophone rehaussait la conscience nationale. Mais cette industrialisation a également crée une classe ouvrière qui par son nombre seulement est prépondérante dans la société québécoise.

La dialectique indépendante du nationalisme québécois s'est vu de plus en plus clairement au fur et à mesure qu'il devance le contrôle de la bourgeoisie nationale qui s'est montrée incapable de défendre et ni même d'étendre les intérêts nationaux du Canada français. Le nationalisme québécois est actuellement un défi formidable aux gouvernants d'Ottawa et de Washington, de Bay Street et de la rue St-Jacques. II constitue une force fondamentalement progressiste qui, à mesure qu'il avance, dresse les ouvriers québécois contre l'ensemble de l'ordre capitaliste, y compris la bourgeoisie canadienne-française relativement petite.

La conscience nationale a donné de nouvelles dimensions à la lutte de classes qui se développe actuellement à tous les niveaux de la société québécoise. Les étudiants deviennent de plus en plus conscients, étant donné la discrimination à laquelle ils sont soumis, la manque de perspective pour eux dans la société québécoise d'aujourd'hui – société dominée par le capitalisme anglo-américain. Les petits bourgeois ne peuvent nourrir que de moins en moins d'illusions quant à leurs possibilités d'avancement social. Les ouvriers mènent une double lutte et leur militantisme se renforce du fait qu'ils

doivent se défendre contre des patrons anglophones qui les oppriment en tant que ouvriers et en tant que Québécois.

Les ouvriers canadiens-français sont les victimes des mêmes difficultés que leurs camarades anglo-canadiens — comme l'inflation, le chômage, l'accélération, l'insécurité d'emploi, la législation anti-ouvrière — et luttent contre un ennemi présent à la fois dans les bureaux de direction et au gouvernement fédéral. Mais alors que l'ouvrier anglo-canadien est retenu par certaines illusions concernant le système et l'exploitation qui en découle, l'ouvrier canadien-français sent davantage l'exploitation et s'y oppose d'avantage. Dans n'importe quelle direction qu'il se tourne, il se heurte à des forces qui s'attaquent à son identité comme Canadien français. Au travail il doit parler la langue du patron — l'anglais. Ses enfants reçoivent une éducation inférieure et sa langue, sa culture dégénèrent sous la domination des anglophones. II est doublement opprimé comme ouvrier et comme Québécois. L'oppression nationale des ouvriers québécois donne à leur lutte un militantisme, une dynamique révolutionnaire qui leur confère un rôle d'avant-garde dans la transformation socialiste du Canada.

Un des traits les plus remarquables de l'histoire contemporaine du Canada est la montée de la classe ouvrière canadienne-française qui montre une volonté de combat et une solidarité sans pareilles en plus d'une force qui tient bon contre tous les obstacles. Dans les luttes syndicales au niveau pan-canadien, les Québécois ont été à l'avant-garde. Dans la domaine des grèves au Québec, la nombre des grévistes, la durée des grèves et leur militantisme dépassent ceux des autres provinces. De nombreuses catégories de cols blancs se rallient au mouvement syndical. A Montréal on voit les employés de banque réussir pour la première fois à mettre sur pied une organisation syndicale.

Certaines luttes des travailleurs (et ce sont parmi les plus importantes et les plus réussies) se sont accomplies dans la fonction publique, domaine où la grève n'est pas simplement un acte de défi envers la patron mais bien une confrontation entre les ouvriers et l'État. Le gouvernement s'est empressé de faire adopter des "mesures d'urgence" pour écraser les grèves des fonctionnaires, mais rien n'a pu briser l'élan des travailleurs. C'est avant tout la militantisme et la vigueur qu'ont montrés les ouvriers du Québec qui influencent profondément les autres couches sociales, qui a impressionné les étudiants et les cultivateurs et qui est en train de changer la société canadienne-française en profondeur.

De même que la classe ouvrière du Québec est parmi l'avant garde du mouvement ouvrier pan-canadien, de même les étudiants du Québec se classent parmi avant-garde du mouvement étudiant pan-canadien. Les étudiants du Québec en plus de participer aux problèmes estudiantins communs à tous les secteurs du monde, ont des motifs particuliers de se révolter, un sentiment profond d'injustice et de frustration qui vient de ce qu'ils souffrent de discrimination en tant que Canadiens français. Ils savent que le système d'éducation les prépare mal au rôle qu'ils aspirent à jouer dans a société. Même ceux qui se pensent bien préparés se rendent compte une fois qu'ils ont obtenu leur diplôme, que les ouvertures sont peu nombreuses. Les grandes corporations qui dominent l'économie n'emploient pas un grand nombre de professionnels et ne laissent aux succursales

Québécoises de leurs opérations que peu de travail de recherche et d'expérimentation. Et là où il leur en faut, les postes vont inévitablement aux Anglais.

Sources de l'oppression nationale du Québec

La couche étudiante en grande partie formée de jeunes gens venant de couches inférieures de la classe moyenne s'associe étroitement à la force la plus dynamique dans la lutte contre oppression nationale, le mouvement ouvrier. Les étudiants du Québec se sont retirés de l'organisation plutôt conservatrice de Union Canadienne des Étudiants (Canadian Union of Students) pour former l'UGEQ (Union Générale des Étudiants du Québec) qui fait un parallèle entre la position des étudiants dans la société et celle des ouvriers et cultivateurs; elle se considère partie du mouvement syndical et même comme son aile gauche. L'UGEQ appuie les grèves et organise des manifestations de masse à propos d'événements comme la guerre du Vietnam. Récemment, des étudiants canadiens-français de plusieurs universités (Montréal, Moncton) se rallièrent en masse pour obtenir des réformes dans le domaine de l'enseignement et des frais de scolarité. Plusieurs jeunes intellectuels de l'Université de Montréal ont réussi à canaliser leur désir d'action contre l'injustice sociale en joignant le personnel des syndicats et en jouant un rôle de leadership dans la vague de combats qui a secoué le Québec durant la dernière décennie.*

Les cultivateurs sont poussés au pied du mur par l'écart entre le prix de revient de leurs produits et le coût des biens d'équipement et des matériaux nécessaires à leurs travaux. En grande majorité pauvre, ils ont formé une centrale, I'UCC (Union Catholique des Cultivateurs). Cette organisation est étroitement liée au mouvement syndical. Au cours de ces dernières années, ces cultivateurs ont marché par milliers sur Ottawa et sur Québec pour mettre de l'avant leurs revendications.

L'oppression nationale du Canada français vient de la domination de son économie par la capitalisme étranger, anglo-canadien, américain ou européen. Entre 80 et 90 pour cent des travailleurs québécois travaillent pour des capitalistes anglophones. A Montréal, 80 pour cent de la richesse des compagnies se trouvent entre les mains de capitalistes anglophones. Selon l'analyse de J. Porter au sujet de l'élite économique du Canada, seulement 1/16^{ième} d'entre eux sont des canadiens français et, sauf dans le cas de deux petites banques, le pouvoir de ces personnes repose entièrement sur des corporations contrôlées par des capitalistes anglophones.

De plus d'une manière, le Québec correspond à la définition classique d'une colonie. Il est dominé économiquement par le capitalisme étranger et politiquement par la régime fédéral à Ottawa. Les effets sur l'économie du contrôle impérialiste se voient dans son développement difformé et par le nombre exagéré des industries d'extraction de matières bruts et de celles qui ne requièrent qu'une main-d'oeuvre bon marché. Les subventions accordées à des services publics essentiels comme la santé et l'éducation sont insuffisantes, ce qui cause un retard marqué du Québec par rapport au reste du Canada.

La nation canadienne française, à cause de son état de sujétion a pu servir à la classe possédante de réservoir de main-d'oeuvre bon marché et de chômage, et aussi à diviser la classe ouvrière selon la nationalité. (La classe ouvrière de langue anglaise forme un partie importante de a population, d'autant plus quelle se groupe dans Montréal même.)

La prédominance de l'anglais dans le domaine du travail est dû à l'appétit de gains des monopoles anglophones. L'usage du français ne ferait qu'augmenter le coût des opérations; alors, les monopoles font tout en leur pouvoir pour faire de l'anglais la langue du travail et des affaires. Cela reflète bien l'attitude des monopolistes gonflés de leur propre importance, remplis de l'arrogance de leur classe et méprisant ceux qu'ils dominent. Ils justifient leur oppression, leur domination en méprisant la culture de leurs sujets sous tous ses aspects.

Le capitalisme qui n'a cédé ses intérêts économiques nulle part sans une lutte féroce, peut sous une grande pression accorder des concessions qui peuvent diminuer et même tendre à éliminer la discrimination linguistique. Mais les monopoles anglo-américains ont un très fort enjeu économique au Québec et c'est dans l'administration et l'expansion même de leurs intérêts de classe que l'oppression nationale des Québécois est enracinée. Ce n'est que par une mobilisation des masses québécoises contre la cause profonde de cette injustice que cette oppression cessera — contre le capitalisme anglo-américain et ses représentants à Ottawa et à Québec.

On ne peut rien attendre de a classe capitaliste canadienne-française dans a lutte des Québécois pour être «maîtres chez eux.» La bourgeoisie nationale québécoise est aujourd'hui extrêmement faible et liée étroitement au capitalisme anglo-canadien et américain. La Confédération a pourvu le capitalisme anglophone d'un cadre politique permettant l'industrialisation de base du Canada.

La dépouillement du trésor public si important à l'établissement de capitalisme en ce pays fut perpétré par le capitalisme anglais à son propre profit. Par l'intermédiaire de la politique de tarifs, par son commerce extérieur, par les concessions de droits d'exploitation des richesses du pays, le gouvernement fédéral a préparé les voies au capitalisme anglais. Les politiques fédérales de l'éducation et de l'immigration ont privé les Canadiens français en dehors du Québec de leurs droits linguistiques. Ils limitèrent les droits de la communauté canadienne-française à une seule province avec l'intention de noyer la nation canadienne-française dans une majorité anglophone.

Au court de l'histoire, la bourgeoisie canadienne-française n'a pas été assez forte pour se mesurer avec le capital anglophone qui la tient à la gorge et contrôle l'économie. **Plutôt que de se défendre, elle s'est résigné au rôle de collaboratrice servile des capitalistes anglophones. Avec le clergé, elle coopère avec les envahisseurs, aidant l'invasion économique, isolant les Québécois du reste du continent en promouvant un nationalisme clérical, réactionnaire et rural.

Aujourd'hui, la base économique de la bourgeoisie francophone est extrêmement faible. Le pouvoir qu'elle détient est très intimement lié à celui du capitalisme anglo-canadien et américain. Dans le cadre établi par la bourgeoisie de langue anglaise, cette bourgeoisie s'arrange pour obtenir certains privilèges, mais la montée de la classe ouvrière l'empêche de tenter de changer fondamentalement le rapport des forces.

Le nationalisme petit-bourgeois

La faiblesse de a bourgeoisie canadienne-française a permis à la petite bourgeoisie de jouer un rôle exceptionnellement important dans certaines occasions. Dans le passé la

petite bourgeoisie fut le porte-parole principal du nationalisme québécois. Elle constitue la principal soutien des partis provinciaux et exerça une grande influence à travers des gouvernements provinciaux. Dans plusieurs conjonctures, des organisations nationalistes sont nées de cette classe, comme le Bloc populaire et en ce moment les partis séparatistes. Cependant, ses accomplissements et ses perspectives pour l'avenir sont peu considérables.

Les gouvernements du Québec se sont souvent dressés contre Ottawa dans un effort d'obtenir des concessions secondaires pour la petite bourgeoisie et la nation canadienne-française tout en acceptant le cadre de la Confédération et de la domination anglo-américaine. Depuis la fin de l'ère Duplessiste, ces gouvernements ont tenté beaucoup de démarches pour renforcer le pouvoir du gouvernement québécois, modernisant ses organismes, utilisant son pouvoir pour promouvoir les intérêts de la petite bourgeoisie du capital francophone. Ils ont mis de l'avant plusieurs demandes légitimes concernant plusieurs questions comme le droit du Québec à jouer un rôle indépendant dans les affaires extérieures.

L'histoire montre que, s'ils ont enregistré quelques victoires passagères, le gouvernement provincial est extrêmement faible ainsi que le nationalisme petit-bourgeois générateur de ces luttes. Des tentatives d'établir des entreprises d'envergure en vue d'encourager l'industrie secondaire et de jeter les bases d'une économie moderne se sont paralysées. Le gouvernement ne peut survivre indépendamment du grand capital, et même en restant sous sa domination, subit des problèmes financiers chroniques. Ne voulant pas arriver à une confrontation vis-à-vis Ottawa et les monopoles, il na pas pu gagner un appui populaire assez étendu. Il se trouve pris entre les feux croisés de la lutte des classes, forcé de plus en plus de s'attaquer durement à la classe ouvrière à mesure que a lutte ouvrière s'intensifie.

Le débat actuel sur les réformes constitutionnelles n'apportera pas de solution véritable aux problèmes pressants de la vie quotidienne des travailleurs. Les protagonistes des reformes constitutionnelles n'ont aucunement l'intention de mobiliser des forces capables de mener la lutte à la victoire, et encore moins celle de changer les rapports de forces. Une constitution n'est en définitive qu'un reflet des rapports de classes et aucun changement profond (constitutionnel ou autre); ne peut se produire tant qu'un mouvement de masse n'aurait pas amorcé la lutte contre les grands monopoles qui contrôlent le Québec. L'Union Nationale et le Parti Libéral durant leurs gouvernements se sont trouvés en face du même dilemme: obligés de protéger les intérêts du grand capital qui les maintient au pouvoir, ils doivent s'attaquer de plus en plus aux luttes des classes exploitées. Ils excluent ainsi la possibilité de mener une lutte sérieuse pour les droits de la nation canadienne-française.

Deux nouveaux partis nationalistes se sont formés ces dernières années dont deux (le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale – RIN et le Mouvement Souveraineté-Association – MSA) attirent des rebelles parmi les étudiants, les intellectuels et le classe ouvrière. Ces partis sont très différents quant à leur origine et par plusieurs aspects de leur programme, et se ressemblant sur d'autres aspects de ce programme et par la base sociale qui est pour les deux petite-bourgeoise. Leur but est de construire un mouvement unifié de toutes les classes afin de gagner l'indépendance (par la séparation ou par la souveraineté impliquant association avec le Canada anglais) qui permettrait selon eux

d’accomplir des reformes sociales. Leur programme sur la question nationale ne va pas beaucoup plus loin que l’obtention d’une indépendance plutôt formelle. Le RIN accueillerait le capitalisme américain alors que le MSA veut l’union économique avec le Canada anglais et conséquemment avec les monopoles canadiens-anglais. Aucun ne préconise de s’attaquer au pouvoir des monopoles. Leur programme social n’a pas grand chose à offrir aux classes exploitées du Québec.

Dans le cas de l’absence prolongée d’un parti ouvrier ces partis pourraient gagner un certain appui de la classe ouvrière. Mais ils demeurent fondamentalement le reflet politique de leur classe. Incapables d’élaborer un programme vraiment indépendant de la classe capitaliste et correspondant aux besoins de la classe ouvrière, incapables de mener une vraie lutte contre les monopoles, ils sont destinés à être rejetés par a classe ouvrière montante.

Rôle de la classe ouvrière

Dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, la différenciation des classes, la montée de la classe ouvrière vers une position de leadership dans la lutte nécessaire pour que la révolution bourgeoise- démocratique soit réussie par moyen de a révolution socialiste, la voie socialiste n’apparaît le plus souvent qu’après une longue expérience de luttes complexes et seulement aux derniers stades de cette lutte. Le Québec se distingue de la colonie au sens classique en ce qu’il est un territoire fortement industrialisé où les cultivateurs, même s’ils sont pauvres, possèdent leur propre terre et ne forment qu’une faible proportion de la population, où les antagonismes de classes sont typiquement capitalistes et où la classe ouvrière est évoluée, indépendante, et puissante.

Au Québec, il n’y a pas seulement que la bourgeoisie nationale qui soit étroitement liée et dépendante du capitalisme anglo-américain mais le gouvernement national est un instrument ouvert des monopoles dans sa lutte anti-ouvrière. La classe ouvrière du Québec qui forme la grande majorité de la population est rassemblée pour des fins économiques dans des centrales syndicales comprenant 600,000 membres qui se battent contre les capitalistes québécois et anglo-américains. Les syndicats prennent déjà la direction de l’action politique contre le capital organisée en classe contrôlant le pouvoir de l’État.

Une polarisation semblable autour de la question nationale commence à se dessiner au Canada anglais. Alors que les partis bourgeois s’opposent implacablement aux demandes nationales des Québécois, le Nouveau Parti Démocratique, souscrit à une statut particulier pour le Québec, s’efforçant de promouvoir ce point de vue. Cette conception du statut particulier, s’il ne comprend pas explicitement le droit à l’auto- détermination, implique que le peuple du Québec doit pouvoir déterminer quelle sorte de relations il veut entretenir avec le Canada anglais.

La lutte pour l’établissement des droits nationaux des Québécois prend l’allure d’une lutte de classes pour le pouvoir politique, lutte dirigée par la classe ouvrière. II n’y a que la mobilisation des ouvriers et de leurs alliés contre le système social actuel qui puisse ouvrir la route de a libération nationale du Canada français. Dans cette lutte la classe ouvrière devra faire face à la résistance acharnée de la classe capitaliste francophone et anglophone.

Le militantisme qu'a déployé la classe ouvrière et ses alliés dans la lutte des classes au Québec montre la profondeur de l'injustice sociale et nationale et combien le peuple québécois ressent intensément cette injustice. Le seul moyen d'éliminer la cause de l'injustice est la révolution socialiste par laquelle les ouvriers du Québec prendront en main le contrôle des structures politiques et économiques du pays.

La grande tâche de la classe ouvrière est de remplacer le gouvernement des Lesage et Johnson par un gouvernement d'ouvriers et de cultivateurs qui exprimera es besoins des classes exploitées du Québec et qui peut éliminer la source de l'injustice nationale et de classe en détruisant l'ordre capitaliste au Québec, en nationalisant les monopoles étrangers qui en ce moment tiennent la société québécoise sous le joug et en établissant l'indépendance réelle du Québec de toute domination étrangère.

Par la nationalisation des monopoles qui, en ce moment contrôlent l'économie et la vie même des Québécois, les grandes forces productives seront centrées sur es besoins des travailleurs et le Québec pourra vite surmonter le retard que l'impérialisme lui a imposé**.** La planification socialiste s'accomplira par l'autogestion ouvrière au niveau de l'entreprise et dans élaboration démocratique du plan économique général.

Un gouvernement ouvrier par lequel les masses auront le pouvoir, donnera sa vraie signification à la notion d'auto-détermination du peuple québécois, fera de lui une nation souveraine. Un gouvernement ouvrier établira la langue française comme seule langue officielle, allant ainsi à l'encontre de la tendance présente, la dégénérescence de la langue et de la culture à cause de la prédominance de la langue anglaise. On utilisera notre grande richesse économique à promouvoir et aider le développement de la culture et de la langue des Canadiens français en fournissant les moyens techniques nécessaires à la développement de a technologie et de la culture assurant des liens étroits du Québec avec la francophonie.

En éliminant exploitation du Québec par le capitalisme étranger, en se débarrassant d'une système social qui fait florès alors que la pauvreté, le chômage et la discrimination règnent, la révolution socialiste détruira les racines mêmes de l'oppression nationale. Un régime socialiste établira une fois pour toutes la souveraineté du peuple canadien-français et son indépendance de toute domination étrangère, ce qui rendra possible une égalité véritable dans les relations entre Canadiens français et anglais. Le peuple québécois établira les relations de son choix avec les peuples voisins et sans doute cherchera-t-il à s'associer avec eux et à former les États Unies Socialistes d'Amérique du Nord.

Notion d'auto-détermination, ce qu'elle signifie

Le Canada français possède le droit historique à déterminer ses relations avec le Canada anglais, et cela inclut le droit de choisir la séparation. Les socialistes révolutionnaires défendent ce droit et travaillent à l'obtenir. Mais il ne suffit pas d'opter pour cette position démocratique: les socialistes révolutionnaires prennent aussi position sur les moyens de l'obtenir en cherchant ce qui peut le mieux promouvoir la lutte de la classe ouvrière.

II faut nous demander: est-ce que la séparation du Québec du Canada anglais serait favorable à la lutte dans son ensemble ? Il faut bien voir que malgré un mouvement indépendantiste bien articulé existant depuis des années et qui possède des moyens de

répandre son point de vue, les ouvriers n'ont pas montré beaucoup d'intérêt envers cette tendance et ne lui ont donne aucun appui réel. Aucune des tendances du mouvement ouvrier n'a adopte un programme indépendantiste. L'appel indépendantiste s'est limité aux intellectuels déracinés, aux petits bourgeois qui ne voient aucun autre moyen de lutter contre l'oppression nationale, plutôt qu'aux travailleurs dont les forces agissent déjà contre les monopoles anglo-américains a un niveau plus profond.

II faut nous demander: y a-t-il une telle différence entre le niveau et a direction de la lutte des classes au Québec et au Canada anglais que l'orientation vers la séparation serait favorable à la victoire de la classe ouvrière? L'ennemi est à Ottawa, pour le mouvement ouvrier en-dehors du Québec tout comme pour le mouvement ouvrier et nationaliste québécois. L'ennemi, est l'État fédéral qui maintient la domination d'une classe, et l'oppression nationale du Québec. Comment une classe ouvrière consciente de ce fait peut-elle ne pas comprendre que a classe ouvrière dans le reste du Canada est puissamment organisée soit au niveau syndical, soit au niveau politique, par l'intermédiaire du NPD, dans la lutte contre le gouvernement fédéral? Le mouvement ouvrier dans le reste du Canada est même en-avant d'un pas sur le Québec à un point de vue: il possède une arme politique puissante, le NPD qui tend à appuyer la cause du Canada français et dont l'influence augmente rapidement au Québec. Les fortes racines du NPD au Québec et l'affiliation des centaines de milliers des syndiqués au CTC *(Conseil des Travailleurs du Canada-CLC, Canadian Labour Congress)* montrent qu'au Québec les ouvriers se rendent compte qu'ils ont beaucoup à gagner en s'alliant aux organisations de a classe ouvrière canadienne-anglaise dans une lutte commune contre un ennemi commun, État fédéral.

L'alternative historique de l'indépendance politique du Québec n'est ni à accepter, ni à rejeter en elle-même; il faut la considérer dans une situation donnée. Nous n'avons pas de raison de croire que la classe ouvrière, en prenant la voie de l'indépendance politique servirait ses intérêts, ni selon le degré actuel de conscience de classe, ni selon l'objectif final, la défaite des monopoles qui trouvent leur base de soutien dans le gouvernement d'Ottawa.

Perspectives d'un parti ouvrier au Québec

Malgré son développement rapide et sa force évidente, le mouvement ouvrier du Québec se trouve aujourd'hui dans une grave impasse. Nombre de grèves importantes ont connu la rebuffade ou la défaite face aux "lois d'urgence" passées par le gouvernement, lois de retour au travail appuyées par les partis Libéral et Union National. Des lois anti-ouvrières fort nuisibles au mouvement syndical sont inscrites au Code du Travail. Les objectifs les plus élémentaires du mouvement ouvrier – l'amélioration durable et significative du standard de vie des ouvriers, des démarches sérieuses contre l'oppression nationale — ont été totalement bafoués par le pouvoir politique des partis Libéral et Union Nationale chargés de défendre les intérêts des capitalistes contre toute menace.

Le dilemme du mouvement ouvrier contraste violemment avec sa puissance, avec sa combativité, avec l'étendue de son influence et l'appui qu'il a gagné parmi plusieurs autres couches de la société. Le leadership syndical du Québec est susceptible de critiques sur des points fondamentaux, mais il faut reconnaître qu'il joue un rôle plus positif dans l'ensemble (ce rôle varie d'un syndicat à l'autre) que dans le reste du Canada.

II est généralement plus énergique, plus ouvert à l'opinion de ses rangs, moins enfoncé dans les privilèges et les méthodes bureaucratiques. À plusieurs reprises sur le plan syndical, ils ont ouvert la porte à l'action de classe militante et efficace.

On ne peut trouver à cause du dilemme du côté de la structure des syndicats. La CSN *(Conseil des Syndicats nationaux)* et la FTQ *(Fédération des Travailleurs du Québec-CLC)* cherchent sérieusement à combler les brèches ouvertes par les conflits internes, par le maraudage dans le mouvement ouvrier. Le grand problème réside plutôt dans le fait que a FTQ et particulièrement la CSN n'ont pas encore commencé a former un instrument d'action politique indépendante, une alternative aux vieux partis anti-ouvriers de Lesage et Johnson. Ils ont jusqu'ici tenté d'obtenir des concessions par le lobbying, ou par la pression sur le parti au pouvoir, mais ils voient l'un et l'autre des partis inventer des mesures anti-ouvrières. Le leadership du travail, nourrissant quelques illusions sur ces parties, et manquant de confiance dans la force du mouvement ouvrier n'a pas jusqu'ici eu recours à action politique. Cependant, on peut voir clairement l'acheminement du mouvement ouvrier vers un parti ouvrier. La FTQ qui appuie le NPD au niveau fédéral depuis sa fondation a proposé lors de son dernier congrès d'organiser une conférence qui traiterait de la création de ce parti. Le NPD, qui a obtenu un vote important à travers le Québec aux dernières élections, est une base politique déjà formée pour ce parti. Le fait que Lévesque se soit retiré du Parti Libéral devrait diminuer la résistance du NPD à se lancer dans la politique provinciale, en ce qu'il démasque certaines illusions quant a la nature du Parti Libéral, illusions très répandues au sein de la direction de la CSN. II est très significatif que le Conseil Central de la CSN à Montréal endosserait le NPD lors des élections fédérales de 1968. C'est la première fois qu'il posa un tel geste.

II est possible que ce parti futur soit parti intégrante du NPD. De toutes façons, il sera étroitement lié au NPD tout en maintenant son autonomie dans ses propres structures et politiques. Il est aussi possible qu'il produise une section fédérale du parti qui présentera des candidats aux élections fédérales au Québec comme le NPD dans le reste du Canada.

Une fois fondé, le parti gagnera de la force du fait qu'il existe déjà des cadres dans les syndicats et le NPD; il sera en mesure de tirer profit du militantisme et du mécontentement pour offrir une puissante alternative au gouvernement capitaliste de Québec.

Les socialistes révolutionnaires, organisés dans la Ligue Socialiste Ouvrière - League for Socialist Action ont été parmi les premiers à promouvoir un parti ouvrier québécois. Par son journal *La Lutte Ouvrière,* la LSO qui, par son affiliation à la LSA fait partie dune organisation pan canadienne, réclame depuis longtemps une conférence des deux grandes organisations du travail, la FTQ et la CSN, avec l'UGEQ, (*le central étudiant)*, I'UCC *(le centrale des cultivateurs*), le NPD, les organisations socialistes et les autres pour lancer ce parti sur a route du pouvoir. Cet appel a reçu une réponse partielle au congrès de a FTQ.

Même si la direction syndicale et néo-démocrate de tendance réformiste jouera un rôle considérable dans la création de ce parti, la LSO ne voit pas que ce parti prendra

inévitablement la voie réformiste. Au contraire, les conditions qui entoureront sa création le poussera vers une voie totalement différente.

Le parti prendra forme d'après la situation où se trouvera la classe ouvrière, situation qui exige déjà des solutions révolutionnaires. Ce n'est pas durant une période de retraite qu'il se développera, mais de montée de a classe ouvrière. Il reflètera la lutte des classes qui, au Québec, est plus explosive qu'ailleurs au Canada à cause de l'oppression nationale, la sur-exploitation des ouvriers québécois. Il ne sera pas alourdi de la tradition de réformisme et du poids des défaites du passé que les partis de la classe ouvrière doivent porter dans plusieurs autres pays. On y retrouvera toutes les tendances politiques actuelles du mouvement ouvrier et étudiant et il pourra offrir aux révolutionnaires un riche milieu de propagation de leur programme.

II est fort possible que ce parti rejette la voie réformiste et prenne une direction révolutionnaire. Il est possible de lui faire accepter un programme de demandes transitoires révolutionnaires dirigeant ainsi la classe ouvrière dans sa lutte, l'aidant à découvrir la nécessité dune société socialiste et à la réaliser. II peut devenir un mouvement militant et vaste, non pas confiné au parlementarisme, mais actif dans tous les domaines où le bien-être de la classe ouvrière est en jeu. II pourra se battre pour un programme élaboré de demandes profondément révolutionnaires comme l'échelle mobile des heures et des salaires, les salaires suffisants pour les étudiants, a mise à découvert des livres de comptes des monopoles, etc. En même temps qu'il appuiera les réclamations sur le plan national venant de la lutte quotidienne comme le droit de travailler en français et de recevoir des salaires égaux à ceux des ouvriers ontariens et américains, il pourra faire valoir la nécessité de mettre fin au règne du capital étranger en expropriant les monopoles étrangers qui se dressent derrière l'oppression nationale. En politique extérieure, il se peut qu'il suive son inclination naturelle à s'identifier aux luttes anti-colonialistes dans le monde et qu'il mobilise les masses contre la politique impérialiste des USA qui se révèle si clairement au Vietnam.

Les organisations socialistes

D'où viendront les forces qui amèneront le parti ouvrier et la classe ouvrière à accepter un tel programme révolutionnaire? Le militantisme de a classe ouvrière et les possibilités socialistes au Québec contrastent fortement avec la faiblesse de la plupart des organisations socialistes existantes et leur manque d'orientation vivante vers la classe ouvrière.

La Parti Communiste du Québec, par exemple, est totalement incapable de fournir une alternative socialiste et même ne veut pas le faire, poursuivant toujours sa politique de coexistence pacifique. II a, en fait, abandonné a lutte pour la transformation socialiste du Québec et survit à peine comme un reliquat sans influence dans le mouvement ouvrier. Alors qu'il réclame un parti ouvrier pour le Québec, le Parti Communiste s'oppose à ce qu'il adopte un programme socialiste et préconise un programme minimum qui lui permettrait de s'allier aux forces petites-bourgeoises. Ce groupe, qui reconnaît en paroles le droit du Québec à l'auto-détermination, demeure silencieux sur la politique de russification de l'Ukraine par la bureaucratie soviétique. Ce parti qui attaque sans vergogne le symbole de la révolution latin-américaine qu'est Ché Guevara, et qui

explique favorablement la politique contre-révolutionnaire du Parti Communiste Français a été condamne et dépassé par les événements.

Le courant terroriste, connu surtout sous le titre du FLQ, a joué un rôle dramatique mais de diversion dans le développement de la gauche du Québec. II a déployé un grand courage, une volonté de sacrifice pour a révolution, mais sa cause était condamnée d'avance. La révolution québécoise n'est pas dans l'attente d'un appel en dehors de la lutte vécue, mais cherche un leadership profondément enraciné dans la classe ouvrière, qui participe aux expériences de cette classe et qui, à mesure qu'elle se développe, donne naissance de nouveaux chefs.

Plusieurs courants socialistes indépendantistes sont nés du mouvement indépendantiste plus large ces dernières années: le MLP (Mouvement de libération populaire), la JSQ (Jeunesse socialiste du Québec), le FLP (Front de libération populaire), 1e CIS (Comité de coordination indépendance socialisme), etc. Ces organisations ont en commun une perspective révolutionnaire, mettant l'accent sur l'indépendance politique comme partie intégrante de la libération nationale et socialiste. Ils se solidarisent avec les luttes héroïques des peuples coloniaux contre l'impérialisme. Ils cherchent la transformation socialiste du Québec, montrant parfois une certaine compréhension du rôle de la classe ouvrière comme force dynamique dans cette transformation.

Afin de réaliser leurs aspirations révolutionnaires, ces éléments d'avant-garde doivent orienter leurs idées et slogans vers la lutte quotidienne des ouvriers en employant un programme de transition. En général, ils n'en sont pas encore arrivés là, ils n'ont pas su développer un programme syndical, faisant de l'indépendance politique du Québec leur slogan fondamental, le mettant parfois de l'avant comme condition préliminaire à la lutte socialiste. Ces indépendantistes n'ont pas compris le besoin de constituer un parti ouvrier dans les conditions actuelles du Québec comme transition vers la fondation du parti révolutionnaire qu'ils travaillent à crée.

Malgré leur instabilité et leurs fréquents effondrements, ces groupes représentent une tendance importante dans la processus de formation, d'éducation et d'organisation d'un leadership socialiste révolutionnaire au Québec. Dans ce milieu se recruteront les adhérents à un programme socialiste révolutionnaire, individuellement ou par groupes.

La Ligue Socialiste Ouvrière

Par opposition à ces différentes tendances, a LSO s'appuie fermement sur un programme élaboré et une longue expérience du marxisme-léninisme dans sa forme actuelle, le trotskysme. Comme organisation pan canadienne, la LSO/LSA, ce mouvement tire son potentiel des ressources communes et de l'expérience des révolutionnaires unis dans la lutte par un programme commun. Son association étroite avec la 4ième Internationale lui fournit une vue internationaliste du monde, si nécessaire dans la développement d'un programme pour un Canada socialiste.

Même si le parti ouvrier du Québec reflète les possibilités révolutionnaires de la société dont il provient, il n'en reste pas moins vrai que l'action socialiste consciente, est essentielle au développement du programme et à l'orientation révolutionnaire de ce parti.

La LSO, armée de ce programme et réunissant le noyau des forces nécessaires, est déterminée à ne pas faillir à cette tâche essentielle.

(fin)

Pierre Vallières, prisonnier politique

Tous les Canadiens intéressés dans la justice et dans la liberté politique doivent protester contre la condamnation de Pierre Vallières, chef du néo-FLQ, à l'emprisonnement à vie.

Pierre Vallières et Charles Gagnon ont passé plus d'un an derrière les barreau, avant d'être condamnés pour un seul crime. d'autres restent encore plus longtemps sans subir leur procès. Un de leurs conseilliers juridiques a été congédié de son emploi pour les avoir défendus; les témoins de la Couronne affirment avoir été victimes de pressions policières. Ils nient carrément tout de même que Vallières ait le moindre rapport avec le crime mentionné.

La chose la plus choquante c'est l'acte d'accusation contre Vallières: d'avoir par ses écrits, par ses paroles, par ses attitudes, ou autrement provoqué des actes illégaux menant à la mort de Mlle. Thérèse Morin (lors de l'explosion d'une bombe à Lagrenade en 1966). Autrement dit, on l'accuse non pas d'un act précis, mais de ses opinions politiques... qui ont pu provoquer d'autres à poser des actes.

Ceci est un menace contre tout québécois. Qu'un type peut être poursuivi pour meurtre simple parce qu'il a osé exprimer ses critiques politiques du système actuel et discuter comment le combattre, ça veut dire que n'importe quel socialiste ou syndicaliste peut être arrêté pour un crime commis par un autre. Pour avoir osé contester ce système qui pratique le génocide au Vietnam est-on susceptible de subir des années de prison comme ...meurtrier?

Il n'est nullement question pour l'instant d'être en accord ou non avec les idées de Vallières. Nous avons déjà indiqué nos critiques envers ses idées. Mais il nous incombe tout de même la responsabilité de défendre ce prisonnier politique, victime de la répression gouvernementale.

Le Comité d'aide au groupe Vallières-Gagnon a lancé un appel financier afin de payer les dépenses considérables de la défense. Cet appel mérite une réponse rapide et chaleureuse. L'adresse du Comité est 622 ave. Outrement, Montréal 8, Québec.

FIN À CETTE COMPLICITÉ

MANIFESTONS: CARRÉ PHILLIP

le 26 octobre

midi

Renseignements:
844·6682
C.P. 502, STATION B.
MONTRÉAL, QUÉ.

Parrains (liste partielle):

Union Générale des Etudiants de Québec, Michel Chartrand (CSN), FLP, Roland Morin (Président, NPD-Qué.), LSO, Comités contre le guerre de McGill & SGWU, LJS, La Voix du Québec sur le Vietnam, Paul-Marie Lepointe (rédacteur de Le Magazine Maclean, et des autres.

le vietnam aux vietnamiens!

THE WORKERS
VANGUARD

Interview with Raymond Lemieux

'Why We Want a French Quebec'

One hundred years after Confederation, hundreds of thousands of French Canadians must speak a foreign language, English, to obtain a job. Countless surveys detail the rising threats to the survival of the French language, the mother tongue of 83 percent of the Quebec people. Yet the giant English Canadian and American owned corporations which dominate Quebec continue to flaunt their shameful contempt for the cultural and linguistic rights of the working people they exploit. The Union Nationale government and its loyal Liberal "opposition," both solidly committed to collaboration with English-speaking capital interests, are now piloting through the legislature a bill designed to entrench the "acquired rights" of the privileged English minority to ignore the French language in Quebec.

The struggle to reverse the growing trend to anglicization in Quebec reached a new stage last year when the recently-formed Mouvement pour l'Intégration Scolaire (MIS — Movement for an Integrated School System) which calls for a compulsory French-only schools system throughout Quebec, succeeded in electing a majority of seats on a suburban Montreal school board. The movement spread quickly across Quebec, and now has 6,000 members. Most recently, the MIS has taken up the case, reported in our last issue, of a worker who was fired by the Noranda mining interests for criticizing the notorious anti-French policies of his bosses.

In the following interview with the Vanguard, *MIS president Raymond Lemieux explains the importance of the language issue and how the MIS is mobilizing to fight for a "Québec en français," a French Québec. Lemieux endorsed the recent by-election campaign of the Ligue Socialiste Ouvrière and Ligue des Jeunes Socialistes against the Quebec minister of education, and was a participant in the Socialist Students Conference in Toronto in December. He was interviewed by Walter Blumenthal, Montreal organizer of the LJS.*

* * *

What is the Mouvement pour l'Intégration Scolaire?

The MIS is a citizens movement whose goal is the establishment in Quebec of a single public school system in which the language of general instruction is French. Within this system English would be taught as a second language. Those students who want to, will be able to choose options in English to preserve their culture, but the basic educational material will be taught in French. The system would be progressively implemented, taking about 12 to 15 years before taking full effect on Quebec education.

What is the history of the MIS? How did it get started?

It was founded on April 1, 1968 at a meeting of 50 citizens of the Montreal suburb of St-Léonard. These people had become aware of the danger that St-Léonard and the Montreal region were becoming more and more anglicized.

The history of St-Léonard is interesting. Ten years ago there were a hundred families there, all of them French Canadian. Today the population of the city is 36,000. Fifty-three percent are of French Canadian origin, 27 percent of Italian origin, and of the remaining 20 percent, only two percent are of British origin. At the time of the founding of the MIS, 64 percent of the students attended French schools and 36 percent attended what were described as "bilingual" schools. In the long run, there was a net increase in the English sector.

What was your strategy?

We noticed that there is no law in Quebec which deals with the language of instruction in the schools. (Québec's education system is divided along religious lines —Ed.) Concretely, this means that a local school commission can decide this question. Our strategy then, was to attack the local commission.

It happened that there was to be an election of the school commissioners on June 10, so we decided to run. Of the five positions on the board, two were open. One of the members of the board was already on our side. We presented two candidates and won the election.

The French Canadians in St-Léonard have always had an active minority working for their rights, and we had the local

(See page 2)

HOW THEY VIEW THE DEMAND FOR UNILINGUALISM

"We have no intention of taking away the acquired rights of the English-speaking minority." — *Quebec Cultural Affairs minister Jean-Noel Tremblay.*

"We should respect what they (the English minority) have now, but we can't permit them to control Quebec's future." — *René Lévesque, leader of the Parti Québécois.*

Unilingualism would be "a disaster" for Quebec. — *Laurier Lapierre, federal vice-president of the NDP.*

. . . AND HOW WE SEE IT

"The percentage of French-speaking people in Quebec is falling, and in 20 years English could well become the majority language in Quebec. We cannot permit such a development. The unilingual French school system chosen in St-Léonard must become the rule in Quebec. . . Quebec must become French-speaking and officially unilingual." — *Election leaflet of the Ligue Socialiste Ouvrière and Ligue des Jeunes Socialistes, in Bagot by-election, Dec. 4, 1968.*

Raymond Lemieux

Unilingualism: Black Power, Quebec Style

(Continued from page 1)

paper on our side. In view of the relatively feeble majority which the French Canadian community represents in St-Léonard, it's obvious, by our victory, that they supported us 100 percent. On voting day, about 60 percent voted, an astoundingly high percentage for a school election. With our majority, we then began implementing the program I've described.

The victory in St-Léonard and the MIS's successes in organizing elsewhere represent the first real victories for the Quebec nationalist movement in quite some time. Why do you think this is so?

Well, it's all relative. Of course these are victories, but if we don't go any further, we really haven't won much. I think one of the reasons for our success is the fact that for the first time it's the common citizens who are being mobilized — not the authorities instituting changes from above. In a sense, the people are taking the power into their own hands.

What are the social implications of the MIS struggle?

If we chose to take a stand on the school issue, it's because French Canadians don't control the industrial life of Quebec. But we *can* control the school commissions.

Nevertheless, the school struggle does have an effect on other areas of concern for the nation. On the job, workers run into the language problem, being forced to work in English. As long as the upper echelons of industry and commerce speak English, the worker cannot advance without being bilingual. So you have to transform the whole structure. McGill graduates who speak only English can't be integrated into Quebec society. Similarly, if a French Canadian succeeds in industry, he succeeds only to the extent that he forgets that he's a French Canadian. As to whether or not the foreign-owned companies could carry on all their operations in French, in the context of the present setup, well, I think it's theoretically possible, but I don't have a definite idea. The other day I was speaking to a director of the Bank of Montreal who's a French Canadian; he thought the switch-over was impossible.

What do you think of bilingualism?

Official bilingualism is a temporary phase in the transfer from one language to another. You can't maintain two official languages on an equal footing — one of the two will always prevail.

Is Canada a bilingual country?

No, it is not, has never been, and will never be. That is, except for Quebec. If Confederation were maintained, I think Quebec could very well remain in as a unilingual French province, while the rest of Canada was unilingual English. To ask the people of Edmonton to learn French is ridiculous. If I went to Edmonton I would voluntarily integrate into the community as an English-speaking Canadian.

What does bilingualism lead to in Quebec?

Collective suicide, from the standpoint of the French culture. It is French Canadians who become bilingual, not vice versa, because English is of use to them in getting ahead. I don't maintain that French unilingualism will solve all our problems. In the same way, if we were politically independent, that wouldn't settle all the questions in Quebec. But it's certain that bilingualism — contrary to the popular myth — has solved none of them. On the contrary, it's only made things worse. The striking thing about Quebec is that here the French *majority* is being forced to learn the language of the English *minority*.

How do you see the development of your movement, what character should it have and what are its perspectives?

The MIS is a single-issue movement, outside of the political parties, and that's what it should remain. We should be ready to take radical measures to achieve our aims. Democracy is more than going to vote every four years. At times, direct democracy is necessary. The MIS addresses itself to the population, and after that it's up to the people to go out and get what they want from the government.

On the provincial level the electoral means is not the MIS way. At first, we had no contact with the government — we were working at the base of society, at the weak point in the education system — the local commissions. It was only with Bill 85 (guaranteeing the linguistic privileges of the English minority) that we were forced to confront the government. After our St-Léonard experience, we want to begin again on a local level, but this is very difficult. Now the MIS exists, and is a national force.

In your opinion, why is the Quebec government opposed to the establishment of French school unilingualism in Quebec?

It's a question of where the government finds its electoral funds. In order for the Quebec government to administer, it needs the support of St. James and Bay Streets — who are generally opposed to our program. But if the population is awake, there is no force that can resist it. What I tell people is that you may not be the boss of Domtar or Noranda Mines, but you *can* be the bosses of the school commission.

What political movements have you yourself belonged to?

For a period I belonged to the Société St-Jean Baptiste (the main conservative middle class nationalist organization) but I left that pretty soon. And I had a membership card for René Lévesque's Mouvement Souveraineté-Association. I have my doubts about the leader of that group, although I think there's a certain value in the Parti Québécois (successor to the MSA).

I can't say by what road the Quebec people will solve their problems. I think it's useful that there are 25 movements for 25 different fronts and the MIS is one of them. We'll see whether in a short time there will be a regroupment of the nationalist forces in Québec. We'll see also whether or not you can change the present electoral system while playing by the rules of that system.

What of your differences with the Parti Québécois? Is the language question fundamental?

Yes. The day that English Quebeckers will have imposed their language on us, and destroyed the national culture, obviously they won't be afraid of such ideas as Quebec independence. Lévesque talks about French schools for the Québécois and immigrants, English schools for those who now have them, and for those whose background culture is Anglo-Saxon. But deciding the question on the basis of background is impossible — what about the immigrants from the British Isles? The Italian immigrants whom I've spoken to don't object to French school unilingualism — in fact they object to the double standard, they want one or the other.

What do you think of the idea of "acquired rights" of the English minority?

They were acquired by military force. What we are facing is a situation in which to ensure the "acquired rights" of the English minority, you necessarily threaten the survival of our nation. That's the choice before us.

Are there any similarities between the national struggle here and that of the Blacks in the USA?

There are, in that they are trying to organize and control their own community. But there are also differences. The blacks are scattered all over the country, whereas we have our own national state, Quebec, which we can control. We can legislate and apply political solutions to our problems by controlling the government of Quebec. But there is a parallel in the two struggles, and especially in their development. The first stage in the Black struggle was one of integration into the white community, and this corresponds to the stage where the French Canadians desired to be bilingual and integrate into the English community. Both struggles evolved to the point where the Blacks don't want integration, but black power, and the Québécois more and more want to control their own destiny in their own language.

How can English workers aid in the struggle?

They can explain to their people that what we're interested in here is not to impose bilingualism on their community, but to live in our own language in this, our own homeland.

Interview with Raymond Lemieux

'Why We Want a French Quebec'

(interview by Walter Blumenthal from Workers' Vanguard, February 1969)

One hundred years after Confederation, hundreds of thousands of French Canadians must speak a foreign language, English, to obtain a job. Countless surveys detail the rising threats to the survival of the French language, the mother tongue of 83 percent of the Quebec people. Yet the giant English Canadian and American owned corporations which dominate Quebec continue to flaunt their shameful contempt for the cultural and linguistic rights of the working people they exploit. The Union Nationale government and its loyal Liberal "opposition," both solidly committed to collaboration with English-speaking capital interests, are now piloting through the legislature a bill designed to entrench the "acquired rights" of the privileged English minority to ignore the French language in Quebec. The struggle to reverse the growing trend to anglicization in Quebec reached a new stage last year when the recently-formed Mouvement pour l'intégration Scolaire (MIS — Movement for an Integrated School System) which calls for a compulsory French-only schools system throughout Quebec, succeeded in electing a majority of seats on a suburban Montreal school board. The movement spread quickly across Quebec, and now has 6,000 members. Most recently, the MIS has taken up the case, reported in our last issue, of a worker who was fired by the Noranda mining interests for criticizing the notorious anti-French policies of his bosses.

In the following interview with the Vanguard*, MIS president Raymond Lemieux explains the importance of the language issue and how the MIS is mobilizing to fight for a "Québec en français," a French Quebec. Lemieux endorsed the recent by-election campaign of the Ligue Socialiste Ouvrière and Ligue des Jeunes Socialistes against the Quebec minister of education, and was a participant in the Socialist Students Conference in Toronto in December. He-was interviewed by Walter Blumenthal, Montreal organizer of the LJS.*

* *

What is the Mouvement pour I'lntégration Scolaire?

The MIS is a citizens movement whose goal is the establishment in Quebec of a single public school system in which the language of general instruction is French. Within this system English would be taught as a second language. Those students who want to, will be able to choose options in English to preserve their culture, but the basic educational material will be taught in French. The system would be progressively implemented, taking about 12 to 15 years before taking full effect on Quebec education.

What is the history of the MIS? How did it get started?

It was founded on April 1, 1968 at a meeting of 50 citizens of the Montreal suburb of St-Léonard. These people had become aware of the danger that St-Léonard and the Montreal region were becoming more and more anglicized.

The history of St-Léonard is interesting. Ten years ago there were a hundred families there, all of them French Canadian. Today the population of the city is 36,000. Fifty-three percent are of French Canadian origin, 27 percent of Italian origin, and of the remaining 20 percent, only two percent are of British origin. At the time of the founding of the MIS, 64 percent of the students attended French schools and 36. percent attended what were described as "bilingual" schools. In the long run, there was a net increase in the English sector.

What was your strategy?

We noticed that there is no law in Quebec which deals with the language of instruction in the schools. (Quebec's education system is divided along religious lines —Ed.) Concretely, this means that a local school commission can decide this question. Our strategy then, was to attack the local commission.

It happened that there was to be an election of the school commissioners on June 10, so we decided to run. Of the five positions on the board, two were open. One of the members of the board was already on our side. We presented two candidates and won the election.

The French Canadians in St-Léonard have always had an active minority working for their rights, and we had the local paper on our side. In view of the relatively feeble majority which the French Canadian community represents in St-Léonard, it's obvious, by our victory, that they supported us 100 percent. On voting day, about 60 percent voted, an astoundingly high percentage for a school election. With our majority, we then began implementing the program I've described.

The victory in St-Léonard and the MIS's successes in organizing elsewhere represent the first real victories for the Quebec nationalist movement in quite some time. Why do you think this is so?

Well, it's all relative. Of' course these are victories, but if we don't go any further, we really haven't won much. I think one of the reasons for our success is the fact that for the first time it's the common citizens who are being mobilized — not the authorities instituting changes from above. In a sense, the people are taking the power into their own hands.

What are the social implications of the MIS struggle?

If we chose to take a stand on the school issue, it's because French Canadians don't control the industrial life of Quebec. But we can control the school commissions.

Nevertheless, the school struggle does have an effect on other areas of concern for the nation. On the job, workers run into the language problem, being forced to work in English. As long as the upper echelons of industry and commerce speak English, the

worker cannot advance without being bilingual. So you have to transform the whole structure. McGill graduates who speak only English can't be integrated into Quebec society. Similarly, if a French Canadian succeeds in industry, he succeeds only to the extent that he forgets that he's a French Canadian. As to whether or not the foreign-owned companies could carry on all their operations in French, in the context of the present setup, well, I think it's theoretically possible, but I don't have a definite idea. The other day I was speaking to a director of the Bank of Montreal who's a French Canadian; he thought the switch-over was impossible.

What do you think of bilingualism?

Official bilingualism is a temporary phase in the transfer from one language to another. You can't maintain two official languages on an equal footing — one of the two will always prevail.

Is Canada a bilingual country?

No, it is not, has never been, and will never be. That is, except for Quebec. If Confederation were maintained, I think Quebec could very well remain in as a unilingual French province while the rest of Canada was unlingual English. To ask the people of Edmonton to learn French is ridiculous. If I went to Edmonton I would voluntarily integrate into the community as an English-speaking Canadian.

What does bilingualism lead to in Quebec?

Collective suicide, from the standpoint of the French culture. It is French Canadians who become bilingual, not vice-versa, because English is of use to them in getting ahead. I don't maintain that French unilingualism will solve all our problems. In the same way, if we were politically independent, that wouldn't settle all the questions in Quebec. But it's certain that bilingualism — contrary to the popular myth — has solved none of them. On the contrary, it's only made things worse. The striking thing about Quebec is that here the French majority is being forced to learn the language of the English minority.

How do you see the development of your movement, what character should it have and what are its perspectives?

The MIS is a single-issue movement, outside of the political parties. and that's what it should remain. We should be ready to take radical measures to achieve our aims. Democracy is more than going to vote every four years. At times, direct democracy is necessary. The MIS addresses itself to the population, and after that it's up to the people to go out and get what they want from the government.

On the provincial level the electoral means is not the MIS way. At first, we had no contact with the government — we were working at the base of society, at the weak point in the education system — the local commissions. It was only with Bill 85 (guaranteeing the linguistic privileges of the English minority) that we were forced to confront the

government. After our St-Léonard experience, we want to begin again on a local level, but

=====BOX===

HOW THEY VIEW THE DEMAND FOR UNLINGUALISM

"We have no intention of taking away the acquired rights of the English-speaking minority." — *Quebec Cultural Affairs minister Jean-Noel Tremblay.*

"We should respect what they (the English minority) have now, but we can't permit them to control Quebec's future." — *René Lévesque, leader of the Parti Québécois.*
“Unilingualism would be 'a disaster' for Quebec” — *Laurier Lapierre, federal vice-president of the NDP.*

. . . AND HOW WE SEE IT

"The percentage of French-speaking people in Quebec is falling, and in 20 years English could well become the majority language in Quebec. We cannot permit such a development. The unilingual French school system chosen in St-Léonard must become the rule in Quebec. . . Quebec must become French-speaking and officially unilingual."

— Election leaflet of the Ligue Socialiste Ouvrière and Ligue des Jeunes Socialistes, in Bagot by-election. Dec. 4, 1968.

===END BOX ===

This is very difficult. Now the MIS exists, and is a national force.

In your opinion, why is the Quebec government opposed to the establishment of French school unilingualism in Quebec?

It's a question of where the government finds its electoral funds. In order for the Quebec government to administer, it needs the suppport of St. James and Bay Streets – who are generally opposed to our program. But if the population is awake, there is no force that can resist it. What I tell people is that you may not be the boss of Domtar or Noranda Mines, but you **can** be the bosses of the school commission.

What political movements have you yourself belonged to?

For a period I belonged to the Société St-Jean Baptiste (the main conservative middle class nationalist organization) but I left that pretty soon. And I had a membership card for René Lévesque's Mouvement Souverainété-Assocation. I have my doubts about the leader of that group, although I think there's a certain value in the Parti Québécois (successor to the MSA).

I can't say by what road the Quebec people will solve their problems. I think it's useful

that there are 25 movements for 25 different fronts and the MIS is one of them. We'll see whether in a short time there will be a regroupment of the nationalist forces in Quebec. We'll see also whether or not you can change the present electoral system while playing by the rules of that system.

What of your differences with the Parti Québécois? Is the language question fundamental?

Yes. The day that English Quebcckers will have imposed their language on us, and destroyed the national culture, obviously they won't be afraid of such ideas as Quebec independence. Lévesque talks about French schools for the Québécois and immigrants, English schools for those who now have them, and for those whose background culture is Anglo-Saxon. But deciding the question on the basis of background is impossible — what about the immigrants from the British Isles? The Italian immigrants whom I've spoken to don't object to French school unilingualism — in fact they object to the double standard, they want one or the other.

What do you think of the idea of "acquired rights" 'of the English minority?

They were acquired by military force. What we are facing is a situation in which to ensure the "acquired rights" of the English minority, you necessarily threaten the survival of our nation. That's the choice before us.

Unilingualism – Black Power, Quebec Style

Are there any similarities between the national struggle here and that of the Blacks in the USA?

There are, in that they are trying to organize and control their own community. But there are also differences. The blacks are scattered all over the country, whereas we have our own national state, Quebec, which we can control; we can legislate and apply political solutions to our problems by controllingthe government of Quebec. But there is a parallel in the two struggles, and especially in their development. The first stage in the Black struggle was one of integration into the white community, and this corresponds to the stage where the French Canadians desired to be bilingual and integrate into the English community. Both struggles evolved to the point where the Blacks don't want integration, but Black power, and the Québécois more and more want to control their own destiny in their own language.

How can English workers aid in the struggle?

They can explain to their people that what we're interested in here is not to impose bilingualism on their community, but to live in our own language in this, our own homeland.

Quebec – In Defence of unlingualism

Rightists lead foes of LIS

by Richard Dumont

(from Workers' Vanguard, October 1969)

In bringing charges of sedition against the leaders of the Ligue pour 1'Intégration Scolaire (LIS), the movement for an all-French school system in Quebec, the Union Nationale government broadcast its determination to smash the French unilingualist movement.

It has the full support of the other major capitalist party. Liberal MLA Emilien Lafrance, a former minister in the Lesage government, expressed the sentiments of all the capitalist politicians as he donated $25 to a fund seeking support for English schools. Lafrance dissociated himself "from the idiotic and fanatical action of this little clique of racists and anarchists, the Lemieux, Chartrands, and their allies" who are "transforming our little Quebec oasis into a second Cuba . . ."

The establishment's attack has found a curious echo in the Communist Party. In vicious articles which turn the facts upside down and stand reason on its head, the CP papers *Canadian Tribune* and *Combat* condemn the St-Léonard demonstration as "chauvinist," "ultra-nationalist," a "betrayal of Quebec's people," and accuse Raymond Lemieux and the LIS of "serving only the cause of reaction." *Combat*'s account, which never gets beyond the level of simple stupidity, describes the supporters of a French school system as "hoodlums and vandals."

Neither paper mentions anywhere the serious criminal charges against the LIS leaders, nor the role of the cops in breaking up the demonstration. Instead, *Combat* has the police actually **aiding** the demonstrators, while the *Tribune* whitewashes the authorities with the scandalous claim that Lemieux provoked the cop attack, and the suggestion that the partisans of unilingualism are somehow "allies" of the government in its spreading campaign of attacks on the trade unions and democratic rights.

The CP journals completely distort the Quebec government's position on unilingualism. The *Tribune* article notes that the minister of education "has endorsed the decision of the (LIS-dominated) St. Leonard school board" making French the language of instruction — but neglects to add that the government was forced to do so only after its repeated attempts to overthrow the decision had failed in the face of mass demonstrations of public opinion favoring unilingualism. The Quebec government, like the Communist party, is an inveterate opponent of a French-only school system throughout Quebec.

Combat virtually pretends that the language crisis doesn't exist except as a creation of the government, while the *Tribune* acknowledges its existence — only to dismiss the problem with the suggestion that the Québécois demand that French be made the operational language in Quebec is the same "kind of deception" as the federal government's token recognition of French in English-speaking areas!

Neither article makes any attempt to enlighten us on the reasons for the Communist Party's hysterical opposition to unilingualism. The CP's position can be found, however, in its brief to a committee of the Quebeclegislature earlier this year. It called for recognition of French as "the principal and general language in Quebec," but added: "We are equally opposed to all forms of discrimination and of coercion, such as the policy of unilingualism . . . We consider as anti-democratic any effort to deprive parents of the right to have their children educated in the .language of their choice."

Since the CP presumes to speak in the name of Marxism, the theory-of scientific socialism, it is worth examining what is wrong with this "democratic" position.

In the first place, it ignores the existing relationship of forces between the French and English languages in Quebec. The French are a majority in Quebec, but a minority in Canada as a whole, and a tiny minority in North America. They are an oppressed minority, with little political power and virtually no economic power, since most industry in Quebec is owned by American andAnglo-Canadian — English-speaking—capital.

You can learn a lot about a movement just by knowing who opposes it.

Take, for instance, the two leading opponents of the movement for a universal French school system in Quebec — Justice Minister Rémi Paul and Robert Beale, president of the St. Leonard English-speaking Parents Association.

Justice Minister Paul told a press conference September 17 that people who suggested he was a disciple of Adrien Arcand, Quebec's war-time fascist leader, were "poorly informed." He had never belonged to Arcand's National Unity party, Paul said, although during his election campaigns he had sometimes visited Arcand to give him his regards.

"And even if I had been (a member of his group), I would not be ashamed of it and I would have preferred him to other parties," Paul added. Arcand "was a great nationalist."

"A Fascist?" "Perhaps."

Like Rémi Paul, Robert Beale, too, is a "nationalist" of a somewhat different stripe than the Ligue pour 1'Intégration Scolaire. He has founded a new political group, CURE, which stands for Canadian Unity Rights and Equality.

Beale is keeping CURE on ice for the time being, while he puts his cards on the "law and order" candidate for the Quebec Liberal leadership, Claude Wagner. "He's a remarkable man," Beale says of Wagner. "I like the way he ran the justice department. I know people say things about him. But I'll tell you one thing, if faced with terrorism he would act immediately."

This fact, together with postwar developments such as a surge of industrialization and urbanization, the fall in the birth rate and a dramatic rise in immigration from non-French speaking countries, has meant a steady alarming decline in the status of the French language and culture.

By legalizing the use of the English language in Quebec, official bilingualism has absolved business from learning or using French — with the result that knowledge of a foreign language, English, has more and more for French Canadians become a necessary condition of employment.

Clearly, if ownership of the industries and resources of Quebec were to be vested in the hands of the vast majority, the French Canadians, through nationalization under a workers government, the threat to the French language and culture would cease to exist. But it is no less true that the vast majority of the Québécois do not at present understand the necessity for such a transformation in class relations. Quebec does not even have a labor party.

The Québécois do, however, understand very well the dangers threatening the continued existence of the French language — the basis of their national identity and

consciousness—and they are prepared to do whatever is necessary to protect it. Some have met the problem by moving against the system at a vulnerable spot, in entering elections for the local school boards, which still have the power to determine the language of instruction. This happened first in St-Léonard, *(a Montreal suburb –ed.)* where the problem was sharply posed by a tremendous influx of immigrants demanding, and getting, English schools.

To oppose the St-Léonard action on the grounds that innocent victims, the immigrants, were thereby deprived of their acquired rights, is to place responsibility for the situation on those who have finally moved to defend their majority rights, rather than the real culprit – the Quebec government, which has failed even to legislate the most minimal protection of the French language.

Moreover, to get hung up on arguments about "minority" rights is to ignore the real relationship of forces in Quebec — the powerful domination of English capital, and the accompanying anglicization.

Because the struggle for a French Quebec is a struggle for the very survival of the French Canadian nation, it deserves the fullest support of every partisan of national self-determination. But the struggle for an all-French school system has proved to have further significance in its capacity to bring the Quebecois to an understanding of the role of the French Canadian bourgeoisie and its government in Quebec as a tool of Canadian and U.S. monopoly capital.

To understand that role is to understand the necessity to change the system, to wrest control of the economy from the monopolies that alone benefit from the humiliation and subordination of the French language and nation in Quebec, the national homeland. That is why the capitalists oppose the unilingualists' demands.

The issue of a unilingual school system has proved also to be a major point of division between the left and right wings of the nationalist movement. The moderate petty-bourgeois forces around René Lévesque oppose unilingualism and fear its explosive implications.

The Communist party, by relegating the language question to the realm of "democratic" demands, ends up with a program that differs not at all from that of the bourgeois parties. Its key demand in St-Léonard — "that where ten percent of the parents in a school area request a school or classes where the principal language of education be English, that this right be granted"(*Tribune*) — is a carbon copy of the recommendations of the federal government's royal commission on bilingualism and biculturalism!

Tolerant toward the vested rights of the English minority, the CP shows a quite different face to the mass movement in defense of the long-suffering majority. For the CP, the oppressor nation becomes the oppressed. Anything goes in its venomous attack on the LIS, an attack that itself verges on English Canadian chauvinism or, in the case of its few French spokesmen, an Uncle Tom attitude.

The fight for French schools has taken Quebec's national struggle to a new plane. In opposing itself to the inspiring, profoundly democratic struggle initiated in St-Léonard, the CP has once again confirmed its own irrelevance to the new generation of progressive youth.

Alain Krivine, 27 ans, simple soldat

Candidat révolutionnaire à

PAR RICHARD WOOD

PARIS, le 25 mai -- Sur les sept candidats aux présentes élections présidentielles en France, l'un se détache nettement de tous les autres: Alain Krivine, présenté par la Ligue Communiste, section française de la Quatrième Internationale — Krivine qui a 27 ans était l'un des leaders du soulèvement révolutionnaire du mois de mai 1968 et sa campagne explique à des millions les leçons de mai et le programme du socialisme révolutionnaire.

Alain Krivine était l'un des leaders de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire); il fut arrêté en juillet dernier et accusé de reconstituer la JCR. Cependant le gouvernement ne l'a jamais traduit en cour mais l'a relâché sur parole et l'a envoyé à l'Armée où il est simple soldat; c'est la premier fois dans l'histoire de France qu'un simple bidasse se présente à la présidence.

Aujourd'hui j'ai pu parler avec Alain Krivine et d'autres leaders de la Ligue Communiste -- Charles Michaloux, Hubert Krivine, Daniel Bensaid et Henri Weber -- au cours d'une pause dans la trépidante campagne que mènent membres et leaders de la Ligue. 80 meetings majeurs ont été prévus à travers le pays pour Krivine et les autres leaders de la Ligue durant le laps de temps très court de la campagne. Beaucoup d'autres meetings plus petits sont tenus par les sections locales de la Ligue au cours de la campagne. Le candidat révolutionnaire a droit à 1 heure et 40 minutes sur les chaines d'Etat de radio et un temps égal à la télévision; il fait beaucoup d'autres apparitions à la télévision et à la radio. Des sympathisants ont donné à la Ligue 2 avions pour le transport des orateurs à tous les meetings et manifestations (il y en a trop pour que Krivine lui-même puisse y être à tous). Le journal Rouge qui reflète les idées de la Ligue Communiste est passé d'une publication bi-mensuelle à une publication hebdomadaire et le tirage est passé de 30,000 à 50,000 exemplaires.

Les meetings déjà tenus ont eu un très grand succès. Le 28 mai par exemple à Paris plus de 15,000 personnes sont venues entendre Krivine et les autres leaders de la Ligue. On a tenu des meetings à Renault et d'autres usines. Dans certaines villes de province la participation aux assemblées de la Ligue a été plus forte qu'aux meetings du Parti Communiste Francais. A Rouen et Montpellier, respectivement 1,200 et 1,300 personnes etaient aux meetings de la Ligue.

Les membres de la Ligue et des comités "Rouge" qui sont des groupes élargis appuyant la Ligue se sont mobilisés d'une façon formidable pour la campagne. Pour être sur un bulletin de vote il fallait récolter 100 signatures de notables élus et

la Ligue a organisé 240 brigades pour ratisser le pays et trouver des notables voulant aider à faire mettre sur le scrutin un candidat révolutionnaire. 230 signatures furent obtenues en une semaine.

Pour la campagne de Krivine, des milliers d'affiches, 30 millions de tracts, sont fournis et affichés dans toutes les villes par le gouvernement. En outre, la LC affiche et distribue son propre matériel par l'entremise des militants des Comités "Rouge". Dans certaines villes, d'après le nombre des affiches qu'on voit, on dirait que Krivine est le candidat principal de la campagne.

La campagne de Krivine a trouvé une réponse généralement favorable parmi les étudiants, y compris parmi les groupes qui sont en désaccord politique avec la Ligue. Une minorité de 'spontanéistes' cependant critiquent la Ligue pour la présentation d'un candidat parce qu'ils pensent que cela sert à promouvoir des illusions sur le système électoral bourgeois.

"Nous n'avons pas créé des illusions sur le système électoral bourgeois car malheureusement la vaste majorité des français les ont encore" fait observer Krivine. "Mais puisque ces illusions existent en fait, la masse des gens considèrent les élections avec sérieux. S'abstenir d'y participer voudrait dire que nous permettons aux réformistes, qui, eux, renforcent vraiment les illusions sur les élections et le capitalisme, de rester sans rivaux. Nous participons aux élections et tirons avantage

à la présidence française

des droits démocratiques qui font partie du système électoral (ces droits eux-mêmes ont été arrachés par le peuple dans les luttes du passé contre les forces dirigeantes) pour dévoiler la mascarade de ces élections. Une de nos affiches dont des centaines de milliers d'exemplaires ont été collées à travers toute la France déclare: 'Contre la farce électorale, pour l'essor de la lutte des classes.!"

On demande souvent aux partisans de Krivine quel genre de socialisme ils prônent exactement.

"Ni le 'socialisme' de Wilson ni celui de Husak" expliquent-ils. "Le véritable socialisme n'a rien à voir avec une réforme du capitalisme pour le faire mieux fonctionner. C'est ce que prônent les sociaux-démocrates. Il est impossible de faire ce que veut Rocard (candidat social-démocrate de gauche à la présidence) c'est-à-dire transformer les organes de l'Etat capitaliste, comme le parlement capitaliste, en organes du pouvoir ouvrier. Nous ne sommes pas non plus en faveur du système bureaucratique que l'on trouve dans les Etats ouvriers déformés comme l'URSS. Nous exigeons la nationalisation de la grande industrie, des banques et des grands commerces; nous exigeons que l'économie fonctionne selon une planification rationnelle déterminée démocratiquement par les organes du pouvoir ouvrier. Ici nous démontrons comment les comités de grève et les comités d'action surgis pendant Mai peuvent devenir les embryons d'une nouvelle forme du pouvoir d'Etat, basé sur les conseils ouvriers démocratiquement élus. Ces conseils locaux ou d'usine éliraient des conseils supérieurs, et ainsi de suite jusqu'au conseil central qui serait l'organe suprême du pouvoir étatique dans l'Etat ouvrier. Nous favorisons aussi, en plus de cette structure démocratique, d'autres mesures pour combattre la bureaucratisation, telles que: le droit à la révocation immédiate de tout fonctionnaire, le plafonnement des salaires des fonctionnaires au niveau du salaire d'un travailleur qualifié, etc. Un tel état ouvrier démocratique serait un état transitoire vers une société réellement socialiste, où les classes sociales et l'Etat lui-même disparaîtraient graduellement."

En plus d'expliquer ces questions, la Ligue Communiste utilise la campagne pour expliquer pourquoi le peuple français doit se solidariser avec les luttes des Vietnamiens contre l'agression impérialiste américaine (le candidat du Parti Communiste se borne à appuyer les négociations de Paris.) Krivine est le seul candidat qui appuie la lutte de libération palestinienne. Il explique également l'opposition de la Ligue Communiste à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, et son appui aux dissidents communistes comme Kuron et Modzelewski en Pologne, qui luttent pour la démocratie ouvrière dans leur pays.

"Bien que, malgré notre importance, nous ne soyons qu'un seul des groupes de Mai parmi tant, nous seuls avons su consolider dans une organisation l'expérience de Mai, en replaçant ces leçons dans le contexte des riches leçons théoriques d'autres luttes qui font partie du programme marxiste et, dans ce sens, nous sommes les continuateurs légitimes de Mai."

Et comme résultat de la campagne, en plus d'avoir atteint des millions de travailleurs avec le programme socialiste révolutionnaire de la Ligue Communiste, nous avons obtenu le développement rapide des Comités "Rouge". Des Comités "Rouge" surgissent dans des villes où il n'y a pas de membres de la Ligue. En souriant, Krivine souligne: "Je suis le seul candidat à pouvoir affirmer d'avance que j'ai gagné les élections, que j'ai atteint mon objectif."

Congrès mondial de la IVième Internationale

Le 9e Congrès mondial de la IVe Internationale (parti mondial de la révolution socialiste, établi par Léon Trotsky en 1938) s'est déroulé à Vienne en Autriche pendant la semaine de Pâques. Une centaine de représentants venus de toutes les parties du monde y ont assisté. Plusieurs représentants canadiens ont participé aux discussions, dont Arthur Young, rédacteur de ce journal et Ross Dowson, secrétaire exécutif de la Ligue Socialiste Ouvrière League for Socialist Action.

Les délégués à ce congrès ont constaté un tournant dans la situation mondiale, ouvrant d'énormes possibilités pour les forces socialistes mondiales. La montée révolutionnaire de mai '68 en France n'en est qu'un premier signe. Le congrès a accepté avec enthousiasme la demande d'affiliation de la Ligue Communiste de France.

Les délégués ont discuté la nouvelle montée de la révolution mondiale et ses implications précises pour les socialistes. Entre autres questions, le congrès a tranché sur la révolution culturelle en Chine, la situation en Amérique Latine, et la radicalisation de la jeunesse du monde entier.

Les résolutions adoptées au congrès, ainsi que les rapports donnés seront publiés dans le prochain numéro de la revue Quatrième Internationale. Cette revue est en vente à la Librairie d'avant-garde.

Notre rédacteur en France au

Congrès de la Ligue Communiste

PAR ARTHUR YOUNG

Depuis Mai '68, la gauche révolutionnaire française analyse les leçons de cet événement historique. Car la montée révolutionnaire avait effectivement posé la question de la prise du pouvoir en France et avait démontré que l'obstacle sur le chemin n'était pas seulement le gaullisme et son Etat fort, mais aussi le Parti Communiste Français réformiste et son emprise sur la classe ouvrière. Les "groupuscules" tels que la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, étaient incapables de briser cette emprise et de mener la classe ouvrière à la victoire.

A la mi-juin, le président Charles de Gaulle déclenchait sa répression, arrêtant les militants révolutionnaires et interdisant 13 groupements révolutionnaires et leurs publications. Mais les militants de la JCR n'ont pas plié à la répression; bien qu'obligés de se soumettre à la dissolution de leur organisation, ils ont riposté en sortant un nouveau journal, Rouge qui exprime les idées que la JCR avait avancées avant et pendant Mai. Rouge regroupe autour de lui non seulement un certain nombre d'ex-membres de la JCR, mais un grand nombre de nouveaux militants éveillés par la montée révolutionnaire de Mai. Même les rédacteurs ont été surpris par le succès retentissant qu'a eu le journal — il paraît tous les quinze jours, avec un tirage de 30,000 exemplaires à chaque numéro.

J'ai assisté au congrès national des diffuseurs de Rouge pendant les vacances de Pâques. Ce congrès amena l'action socialiste de ces militants à un stade supérieur, car le congrès décida à l'unanimité de créer une organisation de combat révolutionnaire, la Ligue Communiste. Rouge ne sera plus seulement un journal d'opinions, mais exprimera désormais les vues de la Ligue Communiste et aussi comment la LC propose leurs implantations.

Le congrès m'impressionna sous plusieurs angles. Les discussions étaient préparées par des mois de discussions au sein des cercles de base des diffuseurs, et par une trentaine de bulletins dans lesquels tous les membres pouvaient exprimer leur opinion sur les questions débattues. En quelques jours le congrès décida l'orientation principale de la L.C. en France et dans le monde, et le système d'organisation interne du nouveau groupe. Une série d'ateliers discuta les problèmes pratiques. Le congrès se déroula dans l'ombre de la répression gaulliste — plusieurs des dirigeants de l'organisation avaient été emprisonnés en mai par de Gaulle, et les diffuseurs du journal Rouge sont soumis à un harcèlement continuel. Mais les mesures de sécurité ont bien marché et le congrès s'est déroulé sans incident.

La Ligue Communiste décida à ce congrès d'adhérer à la Quatrième Internationale (trotskyste). C'est une preuve du développement des militants de mai, qui reconnaissent ainsi l'importance fondamentale d'une internationale socialiste, capable d'analyser la situation mondiale et de coordonner les luttes afin de répondre à l'impérialisme. C'est aussi un hommage à la Quatrième Internationale, que ces militants qui ont ébranlé la France en Mai décident de poursuivre leur action révolutionnaire dans son sein.

Le débat sur l'adhésion de la Ligue Communiste à la Quatrième Internationale marqua le point culminant de toute la discussion de l'orientation de cette nouvelle organisation. Une opposition à l'adhésion s'est exprimée avec vigueur, mais les délégués ont décidé par une majorité de 80% d'y adhérer. Dans son rapport pour la majorité, le camarade Volodar soulignait que l'affiliation internationale était une question urgente pour la Ligue. Il est inconcevable, a-t-il dit, de situer notre activité seulement sur le plan français: sans stratégie internationale, élaborée avec d'autres partageant un programme commun, la L.C. tomberait tôt ou tard victime à un point de vue national étriqué. Or, les positions politiques de la Quatrième Internationale sont en général celles de la L.C., positions qui avaient fait leurs preuves au mois de mai. La IVe Internationale a développé une réponse aux questions - clés de la situation mondiale, telles que les révolutions vietnamienne et cubaine; la lutte pour la démocratie socialiste en Russie, en Chine, etc; les événements en Tchécoslovaquie; la stratégie pour la prise du pouvoir dans les pays capitalistes comme la France et les Etats-Unis. Tout internationaliste sérieux ne peut pas se contenter d'une solidarité vague et abstraite avec ceux qui se battent, mais doit se donner une organisation internationale conforme à son orientation internationale précise.

Dans un autre rapport majeur au congrès, la direction de "Rouge", décrivit la nouvelle situation politique en France depuis Mai. Dans la plus grande grève générale de l'histoire, les travailleurs français ont démontré qu'ils étaient écoeurés par dix ans de gaullisme et voulaient mettre au pouvoir un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Mais pour renverser le régime, il fallait plus qu'une grève générale et une volonté populaire — il fallait une direction capable d'organiser les masses et les mener au pouvoir. Parce que cette direction manquait en '68, les travailleurs furent forcés de retourner au travail, le gaullisme restait toujours en place. Des militants syndicalistes étaient licenciés. Mais ceci ne veut pas dire que les masses se sentent défaites après mai; pour terminer la grève, le régime gaulliste avait dû donner des hausses de salaires considérables. Parce que sous le régime gaulliste les salaires ont été effectivemeмt bloqués depuis dix ans, les travailleurs considèrent ces gains comme des acquis importants du mouvement de mai. Mais maintenant la hausse du coût de la vie risque d'annuler ces acquis, démontrant que même pour sauvegarder les acquis, il est nécessai-

re de relancer la lutte. La classe ouvrière reste combative.

Parmi une couche importante de la classe ouvrière, on commence à voir plus loin: aussi longtemps que le patronat garde le pouvoir politique les acquis salariaux seront en danger. De plus, la perspective de la révolution socialiste n'est pas une perspective à long terme, mais une question d'actualité. Mai '68 avait porté la France au seuil de la révolution socialiste, mais le Parti Communiste Français est intervenu pour empêcher que ce seuil soit franchi. Alors, certains dans l'avant-garde ouvrière commencent à voir le vrai visage du PCF, qu'ils avaient appuyé jusqu'à mai, se demandant pourquoi il avait joué ce rôle, et regardent les "groupuscules" avec un certain intérêt. Le PCF continua après mai sa politique droitière.

C'est pourquoi le congrès de la Ligue Communiste avait décidé d'opérer un tournant de leur mouvement. Si la JCR était presque exclusivement une organisation d'étudiants, travaillant essentiellement dans le milieu étudiant, la L.C. se voit comme le noyau du parti révolutionnaire de masse de l'avenir. Ceci veut dire que la Ligue commence à s'implanter dans la classe ouvrière et commence à organiser la nouvelle avant-gardedes travailleurs. Elle se transforme complètement. Elle parle très concrètement des problèmes et des préoccupations politiques de ces travailleurs, elle essaie de les organiser dans des actions contre le patronat, et de les aider à combattre la bureaucratie syndicale contrôlée par le PCF. Un des éléments clés dans le programme de la Ligue est le thème du contrôle ouvrier. Dans certaines usines les militants de la Ligue ont été élus à la direction du local de leur syndicat, à cause de leur militantisme et de leurs politiques.

La JCR avait toujours compris l'importance fondamentale de la classe ouvrière, mais était incapable de faire un travail concret dans ce sens pour deux raisons. D'une part, à cause de sa faiblesse numérique, d'autre part à cause de la passivité de la classe pendant une période. Mais la situation est complètement changée, et la Ligue Communiste, forte de quelques 1,500 membres (dont environ 400 travailleurs) peut maintenant entreprendre ce travail essentiel.

Les délégués discutaient les principes d'organisation qui découlaient de cette orientation voyant dans la L.C. le noyau du futur parti révolutionnaire de masse. La Ligue n'est pas un club de discussion, mais une organisation d'action. Elle doit avoir un centralisme qui lui permet d'agir rapidement et efficacement; toutes ses activités doivent être planifiées et contrôlées par l'organisation; tout membre doit militer régulièrement, doit être d'accord avec le programme du groupe, et doit accepter sa discipline. Mais dans son sein la Ligue reste démocratique.

Le congrès a élu un Comité Central de 45 membres, et un Bureau Politique comprenant une dizaine de personnes. Avec ce congrès, la gauche révolutionnaire française a marqué un progrès historique. On est sur la voie de réaliser le parti révolutionnaire, faute de quoi la révolution française avait échoué aux mois de mai-juin 1968. Les actions de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire d'alors, ont retenti autourd monde. Mais les actions de la Ligue Communiste auront un impact encore plus profond, car la L.C., section française de la Quatrième Internationale, entend briser l'emprise du PCF, réformiste, sur la classe ouvrière et entend bien mener cette classe au pouvoir!

AFFICHE D'ALAIN KRIVINE. LE 1 ER JUIN PLUS QU'UN FRANCAIS SUR CENT A APPUYE LE CANDIDAT REVOLUTIONNAIRE. KRIVINE A RECU 237,000 VOIX.

La Lutte Ouvrière
POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

Bolivie: la répression n'écrase pas le combat

Le matin du 14 juillet a marqué la reprise de l'activité de lutte armée : un traître qui avait contribué par sa délation à l'échec de la guérilla de Che Guevara a été châtié. L'équipe de combattants qui a exécuté dans la ville de Santa Cruz Honorato Rojas a diffusé des tracts expliquant la signification de l'action entreprise. Rojas, qui au début avait participé à la guérilla du Che, avait préparé en accord avec les forces de répression l'embuscade de Vado del Yeso, où tombèrent Tania et dix autres guérilleros, premier coup dur subi par la guérilla. Rojas avait reçu comme prix de sa trahison une décoration militaire et une ferme à quatre kilomètres de Santa Cruz, où il fut exécuté.

Dans la même journée vers minuit, une autre équipe de combattants se heurtait à des forces de police (DIC). Quelques heures plus tard, à l'aube du 15 juillet, des policiers armés et des militaires encerclaient et attaquaient une maison située dans la calle Lanza, à Cochabamba, où se trouvaient Enrique Ortega (Victor Guerra) et Rita Emilia Valdivia (Maya). Les deux militants se défendaient avec une décision extrême jusqu'à l'épuisement des cartouches de leurs revolvers. Maya tombait dans le combat tandis que Victor, sérieusement blessé, tombait aux mains de la police. D'après les renseignements des journaux boliviens, qui des semaines durant ont donné un très grand relief aux événements dont nous parlons, la maison attaquée était un siège clandestin de l'ELN et la police y trouva des documents importants.

Victor Guerra était ingénieur en géologie et avait travaillé jusqu'à une époque récente à l'Institut Bolivien de Géologie, lié au ministère des Mines et du Pétrole. Maya, encore très jeune — elle n'avait que 23 ans — était peintre et avait fait des études en Europe. Sa dépouille mortelle, transférée d'abord à la morgue de l'hôpital, fut ensuite retirée par le DIC qui l'enterra en cachette, par peur de manifestations d'étudiants et de protestations publiques.

A partir du heurt de Cochabamba et de la chute de Victor et Maya, le gouvernement prenait très rapidement une série d'initiatives. Concrètement, il s'agissait d'arrestations en chaîne dans tout le pays et de la confiscation de dépôts d'armes et de munitions appartenant à l'ELN et au POR, les deux organisations accusées d'être en train de préparer la guérilla et contre qui était lancée la répression.

Le 15 juillet dans l'après-midi, toujours à Cochabamba, étaient arrêtés, après un combat de rue, Antonio Moreno (Braulio) et Victor Cordova (Huascar). Transportés en avion à La Paz, les deux militants étaient présentés à la presse et accusés d'avoir organisés des actions à Santa Cruz, à Cochabamba et à La Paz. Devant les journalistes ils déclaraient ouvertement être membres du POR et de la Quatrième Internationale, reconnaître comme dirigeant de leur parti Hugo Gonzalez Moscosa (1), accepter les conceptions de Che Guevara sur la lutte armée et soutenir Inti Peredo et l'ELN. On arrête également Mario Bustamente et Beatriz Guardia, accusés de liaison avec Braulio. Beatriz est torturée, affirme être militante de l'ELN et déclare qu'elle ne dira absolument rien, même si on la tue. (Beatriz est âgée de 18 ans et elle est étudiante en Economie.

(1) Dirigeant du POR.

José Antonio Moreno (Braulio) a travaillé dans les chemins de fer et fut plus tard étudiant en philosophie. Il est accusé d'être instructeur de guérilla. Victor Cordova est un dirigeant paysan, qui parle kechua et aymara (2) et qui est lié aussi aux mines. Les frères Campos sont étudiants en droit.

Dans la ville de Oruro, sont arrêtés deux frères, Felipe et Elio Vasquez. Avant d'être jeté dans les cachots de police, Felipe est amené avec sa femme et ses trois enfants en dehors de la ville, déshabillé et fustigé. Ensuite, il est transféré à demi-mort à La Paz. Les deux frères sont accusés d'avoir été chargés d'organiser des activités terroristes dans les mines et d'avoir recruté des mineurs pour leur donner une instruction militaire.

Felipe Vasquez est un mineur, ancien dirigeant syndical de Huanuni, fondateur et dirigeant des syndicats clandestins depuis l'occupation militaire des mines. Elio Vasquez est lui aussi mineur, ancien dirigeant du syndicat de Catavi ; il était à la tête de la bataille des mineurs contre l'armée a Sora Sora les derniers jours du régime de Paz Estenssoro. Aussi bien Felipe que Elio sont très connus en tant que dirigeants mineurs du POR et membres de la IVe Internationale.

A Oruro tombent aussi sous les coups de la répression Bertna Porcel, professeur à l'Université et militante du POR, et King Palenque, employé à l'Université, tandis que sont accusés d'aider la guérilla Vasquez Benigno Ojeda, militant du POR et secrétaire général de la Fédération Universitaire et le professeur universitaire Felipe Iniguez, d'orientation communiste prosoviétique. Celui-ci rejetta comme fausse les accusations : Ojeda réussit à échapper.

A La Paz, la répression a été encore plus violente et des centaines de policiers en civil et en uniforme ont été mobilisés. Les militants du POR Tomas Chambi, dirigeant paysan aymara, de la province de Camacho, Anselmo Herrera Lopez, dirigeant de la jeunesse de Huanun, Gabriel Guzman Illanes, dirigeant des cheminots dont les conditions de santé sont très mauvaises, Cecilio Alcon et Victor Alcon, étudiants qui sont accusés d'être chargés d'organiser un « laboratoire spécial » pour la préparation de bombes (time-bomb), de bombes incendiaires et d'autres explosifs, ont été arrêtés, ainsi que les étudiants Alberto Romano et José Unzategui, le peintre Luis

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

Zilveti (qui réussit à s'enfuir et se réfugier à l'Ambassade de l'Ecuador grâce à l'aide du directeur du quotidien de La Paz, **El diario),** un haut fonctionnaire de la Comibol, Gonzalo Oroza Bellido, le doyen adjoint de la Faculté des Ingénieurs Industriels, Jorge Schutt, et la femme de Oroza, Tertu Tuulikki, de nationalité finlandaise. On a annoncé aussi l'arrestation d'un Argentin nommé Trucco, de deux Français dont les noms n'ont pas été communiqués jusqu'ici.

Malgré la persécution farouche et l'utilisation d'un grand nombre de forces de répression, le gouvernement n'a pas réussi à arrêter les principaux dirigeants. Hugo Gonzalez Moscoso, secrétaire du POR, a été recherché activement, mais il n'a pas été trouvé. La police a fait irruption dans la maison de certains membres de sa famille dans le quartier de Miraflores et dans son appartement de Avenida de Montes, qui, selon le ministre de l'Intérieur, était un centre d'instruction militaire ! Les policiers, à qui la proie avait échappé, se sont vengés à leur façon : ils détruisaient ou emportaient tout ce qu'ils avaient trouvé dans l'appartement de l'Avenida Montes : meubles, livres, lits, objets de la cuisine, plats, verres, vêtements, tableaux, etc. Ceci a été dénoncé courageusement par la femme de Gonzalez et par le Comité des Droits Humains, qui est présidé par le prêtre Prats. Une vingtaine de policiers armés et masqués pour ne pas être reconnus ont participé à l'opération. Les membres de famille de Gonzalez ont été traité brutalement et on leur a communiqué que le dirigeant du POR, si on le trouve, sera « envoyé discuter avec Saint Pierre ».

Tous les prisonniers sont au secret et sous contrôle très strict. Victor Guerra, qui pourtant est sérieusement blessé, est encerclé dans sa chambre d'hôpital par une vingtaine de policiers et de soldats. Les autres, d'après les membres de leur famille, ont été sauvagement torturés par les méthodes les plus diverses (courant électriques, coups aux testicules, suffocation, etc.). Le gouvernement conteste bien entendu cette version.

D'après la police et la presse, sept dépôts particulièrement bien fournis ont été découverts. Il s'agit d'armes, de munitions, d'hamacs, de havresacs, d'appareils photographiques, de médicaments, d'instruments de chirurgie, etc.

Le gouvernement s'efforce de donner l'impression qu'il a réussi à écraser une entreprise de guérilla urbaine. Pour sa part, Victor Guerra, a déclaré de son lit d'hôpital que l'ELN était en train de préparer une guérilla rurale, et qu'il n'était pas favorable à la guérilla urbaine, qui était organisée par d'autres groupes. Malgré la mort de Maya — qui d'après certaines versions aurait demandé à son camarade de la tuer avant l'arrestation — et sa propre arrestation, il a déclaré comme Antonio Morano, que la lutte continuait.

Les commentaires qui circulent dans les milieux de la presse et notamment dans les milieux politiques de gauche peuvent se synthétiser ainsi : le gouvernement a effectivement donné un coup au mouvement révolutionnaire, mais il exagère dans le but de justifier des mesures de répression généralisées. Des milieux militaires en particulier — entres autres, le groupe autour de Ovando — ont intérêt à monter l'affaire pour justifier à l'avance un coup militaire éventuel.

De l'avis général, le mouvement révolutionnaire est loin d'être détruit et continue à se préparer.. Le passif le plus lourd pour les combattants semble être l'arrestation de certains militants et la perte de quantités impotantes de matériel précieux qu'il sera difficile de remplacer rapidement sans une très large solidarité du peuple bolivien et des mouvements révolutionnaires du monde entier.

Quant aux prises de positions des organisations ou mouvements de gauche le PC pro-soviétique a réitéré son orientation hostile à la lutte armée et à la guérilla. Le groupe Lora, ex-trotskyste, a publié un communiqué, signé par Lora lui-même, qu'il rejette toute responsabilité en cette affaire et se prononce contre le « terrorisme et la guérilla ». Le PC pro-chinois a saisi l'occasion pour dénoncer un complot impérialiste qui aurait pour but d'assassiner son principal dirigeant Oscar Zamora (pourtant, il n'y a pas de prochinois parmi les arrêtés). Des voix en faveur de la guérilla se sont levées dans les milieux de la jeunesse socialchrétienne et chez les camillistes (partisans de Camillo Torres, prêtre guerillero assassiné). Les Fédérations Universitaires de La Paz, Oruro et Cochabamba ont condamné les tortures contre les prisonniers, dont elles ont demandé la libération. Elles ont demandé aussi que les procès éventuels se déroulent devant la justice ordinaire. La même attitude a été prise par le Comité de Défense des Droits Humains, qui veut organiser une campagne à l'échelle mondiale. L'ELN et le POR n'ont fait aucune déclaration officielle sur les arrestations.

Il semble que le POR ait l'intention de commencer dans les milieux ouvriers,, paysans et étudiants une campagne de solidarité avec les, emprisonnés, une campagne qui, étant donné les liaisons internationales dont le parti jouit, devrait acquérir l'ampieur acquise par la campage en faveur de Hugo Blanco et par celle pour Régis Debray.

La Paz, août 1969.

---

(2) Dialectes indiens.

labor Challenge #2 Feb. 1970

Sedition claim is thrown out

All charges laid against Raymond Lemieux following the St-Leonard demonstrations last fall were thrown out when Lemieux appeared for preliminary hearing Feb. 14.

Lemieux, leader of the Ligue pour l'Integration Scolaire which has campaigned for a French-only school system through Quebec, was charged with sedition, participating in a riot, inciting to riot, refusing to comply with police orders and disobeying the Riot Act. The charges carried penalties of up to life imprisonment.

But Sessions Judge Jacques Anctil said the Crown failed to make any case. "Evidence that there was a riot was not even presented and not a single seditious word was even produced in court," he said. Judge Anctil told the prosecutor Claude Simard he "had conducted the whole case in a very curious manner, indeed."

Less curious, but more questionable, was the role of Quebec's attorney-general, Remi Paul, who is developing a habit of laying sedition charges — with a penalty of 14 years imprisonment — against leaders of the nationalist and trade union movement. This is the second time in as many months that such charges have been thrown out of court. Michel Chartrand, leader of the Montreal CNTU, was also cleared of sedition recently.

Raymond Lemieux

labor Challenge #5 Apr 1970

Revolutionists debate strategy

by Phil Courneyeur

MONTREAL—Over 70 people crowded into the Forum Socialiste here March 26 to hear a spirited debate on what the revolutionary left should do in the April election campaign.

Speakers were FLQ leader Charles Gagnon, co-defendent of Pierre Vallières and now out on bail after three years as a political prisoner; Stanley Gray, prominent student leader, of the Front de Libération Populaire, and Arthur Young of the Ligue Socialiste Ouvrière, the Quebec Trotskyist movement.

Gagnon spoke in an individual capacity. He bluntly opposed any form of left participation in the elections. "We must categorically reject running candidates in elections," he said. "We reject this form of struggle as a waste of time." Gagnon insisted that "the only form of political action for the revolutionary left is to denounce vehemently all electoral activity, not only in words, but also with deeds."

Stanley Gray represented the FLP. Initially he expressed agreement with Gagnon's contribution — but a significant reservation became clear. While Gagnon categorically rejected the Parti Québécois of René Lévesque, Gray argued that the PQ "represents a step forward." At the same time Gray quickly reassured his audience that the FLP has no faith in the PQ. "The liberation of Quebec will not come through the PQ," he said. Gray counterposed a strategy of strictly extra-parliamentary actions. He announced plans for a mass demonstration on the eve of the election. The revolutionary socialist movement must be built now, he argued; built through direct actions in the schools, the factories and in the streets.

Arthur Young

Gray attacked the LSO demand for the formation of a Quebec labor party as "talking in a void." He considers support for the NDP to be reactionary. "The NDP in Quebec does not represent any section of the working class. It is clearly federalist and reactionary," he said.

Arthur Young, editor of *La Lutte Ouvrière*, defended the program of the LSO. He first defined the areas of agreement on the panel — that the objective of the revolutionary left in Quebec was for an independent, socialist and French Quebec. Further, that only the working class could lead such a revolution. And finally, that the question of participating in elections was tactical, not one of principle, for socialists.

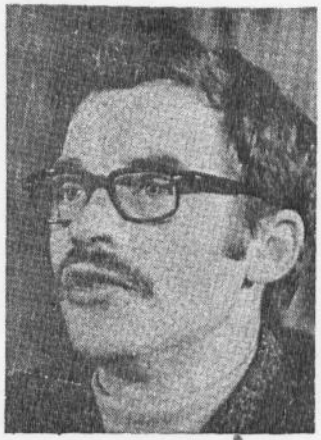
The real issue before the people of Quebec, Young argued, is a workers and farmers government. But the working masses have deep-going illusions in parliamentary politics and a low level of class conciousness. The urgent challenge before revolutionary socialists in Quebec is to confront the capitalist parties and their ideology on their ground. The heightened interest of the part of tens of thousands of workers in politics during an election gives the socialist left a vast opportunity to pose concrete alternatives. The LSO calls for the formation of a trade union-based labor party in Quebec. The labor movement can only win a workers and farmers government by building its own political instrument.

Within the context of the LSO's labor party demand, Young explained his support of the NDP campaign in Quebec. While the NDP is organizationally very weak and presents a very feeble reformist and federalist program, it is a party sustained by a section of the Quebec Federation of Labor and responsible to it. The immediate challenge before the whole trade union movement is to carry forward the NDP initiative by launching a labor party in Quebec.

Young challenged Stanley Gray's position that the PQ marks "a step forward" for the left in Quebec. "The PQ is a detour," he said. "The PQ stands for negotiating with Ottawa for selling Quebec to United States capital. Its program is reformist and it does not rest on the working class. It represents the small business and professional sectors; not the working people," Young said.

The lively counterposition of views between Gray and Young was matched by the audience participation during the discussion period.

Particularly significant was the announcement by Jean Hérivault, chairman of the meeting, that the LSO is presenting its own candidate in a selected constituency as a model of how to present a socialist campaign.



Charles Gagnon

labor Challenge
#10 Jun 1970

FREE VALLIERES-GAGNON, roared thousands of youths in march through Montreal last fall. Mass united front demonstrations like this built public support for defense of the jailed revolutionists. Among front rank leaders are Jacques Larue-Langlois (left), chairman of defense committee, and (center) Walter Blumenthal (Ligue Socialiste Ouvrière) and Stan Gray (Front de Liberation Populaire).

Vallieres released after 44 months; major victory for united front defense

Pierre Vallieres' release from prison May 26 after forty-four months of detention without bail marked a major victory in the struggle for civil liberties in Quebec.

A prominent writer and spokesman for the Quebec nationalist movement linked with the Front de Liberation Quebecois, Vallières was charged with murder in 1966 in connection with a terrorist bombing. When he was brought to trial after interminable delays, the prosecution produced no evidence linking him to the bombing.

For almost four years the courts refused to grant him bail, even though no conviction could be made to stick on any of the major charges laid against him. His detention, and that of his colleague Charles Gagnon, became a rallying point for opposition to the growing political repression in Quebec.

When bail was finally granted on the various charges, the required $7,500 was raised from a broad public collection including substantial donations from affiliates of each of the three major Quebec trade union federations.

The conviction was thrown out by the appeal court on the grounds that he had been tried for his political beliefs. The guilty verdict of a subsequent trial on the same charge is now being appealed; yet another trial is considered quite possible. A variety of other charges are still pending.

Charles Gagnon has meanwhile been acquitted of the murder charge.

The Committee to Aid the Vallières-Gagnon group rallied wide support for the prisoners both in Quebec and internationally. An editorial in Le Devoir May 22, signed Jean-Claude Leclerc, revealed how the committee's efforts were instrumental in winning their release.

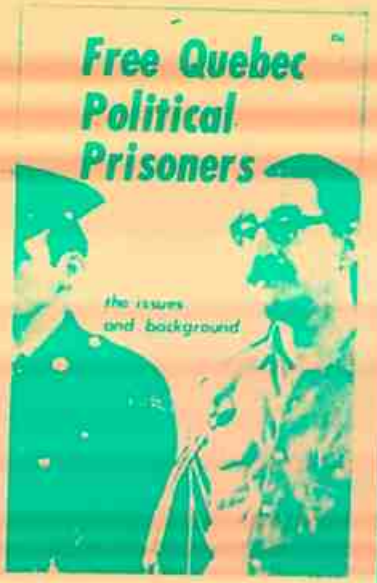
Leclerc enumerated the impressive list of condemnations of the persecution of Vallières, including that of the representative of the International League for the Rights of Man, and expressed his alarm at the undermining of public confidence in bourgeois "justice." "The series of blows suffered by Quebec justice is truly stupifying," he wrote, "The whole affair. . . can now be seen as one of the most powerful corrosives ever at work here against our judicial institutions."

The victory won by the Vallières-Gagnon committee is an important precedent in Quebec, where political repression has rarely before met effective united opposition. The committee has declared its intention to continue its work. The Vallières-Gagnon trials still drag on, while a large number of political prisoners remain in Quebec jails.

for an Independent and Socialist QUEBEC

The October Crisis

— issues and background in the War Measures crisis and the political trials



a pamphlet 32 pages

25 cents per copy

order from

Vanguard Publications,
334 Queen Street West,
Toronto 2B, Ontario

For outstanding coverage of the Quebec liberation struggle

Labor Challenge
biweekly

Young Socialist
monthly

. . .and in Quebec

La Lutte Ouvriere
monthly

Jeune Garde
bimonthly

Enclosed is $..... for a year's subscription to

____	Labor Challenge	$3.00
____	Young Socialist	1.25
____	La Lutte Ouvriere	1.00
____	Jeune Garde	.50

NAME .....

ADDRESS .....

CITY ..... ZONE..... PROVINCE.....

Send care of
Vanguard Publications, 334 Queen Street West, Toronto 2B

Foreword

"For an Independent Socialist Quebec" is the text of a resolution adopted by the convention of the League for Socialist Action-Ligue Socialiste Ouvrière, which met in Toronto, September 1970.

The LSA-LSO is a pan-Canadian organization uniting revolutionary socialists in Quebec and English Canada.

Close to 250 delegates and observers attended the 1970 convention of the LSA/ LSO.

Barely one month after the convention ended, the federal Liberal government headed by Pierre Elliot Trudeau, taking advantage of the confusion and disarray in the left provoked by the terrorist kidnapping of a British diplomat and the Quebec labor minister, sent 10,000 federal troops into Quebec and invoked the War Measures Act, jailing 450 leading militants of the left and nationalist movements. About one-tenth of these were subsequently brought to trial on trumped-up charges of seditious conspiracy and membership in, or aid of, the now-outlawed Front de Libération du Québec.

The War Measures crisis and subsequent developments are confirming in striking fashion the validity and relevance of the analysis developed in the following document on the national liberation struggle in Quebec.

published in February 1971 – Vanguard Publication

For an Independent Socialist Quebec

Index

The developing struggle for *un Québec français*
L'indépendantisme becomes a mass phenomenon
The right of self-determination
A new working class
The petit-bourgeois nature of the Parti Québécois
The P Q not responsible to workers
The tasks of socialists
A program for an independent socialist Quebec
The international dimension

The developing struggle for *un Québec français*

Since the 1968 convention of the revolutionary socialists in Canada — the Ligue Socialiste Ouvrière/ League for Socialist Action — the developing liberation movement in Quebec has continued to deepen and broaden. The profoundly

revolutionary character of Québécois nationalism that we analyzed in the 1968 document, *Vive le Québec Libre/Vers La Libération du Québec,* has been confirmed again and again.

A powerful nationalist upsurge has extended deep into the ranks of the urban working class, the vast majority of the Québécois population, taking form notably around the massive mobilizations in defense of the French language and the development of mass sentiment for an independent Quebec.

In 1968 we noted that "national consciousness has given new dimensions to the class struggle." The distinct tempo of the Quebec struggle is revealed in militant labor conflicts marked by the most radical forms of action, including sit-ins and even armed workers defense guards.

The powerful student movement has repeatedly mobilized, descending *en masse* into the streets and taking over the schools, advancing demands based on the revolutionary concept that educational institutions should serve not the capitalist ruling class but the national liberation struggle of the oppressed workers and farmers of Quebec.

Less than two months after the 1968 convention pledged our full support to the movement to make French the "sole official language," the occupation of Aimé Renaud school in St-Léonard brought the struggle for unilingualism to a head. The election there of a pro-unilingual school board headed by members of the Mouvement pour l'Intégration Scolaire (MIS—Movement for School Integration) followed by the rapid formation of MIS sections throughout Montreal island and in other areas of the nation, raised the language question — the clearest manifestation of Quebec's domination by foreign capital — to the level of a direct political confrontation with the bourgeois parties in the National Assembly. The revolutionary, anticapitalist dynamic of the demand for a "Québec français has exposed the total unwillingness of both the old and the newer bourgeois nationalist parties to meet the program of this mass movement: the Union Nationale government charged MIS leader Raymond Lemieux with "sedition," while Parti Québécois leader René Lévesque has several times felt obliged to denounce the movement, to the dismay of many of his supporters.

The language question has become a powerful issue in the trade unions, which for several years have campaigned to make French the language of work. The Confederation of National Trade Unions (C N T U) officially supports unilingualism, as does the 60,000-member teachers union in principle; the demand for a French-only Quebec provoked the biggest debate at the most recent convention of the Quebec Federation of Labor (AFL-CIO-CLC [Canadian Labor Congress]), and won support of nearly half the delegates.

The struggle for unilingualism has introduced and popularized other key aspects of the revolutionary socialist program. When the massive demonstrations against Bill 63 (a government motion to legitimize English school privileges) culminated in a massive protest march of over 40,000 on Quebec last autumn, the contrast between the popular mood reflected by the crowd outside and the treasonous actions of the hundred or so deputies inside the chamber prompted some leaders of the movement to speak of the crowd as "another parliament" that alone truly represented the Québécois.

The LSO (Ligue Socialiste Ouvrière) intervened actively in the struggle and correctly attempted to give content to this dual power concept by posing the idea of a general strike.

The mass march for a "McGill Français" in March 1969, when federal troops were prepared for action for the first time in recent years (they were used directly in last fall's

Montreal police strike), centered around the demand that this bastion of English privilege and reaction be transformed into a French university which would put all its immense resources and research facilities to the service of the Québécois, rather than the giant imperialist corporations which now rape the resources of the nation.

This concept of an educational system which serves the revolution — often termed the "red university" — was actually implemented in the boldest fashion during the massive upsurge of fall 1968 when over 50,000 students, the bulk of Quebec's junior college enrollment, occupied their CEGEPs (Collèges d'Enseignement Générale et Professionelle — junior colleges) — an upsurge that in North America is equaled in scope only by the U.S. antiwar upsurge on the campuses this last spring.

Creating action committees on the model of the French May-June events, the students operated the colleges and schools for three weeks, utilizing their facilities to produce newspapers, posters, leaflets and to conduct courses on revolutionary thought. The CEGEP occupiers' slogan of "worker-student solidarity" (also adopted from France) was given content by the remarkable sympathy manifested by non-student forces, in the first place the trade unions, behind their bold actions. A forceful intervention in this movement by the modest forces of the Ligue des Jeunes Socialistes and the LSO won some of the best activists in the upsurge to our movement and to the ideas of revolutionary socialism. These forces were in turn doubled during the successful intervention of the LSO and LJS in the Bagot by-election campaign, when we ran a candidate against the Quebec minister of education.

The wave of repression unleashed by the authorities against the student movement following the decline of the occupations revealed their awareness of the revolutionary response the students' action threatened to provoke in other layers of Quebec's unstable society. This society badly lacks the job outlets and opportunities required to absorb the skills and aptitudes of the graduates pouring from the vastly expanded educational structures of recent years.

Although the revolt has erupted first at this, the most vulnerable point, other struggles indicate the possibilities for revolutionary combat which already exist in the Quebec working class. The militancy of Quebec labor struggles has been shown many times over — the protests against the Murray Hill limousine monopoly, the Lapalme Transport workers fight for their jobs, the militant teachers struggles, including the demonstration of 20,000 teachers at Quebec City last year, etc.

In several instances, workers have protested industrial closures or threats of closure by occupying their plants (Davies Shipbuilding, Vickers, Domtar). During a strike at the company towns of East Angus and Windsor, paper mill workers occupied a plant and armed themselves against vigilante attacks by company-hired guards. The Montreal police strike last October 7, 1969, revealed how the explosive contradictions of Quebec society have even put a question mark over the reliability for the bourgeoisie of their trained agents of repression. The largely spontaneous outpourings of nationalist revolt in the Saint-Jean-Baptiste Day demonstrations of recent years are another indication of the explosive potential of the developing national consciousness, particularly among the youth.

L'indépendantisme becomes a mass phenomenon

The growing social ferment in Quebec society, itself a product of the national oppression of the Québécois, has found its natural expression in a progressively deepening disillusionment with the constitutional status quo among all sectors of opinion. Today, after many years of endless federal-provincial conferences, ultimatums and royal commissions, there is less talk of constitutional "reform," much more talk of separation and the need for an independent state of Quebec which can plan the economy in the interests of the Québécois.

Independentist feeling is spurred by a worsening economic conjuncture which has underlined Quebec's vulnerable position in the Canadian and North American capitalist economy. In periods of relative prosperity, unemployment is higher and wages lower in Quebec than elsewhere; and economic downturns increase the social inequality of the Québécois many times over.

The struggle to defend the French language has sharpened enormously as a result of industrialization, urbanization, a considerable fall in the birth rate among French Québécois, and heavy postwar immigration which swells the English school system. The strong, almost unanimous independentist sentiment among the Québécois students is directly linked with an expansion in educational structures during the last decade which has multiplied the student population without any corresponding increase in job opportunities.

The growing support for *l'indépendantism* (this is the word favored by Québécois nationalists, who consider "separatism" a pejorative term) is profoundly revolutionary. It signifies above all a collective disillusionment in the capacity of the existing legal and political structures — and by implication, the *social* structures which they consecrate — to overcome the national inequality; and it denotes a deep desire for a radical change from top to bottom in the entire political structure. This is the essential revolutionary dynamic of the national consciousness.

So far this profound nationalist feeling has politically been reflected most directly in the refracted mirror of petit-bourgeois opinion – the decision of the États Généraux in favor of independence, the splits of nationalist currents from the established pro-federalist bourgeois and petit-bourgeois parties (Liberals and Ralliement des Créditistes) and the successive dissolution and regrouping of petit-bourgeois independentist currents which finally resulted in the first unified independentist party— the Parti Québécois (PQ). The working class, which has not yet risen to political being through its own mass party, has yet to develop fully its program for national emancipation.

But the strong showing of the PQ in its first electoral test in April 1970 dramatically underscored the growing strength of independentist feeling among the working class. The PQ received close to 25 per cent of the popular vote — the support of one in three Francophone Québécois, and about half the industrial workers in Montreal.

The vote for the PQ could be considered the complement of the mass extra-parliamentary struggles which have shaken the Quebec nation. The main issue behind those mobilizations — the language question — tends by its very logic to raise the demand for a vast extension of the authority of the Quebec state, which is responsible for education and cultural affairs. The evidence from the polls showing a relatively high concern among PQ voters in such social issues as education, unemployment and housing also indicates that insofar as the class defines its social objectives, they are formulated in an independentist framework. Similar tendencies have been remarked many times in the case of the student movement — often, the bellweather for

indicating the path of radicalization in the working class. The significance of the conjunction of social and national demands was metaphorically summarized many years ago by Leon Trotsky when he observed that the separatism of the Catalan workers and peasants in Spain was "the envelope of their social indignation."

The entirely progressive thrust of national consciousness toward a mass sentiment for independence opens a new, advanced stage in the Quebec struggle, a stage of great revolutionary significance.

Two years ago we had reason to believe that the struggle would proceed in another direction. We said: "The political independence of French Canada stands as an historic alternative, which cannot be approved or rejected except in terms of given social conditions at a given time. At this time, there are no grounds to believe that the working class, by adopting the program of political independence, would advance its interests in any way, in terms either of its present class consciousness or of its ultimate objective of defeating the power of the monopolies politically buttressed by the Ottawa regime."

We noted that "no tendency of the Quebec labor movement has adopted an independentist program," and questioned whether there is "such a gap in the level and direction of the class struggle in Quebec and in English Canada that the workers struggle could be advanced by orienting to political independence from English Canada." The Quebec working class, we observed, "is already beginning to move along the lines of independent political action . . . the general motion toward a labor party is now becoming clear." We suggested that "the projected party could well in fact be formed as a constituent part of the NDP (New Democratic Party)."

The powerful upsurge of nationalism and its militant repercussions in the labor and student movements have confirmed our understanding that *national* consciousness — awareness of their oppression and exploitation as a nation — would play a key role in the development of *class* consciousness among the Québécois workers. But contrary to the perspectives we traced in 1968, the development of political consciousness has proceeded through the growth of independentist sentiment and has veered from the road of independent labor political action to take a detour through the Parti Québécois, a bourgeois party.

Confronted by this new situation, the revolutionary socialists are obliged to go beyond defense of the right of the Québécois nation to self-determination, to put forward now the demand for an independent and socialist Quebec. The League must undertake a major turn in its work, toward the emerging nationalist movement. We must aim at nothing less than to gain the leadership of the national struggle around the only program guaranteeing an independent Quebec, the program of revolutionary socialism.

Two aspects in particular of this new development must be analyzed: first, the precise character and revolutionary significance of the new mass movement for independence; and second, why the nationalist thrust has gone toward the Parti Québécois and what the emergence of the PQ means for the future development of the struggle.

The desire for an independent state has been a recurring theme throughout Quebec's political history, particularly since the British conquest of 1760 which transposed a national form onto the developing class conflicts within the former French colony. The nascent French-Canadian bourgeoisie who played the leading role in the events culminating in the 1837-1838 armed rebellion in Lower Canada made clear that they aimed to establish a sovereign state — the political

expression of the French-speaking "Canadian nation" — on the banks of the St. Lawrence. (This separatist objective in no way inhibited these early revolutionaries from collaborating closely with their co-thinkers in Upper Canada, accepting, for example, the proposal of William Lyon Mackenzie for an eventual *federation* of states, with a mutual sharing of powers in communications, immigration and land concessions.)

The defeat of their bid for power in 1837-1838 and the confirmation of the hegemony of the English-Canadian bourgeoisie through Confederation in 1867, confined the social base of the French Canadian petit-bourgeoisie to independent small enterprise and the rural economy, and later, with the penetration and expansion of the imperialist sector, to the role of urban subcontractors and managerial satraps in the private corporations and provincial civil service.

Their nationalism developed a conservative, particularist orientation centered around participation in the pan-Canadian political structures while defining French Canada as a nation possessing the right to autonomy (but not self-determination) with respect only to powers affecting its cultural and narrowly national rights. This remained the prevailing expression of French-Canadian nationalism as it was articulated in Quebec political life until well after the Second World War.

If this "cultural autonomism" reflected above all the ideology of a defeated bourgeoisie, the entire population tended to mobilize around nationalist themes wherever tensions between the dominant English-Canadian nation and. the oppressed French-Canadian nation boiled over in crises mobilizing the broad masses, both rural and urban, of French Canada — Riel, the Manitoba schools, Boer war, the conscription crises of First and Second World Wars, etc. At times it took a separatist form, as in 1917 when a motion to separate was debated in Quebec's legislative assembly.

But the independentist *movement* as such is a relatively recent phenomenon which developed during the. 1960s, and only during the last year or so became a mass movement drawing into its ranks thousands of industrial workers as well as students, clerical and professional layers.

For revolutionary socialists, the overwhelming evidence that the thrust of Quebec politics today is toward independence has enormous progressive significance. The clear evolution of working-class sentiment toward support for political independence answers an important question which has for some time been posed in the Quebec left.

Every nationalism revolves around concepts which are in form common to all classes in the nation: nation, language, territory, etc. But each class within the nation injects its own social content into its nationalist program. The bourgeoisie, for example, primarily interested in ensuring its freedom to control the market, emphasizes demands for territorial integrity and a standing army to protect it; political institutions like parliament to ensure its political hegemony; and cultural institutions like a state religion to reinforce its ideological domination. It advances the demand for a national state categorically because for it a national state is the necessary condition for its full development as a ruling class.

The petit-bourgeoisie, insofar as it poses demands distinct from those of the bourgeoisie, stresses democratic objectives like the universal vote and free education, designed to extend the rights of citizenship to all classes of the nation, in the first place to the petit-bourgeoisie.

The workers are the most consistent defenders of democracy, and so they naturally support the democratic demands cited above. But they go further by raising demands such as freedom of trade union organization aimed at increasing their power to organize as a class independent of the bourgeois state. Because they as yet lack their own political party, the Quebec workers have not yet articulated a fully developed program of national demands; this will only take shape as the class organizes independently on the political arena. But already a number of nationalist demands have been formulated by the trade union movement — such as the demand that French be made the sole language of work, the language of collective bargaining and contracts, and on the shop floor; and the demand for wage parity of Quebec workers with workers in neighboring Ontario.

Today, the period of deepening imperialist crisis ushered in by the Russian revolution and aggravated by another world war, increasing competition from the expanding sector of workers states, and the development of the colonial revolution since the second world war, is characterized by the decreasing ability of the national bourgeoisie in the oppressed dependent capitalist nation to play any sort of independent role vis-à-vis imperialism; by the increased absolute and strategic weight of the working class in the political life of those nations and the necessity for this proletariat to take on many of the tasks traditionally assigned to the capitalist class of a "normal" developing bourgeois state, including the tasks of national liberation; and by the reappearance of powerful nationalist movements among oppressed nationalities and nations in the developed imperialist countries of Europe and North America where the vast majority of the population is working class.

In Quebec all three tendencies have come into focus simultaneously in a conjunctural period of deepening economic crisis of the North American capitalist economy.

The right of self-determination

The workers party defends unconditionally the democratic *right* to self-determination for all oppressed nations, up to and including their right to separate. But whether socialists in an oppressed nation like Quebec should demand political independence depends on how we see the direction of the struggle unfolding, and above all on whether the mass of the population in the oppressed nation shows a clear inclination to mobilize in support of the demand for political independence in its struggle for national emancipation.

Where the struggle is clearly orienting toward political independence, the international workers party has always been the foremost defender of the independence movement. Thus Marx, for example, was an early and forceful advocate of independence for Ireland, and held that the English workers would never be free until Ireland had achieved its independence from the British Crown. His views were carried forward by James Connolly who built a working-class independence movement in the early years of this century around the slogan “For a Workers Republic of Ireland.” Today, the upsurge of the nationalist movement for independence in the North confirms the correctness of the Marx-Connolly position.

In a number of more recent instances, Trotsky, building on the traditions and experience of the Bolsheviks in Russia, considered the demand for political independence in the program of the workers party. He proposed that in Spain the proletarian vanguard should adopt the slogan of separation for Catalonia if the Catalonian masses should indicate that they wished to separate, either "by means of a free plebiscite, or by an assembly of representatives of Catalonia, or by the influential parties followed by the Catalonian masses, or finally by a Catalan national revolt." (Leon Trotsky, *Écrits 1928*-1940, Tome III [Publications de la

Quatrième Internationale, Paris, *1959],* page *408.)* Similarly, he raised the demand for a united, free and *independent* workers and peasants Ukraine in 1939, on the basis of his understanding that "the broad masses of the Ukrainian people wish to separate from the USSR." ("Independence of the Ukraine and Sectarian Muddleheads," *Fourth International, Vol. 10 [December, 1949].)*

When we formulated our approach to the issue of separatism in 1968 on the basis of these general considerations, we had no reason to believe that (as we stated) "To adopt the program of separation of Quebec from English Canada" would "advance the overall struggle." We noted that the existing independentist movement had failed to win support or much interest from workers; that no significant sector of the labor movement supported *l'indépendantism;* and that on the contrary, "the strong roots of the NDP in Quebec and the association of the majority of the organized working class in Quebec with the Canadian Labor Congress provide evidence of Quebec labor's awareness of the great benefits to be gained for its struggle by allying itself with the organized forces of the English Canadian working class, in a common struggle against the federal state."

This assessment, correct two years ago, has since been decisively invalidated by the actual course of development of the working class and its organizations. The objective political thrust of the struggle remains, of course, against the imperialist oppression of the Canadian bourgeois and their central state apparatus. But rather than move toward a closer alliance with English-Canadian workers and participation in a unified pan-Canadian labor party, the Quebec workers struggle has increasingly developed its own national tempo.

The Quebec Federation of Labor (QFL), while continuing its formal support for the federal NDP, has refused to endorse the NDP on the Quebec (national) level, and continues to press for autonomy within the Canadian Labor Congress. Despite continuing internecine conflict in the construction trades sector, the major trade union federations — the QFL, the Confederation of National Trade Unions (C N T U) and the Corporation des Enseignants du Québec, the teachers union — have drawn closer together over distinctly Quebec issues, including joint political action initiatives at the municipal level. The unification of these labor bodies into one Quebec-wide federation of over 600,000 members — half the size of the Canadian Labor Congress — has become a realizable goal.

The backdrop to these developments has been a qualitative increase in support for *l'indépendantism* in the labor movement. The teachers union, like the CNTU, supports unilingualism and a large majority of its membership is said to support the PQ. A significant section of the QFL bureaucracy publicly identified with the PQ during the recent election campaign; and the Montreal Council of the CNTU, which formally supported the NDP in the 1968 federal election, voted to endorse the PQ in 1970.

As for the NDP, the developments since 1968 have put a serious question mark over its future in Quebec. The decision by the NDP's founding convention in 1961 to recognize the bi-national character of the Canadian state, and even to make significant gestures toward Quebec's right to self-determination, fostered hopes that the party would succeed in linking up with the new generation of Quebec radicals, and sink roots in the labor movement. However, the NDP has steadily retreated from even the modest concessions of 1961, and in the recent Quebec elections, campaigned openly as a "federalist" anti-separatist" party. It received an average of slightly over 200 votes in each of fourteen ridings it contested.

As long as there is no independentist party on the federal level, the NDP may continue to serve as an electoral vehicle for reformist demands on the Ottawa government without, however, building a serious organization in Quebec. The initiative for independent political action in Quebec will not come from the NDP, nor can we see it playing any major role in the formation of the mass workers party.

The workers demand for independence is profoundly revolutionary in that it puts forward the concept that Quebec must be developed in terms of the needs of the Québécois. The logic of this demand is for a workers and farmers government which will take over the foreign capitalist monopolies that dominate and exploit Quebec, and will operate these industries under socialist planning. Why then has this powerful independentist sentiment taken the path of the PQ, and not a labor party with an anticapitalist perspective?

There is no doubt that the failure of the NDP and pan-Canadian labor leadership to relate sympathetically to Québécois nationalism as it developed throughout the 1960s is a primary reason why this nationalist thrust was channeled toward the PQ. But this explanation is in turn linked with another aspect of Quebec's particularity — the distinctive path of development which has characterized its working class.

A new working class

Quebec's industrialization in the first half of this century, and particularly during and since the second world war, produced many changes in its class structures which have only gradually and belatedly found expression in its politics. Most significant was the rapid creation of a large urban working class thrust suddenly from the parochial, traditional life of farm, village and town into the cities, in the first place Montreal, there to come face to face with the fact that control and administration of industry are largely in the hands of foreigners with alien culture, customs, and above all an alien language.

Quebec's French-speaking proletariat was formed almost entirely through internal migration, the transition from rural petit-bourgeois to urban proletarian milieu occurring quickly and sharply over only one or at most two generations. This is a major source of Québécois militancy. In English Canada, immigration of politically experienced workers from overseas played a crucial role in shaping the early radical thinking and subsequent political evolution of the workers. In contrast, the Québécois proletariat, largely cut off from contact with European socialism, lacks even the tradition of the French revolution which took place after the Conquest, and is still very new, with few distinctive traditions.

While this explains the relative political immaturity of Québécois workers, it also has a very positive side. Insulated from the pernicious influences of British Fabianism and German social democratic pragmatism — the back-side of the European socialist tradition — the Québécois are confronted with the possibility of leaping from reactionary Catholicism, already largely

discredited, to the most advanced ideas of revolutionary Marxism.

If industrialization has created a powerful working class, for the Québécois petit-bourgeoisie which had dominated the parties and governments of Quebec, it has been a devastating experience. Its traditional rural base, which afforded this class a certain measure of stability, has been utterly destroyed, with the remnants passing into the urban proletariat, particularly during and after the second world war.

During the last thirty years, a new urban petit-bourgeoisie has developed based on managerial strata in the subsidiaries of imperialist corporations or their satellite industries, or in the provincial state apparatus which has expanded to service those industries. In the private sector the chances of a French Canadian rising to the top of the managerial hierarchy are very restricted; and this layer in its lower levels is in constant danger of assimilation into the upper layers of the working class. (A large proportion of the students in the new universities are, of course, confronted with this fate immediately upon graduation, regardless of their level of academic training.) Thus the apparatus of the provincial state offers them their only chance to gain even an illusion of playing any independent role. It is among these layers that we find the origins of the PQ.

In the postwar period, capitalist investment in Quebec poured increasingly into secondary "transformation" industries designed to process for subsequent export the resources of the primary sector in which foreign control was already heavily concentrated. This relatively sophisticated new type of industry required a vast expansion in provincial government services, including state subsidies and social measures aimed at producing a skilled and reasonably healthy work force — educational reform, state medical insurance, pensions, etc.

The expansion in the powers of the provincial state provided jobs for an increasing number of young professionally-trained French Canadians. It began, in fact, in the mid-1950s under Duplessis and the Union Nationale, the party which most faithfully represented the interests of the rural-based petty bourgeoisie, and it was accompanied by growing Quebec demands for increased taxation power.

The accession to office in 1960 of the urban petty bourgeoisie through the Liberal Party was accompanied in following years with a further escalation of Quebec's fiscal demands, passage of a few social measures including a belated but deep-going education reform, and creation of a number of state institutions designed to supplement and participate in the capitalist expansion [Hydro-Québec, Sidbec (Sidérurgie du Québec, a "mixed-capital" iron and steel complex), Société Générale de Financement (General Investment Corporation, government subsidies to private and "mixed" capital), Caisse de Dépôts et de Placements (Deposits and Investments Fund, mainly Quebec government pension premiums), etc.] By 1964-1965 the Quebec government's structures had been "modernized" to fully correspond to the new imperialist economic structures. Although these "reforms" were accompanied by a certain amount of nationalist rhetoric, they in no way violated the imperialist interests, either English-Canadian or American.

But in the process, there developed a sector of the petit-bourgeoisie centered among the technocrats of the provincial government bureaucracy, the state enterprises and the professional faculties of the universities, who saw their fate linked with the extension of powers of the Quebec state. Increasingly frustrated with the Lesage government's efforts after 1964 to put the brakes on

constitutional and fiscal reform, they were more and more attracted to *l'indépendantism* as the solution to their plight. But they lacked a base of support in the population to move out independent of the traditional bourgeois parties.

The visit of French president Charles de Gaulle to Quebec in the summer of 1967 may be said to have marked a turning point. The massive enthusiastic response to his call "Vive le Québec Libre" indicated for the first time that wide layers of the population, including significant sectors of the working class, were receptive to the independentist message. Within three months René Lévesque had broken with the Liberals and with him went a small section of the party. They went on to establish in quick succession the Mouvement Souveraineté-Association, and later — in alliance with the existing separatist currents and a nationalist breakaway from the rural-based right wing Social Credit Party—to found the separatist Parti Québécois.

The key element in the PQ program was, of course, its demand for a sovereign state of Quebec endowed with all the powers of any "normal" (capitalist) government, as the necessary instrument of the emancipation of the Québécois.

But if the Quebec petty bourgeoisie has turned to *l'indépendantism* to express its frustration at its own instability and vulnerability as a class, and its impossible desire, latent or overt, to play an independent role in economic and political life, the main significance of the PQ is that for the first time very significant sectors of the new urban proletariat in Quebec have supported a party that presented the solution to their national oppression in terms of political independence.

That this sympathy is based on the PQ's *l'indépendantism*, rather than any social "reforms" it may offer, is also demonstrated by the fate of the New Democratic Party, which in this election offered itself as a non-independentist, pro-federalist reform party. The NDP was a negligible factor in the election results, despite favorable press publicity — while the PQ swept many working-class polls. It would be ludicrous to suppose that after mobilizing in militant anticapitalist struggles which on occasion projected such far-reaching concepts as student control of the universities and workers control of industry, the Quebec workers flocked to the polls to choose a bourgeois party over a workers party. No, they voted consciously for *l'indépendantism.* And the converse of this is that because of its *indépendantism* they did not see the PQ as a bourgeois party!

The petit-bourgeois nature of the Parti Québécois

Nevertheless a clear definition of the class character of the Parti Québécois is of the utmost importance in determining the future course of development of the party and of the elements presently in sympathy with it. Decisive here is its program, its leadership, its origins and its political record.

Everything about this party indicates its thoroughly bourgeois character, its role as an obstacle in the path of the working class. Its program is the most frankly pro-capitalist of all Quebec parties. The modest social reforms it advocates are all perfectly consistent with the requirements of a "streamlined" capitalism: reform of the tax structures to take the load off declining rural sources of fiscal revenues; free education to ensure a plentiful supply of skilled labor for the imperialist conglomerates and the state apparatus; a full program of state-operated medical insurance services as part of the capitalist state's increasing assumption of the costs of reproduction of the work force.

The PQ's equivocation on "cultural rights," the touch-stone for any nationalist party, flows from its overriding desire to collaborate with, not combat, English-speaking capital. While it demands that French be made the "sole official language," it specifically opposes a unilingual school system by urging that "Quebec should recognize the school rights of the English minority . . . from elementary school to university."

The separation and "sovereignty" it advocates are consistently modeled after examples of a "cold" separation in the capitalist and neocolonialist framework: Norway from Sweden, 1905; Hungary from Austria, 1918; Pakistan from India, 1949; and "above all" Eire from Great Britain, 1921 — these are the only examples cited by *La Solution,* its electoral program. By way of contrast, even the Union Nationale's Premier Daniel Johnson saw fit on occasion to cite the self-determination provisions of the constitution of the Soviet Union, as established under the leadership of Lenin and Trotsky, as a model of multinational state forms!

The PQ program speaks vaguely of nationalizations "when the interest of the national economy demands it," but it proposes no specific nationalizations, and stresses "above all, the creation of new enterprises, of governmental financial reservoirs and management organisms" to guarantee imperialist superprofits.

The PQ leaders seek to extend the *dirigisme* (leading policy-making role) they project for the capitalist state to the working-class organizations, with their call for full state control over trade union membership rights, leadership, recognition as bargaining agents, and conciliation and arbitration procedures.

The PQ's bourgeois character comes through most explicitly in its attitude to the foreign monopolies, *les trusts,* whose domination of the Quebec economy is the main source of the national oppression of the Québécois. The PQ enthusiastically welcomes foreign capital and promises to do everything possible to safeguard its interests and the class relations associated with them in Quebec. The PQ's program explicitly promises the "American corporation" that in office the party will "play the role of any normal government" by ensuring that "violent extremism, continual disorder, very discordant laws and excessive taxation" do not "hinder its operations."

It is this crass pro-imperialism that most clearly distinguishes the bourgeois PQ from the typical petit-bourgeois nationalist formations of colonial and semicolonial countries. In the normal case the existence of indigenous sources of support in the form of a mass petit-bourgeois layer, the peasantry, combined with the relatively small size of the working class and the existence of a national bourgeoisie of some importance, gives the petit-bourgeoisie some flexibility to maneuver against particular imperialist and monopoly capital sectors while in general serving as an agency of imperialism.

A Canadian example of a petit-bourgeois formation was the Social Credit Party in Alberta, which started in the mid-1930s as a farmer-based populist movement with much anticapitalist rhetoric in its program. When in power it evolved toward the right, capitulating to the pressures of the war and then the influx of the oil monopolies until today it is indistinguishable from the traditional bourgeois parties and has, in fact, largely supplanted them.

But in Quebec the rural-based Ralliement des Créditistes still retains many of Social Credit's original features, and the speeches of Ralliement leader Réal Caouette are sprinkled with attacks on

monopoly capital. The "radical" anti-monopoly and anti-imperialist aspects of the programs of petit-bourgeois parties reflect the relative exclusion of these layers from the main sectors of the economy, their character as petty commodity producers or professional servitors of the commercial and small capitalist sectors.

> The early Union Nationale reflected the viewpoint of similar layers when it attacked the trusts. Its program in 1936, when it came to office under Duplessis, included such demands as "an end to obstacles to land settlement by the 'big lumber trusts'; "denunciation and jailing of *canaille* (scoundrel) financiers exploiting public misery"; "handcuffs on the electricity trusts"; "no purchase of government supplies from the coal trust or the Hydro trust"; "honest company laws; no stock manipulations or watering." (No such rhetoric may be found in the PQ program!)

Because they attempt to straddle class lines, nationalist parties are continually beset by internal conflicts between a right wing, based in the bourgeoisie and in the upper layers of the petty bourgeoisie and thus drawn toward imperialism, and a left wing based in the peasant or working-class mass following of the party, whose lower reaches can be attracted to the program of revolutionary socialism. The degree of conflict between these tendencies depends on the heterogeneity of the party's class composition, and its weight in the nation's political life. As it approaches power, the contradictions sharpen under the direct influence of imperialism and its local agents, and the right wing, which normally dominates the leadership, comes under terrific pressure to drop the anticapitalist planks in its program and dissociate itself more and more from its mass base, even resorting to the violence of the state (if it is in office) to suppress its left wing.

The evolution of Quebec's Union Nationale reveals this trend toward the right but it is indicated also in the PQ's direct predecessor, the Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN). An urban nationalist party, the RIN was the leading independentist party until it merged with Lévesque's Mouvement Souveraineté-Association (MSA) to form the Parti Québécois. The history of the RIN was one of continual formation of factions and splits, between a right wing which sought nothing more than bourgeois "independence" along the lines of today's PQ program and an anti-imperialist "left" obsessed with its desires for an alliance with "the national bourgeoisie" which it identified alternately with the Liberals' left wing (Lévesque) and the RIN's right wing.

The transition from the RIN to the PQ was marked programmatically by the disposal of the anti-imperialist aspects of the former's program, and the definitive rupture with its left wing which refused to enter the PQ.

The PQ's bourgeois program and its organizational monolithism show how little flexibility it has. It lacks the maneuverability of the old nationalist parties of the petit-bourgeoisie. The indigenous agricultural base has been destroyed; and the new urban petit-bourgeoisie is largely confined to a client role vis-a-vis imperialism.

The PQ's program on agriculture indicates just how thoroughly it has broken with the traditional rural-based nationalist parties: *La Solution* states baldly that "the rural or semi-rural population is destined to disappear . . . [agriculture] should be based essentially only on big exploitations, each requiring at least as much capital as the average factory."

The PQ seeks nothing more than a slight expansion of the measures undertaken in the

celebrated Quiet Revolution to modernize the structures of the provincial capitalist state. "We've already come a long way," is a recurring phrase in its economic program. "Sovereignty" will give it the extra authority needed for the full exercise of the *"competences"* (a favorite PQ word), the "levers," the "tools," to operate the system.

The Parti Québécois is a bourgeois party presently without the support of any significant sector of the bourgeoisie — French-Canadian, English-Canadian or American. But its program indicates how completely these layers of the Quebec petty bourgeoisie which control the PQ are drawn toward, identify with and depend upon the big bourgeoisie.

The PQ is all the more firmly committed to the bourgeois path because of the petit-bourgeoisie's declining possibility to maneuver between imperialism and the potentially powerful but still inchoate mass working-class movement.

Its strength is not its bourgeois program, but its nationalist appeal. Yet the *indépendantism* of the PQ leadership is not the powerful, self-confident expression of a dynamic new class, but the uneasy, fearful reaction of unstable layers which feel themselves threatened by the growing weight of imperialist interests. Their only refuge is the vulnerable state of Quebec — to which they attribute miraculous redemptive powers with all the pathetic mystification of a petit-bourgeoisie which identifies its dreams with reality. If only they could have their own state to do in the 1970s what their ancestors failed to do in 1837-1838! Alas for them, what was unaccomplished then is impossible now.

> If imperialism blocks the petit-bourgeoisie's hopes for a "quiet" bourgeois national revolution, the development of a powerful working class embracing the vast majority of the nation's population offers an alternative ally, which, moreover, has every interest in fighting imperialist domination. But insofar as the working masses are mobilized in the national struggle, they threaten to move against not only foreign capital but also its agents in Quebec, to challenge the entire bourgeois structure.

Unable to see beyond the imperialist reality of today, fearful of its own position, the petit-bourgeoisie dreads the mass movement and does everything it can to confine its own struggle within the narrow limits of the electoralist, parliamentarist machine that is the Parti Québécois. The PQ strenuously tries to assure foreign capital that it is the best block to the mass movement.

PQ not responsible to workers

Its present working-class support gives the PQ what maneuverability it has against the traditional bourgeois parties. (In fact, the PQ's electoral success is largely attributable to the absence of a mass workers party.) But — and this decisively differentiates the PQ from, say, the NDP — the trade unions are not in any way committed to the PQ. They did not create it; they do not finance it; they do not control it; and they have already been led to criticize the party's program while giving it electoral endorsement. To win working-class support and to maintain the sympathy it already has among workers, the PQ may be obliged to promise or undertake some anti-imperialist measures, by taking on one sector of imperialism while all the more firmly committing itself to another. *But it in turn is not responsible to the workers or their trade unions.*

Is a petit-bourgeois leadership capable under any circumstances of conducting a serious struggle against imperialism and the national bourgeoisie? In Cuba, the 26th of July Movement, under a radical petit-bourgeois leadership, led a socialist revolution. But the Castro leadership *began* with a program which, while largely bourgeois-democratic, promised thoroughgoing agrarian reform and industrialization — both demands striking at the root of imperialist and capitalist domination of Cuba. Most significantly, it had a clear understanding that the Batista dictatorship could only be unseated by revolutionary armed struggle which it made a principle in its relations with other groupings. It sought to mobilize and later armed the proletarian masses. Its relative independence of the bourgeoisie enabled it to move to the left under the blows of U.S. reaction to its initial moves against monopolies. Less than a year after coming to power, it had completely broken with the Cuban bourgeoisie politically.

The Parti Québécois is no such movement. If the Cuban example shows us the most exceptional left-wing variant of a petit-bourgeois nationalist leadership, the PQ appears as the most bourgeois, least anti-imperialist of bourgeois nationalist parties. It is responsible to the bourgeoisie, not the working class. It represents above all the political immaturity of the class struggle in Quebec, the lack of political traditions in the French Canadian working class.

The PQ program indicates how thoroughly the party is controlled by its leadership. While the 90,000 members of the PQ are predominantly students, housewives, clerical workers and a scattering of individual trade unionists, its leading cadres are almost without exception men thoroughly committed to the bourgeois outlook — skilled bourgeois politicians, former top civil servants, wealthy professionals, "technocrats" of the state enterprises, journalists and other ideologists for the bourgeoisie.

Most of them are associated directly with the government bureaucracy and organizational structures which have grown up during the last twenty years or so as part of the latest wave of imperialist penetration into Quebec. They are contemptuous of the working class; some were responsible for framing restrictive labor legislation while in the civil service; and the party has already on numerous occasions supported emergency laws to force strikers back to work (police strike, Montreal civic employees, etc.).

Many PQ leaders have long records of faithful service in the traditional bourgeois and petit-bourgeois parties. The PQ leader René Lévesque held several ministerial portfolios in the Liberal cabinet headed by Jean Lesage. PQ deputy leader Gilles Grégoire led a nationalist wing in the federal Social Credit Party's House of Commons deputation. PQ Vice-President Jacques Parizeau was a top economics advisor to both Liberal and Union Nationale regimes, and helped draft much of the present antilabor legislation.

The PQ has already destroyed many who abandoned their own organizations to enter it. This liquidationism was rationalized on the basis of the theory — unfortunately still widely held in the Quebec left — that as a bourgeois party the PQ is a necessary stage in Quebec's liberation struggle. On the other hand, entry was justified by some on the grounds that the PQ might evolve into a labor party or, in power, a workers and farmers government capable of, and undertaking, serious anticapitalist measures.

The first theory is just a re-edition of the discredited "theory of stages" of Menshevism and

Stalinism; it is a denial of the leading role of the working class, not to speak of the necessity of the proletarian vanguard party in resolving even the national tasks of the revolution. As for the speculation that the PQ could evolve into a labor party, everything that is known about this party rules out such a path of development.

Far from evolving toward a labor party, the PQ will tend to harden in the opposite direction. For many years, one of the two major bourgeois parties in Quebec has been identified with a relatively nationalist stance. There is every indication that the Parti Québécois may become the alternative party of the bourgeoisie. The Union Nationale, which has played that role for over thirty years, has now been cut down to its declining rural base, and is probably irretrievably smashed as a result of the April 29 debacle. The PQ's reformist demogogy and base in the urban petit-bourgeoisie makes it a very eligible candidate to succeed the UN.

Thus it is absolutely impermissible for revolutionaries to dissolve themselves into the PQ. To do so is to bury the revolutionary forces, just when they most need to maintain an independent face.

But the PQ includes within the ranks of its members and supporters thousands of workers and youth who are in the first stages of politicization. Thus it contains many elements of the future mass revolutionary party. Some elements in the left have therefore suggested that revolutionists should take a tactical orientation to the PQ and work within it to win forces for the future workers party.

There is nothing in principle to prevent revolutionary socialists working for their ideas and building their own forces in even a bourgeois nationalist party like the PQ so long as they retain their distinct identity and freedom to criticize the party. But the Parti Québécois is in no way an arena for revolutionary action.

Whatever formal democracy the party's structures may appear to have, it is firmly controlled by its petit-bourgeois leadership with their bourgeois outlook. Even at its founding convention, the "left" was soundly defeated and its leading spokesman, former RIN leader Pierre Bourgault, was excluded from the executive slate. Subsequently he was denied nomination in two different ridings before being allowed to contest unsuccessfully the present prime minister's seat. When it appeared that the PQ convention delegates might support a motion calling for a unilingual Quebec, Lévesque intervened and virtually put his job on the line to prevent its passage. Mobilizations of the PQ membership are in general limited to election meetings, county association meetings (where the petty-bourgeois elements heavily predominate) or the occasional recruitment rally which is usually designed as a comparatively apolitical gala event. The party does not even publish a regular newspaper for the membership.

It is the Lévesque wing which defines the party's character; their views prevail, not those of the tail-ending "leftists" and reformist trade union officials who cling to the PQ's coattails out of their own fear of the mass movement. Insofar as the labor movement mobilizes against capital, it will come into conflict with the PQ.

The PQ is a massive diversion from the revolutionary struggle, an obstacle to the national liberation of the Québécois. The PQ cannot be "reformed." It must be destroyed.

The workers will not be won to the politics of class struggle by unprincipled maneuvers. Revolutionists must maintain complete political and organizational independence of the PQ. This is a precondition for taking the leadership of the mass struggles to come which will confront and

expose the PQ for what it is.

For all its strategic limitations, however, the PQ has some measure of tactical flexibility on its left, depending largely on the degree to which the trade union leadership is prepared to play along and give it a plausible left cover. It is not excluded that under the pressure of the mass movement, the PQ might accede to power before the workers, who provide the main thrust in the independence struggle, have succeeded in building their own mass party.

In their book *La Souveraineté et 1'Économie,* the PQ leadership has already outlined in some detail their strategy for a "cold" independence — "in order, in moderation, in as rational a framework as possible" — carried off with the support of the English-Canadian and American bourgeoisie in order precisely to head off a mass movement to the left of the PQ which threatened to launch a "suicidal economic war" (as the PQ puts it) against imperialist interests.

But it is doubtful that a PQ government, borne to power on the crest of a powerful mass movement for independence, could maintain the social stability required by its bourgeois policies without resorting to the most repressive forms of rule — dispensing with parliament, taking measures to suppress the trade unions, etc. Far from being a progressive stage in Quebec's road to national liberation, a PQ government would be a frankly reactionary government.

Tasks of socialists

The essential contradiction of the Parti Québécois is that it has co-opted almost the entire nationalist movement and most of the left, but is completely incapable of responding to the revolutionary challenge posed by the independentist movement. The revolutionary socialists of the Ligue Socialiste Ouvrière are now faced with the responsibility of moving further into the nationalist movement in order to identify with it, defend it, and participate in all its ongoing mass actions to project our program — which presents the only road to a meaningful independence for Quebec, namely, independence in the socialist framework.

We have always identified entirely with the broad nationalist movement, but that movement now becomes a key arena for the work of the LSO. Today the direction of the working class is clearly mapped along the independentist road. The PQ reflects the present political level of the mass independentist sentiment, whose common denominator is as yet not much more than the vague demand for sovereignty. But it would be a serious error to equate the movement for independence with the PQ, which represents more its backward features than its revolutionary potential.

Does an orientation to the nationalist movement at this stage in its political development risk subordinating the revolutionists to the politics of the bourgeoisie and the petit-bourgeoisie? On the contrary, not to get involved in the movement will abandon it to those alien class forces which feed on the confusion spawned by the lack of an independent working-class voice and encouraged by the absence of the revolutionary socialists.

Our main task is to intervene in the movement, to build the revolutionary socialist cadre and to push the independentist thrust along its natural course toward anticapitalist conclusions. The whole logic of development is toward confrontation with the PQ — through growing conflict between the PQ and the broad labor, student and extra-parliamentary nationalist movement and, within the PQ, between its mass base and the leadership. The most likely perspective for the PQ is a polarization

between its right wing which fears the mass movement, and a left wing which reflects the pressure of the mass movement on the PQ; as this pressure builds, it will be accompanied by attempts to build factions, by splits and probably hasty expulsions of the left. The revolutionary socialists must therefore work within the nationalist movement to build the independent class alternative outside the PQ, confronting it, challenging it to act, and providing the vehicle for the leftward-moving forces propelled out of the PQ by the increasingly pro-capitalist policies of its leadership. How long the PQ is able to sustain and capitalize on the mass illusions in its potential as a vehicle for national liberation depends largely on the success of the revolutionists in building a viable, class alternative to the PQ.

The basis for that alternative already exists in the trade unions, the powerful mass organizations of the Québécois working class. Their 600,000 members have already engaged in militant struggles which have brought them into sharp conflict with not only the traditional bourgeois parties and governments, but also the labor policies of the Parti Québécois. Many more confrontations are on the agenda.

Already, the struggles of the labor movement have shown a powerful tendency to overflow the limits of the economic struggle and to seek a political expression. Until recently, the movement toward formation of a Québécois labor party could be clearly discerned.

Has the development of the PQ invalidated this perspective? Not at all. The PQ is simply another revelation of the depth of nationalism and independentist sentiment in the broad layers of the working class. But it also under-scores the failure of the trade unions and the NDP leadership to come to grips with the national question. In this sense the PQ is the direct result of the NDP's hostility toward Quebec's right to self-determination, and to the rotten chauvinism of trade union bureaucrats in English Canada whose comprehension of the Quebec national question has been characterized by demagogic attacks on "separatism" which lack nothing in their resemblance to the similar themes of spokesmen for the ruling class.

But the *objective* forces propelling the trade unions toward independent labor political action remain, even if the PQ detour has delayed their impact for an indeterminate length of time. And so long as the revolutionary socialist forces are small and relatively isolated from the mainstream of the class, the demand for a Quebec labor party retains all its relevance, as a means of popularizing in a realistic way, the need to break from the PQ.

A mass workers party — so necessary to break the Québécois worker from the morass and misleadership of bourgeois and petit-bourgeois politics — will undoubtedly be independentist. And, forged in the struggle against the explicitly bourgeois reformism of the PQ, it can be revolutionary.

Our task is to project a program which exposes the insufficiency of the Parti Québécois and points toward the labor party — the independent party of the trade unions — as the next logical step along the road to the independence of Quebec. This concept that independence of the nation lies through emancipation of the class, and vice versa, may be expressed through the demand: For an Independent, Socialist Quebec, Launch the Labor Party.

If the demand for a labor party retains validity, however, the immediate perspective is postponed. The alliance, albeit temporary and tenuous, of a section of the trade union leadership with the PQ means that the case for a labor party must be posed more than ever in terms of programmatic demands projecting the workers into struggle against the bourgeois politics upheld by the PQ, and in the direction of independent class action, demands around which a new, class-struggle leadership

in the unions will be forged. While even a labor party shackled with a reformist program would be a step forward, we must make clear that a mass *revolutionary* party is what is required and what we seek.

Because the demand for an independent Quebec has also been raised by nonworking-class forces for their own reasons, and so far articulated most clearly by them, its revolutionary implications may not be readily apparent to those unaccustomed to the Marxist method of searching out the essential class dynamic in the demand. While the petit-bourgeoisie obscures that dynamic by failing to link it with a consistent program of anti-imperialist, anticapitalist demands, for revolutionaries the demand for independence must be expressed in the demand for an independent, *socialist* Quebec.

The demand for independence, once taken up by the broad forces of the working class, has a powerful logic that can raise all other aspects of the revolutionary program. The demand for an independent, socialist Quebec poses politically what the NDP in English Canada poses organizationally for the class: Who is to rule?— The capitalists and their agents who are completely linked with foreign capital; or the workers, the only ones with a consistent class interest in breaking with the foreign monopolies?

The LSO/LSA 1968 resolution projected our revolutionary program in the framework of the Quebec labor party, which we had every reason then to consider imminent. Consistent with the turn in our orientation, we should now pose that program in the framework of what an independent workers and farmers Quebec will do. In the short run, this tactical presentation of our program can be very useful in describing the difference between our program and the program and actions of the bourgeois Parti Québécois.

How to present the challenge of an independent, socialist Quebec? A few examples will suffice.

The program for an independent socialist Quebec

We demand that French be made the sole official language, the language of instruction in all schools and the language of industry at all levels. If the capitalists won't oblige, let the trade unions or workers councils name plant administrators who speak French and represent the interests of the Québécois nation, to replace the arrogant, chauvinist Anglophone administrators who buttress the rule of their class by trampling on the most elementary national rights of the Québécois.

"Maîtres Chez Nous?' (Masters in Our Own House?) ¨Sovereignty?" An independent socialist Quebec would institute economic planning in the interests of the Québécois, against the monopolies which plunder our resources to stuff their coffers in the foreign financial capitals of the world. As an essential first step we would move to take over all the key sectors of the foreign industries — which constitute 80 per cent or more of Quebec capital — and put them under workers control. A program to expropriate foreign capitalists might logically develop out of the campaign for nationwide wage parity with Montreal, and wage parity between Quebec workers and their Ontario brothers. Companies which threatened to move out of an independent Quebec would be nationalized.

The petit-bourgeoisie pushes to the fore its demand that Quebec have an independent voice internationally . . . in cultural affairs. An independent foreign policy? By all means. But an independent Quebec must speak out in solidarity with the colonial revolution, with Vietnam, with Cuba and all countries struggling to free themselves from the oppressive grip of U.S. imperialism

and its allies. An independent socialist Quebec will favor aid and trade with these countries and all the workers states on the path of socialist development. It will break from the imperialist alliances and ally itself with the anticapitalist bloc.

What does the struggle for independence mean for the future course of relations between the Québécois workers and the workers of English Canada? If the Québécois workers struggle has tended in recent years to develop a tempo of its own, rather than develop in harmony with the earlier pattern of increasing organizational unity with English-Canadian workers, this is due above all to the impact of the national question in Quebec. To the radicalizing effect of national consciousness, has been added the alienation resulting from the failure of the English-Canadian workers movement to defend French Canada's right to self-determination.

Unity between the workers of both nations can come only through struggle, based on a common understanding that the Quebec nation has the right to determine its own future, including the right to separate if it wishes. Now more than ever, our movement must concretize this right within the labor movement by defending the demand of Quebec trade unions for full autonomy within pan-Canadian and international union structures.

Like the Blacks and Chicanos in the United States, the Québécois workers, because of their national oppression, have already shown their capacity to play a vanguard role in the developing struggle for socialism in North America. The developing sentiment for Quebec independence marks another major step forward, by demonstrating a growing awareness among the Québécois workers that they are in no way represented in the existing power structures. Even the vote for the PQ in April 1970 demonstrates in a distorted fashion their willingness to fight for their independence as a class.

As for the revolutionary socialists, by going beyond our defense of self-determination, the keystone of our position on the national question, to solidarize now with the demand for independence, we lay the essential basis for our intervention in the mass movement in the period ahead. The heirs of the finest traditions and the most advanced theoretical achievements of the international working-class movement, the cadres of the LSO/LSA are destined to play a leading role in the struggles to come. Their ability, unique in the left, to withstand the mass pressure to capitulate to the PQ, testifies to their intransigent adherence to revolutionary principles.

Does our support for an independent Quebec necessitate the formation of a separate Quebec section of the Fourth International? The one does not follow from the other.

Our program for the nation — self-determination (in the case of Quebec political independence) — cannot be confused with our concept of the party — democratic centralist. The Fourth International is not a federation of independent, national parties, but a world party. The interests of the working class are international because the bourgeoisie which it seeks to overthrow is organized on a world scale.

But the bourgeoisie governs through national or multinational states. Thus the key criterion governing the division of our world movement according to distinct sections is the orientation of the struggle in a given area against a single centralized state apparatus. A secondary criterion justifying separate sections is in the case of external colonies where, apart from the obvious difficulties in coordinating the struggle against the imperialist bourgeoisie through one organization embracing the different nationalities, there is little similarity in political structures, historical traditions, etc.

because the economy of the oppressed nation is not structurally assimilated into that of the metropolis.

In both Quebec and English Canada, the struggle remains oriented primarily against the Canadian bourgeoisie, English and French, and their central state with its government at Ottawa. As long as Quebec is a part of the Canadian state, it is in the interests of revolutionists in both nations to participate in a single, centralized combat party best able to coordinate our common struggle against a centralizing, imperialist bourgeoisie which dominates both nations and maintains its rule in part by seeking to foster and exploit national differences between the workers of the two nations.

Our support for a single revolutionary party in Canada flows from the experience of our international movement, beginning with the Bolshevik party, a party which succeeded in uniting and mobilizing the workers of many different nationalities oppressed under the czarist autocracy, to carry out the world's first socialist revolution. The Bolsheviks, wrote Trotsky, flatly rejected the national-federation principle in building the party. A revolutionary organ is not the prototype of the future state, but merely the instrument for its creation. An instrument ought to be adapted to fashioning the product; it ought not to include the product. Thus a centralized organization can guarantee the success of revolutionary struggle — even where the task is to destroy the centralized oppression of the nationalities. (*The History of the Russian Revolution,* Ann Arbor edition, Vol. III, pages 37-38.)

The argument here against a federated party applies against a separate party in a nation or a nationality where the struggle is directed against an oppressive state power whose essential political and economic structures encompass the oppressed nation.

The case for a single revolutionary party based on the norms of democratic centralism is strengthened in the case of Quebec by the obvious similarity of political systems, economic structures, and the organizational links which already exist between the workers of both nations.

But the differing tasks and tactical situations faced by comrades in each respective nation require also considerable flexibility in our approach to party structures — especially now when the struggle in Quebec is oriented toward political independence. Within the framework of a single pan-Canadian revolutionary organization, we have made some accommodation to the independent dynamic and needs of the Quebec struggle — through such measures as distinctive names for the movement in each nation, conscious promotion of Francophone cadres in the leadership, a distinct editorial board for our French language journal, joint Political Committee-Montreal Central Committee meetings, special speaking rights for Québécois comrades at conventions on matters concerning Quebec, etc.

Further structural adaptations will no doubt become necessary as the struggle progresses. In particular, there must be constant collaboration and a flow of information and analysis of Quebec developments within the party leadership. Special emphasis must be placed on strengthening and expanding our French-language press in the next period.

Through combining a sensitive appreciation of the national question with the firmest organizational commitment, we will fulfil our objective of building the strong party necessary to overthrow the centralized rule of the Canadian bourgeoisie and set the workers of both nations on the road to socialism.

Our united forces in both nations have played a vital role in the struggles which have already unfolded in Quebec. The LSO and the Ligue des Jeunes Socialistes intervened actively in the mass movement for a French-only school system, the occupations of the schools and colleges, and the struggle against Bill 63. Our English-Canadian comrades sponsored a cross-country tour for Raymond Lemieux, the leader of the Ligue pour 1' Intégration Scolaire, and have fought consistently in defense of Quebec's rights within the NDP. Comrades in both nations have been outspoken defenders of Quebec's political prisoners.

If the struggle on the political plane appears stalemated temporarily by the rise of the PQ, the very explosiveness of Quebec's social contradictions ensures that the next period will continue to be characterized by a series of far-reaching mobilizations in the extra-parliamentary arena, although often related to events in the national assembly, like the struggle against Bill 63. Our movement must be geared to intervene in those movements as a dynamic independent tendency armed with its own program of transitional demands.

Insofar as the PQ feels obliged to participate in these movements in order not to lose contact with its mass base, this will necessarily mean working in a united front with hostile class forces. Already, the LSO has taken a turn in this direction with its intervention in the Front d'Action Politique (FRAP) in Montreal, a broad grouping of trade unions, *péquistes* (PQers), citizens' committees and left organizations aiming to contest the forth-coming municipal elections.

Revolutionists can identify with and work in such multi-class alliances so long as the workers organizations, including the trade unions and our own organization, have complete political and organizational freedom, including the right to criticize publicly the line of the other organizations in the alliance.

As the struggle in Quebec moves onto a qualitatively higher plane, its defense in English Canada assumes a greater importance in the work of the League for Socialist Action and the Young Socialists. Our solidarity with the powerful anticapitalist demands of the Quebec movement will popularize many aspects of our general revolutionary program, not least our call for a workers government in English Canada.

The international dimension

The national struggle in Quebec is part of a world-wide phenomenon. Scarcely a single one of the leading capitalist countries today is untouched by the development of powerful nationalist movements among oppressed peoples within its own borders. This development, unforeseen by Marx, was partly anticipated in Trotsky's theory of the permanent revolution. That theory, reaffirmed in practice many times over, projects the possibility for relatively backward nations to pass over directly to socialism resolving through workers power the traditional bourgeois tasks of independence, agrarian revolution, etc.

The reverse side of the coin of permanent revolution, as it were, is that the delay of socialist revolution in the advanced imperialist countries has, in the epoch of imperialism, brought about a revival and resurgence of nationalist tendencies among peoples whose national character was thought to have been suppressed for all time by ascendant capitalism. Because those oppressed nationalities and nations are overwhelmingly proletarian, their struggles have a powerful dynamic of their own which adds a significant new dimension to the class struggle in the entire country.

Quebec has maintained its national identity over a continuous history of centuries of domination by foreign powers — the Québécois are the only one of the original European peoples who colonized the Western hemisphere never to have won even formal political independence.

Today, the rise of a powerful nationalist sentiment and the independentist movement in this nation with its own territory, language, customs, historical traditions — and above all a skilled proletariat — has put socialist revolution on the agenda in a major sector of the Canadian state and of the North American capitalist economy.

Quebec's strategic geographical and economic position means that its revolution, at once national and socialist, has a powerful radicalizing effect on the workers in English Canada, and is thereby a big step forward toward the overthrow of capitalism on the entire continent.

This international aspect of the struggle has always guided our perspectives. Marx fought for Ireland's independence, but added that after separation (from England) might come federation. The Communist International of Lenin and Trotsky advanced the slogan For a United Socialist States of Europe to concretize the form of relations it envisaged between workers states following the extension of the Russian revolution to Western Europe.

If the advanced workers of Quebec have shown their fighting capacity by inscribing the demand for political independence on their banners, there is every reason for an independent, workers Quebec to link its struggle with that of the workers of all North America, around a similar concept. Thus, to René Lévesque's proposition of separation then a capitalist common market which will retain Quebec's oppression, the socialists counterpose the United Socialist States of North America — a free Quebec in a socialist world.

Pour la libération du Québec: indépendance et socialisme

Depuis le congrès, il y a deux ans, des socialistes révolutionnaires du Canada, La Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action, le mouvement de libération au Québec n'a pas cessé de s'approfondir et de s'élargir. Le caractère profondément révolutionnaire du nationalisme québécois que nous avons analysé dans le texte de 1968 "Vers la libération du Québec", s'est confirmé à maintes reprises.

Une montée puissante de nationalisme a profondément touché la classe ouvrière urbaine, et (pour) la vaste majorité de la population québécoise, le nationalisme a pris forme surtout autour de mobilisations massives pour la défense de la langue française et autour du développement d'un sentiment de masse pour un Québec indépendant.

En 1968, nous avons constaté que "la conscience nationale a donné de nouvelles dimensions à la lutte des classes." Le tempo distinct de la lutte au Québec se révèle dans des conflits ouvriers militants marqués par des formes des plus radicales d'action, y compris des "sit-ins" et même des gardes de défenses armées.

Le puissant mouvement étudiant s'est mobilisé à plusieurs reprises, dans des descentes en masse dans la rue et dans des occupations. Il a avancé des revendications fondées sur la conception révolutionnaire que les institutions scolaires doivent servir non pas la classe capitaliste mais la lutte de libération nationale des travailleurs et des cultivateurs opprimés du Québec.

La lutte linguistique

Moins de deux mois après que notre congrès de 1968 ait donné notre appui total au mouvement pour faire du français "unique langue officielle," l'occupation de l'École Aimé-Renaud à St-Léonard a fait émerger la lutte pour l'unilinguisme. L'élection dans cette municipalité d'une commission scolaire pro-unilinguiste, dirigée par des membres du Mouvement pour l'intégration scolaire, suivie de la formation de groupes MIS partout à Montréal et ailleurs dans la nation a soulevé la question linguistique — la manifestation la plus claire de la domination du Québec par le capital étranger et l'a amenés au niveau d'une confrontation directe avec les partis bourgeois à l'Assemblée Nationale. La dynamique révolutionnaire et anti-capitaliste de la revendication pour un "Québec français" a exposé le refus des partis nationalistes bourgeois, anciens et nouveaux, d'accepter le programme de ce mouvement de masse. Le gouvernement de l'Union Nationale a accusé le dirigeant du MIS, Raymond Lemieux, de "sédition" et le dirigeant du Parti Québécois, René Lévesque s'est cru obligé de dénoncer ce mouvement, au grand désarroi d'une partie de ses partisans.

La question linguistique est devenue une question brûlante au sein des syndicats qui font campagne depuis plusieurs années pour faire du français la langue du travail. La CSN (Conseil des Syndicats nationaux) appuie officiellement l'unilinguisme tout comme la centrale des enseignants avec ses 60,000 membres tandis que la revendication pour un Québec français a suscité le plus grand débat au plus récent congrès de la FTQ (Fédération des Travailleurs du Canada-CLC), et a gagné l'appui de presque la moitié des délégués. La lutte pour l'unilinguisme a introduit et a popularisé d'autres aspects-clés du programme socialiste-révolutionnaire. Lorsque les manifestations massives contre le Bill 63, (ayant comme but d'entériner légalement les privilèges scolaires des Anglais), ont culminé dans la marche sur Québec de plus de 40,000 personnes, l'automne dernier, le contraste entre l'ambiance à l'extérieur et la traîtrise de la centaine de députés a l'intérieur, a poussé plusieurs dirigeants de qualifier la foule des manifestants comme un "autre parlement" qui seul, représentait les Québécois.

La Ligue Socialiste Ouvrière est intervenue activement dans cette lutte et a correctement tenté de donner un contenu réel à ce concept de "dualité de pouvoir" en posant l'idée d'une grève générale.

La marche de masse pour un "McGill français" au printemps '69, où les troupes fédérales se sont préparées pour intervenir pour la première fois depuis longtemps (elles ont été employées directement lors de la grève des policiers de Montréal, l'automne dernier) se concentrait autour de la revendication que ce bastion des privilèges et de la réaction anglaise soit transformé en université française qui mettait ses ressources et son équipement de recherche au service des Québécois plutôt qu'au service des corporations géantes impérialistes qui violent les ressources de la nation.

Les luttes étudiantes

Ce concept d'un système scolaire qui sert la révolution – appelé fréquemment l'"université rouge" – a été mis en application de la façon la plus vigoureuse pendant le soulèvement massif de l'automne 1968, lorsque plus de 50,000 étudiants, la majorité des étudiants des CEGEPs (collèges secondaires), ont occupé ces CEGEPs. Ce soulèvement n'a été égalé en Amérique du Nord que par les soulèvements anti-guerre au USA ce printemps.

Les étudiants, qui avaient crée des comités d'action sur le modèle des événements de mai-juin en France, ont fait fonctionner les collèges et les écoles pendant trois semaines, et ont utilisé l'équipement pour produire des journaux, des posters et des tracts pour donner des cours sur la pensée révolutionnaire. Leur slogan de "solidarité ouvrier-étudiant" (également repris de France) s'est donné un contenu réel par la sympathie remarquable des forces non-étudiantes, surtout par les syndicats, envers leurs actions vigoureuses. Une intervention énergique par les effectifs modestes de la LJS et de la LSO a gagné certains des meilleurs éléments de soulèvement à notre mouvement et aux idées du

socialisme révolutionnaire. Ces effectifs ont doublé à la suite de l'intervention de la LSO et de la LJS dans l'élection partielle de Bagot, où nous présentions un candidat contre le ministre de l'éducation.

La vague de répression lancée par les autorités, contre le mouvement étudiant à la suite des occupations, a révélé leur conscience que l'action étudiante menaçait de provoquer une réponse révolutionnaire parmi les autres couches de l'instable société québécoise. Cette société ne possède point les débouchés et les opportunités nécessaires à absorber les qualifications et les aptitudes des diplômés que le système scolaire nouvellement étendu déverse sur le marché.

Les actions ouvrières militantes

Si la révolte s'est enflammée d'abord à ce point le plus vulnérable, d'autres luttes indiquent le potentiel du combat révolutionnaire qui existe déjà dans la classe ouvrière québécoise. Le militantisme des luttes ouvrières québécoises s'est démontré à maintes reprises – la protestation contre le monopole de Murray Hill – la lutte des "gars de Lapalme" (chauffeurs) pour leur emploi, les luttes des enseignants. y compris la manifestation de 20,000 enseignants à Québec, l'an passé, etc.

Dans plusieurs cas les ouvriers ont protesté contre les fermetures industrielles, ou des menaces de fermetures, en occupant les usines (Davies Shipbuilding, Vickers, Domtar). Lors d'une grève au village d'East Angus et Windsor Mills les travailleurs de l'industrie de pâte et papier ont occupé une usine et se sont armés contre des attaques des gardiens de la compagnie. La grève des policiers de Montréal, le 7 octobre 1969, a révélé les contradictions explosives de la société québécoise qui mettent un point d'interrogation autour de la confiance que la bourgeoisie peut faire ses agents de répression. Les manifestations largement spontanées de révolte nationaliste dans les manifestations de La St-Jean (le 24 juin) ces dernières années sont une autre indication du potentiel explosif de la conscience nationale qui se développe, particulièrement parmi la jeunesse.

Croissance du sentiment indépendantiste

L'effervescence sociale croissante dans la société québécoise (elle-même le produit de oppression nationale des québécois) a trouvé son expression naturelle dans une perte croissante d'illusions quant au statu quo constitutionnel et ceci parmi tous les secteurs de l'opinion publique. Après des années de conférences fédérale-provinciales sans issue, des ultimatum et des commissions royales, il y a aujourd'hui de moins en moins de discussions de "réformes" constitutionnelles et de plus en plus de discussions de séparation et de la nécessité d'un État indépendant du Québec qui pourrait planifier l'économie dans les intérêts des Québécois.

Le sentiment indépendantiste est renforcé par une conjoncture économique qui va de pire en pire et qui a souligné la vulnérabilité de la position du Québec dans

l'économie capitaliste nord-américaine et canadienne. Dans des périodes de prospérité relative, le chômage est plus élevé et les salaires plus bas au Québec qu'ailleurs et des baisses économiques ne font que multiplier l'inégalité sociale des Québécois.

La lutte pour défendre la langue française est devenue beaucoup plus âpre suite à l'industrialisation, à l'urbanisation, à la baisse du taux de naissance parmi les québécois, et à l'émigration d'après-guerre qui entre dans le système scolaire anglais.

Le sentiment indépendantiste parmi es étudiants québécois, où il est très fort et presque unanime, est directement lié à l'expansion des structures scolaires depuis 10 ans, qui a multiplié la population étudiante sans pour autant accroître les opportunités d'emploi.

L'appui croissant à l'indépendantisme (cela est le terme favorisé par les nationalistes québécois qui considèrent le terme "séparatisme" comme péjorative) est profondément révolutionnaire. Il signifie avant tout un désillusionnement collectif face à la capacité potentielle des structures politiques et juridiques existantes – et par implication des structures sociales qui y sont consacrées – de surmonter l'inégalité nationale; et, il démarque un profond désir de changement radical dans la structure politique. Voilà l'essentiel de la dynamique révolutionnaire de la conscience nationale.

Jusqu'ici ce sentiment national profond a été plus directement reflété de façon politique dans le miroir réfringent de l'opinion petite-bourgeoise – la décision en faveur de l'indépendance prise par les États généraux, les départs par des courants nationalistes des partis bourgeois et petit-bourgeois établis (les Libéraux et les Créditistes), la dissolution et le regroupement progressifs des courants indépendantistes petits-bourgeois qui ont abouti à la création du premier parti indépendantiste unifié, le Parti Québécois. La classe ouvrière, qui ne s'est pas encore élevé à une existence politique par la création de son propre parti de masse, n'a pas encore pleinement développé son programme pour l'émancipation nationale.

Le vote PQ en avri1 1970

Mais la performance impressionnante du PQ, lors de son premier test électoral en avril 1970, a souligné de façon éclatante la force croissant du sentiment indépendantiste parmi la classe ouvrière. Le PQ a reçu près de 25% du vote populaire, le vote de 1 sur 3 Québécois francophones et d'à peu près la moitié des ouvriers industriels de Montréal. Même ces chiffres n'indiquent pas pleinement la dynamique de classe du vote – les élections bourgeoises représentent disproportionnellement les opinions des couches conservatrices et arriérées qui sont statiquement marginales à la classe.

Une analyse détaillé des résultats électoraux indique que le PQ était le parti favorisé par les couches les plus dynamiques et les plus politisées de a classe ouvrière. Les comtés de l'est de Montréal où le PQ a gagné au moins 40 pour cent du vote populaire, sont des quartiers où le NPD fédéral a gagné son vote francophone le plus élevé en 1965, où l'Union nationale, en 1966, avec son slogan d'"Égalité ou Indépendance" a remplacé le Parti Libéral comme premier parti, et où le prédécesseur indépendantiste du PQ, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (RIN), a gagné son plus fort appui. Mais en 1970, la base prolétarienne de l'appui électoral au PQ s'est accentué.

Peter Regenstreif, qui a effectué un sondage public, a trouvé que l'appui au PQ en avril 1970 était fort parmi les ouvriers: 35 pour cent des travailleurs non-qualifiés appuyaient ce parti (il y a exactement un an c'était 12 pour cent) 32 pour cent de "cols blancs" (18 pour cent en 1969); et 25 pour cent de travailleurs qualifiés (une augmentation de 2 pour cent). L'appui au PQ parmi les cultivateurs (16 pour cent) a doublé durant l'année dernière tandis qu'il a légèrement baissé parmi les professionnels, propriétaires et gérants. (En 1969, 46 pour cent des "professionnels et exécutifs" selon le sondage de Regenstreif appuyait le PQ; en 1970, seulement 32 pour cent des professionnels, et 10 pour cent des propriétaires et des gérants ont indiqué qu'ils étaient en faveur du parti indépendantiste).

Le vote de la classe ouvrière pour le PQ était un vote nationaliste, un vote pour l'indépendance. Telle est la signification du 29 avril. Tout l'attrait électoral du PQ était basé sur sa demande pour la "souveraineté" et un Québec indépendant. Le leader du PQ, René Lévesque, a conséquemment reçu la plus grosse réponse de son audience électorale lorsqu'il proclamait le besoin de "notre propre État," en fait, il n'a pratiquement rien dit d'autre sur le programme du PQ qui contenait (bien qu'elles fussent à peine mentionnée par les candidats péquistes) quelques attirantes revendications sociales réformistes. Et en tous cas, les dirigeants du PQ ont rendu clair que la souveraineté était la pré-condition pour ces réformes.

Les mass media ont unanimement traité le PQ de "séparatiste," et ont fait de son indépendantisme sa principale caractéristique. Dans ce sens, l'élection a pris le caractère d'un référendum – "Pour ou contre l'indépendance" – tel était sans aucun doute la question principale de la campagne.
A ce vote indépendantiste, on doit ajouter le vote nationaliste de 20 pour cent pour l'Union Nationale, qui a fait campagne sur le programme: "l'indépendance, pas maintenant, mais peut-être dans quatre ans." Les sondages de Regenstrief en sortent cela: il a trouvé que 40 pour cent des Québécois français voulait un Québec indépendant, et qu'a peu près la moitié des électeurs de l'Union Nationale favorisaient l'indépendance.
La logique de l'indépendantisme

Le vote pour le PQ pourrait être considéré comme le complément des luttes de masse extra-parlementaires que ont secoué a nation québécoise. La principale

question derrière ces mobilisations – la question linguistique – tend par sa logique même à soulever la revendication pour une large extension de l'autorité de l'État québécois, responsable de l'éducation et des affaires culturelles. L'intérêt relativement grand dont témoignent les sondages, que portent les électeurs du PQ à des questions sociales telles que l'éducation, le chômage, le logement, indique aussi que pour autant que la classe définit ses objectifs sociaux, ceux-ci sont formulés dans une cadre indépendantiste. Des tendances semblables ont été plusieurs fois remarquées dans le cas du mouvement étudiant, qui souvent sert d'indication de la voie de radicalisation dans la classe ouvrière. La signification de la jonction des revendications sociales et nationales a été résumée métaphoriquement, il y a plusieurs années, par Léon Trotsky, lorsqu'i1 a observé que le séparatisme des ouvriers et paysans catalans en Espagne était "l'enveloppe de leur indignation sociale."

La dynamique entièrement progressiste de a conscience nationale vers un sentiment de masse pour l'indépendance ouvre une nouvelle étape avancée dans la lutte québécoise, étape d'une grande signification révolutionnaire.

II y a deux ans, nous avions des raisons de croire que la lutte prendrait une autre direction. Nous disions: "l'indépendance politique du Canada français apparaît comme une alternative historique, qui ne peut pas être approuvé ou rejetée sauf en termes de conditions sociales donnés à un moment donné. A ce moment, il n'y avait pas de fondements pour croire que la classe ouvrière, par l'adoption du programme de l'indépendance politique, avancerait en quelque sorte ses intérêts, en termes soit de son actuelle conscience de classe, soit de son objectif ultime qui est de vaincre le pouvoir des monopoles appuyés politiquement par le régime d'Ottawa."

Nous remarquions qu'"aucune tendance du mouvement ouvrier québécois n'a adopté un programme indépendantiste," et nous nous demandions s'il y avait "une telle séparation dans le niveau et l'orientation de la lutte des classes au Québec et au Canada anglais, pour que la lutte des ouvriers soit avancée en l'orientant vers indépendance politique." La classe ouvrière québécoise, observions-nous, "commence déjà a bouger selon les lignes d'action politique indépendante.... le mouvement générale vers le parti ouvrier devient maintenant clair." Nous suggérions que "le parti prévu pourrait bien en fait se former comme une parti constituante du Nouveau Parti Démocratique."

La puissante montée du nationalisme et ses répercussions militantes sur les mouvements ouvrier et étudiant out confirmé que notre compréhension que la conscience nationale — conscience de l'oppression et de l'exploitation en tant que nation — jouerait un rôle-clé dans le développement de la conscience de classe chez les travailleurs québécois. Mais contrairement aux perspectives que nous tracions en 1968, le développement de la conscience politique s'est fait à travers la montée du sentiment indépendantiste et a dévié de la voie de l'action politique ouvrière indépendante pour prendre un détour à travers le Parti Québécois, parti bourgeois.

Pour un Québec indépendant et socialiste

Confrontés avec cette nouvelle situation, les socialistes révolutionnaires sont obligés de dépasser la défense du droit de a nation québécoise à l'auto-détermination, d'avancer maintenant la revendication pour un Québec indépendant et socialiste. La Ligue doit entreprendre un tournant majeur dans son travail, vers le mouvement nationaliste en voie de développement. Notre but ne doit être rien d'autre que de prendre la direction de la lutte nationale autour du seul programme qui garantisse un Québec indépendant, le programme du socialisme révolutionnaire.

Il faut analyser deux aspects en particulier de ce nouveau développement: 1) le caractère précis de la signification révolutionnaire du nouveau mouvement de masse pour l'indépendance; 2) Pourquoi l'élan nationaliste est allé vers le PQ et ce que signifie l'apparition de PQ pour le développement futur de la lutte.

Le développement du sentiment indépendantiste

Le désir d'un État indépendant a été un thème récurrent à travers l'histoire politique du Québec, particulièrement depuis la conquête britannique de 1760 qui a transposé une forme nationale sur les conflits de classe en train de se développer précédemment à l'intérieur de la colonie française. La bourgeoisie canadienne- française naissante qui a joué un rôle dirigeant dans les événements qui ont culminé avec la rébellion armée en 1837-38 au Bas Canada, a rendu clair que son but était d'établir un État souverain, l'expression politique de la "nation canadienne' francophone sur les bords du St-Laurent. (Cet objectif séparatiste n'a aucunement empêché ces premiers révolutionnaires de collaborer étroitement avec leurs co-penseurs du Haut Canada, acceptant par exemple la proposition de William Lyon MacKenzie d'une éventuelle fédération d'États, avec un partage réciproque des communications, de l'immigration et des concessions foncières.

La défaite de leur lutte pour le pouvoir en 1837- 38 et la confirmation de l'hégémonie de la bourgeoisie canadienne-anglaise à travers la confédération en 1867, a confiné la base sociale de la petite bourgeoisie canadienne-française à la petite entreprise indépendante el à l'économie rurale et, plus tard, avec la pénétration et l'expansion du secteur impérialiste, au rôle de sous-traitants urbains et de gérants satrapes dans les corporations privées et la fonction publique provinciale.

Leur nationalisme s'est développé selon une orientation conservatrice, particulariste, centré autour de la participation aux structures politiques pan canadiennes tout en définissant le Canada français comme une nation possédant le droit à l'autonomie (mais non l'auto-détermination) seulement quant aux pouvoirs affectant ses droits culturels et étroitement nationaux. Ceci resta l'expression prédominante du nationalisme canadien- français, comme il fut articulé dans la vie politique québécoise jusqu'à après la deuxième guerre mondiale.

Si cet “autonomisme culturel” était surtout le reflet de l’idéologie d’une bourgeoisie vaincue, l’ensemble de la population tendait de se mobiliser autour de thèmes nationalistes chaque fois que des tensions entre la nation dominante canadienne-anglaise et la nation opprimée canadienne-française s’échauffaient dans des crises mobilisant les larges masses, à la fois rurales et urbaines de Canada français: Riel, les écoles manitobaines, la guerre des Boers, les crises de la conscription, des première et deuxième guerres mondiales, etc. Parfois cela a pris une forme séparatiste, comme en 1917, où une proposition pour se séparer a été débattue à l’assemblée législative de Québec.

Mais le **mouvement** indépendantiste en tant que tel, est un phénomène relativement nouveau, qui s’est développé durant les années ‘60, et qui seulement l’année dernière ou à peu près devint un mouvement de masse traînant dans ses rangs des milliers de travailleurs industriels aussi bien que d’étudiants, et de couches professionnelles.

Pour les socialistes révolutionnaires, l’évidence flagrante que la dynamique de la politique québécoise aujourd’hui va vers l’indépendance a une énorme signification progressiste. La nette évolution du sentiment de la classe ouvrière vers l’appui à l’indépendance politique répond à une importante question qui a été posée dans la gauche québécoise depuis quelque temps.

Dans quelle mesure la classe ouvrière est-elle nationaliste?

Tout nationalisme tourne autour de concepts qui sont dans leur forme communs à toutes les classes de la nation – nation, langue, territoire, etc. Mais chaque classe à l’intérieur de la nation projette son propre contenu social dans son programme nationaliste. La bourgeoisie, par exemple, qui est principalement intéressée à renforcer sa liberté de contrôler le marché, insiste sur les revendications de l’intégrité territoriale, et d’une armée permanente pour la protéger; des institutions politiques comme le parlement, pour renforcer son hégémonie politique; et des institutions culturelles comme une religion d’État pour renforcer sa domination idéologique. etc. Elle avance catégoriquement la revendication d’un État national car pour elle un État national est la condition nécessaire à son plein développement en tant que classe dirigeante.

La petite bourgeoisie, en autant qu’elle pose des revendications distinctes de celles de la bourgeoisie, insiste sur les objectifs démocratiques, tels que le suffrage universel et l’éducation gratuite, qui ont pour but d’étendre les droits de citoyenneté à toutes les classes de la nation, et d’abord la petite bourgeoisie.

Les travailleurs sont les défenseurs les plus conséquents de la démocratie, et donc ils appuient naturellement les revendications démocratiques mentionnées plus haut. Mais ils vont plus loin, en posant des revendications telles que la liberté d’organisation syndicale, ayant pour but d’accroître leur pouvoir pour s’organiser comme une classe indépendante de l’État bourgeois. Parce que jusqu’à

présent ils manquent de leur propre parti politique, les travailleurs québécois n'ont pas encore articulé un programme pleinement développé de revendications nationales; cela ne prendra forme que lorsque la classe s'organisera indépendamment sur l'arène politique. Mais déjà un nombre de revendications nationalistes ont été formulées par le mouvement syndical – telles que la revendication que le français devienne la seule langue de travail, la langue de négociation, des conventions collectives, et dans l'usine; et la revendication pour la parité de salaires des travailleurs québécois avec les travailleurs voisins de l'Ontario.

Aujourd'hui, la période de la crise croissante de l'impérialisme ouverte par la Révolution d'Octobre (en Russie, 1917) et aggravée par une autre guerre mondiale, la concurrence croissante des secteurs en expansion des États ouvriers (de l'Europe de l'est, Chine, etc.), et le développement de la révolution coloniale depuis la deuxième guerre mondiale, est caractérisée par: 1) la capacité décroissante de la bourgeoisie nationale dans les nations opprimées dépendantes et capitalistes de jouer aucun rôle indépendant vis-à-vis de l'impérialisme; 2) le poids accru, à la fois absolu et stratégique de la classe ouvrière sur la vie politique de ces nations et la nécessité pour ce prolétariat d'assurer plusieurs des tâches traditionnellement assignées à la classe capitaliste d'un État bourgeois "normal" en développement, y compris les tâches de la libération nationale, et 3) la réapparition de puissants mouvements nationalistes chez les nationalités et les nations opprimées dans les pays impérialistes avancés d'Europe et d'Amérique du Nord où la classe ouvrière compose la grande majorité de la population.

Au Québec, toutes ces trois tendances sont apparues concentrées simultanément dans une période conjoncturelle de crise économique approfondissante de l'économie capitaliste nord américaine.

Au delà de l'auto détermination

Le parti ouvrier défend inconditionnellement le droit démocratique à l'auto-détermination pour toutes les nations, jusqu'à et y compris le droit de se séparer. Mais la question est si les socialistes dans une nation opprimée comme le Québec devraient revendiquer l'indépendance politique dépend de comment on prévoit le déroulement de la lutte, et surtout si la masse de la population dans la nation opprimée montre une nette tendance à se mobiliser pour appuyer la revendication de l'indépendance politique dans ses luttes pour l'émancipation nationale.

Là où la lutte s'oriente nettement vers l'indépendance politique, le parti ouvrier international a toujours été le premier défenseur du mouvement pour l'indépendance. Ainsi Marx, par exemple, fut un partisan originel et énergique de l'indépendance de l'Irlande, et soutenait que les travailleurs britanniques ne seraient jamais libres tant que l'Irlande n'aurait pas gagné son indépendance vis-à-vis de la couronne britannique. Ses positions furent développées par James

Connolly qui créa un mouvement de la classe ouvrière pour l'indépendance dans les premières années de ce siècle autour du slogan pour une République des Travailleurs d'Irlande. Aujourd'hui, la montée du mouvement nationaliste dans le Nord confirme la justesse de la position de Marx-Connolly.

Dans nombre d'occasions plus récentes, Trotsky, se basant sur les traditions et l'expérience des Bolchéviques en Russie, considérait la revendication de l'indépendance politique dans le programme du parti ouvrier. Il a proposé qu'en Espagne l'avant-garde prolétarienne devrait adopter le slogan de la séparation de la Catalogne si les masses catalanes indiquaient leur désir de se séparer, soit "au moyen d un plébiscite libre, soit par une assemblée des représentants de la Catalogne, soit par les partis influents suivis par les masses catalanes, soit finalement par une révolte nationale catalane" (L. Trotsky, Écrits 1928-1940, Tome III, p. 408). Similairement, il a soulevé la revendication pour une Ukraine des travailleurs et des paysans unie, libre et indépendante en 1939, sur la base de sa compréhension que "les larges masses du peuple ukrainien souhaitent de se séparer de I'URSS" (L. Trotsky, "Independence of the Ukraine and Sectarian Muddleheads," Fourth International, Dec. 1949.)

Quand nous avons formulé notre approche de la question de la séparation en 1968 sur la base de ces considérations générales, nous n'avions pas de raisons pour croire que (comme nous l'avions établi): "Adopter le programme de la séparation du Québec du Canada anglais" pourrait "avancer la lutte globale." Nous remarquions que le mouvement indépendantiste existant n'avait pas réussi a gagner l'appui ou davantage d'intérêt de la part des travailleurs; qu'il n'y avait pas de secteur significatif du mouvement ouvrier qui appuyait 1'indépendantisme; et, qu'au contraire, "les puissantes racines du NPD au Québec et l'association de la majorité des travailleurs organisés au Québec avec le Congrès du Travail du Canada fournit l'évidence de la conscience qu'a le travailleur québécois des grands bénéfices que pouvait apporter a sa lutte son alliance avec les forces organisées de la classe ouvrière canadienne anglaise, dans une lutte commune contre l'État fédéral" (page 17, "Vers la Libération du Québec," LSO/LSA, 1968).

Une situation nouvelle

Cette évaluation, entièrement correcte il y a deux ans, a été depuis décisivement invalidée par le cours réel du développement de la classe ouvrière et de ses organisations. La dynamique politique objective de la lutte – contre l'oppression impérialiste de la bourgeoisie canadienne et son appareil d'État central – demeure, bien sûr. Mais au lieu d'évoluer vers une alliance plus étroite avec les travailleurs canadiens anglais et vers une participation à un parti ouvrier pan canadien unifié, la lutte des travailleurs québécois a de plus en plus développé son propre tempo national.

La Fédération des Travailleurs du Québec, alors qu'elle continue formellement à appuyer le NPD fédéral, a refusé d'endosser le NPD au niveau québécois

(national), et continue à faire des pressions pour gagner l'autonomie à l'intérieur du Congrès du Travail canadien. En dépit du conflit continuel dans le secteur des métiers de la construction, les fédérations syndicales les plus importantes, la FTQ, la Confédération des Syndicats Nationaux et la Corporation des Enseignants du Québec, le syndicat des professeurs, se sont rapprochés plus étroitement sur des questions proprement québécoises, y compris des initiatives d'action politique au niveau municipal. L'unification de ces corps syndicaux dans une seule fédération à l'échelle québécoise de plus de 600,000 membres (la moitié de la grandeur du Congrès du Travail du Canada), est devenue un but réalisable.

L'arrière-fond de ces développements a été une croissance qualitative de l'appui à l'indépendantisme dans le mouvement ouvrier. Le syndicat des enseignants, comme la CSN, appuie l'unilinguisme et une grande majorité de ses membres, dit-on, appuie le PQ. Une section significative de la bureaucratie de la FTQ s'est publiquement identifiée avec le PQ pendant la récente campagne électorale, et le Conseil central de Montréal de la CSN, qui avait formellement appuyé le NPD dans l'élection fédérale de 1968, a voté d'endosser le PQ en 1970.

En ce qui concerne le NPD, les développements survenus depuis 1968 ont sérieusement mise en question son avenir au Québec. La décision prise par le congrès de fondation du NPD en 1961 de reconnaître le caractère bi-national de l'État canadien, et même de poser des gestes significatifs vers le droit du Québec à l'auto-détermination, avait encourage l'espoir que le parti réussirait à faire le lien avec la nouvelle génération de radicaux québécois, et à s'enraciner dans le mouvement ouvrier. Cependant, le NPD a constamment battu en retraite derrière même ses modestes concessions de 1961, et dans les récentes élections québécoises, il a ouvertement fait campagne comme parti "fédéraliste" et anti-"séparatiste". Il a reçu en moyenne légèrement plus de 200 votes dans chacun des 14 comtés où il se présentait.

Tant qu'il n'y a pas de parti indépendantiste au niveau fédéral, le NPD peut continuer a servir comme un véhicule électoral pour les revendications réformistes au gouvernement d'Ottawa, sans, cependant, construire une sérieuse organisation au Québec. Au Québec, l'initiative d'une action politique indépendante ne viendra pas du NPD, et nous ne pouvons pas non plus le voir jouer aucun rôle important dans la formation du parti ouvrier de masse.

La revendication des travailleurs pour l'indépendance est profondément révolutionnaire parce qu'elle avance la conception que le Québec doit être développé selon les besoins des Québécois. Cette revendication mène logiquement à l'établissement d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs qui exproprierait les monopoles capitalistes étrangères, qui actuellement dominent et exploitent le Québec. Ce gouvernement ferait fonctionner ces industries dans le cadre d'une planification socialiste. Pourquoi, dans ce cas, ce puissant sentiment indépendantiste a-t-il pris le chemin du PQ, et non pas celui d'un parti ouvrier doté d'une perspective anti-capitaliste?

Il n'y aucun doute qu'une raison fondamentale qui à canalisé cette poussée indépendantiste vers le PQ, est le refus du NPD et de la direction ouvrière pan canadienne de se relier au développement du nationalisme québécois pendant les années '60. Mais cette explication est elle-même liée à un autre aspect de la particularité du Québec — la voie indépendante de développement qui a caractérisé sa classe ouvrière.

Derrière la poussée indépendantiste — une classe ouvrière nouvelle

Beaucoup de changements dans ses structures de classes ont été produits par l'industrialisation du Québec dans la première moitié du siècle, et particulièrement durant et depuis la Deuxième Guerre Mondiale. Ces changements n'ont trouvé leur expression politique que graduellement et avec retard. Le changement le plus significatif a été la création rapide d'une grande classe ouvrière urbaine jetée hors de la vie traditionnelle de clocher des fermes et villages vers les villes et en premier lieu, vers Montréal. Là elle a affronté le fait que le contrôle et l'administration de l'industrie sont largement dans les mains des étrangers, de culture, de coutume et surtout de langue étrangères.

Le prolétariat francophone du Québec a été formé presque entièrement par la migration interne; la transition entre le milieu rural petit-bourgeois et le milieu urbain prolétarien a eu lieu rapidement et brutalement, pendant une ou au plus deux générations. Ceci est une raison majeure du militantisme québécois. Au Canada anglais, l'immigration d'outre-mer des travailleurs politiquement expérimentés a joué un rôle crucial dans la formation de la pensée radicale et dans l'évolution politique des travailleurs. Par contre, le prolétariat québécois, largement isolé du socialisme européen, manque même la tradition de la révolution française qui s'est produite après la Conquête. C'est un prolétariat encore très nouveau, avec peu de traditions distinctes.

Bien que ceci explique l'immaturité politique relative des travailleurs québécois, il présente aussi un côté très positif. Isolés des influences pernicieuses du Fabienisme britannique et du pragmatisme des social démocrates allemands, le côté négatif de la tradition socialiste européenne, les Québécois ont la possibilité de sauter du catholicisme réactionnaire (déjà largement discrédité), aux idées les plus avancées du Marxisme révolutionnaire.

Une catastrophe pour la petite bourgeoisie

Si l'industrialisation a crée une classe ouvrière puissante, c'était pour la petite bourgeoisie québécoise une expérience dévastatrice. Cette petite bourgeoisie, qui contrôlait les partis et les gouvernements du Québec, a vu détruire sa base rurale traditionnelle qui lui avait donné une certaine mesure de stabilité. Les restants de cette base rurale sont passés au prolétariat urbain, particulièrement pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale.

Pendant les trente dernières années, une nouvelle petite bourgeoisie urbaine s'est développée, se basant sur les couches administratives dans les filiales

des corporations impérialistes ou dans leurs industries satellites, aussi bien que dans l'appareil d'État provincial. Cet appareil a connu une grande expansion pour servir ces industries. Dans le secteur privé, les chances d'un Canadien français d'avancer au niveau supérieur de la hiérarchie administrative sont très limitées; et cette couche, à des niveaux inférieurs risque constamment de retomber dans les couches supérieures de la classe ouvrière (une grande proportion d'étudiants dans les nouvelles universités sont, bien entendu, confrontés par ce sort au moment de leur graduation. et ce malgré leur niveau de scolarité). Ainsi l'appareil de l'État provincial leur offre leur seule possibilité, celle de gagner seulement l'illusion de jouer un rôle indépendant. L'on trouve les origines du PQ parmi ces couches.

Après la guerre, l'investissement capitaliste au Québec s'est dirigé de plus en plus dans les industries de "transformation" secondaires. Ces industries devaient transformer les matières primaires pour l'exportation; mais le contrôle était déjà hautement concentré dans ce secteur primaire de l'économie. Ces industries d'un genre nouveau et relativement sophistiquées ont exigé un vaste élargissement des services du gouvernement provincial, y compris des subventions gouvernementales et des mesures sociales visant produire une classe ouvrière qualifiée et raisonnablement saine — des mesures telles que la réforme de l'éducation, l'assurance-maladie, les rentes, etc.

L'élargissement des pouvoirs de l'État provincial a fourni des postes pour un nombre croissant de jeunes Canadiens français possédant une éducation professionnelle. En fait ce processus a commence au milieu des années '50 sous Duplessis et l'Union Nationale, le parti qui représentait le plus fidèlement les intérêts de la petite bourgeoisie rurale. Le processus a été accompagné par les revendications croissantes pour plus de pouvoirs de taxation au gouvernement provincial.

L'entrée au pouvoir en 1960 de la petite bourgeoisie urbaine représentée le par le Parti Libéral a été accompagnée dans les années subséquentes par une plus grande escalade des exigences fiscales du Québec, le passage de quelques mesures sociales comme une réforme tardive mais profonde du système d'éducation, et la création d'un certain nombre d'institutions d'État visant à complémenter l'expansion capitaliste et à y participer (l'Hydro-Québec, Sidbec, La Société Générale de Financement, La Caisse de Dépôts et de Placements, etc.) En 1964-65, les structures du gouvernement québécois avaient été "modernisées" pour correspondre pleinement aux nouvelles structures économiques impérialistes. Bien que ces "réformes" étaient accompagnées d'une certaine quantité de rhétorique nationaliste, elles n'ont violé d'aucune façon les intérêts impérialistes, tant anglo-canadiens, qu'américains.

N.D.L.R.: (À suivre)

Dans notre dernier numéro, nous avons publié la première partie du document intitulé "Pour la Libération du Québec: indépendance et socialisme" qui fut

adopté au dernier congrès de La Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action en 1970. Ce document analyse de façon scientifique la nature de l'oppression nationale au Québec, montrant surtout la dynamique révolutionnaire de la lutte pour un Québec libre.

Dans cette première partie, les auteurs du document soulignent l'importance des grandes luttes qui se sont déroulées au Québec ces dernières années. Ils font remarquer que ces luttes impliquent une très grande prise de conscience de la nécessité de l'indépendance du Québec. Ainsi, le document reprend le mot d'ordre d'indépendance socialiste.Seuls les travailleurs, armés du programme socialiste révolutionnaire, peuvent mener à terme la lutte de libération. Nous publions ci-dessous la deuxième et dernière partie de ce document, qui paraîtra bientôt sous forme de brochure.

Seule la lutte pour l'indépendance socialiste (peut) libérer le Québec

Seule La Ligue Socialiste Ouvrière a combattu cette tendance. Elle a mené une campagne héroïque autour de la candidature de Manon Léger dans le comté de Dorion, avec le slogan "Pour un Québec libre et socialiste", mais la LSO a trouvé que la majorité de ses contacts et sympathisants avaient été séduits par la montée de l'appui populaire du PQ.

Comment la gauche a-t-elle expliqué son appui au PQ? Certains ont rabâché la ligne de Québec Presse, le grand hebdomadaire syndical, que le PQ était un grand pas en avant vers un "parti des travailleurs". D'autres ont vu le PQ, avec raison, comme "bourgeois", mais ils ont dit que l'on devait l'appuyer parce que le Québec doit traverser le stade d'une indépendance bourgeoise avant d'entreprendre les tâches socialistes. Encore une autre partie de la gauche a soutenu que les socialistes devaient "entrer" au PQ et y travailler parce que parmi les membres du PQ se trouve une bonne partie des forces qui composeront éventuellement, les rangs du parti ouvrier de masse. Quelle que soit l'explication, l'élément essentiel de ces apologies était une capitulation opportuniste à la sympathie des masses pour le PQ.

Le fait que cette sympathie est due à l'indépendantisme du PQ, plutôt qu'à ses promesses de "réformes" quelconques, est démontré aussi par le sort du NPD, qui s'est présenté dans ces élections comme un parti non indépendantiste et pro-fédéraliste de réformes. Malgré la publicité favorable qu'il a reçue dans la presse, le NPD était un facteur minuscule dans les résultats électoraux tandis que le PQ a balayé de nombreux quartiers ouvriers. II serait absurde de supposer que les travailleurs québécois avaient afflué aux urnes pour choisir un parti bourgeois au lieu d'un parti ouvrier, après avoir été mobilisés dans des luttes militantes anti-capitalistes qui ont parfois projeté des conceptions profondes, telles que le contrôle étudiant des écoles et le contrôle ouvrier de l'industrie. Non, les travailleurs ont vote consciemment pour l'indépendantisme. Et la contrepartie de ce fait est qu'ils n'ont pas vu le PQ comme un parti bourgeois, précisément à cause de son indépendantisme!

Le caractère de classe du PQ

Tout de même une définition précise du caractère de classe du Parti Québécois est de la plus grande importance dans la détermination du cours de développement du parti et des éléments qui présentement sympathisent avec lui. Ce qui est décisif ici est son programme et son dossier politique.

Tout dans ce parti confirme son caractère entièrement bourgeois et son rôle d'obstacle sur le chemin de la classe ouvrière. De tous les partis au Québec, son programme est le plus franchement pro-capitaliste. Les modestes réformes sociales qu'il prône cadrent parfaitement avec les exigences d'un capitalisme "modernisé" — la réforme du système de taxation afin d'enlever le fardeau des sources rurales déclinantes; l'éducation gratuite afin d'assurer un large réservoir de travailleurs qualifiés pour les monopoles impérialistes et pour l'appareil d'État: un programme complet d'assurance-maladie opéré par l'État comme partie du rôle croissant de l'État qui assume les frais de reproduction de la force de travail.

L'ambiguïté du PQ sur les droits nationaux (la pierre de touche de tout parti nationaliste) découle de son désir ultime de collaborer avec et non pas de combattre le capital anglophone. Bien qu'il demande que le français soit "la seule langue officielle," le PQ s'oppose explicitement à un système d'écoles unilingue en demandant que "le Québec reconnaisse les droits scolaires de la minorité anglophone…. de l'école élémentaire jusqu'à l'université."

La séparation et la "souveraineté" qu'il prône se modèle toujours d'après les exemples d'une séparation "froide" dans le cadre capitaliste et néo-colonialiste: la séparation de la Norvège de la Suède, 1905; la Hongrie de l'Autriche, 1918: le Pakistan de l'Inde, 1949; et "surtout" l'Éire de la Grande Bretagne, 1921 — ce sont les seuls exemples cités dans La Solution, qui est son programme électoral. En contraste avec cette attitude, même le Premier Ministre Daniel Johnson de l'Union Nationale a jugé bon de citer occasionnellement comme un modèle de formes d'État multinational les clauses de la constitution de l'Union Soviétique établi sous la direction de Lénine et Trotsky.

Le programme péquiste parle vaguement de nationalisations "quand l'intérêt de l'économie nationale le demande" mais il ne propose aucune nationalisation précise, mettant l'accent sur : "la création surtout de nouvelles entreprises, de réservoirs financiers gouvernementaux, et d'organismes de gestion" afin de garantir les superprofits des impérialistes.

Les dirigeants péquistes cherchent à élargir le "dirigisme" qu'ils projettent pour l'État capitaliste jusqu'aux organisations de la classe ouvrière. Ils demandent le plein contrôle par l'État sur les droits des membres, la direction, la reconnaissance en tant qu'agent de négociation, et sur les procédures de conciliation et d'arbitrage.

Pourquoi le PQ est un parti bourgeois

Le caractère bourgeois du PQ se voit le plus clairement dans son attitude envers les monopoles étrangers, les trusts dont la domination de l'économie québécoise est la source principale de l'oppression nationale des Québécois. Le PQ accueille avec enthousiasme le capital étranger et promet de faire tout son possible pour protéger ses intérêts et la stabilité de l'État capitaliste. II se propose ouvertement comme le meilleur rempart contre le mouvement indépendantiste de masse naissant, mouvement qui menace de mettre en question les intérêts impérialistes et les rapports de classe qui leur sont associés au Québec.

Le programme du PQ promet explicitement "la corporation américaine" qu'au pouvoir le parti "jouera le rôle de tout gouvernement normal" en assurant que "l'extrémisme violent, le désordre continuel, les lois contradictoires et la taxation excessive" "ne génère pas ses opérations".

C'est ce pro-impérialisme cru qui distingue le plus clairement le PQ bourgeois des formations typiquement petites-bourgeoises et nationalistes dans les pays coloniaux et semi coloniaux. Normalement, l'existence de sources indigènes d'appui, (une couche massive petite-bourgeoise, la paysannerie) combinée avec l'étendue relativement limitée de la classe ouvrière et l'existence d'une bourgeoisie nationale d'une certaine importance, donnent à la petite bourgeoisie une certaine flexibilité de manoeuvre contre certains secteurs impérialistes et capitalistes monopolistes, tout en restant en général une agence de l'impérialisme.

Un exemple canadien d'une formation petite-bourgeoise était le parti Crédit Social de l'Alberta. Ce parti est né au milieu des années trente comme un mouvement populiste basé sur les cultivateurs, avec un programme contenant beaucoup de rhétorique anti-capitaliste. Arrivé au pouvoir, il évoluait vers la droite, capitulant aux pressions de la guerre et puis à l'afflux des monopoles pétroliers, jusqu'au point où aujourd'hui il est indifférenciable des partis bourgeois traditionnels qu'il a, en effet, largement remplacés.

Mais au Québec, le Ralliement des Créditistes à base rurale garde beaucoup des traits originaux du Crédit Social, et les discours de Réal Caouette, dirigeant des Créditistes, sont arrosés d'attaques contre le capital monopoliste. Les aspects "radicaux" anticapitalistes et anti-monopoles des programmes des partis petits-bourgeois, reflètent l'exclusion relative de ces couches, des principaux secteurs de l'économie et leur caractère en tant que producteurs de petites marchandises ou serviteurs professionnels des secteurs commerciaux ou du petit capitalisme.

A ses débuts l'Union Nationale reflétait le point de vue de couches semblables en attaquant les trusts. Son programme de 1936, l'année où il est arrivé au pouvoir sous Duplessis, comprenait des revendications telles que "fin aux obstacles à la colonisation de la terre par les gros trusts du bois," "la dénonciation et l'emprisonnement des canailles financières qui exploitent la

misère publique," "les menottes sur le trust de l'électricité," "aucun achat des fournitures gouvernementales du trust du charbon ou du trust de l'Hydro," "des lois honnêtes sur les compagnies," "aucune manipulation des actions ou dilution". (On ne trouve aucune rhétorique semblable dans le programme du PQ!)

La montée du Parti Québécois

Mais au cours de ces développements, il s'est développé un secteur de la petite bourgeoisie, concentré parmi les technocrates (la bureaucratie du gouvernement provincial, les entreprises d'État et les départements professionnels des universités, qui ont lié leur sort à l'élargissement des pouvoirs de l'État québécois . De plus en plus frustrés par les efforts du gouvernement Lesage après 1964 à freiner la réforme constitutionnelle et fiscale, ils étaient de plus en plus attirés par l'indépendantisme comme solution à leur condition. Mais ils manquaient une base d'appui dans la population et ils ne pouvaient pas agir indépendamment des partis bourgeois traditionnels.

L'on peut dire qu'un tournant a été marqué par la visite l'été '67 du président Charles De Gaulle. La réponse massive et enthousiaste à son appel "Vive le Québec libre'' a indiqué pour le première fois que de larges couches de la population, y compris des secteurs significatifs de la classe ouvrière, étaient réceptifs au message indépendantiste. Dans la courte période de trois mois, René Lévesque rompait avec les Libéraux et avec lui est sorti une petite minorité du parti. Ils ont procédé rapidement à l'établissement du Mouvement Souveraineté-Association, et plus tard, allié avec les courants indépendantistes existants et les scissionnaires nationalistes du Parti créditiste à base rurale, ils établissaient le parti Québécois indépendantiste.

L'élément-clé dans le programme du PQ était bien sûr sa revendication d'un État souverain du Québec et doté de tous les pouvoirs d'un gouvernement capitaliste "normal." La souveraineté était, selon le PQ, l'instrument nécessaire pour l'émancipation des Québécois.

La petite bourgeoisie québécoise s'est tournée vers l'indépendantisme pour exprimer sa frustration face à son instabilité et à sa vulnérabilité en tant que classe, et pour exprimer aussi son désir impossible de jouer un rôle indépendant dans la vie économique et politique. La signification principal du PQ est que, pour la première fois des secteurs très significatifs de la nouvelle classe ouvrière québécoise ont appuyé un parti qui a présenté la solution à leur oppression nationale en termes d'indépendance politique.

La gauche et le PQ

L'attrait nationaliste du PQ était tellement fort qu'effectivement presque toutes les tendances de la gauche l'ont appuyé ouvertement ou lui ont donné un appui tacite – toutes les organisations nationalistes, presque toute la population étudiante, et les syndicalistes associés depuis longtemps au NPD ou

au défunt Parti Socialiste du Québec. Seule La Ligue Socialiste Ouvrière révolutionnaire a fait exception à la règle. Le Front de Libération Populaire gauchiste a annulé sa manifestation prévue pour la veille des élections, manifestation qui devait démasquer “la farce électorale”. Le FLP trouvait que la majorité de ces membres et sympathisants étaient préoccupés par la campagne du PQ. Charles Gagnon, dirigeant du Front de Libération du Québec annonçait à sa sortie de prison que s’il pouvait voter, il voterait pour le PQ, parce que ce parti représente “un pas en avant.”

Contradictions des partis nationalistes

Parce qu’ils tentent d’escamoter les lignes de classes, les partis nationalistes sont toujours aux prises avec des conflits internes entre ailes droite et gauche.

L’aile droite se base sur la bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie et elle est ainsi attirée vers l’impérialisme; tandis que l’aile gauche se base sur l’appui à ces partis de la part des masses ouvrières ou paysannes dont les couches inférieures peuvent être attirées au programme du socialisme révolutionnaire. Le degré de conflit entre ces tendances dépend de l’hétérogénéité de la composition de classe du parti et de son poids dans la vie politique nationale. Lorsque le parti s’approche de la prise du pouvoir, les contradictions s’aiguisent sous l‘influence directe de l‘impérialisme et de ses agents autochtones alors l‘aile droite qui domine normalement la direction, subit une pression puissante la poussant à laisser tomber de son programme les revendications anti-capitalistes et à faire se dissocier de plus en plus de sa base dans les masses, se servant même de la violence de l’État (si le parti est au pouvoir) pour supprimer son aile gauche.

Cette tendance d’évolution vers la droite se voit non seulement dans l’Union National mais aussi dans le précurseur direct du PQ, le Rassemblement pour l’Indépendance Nationale (RIN). Parti nationaliste urbain, le RIN était le principal parti indépendantiste jusqu’à sa fusion avec le Mouvement Souveraineté-Association de Lévesque, qui aboutit à la formation du Parti Québécois. L’histoire du RIN fut une histoire de création continuelle de factions et de scissions entre, d’une part, une aile droite qui ne cherchait pas plus qu’une “indépendance” bourgeoise sur les lignes de programme actuel du PQ, et, d’autre part, une “gauche” anti-impérialiste obsédée par ses désirs d’une alliance avec la “bourgeoisie nationale” qu’elle identifiait soit à l’aile gauche du Parti libéral (Lévesque), soit a l’aile droite du RIN.

La transition du RIN au PQ a été marquée programmatiquement par la mise au rancart des aspects anti-impérialistes du programme "riniste" et la rupture définitive de l’aile gauche qui refusait d’entrer au PQ.

Le programme bourgeois et le monolithisme organisationnel de PQ démontrent son peu de flexibilité. Il lui manque la capacité de manoeuvre que possédaient les

vieux partis nationalistes de la petite bourgeoisie. Sa base agricole autochtone a été détruite; la nouvelle petite bourgeoisie urbaine est largement réduite à un rôle de client vis-à-vis de l'impérialisme.

Le programme agricole du PQ indique comment il a entièrement brisé avec les partis traditionnels nationalistes à base rurale: La Solution déclare carrément que: "la population rurale ou semi rurale est vouée à la disparition…. (l'agriculture) devrait essentiellement se baser sur les grandes exploitations, exigeant chacune au moins autant de capital que l'usine moyenne."

Le PQ ne cherche rien de plus qu'un léger élargissement des mesures prises lors de la célèbre "Révolution Tranquille" afin de moderniser les structures de l'État provincial capitaliste. "Nous sommes déjà rendus très loin" est une phrase qui se répète dans leur programme économique. "La souveraineté" donnera a l'État les pouvoirs accrus pour exercer pleinement les "compétences" (un autre mot favori du PQ), les "leviers", les "outils", nécessaires pour faire fonctionner le système.

La tâche des socialistes: briser l'illusion péquiste

Le Parti Québécois est un parti bourgeois qui, à l'heure actuelle, ne possède aucun appui d'un secteur significatif de la bourgeoisie canadienne française, canadienne anglaise, ou américaine. Mais son programme indique comment ces couches de la petite bourgeoisie qui contrôlent le PQ sont complètement attirées vers la haute bourgeoisie, s'identifient avec, et sont dépendent d'elle. Le PQ est encore plus engagé dans la voie bourgeoise à cause des possibilités réduites pour la petite bourgeoisie de manoeuvrer entre l'impérialisme et le mouvement ouvrier de masse, potentiellement puissant mais encore peu développé.

La force du PQ ne réside pas dans son programme bourgeois mais bien dans son attrait nationaliste. Mais l'indépendantisme de la direction du PQ n'est pas l'expression puissante et confiante d'une nouvelle classe dynamique, mais la réaction inquiète et peureuse de couches instables qui se sentent menacées par le poids croissant des intérêts impérialistes. Leur seul refuge est l'État du Québec, État vulnérable auquel ils attribuent des pouvoirs rédempteurs miraculeux, avec toute la mystification pathétique d'une petite bourgeoisie qui prend ses rêves pour la réalité. Si seulement ils pouvaient avoir leur propre État! Faire en 1970 ce que leurs ancêtres n'ont pu faire en 1837- 38! Malheureusement pour eux, ce qui est alors resté inaccompli est maintenant irréalisable.

L'impérialisme bloque les espoirs de la petite bourgeoisie pour une révolution nationale bourgeoise et "tranquille," mais le développement d'une classe ouvrière puissante comprenant la vaste majorité de la population de la nation offre un autre allié, qui lui a tout intérêt à combattre la domination impérialiste. Mais en autant que les masses ouvrières sont mobilisées dans la

lutte nationale, les menacent d'agir contre non seulement le capital étranger mais aussi contre ses agents au Québec, et de menacer toute la structure bourgeoise.

Incapable de voir à travers la réalité impérialiste d'aujourd'hui, craignant pour sa propre position, la petite bourgeoisie craint le mouvement de masse et fait tout son possible pour limiter sa propre lutte aux cadres étroits de la machine électoraliste et parlementariste qu'est le Parti Québécois. Le PQ tente énergiquement d'assurer le capital étranger qu'il est la meilleure entrave du mouvement de masse.

Le PQ est responsable, non pas au mouvement ouvrier....

C'est son appui actuel parmi la classe ouvrière qui donne au PQ toute sa manoeuverabilité contre les partis bourgeois. (En fait, le succès électoral du PQ est largement dû à l'absence d'un parti ouvrier de masse). Mais (et ceci différencie le PQ du NPD d'une façon décisive) les syndicats ne sont d'aucune façon liés au PQ. Ils ne l'ont pas créé, ils ne le financent pas, ils ne le contrôlent pas, et ils ont été amenés à critiquer le programme du parti tout en lui donnant un appui électoral. Pour gagner l'appui des travailleurs, et pour maintenir la sympathie qu'a la classe ouvrière envers lui à l'heure actuelle, le PQ pourrait être obligé de promettre ou d'entreprendre quelques mesures anti-impérialistes, en confrontant un secteur de l'impérialisme tout en se liant plus solidement à un autre secteur. ***Toutefois, le PQ n'est pas responsable devant les travailleurs ni devant leurs syndicats.***

….mais à la bourgeoisie.

Est-ce qu'une direction petite-bourgeoise pourrait, dans certaines circonstances, mener une lutte sérieuse contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale? A Cuba, le Mouvement du 26 juillet, sous une direction petite-bourgeoise radicale, a dirigé une révolution socialiste. Mais la direction castriste a commencé avec un programme qui, bien que bourgeois démocratique, avait promis une réforme agraire profonde et l'industrialisation — deux revendications qui visaient les racines de la domination impérialiste et capitaliste à Cuba. Plus particulièrement, cette direction comprenait clairement que la dictature de Batista pouvait être renversée seulement par une lutte armée révolutionnaire: cette attitude était pour elle un principe dans ses relations avec d'autres groupements. Elle cherchait à mobiliser les masses prolétariennes, les armant par la suite. Son indépendance relative face à la bourgeoisie lui a permis de tourner à gauche, sous les coups de la réaction américaine à ses premières démarches contre les monopoles. Moins d'un an après sa prise du pouvoir, elle avait rompu complètement avec la bourgeoisie cubaine.

Le Parti Québécois n'est pas un tel mouvement. Si l'exemple cubain nous démontre la variante de gauche la plus exceptionnelle, le PQ paraît comme le parti le plus bourgeois, le moins anti-impérialiste de tous les partis nationalistes

bourgeois. Le PQ est responsable à la bourgeoisie, et non pas a la classe ouvrière. Il représente avant tout l'immaturité politique de la lutte de classes au Québec et le manque de traditions politiques dans la classe ouvrière québécoise.

Le caractère de la direction péquiste est définitivement déterminé

Le programme du PQ indique comment le parti est complètement contrôlé par ses dirigeants. Bien que les 80,000 membres du PQ soient en vaste majorité des étudiants, ménagères, cols blancs, avec in certain nombre de syndicalistes, les cadres dirigeants du parti sont presque sans exception des hommes complètement intégrés à une perspective bourgeoise: des politiciens bourgeois habiles, d'anciens hauts fonctionnaires, des éléments professionnels riches, les "technocrates" des entreprises d'État, des journalistes et d'autres idéologues de la bourgeoisie.

La plupart d'entre eux sont associés à la bureaucratie gouvernementale et aux structures organisationnelles du gouvernement, qui sont nées durant les 20 dernières années à la suite de la dernière vague de pénétration impérialiste au Québec. Ces dirigeants péquistes méprisent la classe ouvrière: certains d'entre

eux furent responsables de la rédaction de lois de travail restrictives lors de leur séjour dans la fonction publique. Le parti a appuyé à maintes reprises des "lois d'urgence" forçant des grévistes à rentrer au travail (la grève des policiers, les fonctionnaires municipaux de Montréal, etc.)

Beaucoup de dirigeants péquistes ont une longue histoire de services loyaux au sein des partis traditionnels de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Le principal dirigeant du PQ, René Lévesque, a dirigé plusieurs ministères dans le gouvernement libéral de Jean Lesage. Le dirigeant adjoint du PQ, Gilles Grégoire, a dirigé une aile nationaliste au sein de la délégation du Crédit Social à la Chambre des Communes à Ottawa. Le vice-président du PQ, Jacques Parizeau était un des principaux conseillers économiques sous les régimes libéral et unioniste; il a contribué à rédiger beaucoup de la législation anti-ouvrière actuellement en vigueur.

Un piège et un obstacle

Le PQ a déjà détruit beaucoup de gens de la gauche qui ont abandonné leurs propres organisations pour y entrer. L'on avait rationalisé ce liquidationisme avec la théorie (malheureusement toujours largement répandue dans la gauche québécoise) qu'en tant que parti bourgeois, le PQ est une étape nécessaire dans la lutte de libération québécoise. D'autres ont justifié leur action en disant que le PQ pourrai devenir un parti ouvrier, où, au pouvoir, un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs capable d'entreprendre de sérieuses initiatives anti-capitalistes. La première théorie n'est qu'une réédition de la 'théorie des étapes' du Menchévisme et du Stalinisme. Cette théorie discréditée est un refus

du rôle dirigeant de la classe ouvrière sans parler du refus de la nécessité du parti d'avant-garde prolétarien pour résoudre même les tâches nationales de la révolution. En ce qui concerne la spéculation que le PQ pourrait devenir un parti ouvrier, tout ce qu'on sait de ce parti exclut un tel développement.

Loin de se développer dans la direction d'un parti ouvrier, le PQ tendra à s'endurcir dans le sens opposé. Depuis plusieurs années, un des deux principaux partis bourgeois s'identifie avec une position relativement nationaliste. Tout indique que le Parti Québécois pourrait devenir le parti de rechange de la bourgeoisie. L'Union Nationale qui a joué ce rôle pendant plus de 30 ans, est maintenant réduite à sa base rurale déclinante: elle est probablement irréparablement écrasée suite à la débâcle du 29 avril. La démagogie réformiste du PQ et la base de ce parti parmi la petite bourgeoisie urbaine indique que le PQ est un candidat éligible pour remplacer l'UN.

Conséquemment, il est absolument inadmissible pour les révolutionnaires de se dissoudre dans le PQ, enterrant les effectifs révolutionnaires au moment où ils ont le plus besoin de maintenir un visage indépendant.

Mais le PQ comprend parmi ses membres et partisans des milliers de jeunes et de travailleurs qui en sont aux premières étapes de leur politisation. Ainsi il contient de nombreux éléments du futur parti révolutionnaire de masse. Certains dans la gauche ont propose pour cette raison que les révolutionnaires adoptent une orientation tactique envers le PQ, afin de travailler en son sein pour y gagner des effectifs du futur parti des travailleurs.
En principe, rien n'empêche les socialistes révolutionnaires de travailler pour promouvoir leurs idées et pour renforcer leurs propres forces, même au sein d'un parti nationaliste bourgeois tel que le PQ, pourvu qu'ils maintiennent leur identité distincte et leur liberté de critiquer le parti. Mais le Parti Québécois n'est d'aucune façon un champ pour l'activité révolutionnaire.

Quelle que soit la démocratie formelle que les structures du parti semblent offrir, le parti est fermement contrôlé par sa direction petite-bourgeoise avec son optique bourgeoise. Même à son congrès de fondation, la "gauche" était solidement battue et son principal porte-parole, Pierre Bourgault, a été exclu de l'exécutif. On lui a par la suite refusé la nomination dans deux comtés différents, avant qu'on lui permette de contester, sans succès, le siège de Bourassa. Lorsqu'il semblait que les délégués au congrès du parti; c'est son point de vue qui domine et non pas d'un Québec unilingue, Lévesque est intervenu, menaçant même de démissionner, afin d'assurer la défaite de la proposition. Les mobilisations des membres du PQ se limitent en général aux assemblées électorales, aux réunions de comté (dans lesquelles les petits-bourgeois prédominent largement) ou des ralliements de recrutement de
temps à autre. Ces ralliements sont organisés comparativement à des galas apolitiques. Le parti ne publie même pas un journal pour ses membres.

C’est l’aile Lévesque qui détermine le caractère du parti; c’est son point de vue qui domine, et non pas celui des suivistes “de gauche” ou des bureaucrates réformistes des syndicats. Ces derniers s’accrochent au PQ à cause de leur propre peur du mouvement de masse. En autant que le mouvement ouvrier se mobilise contre le capital, il entrera en conflit avec le PQ.

Le PQ est une énorme diversion de la lutte révolutionnaire, un obstacle à la libération nationale des Québécois. On ne peut “reformer” le PQ. il doit être détruit.

On ne gagne pas les travailleurs à une politique de lutte de classes à travers des manoeuvres opportunistes. Les révolutionnaires doivent maintenir complètement leur indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis du PQ. Ceci est une condition préalable à la prise de direction des luttes de masse à venir, luttes qui confronteront et démasqueront le PQ.

La possibilité d’une indépendance “froide”

Malgré toutes ses limitations stratégiques, le PQ garde une certaine mesure de flexibilité tactique sur sa gauche, flexibilité qui dépend du degré auquel la direction syndicale est prête à jouer le jeu et à lui donner un camouflage de gauche. Ils n’est pas impossible, sous la pression du mouvement de masse, que le PQ accède au pouvoir avant que les travailleurs (qui fournissent la principale poussée de la lutte indépendantiste) n’aient réussi à construire leur propre parti de masse.

Dans *La Souveraineté et l’économie,* la direction péquiste a déjà esquissé de façon assez détaillée leur stratégie d’une indépendance “froide” (“dans l’ordre, dans la modération, dans un cadre aussi rationnel que possible”) qui serait obtenue avec l’appui de la bourgeoisie anglo-canadienne et américaine, afin justement de couper court au mouvement de masse à la gauche du PQ. Selon le PQ, un tel mouvement menace de déclencher une "guerre économique suicidaire" contre les intérêts impérialistes.

Mais il est douteux qu’un gouvernement péquiste, porte au pouvoir sur le sommet d’un puissant mouvement de masse indépendantiste, pourrait maintenir la stabilité sociale que ses politiques bourgeoises exigent, sans avoir recours aux formes les plus répressives du pouvoir: se passer du parlement, avancer des mesures visant la suppression des syndicats, etc. Loin d’être une étape progressiste sur la voie de la libération québécoise, un gouvernement PQ serait un gouvernement carrément réactionnaire.

Nos tâches dans le mouvement nationaliste

La contradiction essentielle du Parti Québécois réside en ce qu’ayant récupéré le mouvement nationaliste entier ainsi qu’une bonne partie de la gauche, il est absolument incapable de répondre au défi présenté par le mouvement

indépendantiste. Les socialistes révolutionnaires de la Ligue Socialiste Ouvrière ont maintenant la responsabilité de pénétrer encore plus dans le mouvement nationaliste afin de le défendre et de participer à toutes les actions de masse d'envergure, pour présenter notre programme qui présente la seule voie pour une véritable indépendance du Québec, l'indépendance dans le cadre socialiste.

Nous nous sommes toujours et entièrement identifiés au mouvement nationaliste dans son ensemble: mais ce mouvement devient maintenant un axe principal du travail de la LSO. Aujourd'hui, la classe ouvrière se dirige clairement sur le chemin indépendantiste. Le PQ reflète le niveau politique actuel du sentiment indépendantiste de masse dont le dénominateur commun n'est pas encore beaucoup plus que la vague revendication de souveraineté. Ce serait une grave erreur pourtant que de mettre sur un pied d'égalité le mouvement pour l'indépendance et le PQ, ce dernier représentant beaucoup plus les traits arriérés du mouvement que son potentiel révolutionnaire.

Une orientation envers le mouvement nationaliste à ce stade de son développement politique risque-t-elle de subordonner les révolutionnaires à la politique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie? Au contraire, ne pas s'engager dans le mouvement serait l'abandonner à ces forces venant de classes étrangères qui s'alimentent de la confusion répandue par le manque d'une voix ouvrière indépendante et qui sont encouragées par l'absence des socialistes révolutionnaires.

Notre tâche principale est d'intervenir dans le mouvement, de bâtir les cadres socialistes révolutionnaires et de diriger la poussée indépendantiste sur son chemin naturel, vers les conclusions anticapitalistes qui s'imposent. Toute la logique de développement du mouvement va dans le sens d'une confrontation avec le PQ: à travers un conflit croissant entre d'une part, le PQ et les larges mouvements ouvrier, étudiant, et nationaliste extraparlementaire et d'autre part, à l'intérieur du PQ, entre sa base de masse non bourgeoise et sa direction. La perspective la plus probable pour le PQ est une polarisation entre son aile droite qui craint le mouvement de masse et une aile gauche qui reflète les pressions de mouvement de masse sur le PQ: au fur et à mesure que cette pression montera, surgiront des tentatives d'organisation de faction, des scissions et probablement des expulsions précipitées de la gauche. II est donc nécessaire que les socialistes révolutionnaires travaillent au sein du mouvement nationaliste pour construire l'alternative indépendante de classe en dehors du PQ: le confrontant, le défiant d'agir et fournissant le véhicule pour les éléments évoluant vers la gauche, forcement repoussés du PQ par la politique de plus en plus pro-capitaliste de sa direction. La durée pendant laquelle le PQ sera capable de maintenir et de capitaliser sur les illusions des masses quant à sa capacité en tant que véhicule pour la libération nationale, dépend largement du succès des révolutionnaires dans la construction d'une alternative ouvrière viable à l'extérieur et indépendante du PQ.

La revendication d'un parti ouvrier

La base de cette alternative existe déjà dans les syndicats, puissantes organisations de masse de la classe ouvrière québécoise. Leurs 600,000 membres se sont déjà engagés dans des luttes militantes qui les ont menés à des conflits aigus avec les partis et les gouvernements traditionnels de la bourgeoisie, mais aussi avec la politique ouvrière du Parti Québécois. Plusieurs autres affrontements figurent à l'ordre du jour.

Déjà les luttes du mouvement ouvrier ont montre une forte tendance à déborder les limites de la lutte économique et à chercher une expression politique. Jusqu'à tout récemment le mouvement vers la formation d'un parti ouvrier québécois était clairement discernable.

Le développement du PQ a-t-il invalidé cette perspective? Pas du tout. Le PQ n'est simplement qu'une autre révélation de la puissance du nationalisme et du sentiment indépendantiste dans les larges couches de la classe ouvrière. Mais l'essor du PQ souligne également le refus des syndicats et de la direction du NPD d'affronter la question nationale. Dans ce sens, le PQ est le résultat direct de l'hostilité du NPD envers le droit du Québec à l'auto-détermination ainsi que du chauvinisme pourri des bureaucrates syndicaux au Canada anglais qui se sont attaqués démagogiquement au "séparatisme" de la même manière que les porte-parole de la classe possédante.

Mais les forces **objectives**, propulsant les syndicats vers l'action po1itique indépendante, demeurent, même si le détour péquiste a retardé leur impact pour une période de temps indéterminée. Aussi longtemps que les effectifs socialistes révolutionnaires sont peu nombreux et relativement isolés du secteur décisif de la classe ouvrière, la revendication d'un parti ouvrier québécois retient toute sa pertinence comme moyen de populariser d'une façon réaliste la nécessité de rompre avec le PQ.

Un parti ouvrier de masse (si nécessaire pour libérer l'ouvrier québécois du marasme et de la mauvaise direction de la politique bourgeoise et petite bourgeoise) sera sans doute indépendantiste. Et, construit à travers une lutte centre le réformisme explicitement bourgeois du PQ, ce parti peut être révolutionnaire.

Notre tâche est de projeter un programme que démasque l'insuffisance du PQ et qui trace ainsi la voie vers le parti ouvrier, c'est-à-dire le parti des syndicats indépendant comme le prochain pas logique sur le chemin de l'indépendance du Québec. Le concept que l'indépendance de la nation se fera à travers l'émancipation de la classe ouvrière et vice versa peut être exprimé par la revendication: pour un Québec Indépendant et Socialiste, lançons le Parti Ouvrier.

….vers la libération

Si la revendication du parti ouvrier garde sa validité, sa perspective immédiate est toutefois remise. L'alliance quoique temporaire et faible, d'un secteur de la direction syndicale avec le PQ, signifie que l'argumentation pour un parti ouvrier doit être posée plus que jamais en termes de revendications programmatiques projetant les travailleurs vers la lutte contre la politique bourgeoise soutenue par le PQ et vers l'action de classe indépendante. Autour de ces revendications se formera une nouvelle direction syndicale révolutionnaire. Alors que même un parti ouvrier entravé par un programme réformiste serait un pas en avant, nous devons expliquer clairement qu'un parti révolutionnaire de masse est ce qui est exigé et ce que nous cherchons.

Un programme pour l'indépendance

Dû au fait que la revendication d'un Québec indépendant a déjà été soulevée aussi par des forces autres qu'ouvrières, pour leurs propres raisons et de façon beaucoup plus articulée, ses implications révolutionnaires ne sautent donc pas aux yeux de ceux qui ignorent la méthode marxiste de rechercher la dynamique de classe essentielle qui se trouve derrière cette revendication. S'il c'est vrai que la petite bourgeoisie obscurcit cette dynamique en refusant de la lier avec un programme conséquent de revendications anti-impérialistes et anti-capitalistes, pour les révolutionnaires il faut que la revendication pour l'indépendance s'exprime à travers celle d'un Québec indépendant et socialiste.

La demande d'indépendance, une fois reprise par de larges couches ouvrières, possède une logique puissante qui peut soulever tous les autres aspects du programme révolutionnaire. Revendiquer un Québec indépendant et socialiste, c'est poser politiquement pour la classe ouvrière ce que pose le NPD au Canada anglais sous l'aspect organisationnel, à savoir: qui va gouverner? Les capitalistes et leurs agents qui sont complètement liés au capital étranger, ou les travailleurs, les seuls à avoir un intérêt de classe conséquent à rompre avec les monopoles étrangers?

La résolution 1968 de la LSO/LSA a présenté notre programme révolutionnaire dans le cadre du parti ouvrier québécois, que nous avions, à cette époque, toute raison de croire imminent. Conséquent avec le tournant dans notre orientation, il nous faut maintenant présenter ce programme dans le contexte de ce que fera un gouvernement des travailleurs dans un Québec indépendant. Dans l'immédiat, une telle présentation tactique de notre programme peut s'avérer très utile en décrivant la différence entre notre programme et le programme et les actes du Parti Québécois bourgeois.

Comment présenter le défi d'un Québec indépendant et socialiste? Quelques exemples suffisent.

Nous exigeons que le français soit la seule langue officielle, langue d'enseignement dans toutes les écoles et langue de travail et d'industrie à tous

les niveaux. Si les capitalistes ne s'y soumettent pas, que les conseils ouvriers nomment des administrateurs d'usines qui parlent français et représentent les intérêts de la nation québécoise. Ils remplaceraient les administrateurs anglophones, chauvins et arrogants, qui renforcent le règne de leur classe en écrasant les droits nationaux des Québécois.

"Maîtres Chez Nous"? "La Souveraineté"? Un Québec indépendant et socialiste instituerait la planification économique dans les intérêts des Québécois, et contre les intérêts des monopoles qui violent nos richesses pour bourrer leurs coffres-forts aux quatre coins du monde financier. Comme une première étape essentielle, on se dirigerait vers la nationalisation sous contrôle ouvrier de tous les secteurs-clés des industries étrangères — qui constituer au moins 80 pour cent du capital au Québec. Un programme visant l'expropriation des capitaux étrangers pourra se développer logiquement d'une campagne nationale exigeant la parité des salaires avec Montréal, puis la parité des salaires entre les ouvrier québécois et leurs confrères ontariens. Les compagnies qui menaceraient de quitter un Québec indépendant seraient nationalisées.

La petite bourgeoisie met de l'avant sa revendication que le Québec ait une voix indépendante sur le plan international aux affaires culturelles. Une politique étrangère indépendante? Mais certainement. Pourtant, un Québec indépendant doit exprimer sa solidarité complète avec la révolution coloniale, avec le Vietnam, avec Cuba et tous les peuples luttant pour se débarrasser de l'emprise de l'impérialisme américain et de ses alliés. Un Québec indépendant et socialiste favoriserait l'aide et le commerce avec ces pays ainsi que tous les États ouvriers sur la voie du développement socialiste. II romprait avec les alliances impérialistes et s'allierait au bloc anticapitaliste.

L'unité avec les travailleurs du Canada anglais

Qu'est-ce que la lutte pour l'indépendance signifie pour l'avenir des relations entre les travailleurs québécois et leurs confrères anglo-canadiens? Si au cours des récentes années, la lutte ouvrière québécoise a tendu à se développer selon son propre rythme, plutôt qu'en harmonie avec le modèle d'unité organisationnelle croissante avec les ouvriers du Canada anglais, ceci est dû par-dessus tout à l'impact de ha question nationale au Québec. Aux effets radicalisants de la conscience nationale, s'est ajouté l'aliénation découlant du fait que le mouvement ouvrier anglo-canadien faillit à défendre le droit du Canada français à l'auto-détermination.

L'unité entre les travailleurs des deux nations ne se fera qu'à travers une lutte basée sur une compréhension commune que la nation québécoise a le droit de déterminer son propre sort, y compris le droit de se séparer si elle le désire. Aujourd'hui plus que jamais notre mouvement doit concrétiser ce droit à l'intérieur du mouvement ouvrier en défendant la revendication des syndicats québécois pour une plein autonomie au sein des structures syndicales pan canadiennes et internationales.

A cause de leur oppression nationale, les travailleurs québécois, à l'instar des Noirs et des Chicano aux États-Unis, ont déjà montré leur capacité à jouer un rôle d'avant-garde dans les luttes pour le socialisme qui se développent en Amérique du Nord. Le sentiment croissant pour l'indépendance du Québec constitue un autre grand pas en avant, en démontrant une compréhension grandissante de la part des travailleurs québécois du fait qu'ils ne sont nullement représentés dans les structures actuelles du pouvoir. Même le vote péquiste d'avril 1970 manifeste d'un façon déformée leur volonté de lutter pour l'indépendance en tant que classe sociale.

Pour les socialistes révolutionnaires, aller au-delà de notre défense de l'auto-détermination (pierre angulaire de notre position vis-à-vis de la question nationale) pour se solidariser dès maintenant avec l'appui pour l'indépendance, c'est jeter les bases essentielles de notre intervention dans le mouvement de masse à l'avenir. Héritiers des meilleures traditions et des acquis théoriques les plus avancés du mouvement ouvrier international, les cadres de la LSO/LSA sont destinés à jouer un rôle dirigeant dans les luttes à venir. Leur capacité, unique dans la gauche, de résister aux pressions populaires de capituler face au PQ, témoigne déjà de leur adhérence intransigeante aux principes révolutionnaires.

Deux nations, un seul parti de combat révolutionnaire

Notre appui a un Québec indépendant nécessite-t-il la formation d'une section québécoise de la Quatrième Internationale? L'un ne découle pas automatiquement de l'autre.

Notre programme pour la nation, l'auto-détermination (quant au Québec, l'indépendance politique) ne doit jamais être confondu avec notre conception du parti, le centralisme démocratique. La Quatrième Internationale n'est pas une fédération de partis nationaux et indépendants; c'est un parti mondial. Les intérêts de la classe ouvrière sont internationaux parce que la bourgeoisie qu'elle cherche à renverser, est organisée sur une échelle mondiale.

Cependant la bourgeoisie règne par l'entremise des États nationaux ou multinationaux. Donc le critère clé qui régit la division de notre mouvement international selon des sections distinctes, c'est l'orientation de la lutte dans une région particulière contre une seule structure d'État centralisée. Un critère secondaire qui justifie l'existence des sections distinctes se présente dans le cas des colonies externes où, à part les difficultés évidents de coordonner la lutte contre la bourgeoisie impérialiste à travers une seule organisation englobant les nationalités multiples, il y a également très peu de similitude quant aux structures politiques, traditions historiques, etc., les structures économiques de la nation opprimée n'étant pas assimilées structurellement à celle de la métropole.

Au Québec ainsi qu'au Canada anglais, la lutte est axée principalement contre la bourgeoisie canadienne, soit anglaise soit française, ainsi que leur État central avec son gouvernement à Ottawa. Tant et aussi longtemps que le Québec fait partie de l'État canadien, les révolutionnaires des deux nations ont tout intérêt à participer dans un parti de combat, unique et centralisé, parti le plus capable de coordonner notre lutte commune contre une bourgeoisie impérialiste centralisatrice qui domine les deux nations et se maintient au pouvoir en partie en cherchant à inciter et à exploiter des différences nationales entre les travailleurs des deux nations.

Nous appuyons un parti révolutionnaire unique au Canada, parce que nous nous basons sur l'expérience de notre mouvement international, en commençant par le parti bolchévique, parti qui réussissait à unir et a mobiliser les travailleurs de beaucoup de nationalités différentes, écrasées sous l'autocratie tsariste, pour réaliser la première révolution socialiste au monde. "Le bolchévisme," écrit Trotsky: *"repoussait purement et simplement le principe nationalo-fédératif de la structure du parti. Une organisation révolutionnaire n'est pas le prototype de l'État futur, elle n'est qu'un instrument pour le créer. L'instrument doit être adéquat pour la fabrication du produit, mais ne doit nullement se l'assimiler. C'est seulement une organisation centraliste qui peut assurer le succès de la lutte révolutionnaire même quand il s'agit de détruire l'oppression centraliste sur les nations"* (Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe,* Paris 1967, Tome 2, p.407).

L'argument ici contre un parti fédéré s'applique évidemment aussi contre un parti séparé dans une nation ou une nationalité où la lutte est axée contre un État opprimant, dont les structures politiques et économiques renferment la nation opprimée.

La justification d'un seul parti révolutionnaire basé sur les normes du centralisme démocratique se renforce dans le cas du Québec à cause de la similitude évidente entre les deux nations des systèmes politiques, des structures économiques, et des liens organisationnels qui existent déjà entre les travailleurs de ces deux nations.

Cependant, étant donné les tâches et les situations tactiques différentes qui se présentent aux camarades de chaque nation, nous devons être très flexibles quant aux structures du parti: particulièrement maintenant, la lutte au Québec s'orientant vers l'indépendance politique. Dans les cadres d'une même organisation révolutionnaire pan-canadienne, nous avons fait certaines adaptations à la dynamique indépendante et aux besoins particuliers de la lutte québécoise; par divers moyens tels qu'un nom distinctif pour le mouvement dans chacune des deux nations, la promotion consciente des cadres francophones dans noire direction, un comité de rédaction distinct pour notre presse francophone, des réunions conjointes du Comité Politique et des membres montréalais du Comité central, un droit de parole spécial sur les sujets concernant surtout le Québec, etc.

D’autres adaptations structurelles s’imposeront sans doute au fur et à mesure que la lutte progressera. En particulier, il faut dans la direction de la Ligue une collaboration constante et un échange d’informations et d’analyses sur l’actualité politique au Québec. Soulignons ici la nécessité de renforcer et d’élargir notre presse francophone durant la prochaine période.

A travers la combinaison dune appréciation sensible de la question nationale avec un engagement organisationnel des plus fermes, nous accomplirons notre objectif, la construction du parti puissant exigé pour renverser le pouvoir centralisé de la bourgeoisie canadienne et pour mettre les travailleurs des deux nations sur la vole socialiste.

Sur les alliances

Nos effectifs unis dans les deux nations ont joué un rôle vital dans les luttes qui se sont déjà déroulées au Québec. La LSO et la Ligue des Jeunes Socialistes sont intervenues activement dans le mouvement de masse pour l’école unilingue française, ainsi que dans le mouvement d’occupation des écoles et des collèges, et dans la lutte contre le Bill 63. Nos camarades anglo-canadiens ont parrainé une tournée de Raymond Lemieux (dirigeant de la Ligue pour l’Intégration Scolaire), à travers le Canada, et se sont battus de façon consistante au sein du NPD, pour la défense des droits du Québec. Les camarades des deux nations se sont faits les défenseurs acharnés des prisonniers politiques québécois.

Si l’essor du PQ a eu tendance de figer la lutte politique dans une impasse, le caractère explosif des contradictions sociales au Québec nous assure que cette stabilité apparente ne va pas durer longtemps. La prochaine période verra une reprise des mobilisations extraparlementaires sur une vaste étendue, quoique souvent s’inspirant des événements se déroulant a l’Assemblée nationale à l’exemple de la lutte contre le Bill 63. Il faut orienter notre mouvement pour qu’il puisse intervenir dans ces mouvements en tant que tendance dynamique et indépendante munie de son propre programme de revendications transitoires.

Une Québec libre dans un monde socialiste

En autant que le PQ se sent obligé de participer dans ces mouvements afin de ne pas perdre le contact avec sa base de masse, ceci signifiera nécessairement un travail de front uni avec des forces de classes hostiles. La LSO a déjà pris un tournant dans ce sens en intervenant à Montréal dans le Front d’Action politique (FRAP), groupement très large composé de syndicalistes, de péquistes, de comités de citoyens et d’organisations de gauche ayant comme but objectif de contester les élections municipales à Montréal.

Les révolutionnaires peuvent s’identifier avec des alliances multi-classe, et d’y travailler aussi longtemps que les organisations ouvrières, y compris les

syndicats et notre propre organisation, gardent leur liberté politique et organisationnelle complète y compris la liberté de critiquer publiquement la ligne politique des autres organisations dans l'alliance.

Puisque la lutte québécoise se dirige vers un niveau qualitativement plus élevé, sa défense au Canada anglais devient plus importante dans le travail de la League for Socialist Action et des Young Socialists. En nous solidarisant avec les revendications puissantes et anticapitalistes du mouvement de masse québécois, nous allons populariser plusieurs aspects de notre programme révolutionnaire. Notre appel pour un gouvernement ouvrier au Canada anglais n'en est pas le moindre aspect.

La dimension internationale

La lutte nationale québécoise fait partie d'un phénomène international. II n'y a presque pas de pays capitaliste important aujourd'hui qui ne soit pas touché par le développement de puissants mouvements nationaux parmi les peuples opprimés en son sein. Ce développement, imprévu par Marx, était partiellement anticipé par Trotsky dans sa fameuse théorie de la révolution permanente. Selon cette théorie, réaffirmée maintes fois en pratique, des nations relativement arriérées peuvent sauter directement au socialisme, résolvant à travers un gouvernement ouvrier les tâches bourgeoises traditionnels telles que l'indépendance, la révolution agraire, etc.

L'autre côté de la médaille de la théorie de la révolution permanente, est qu'à l'époque de l'impérialisme le retard de la révolution socialiste dans les pays impérialistes avancés a entrainé une renaissance et une remontée de tendances nationalistes parmi des peuples supposément supprimés une fois pour toutes en tant que nation par le capitalisme ascendant. Parce que ces nationalités et nations opprimées sont composées en écrasante majorité de prolétaires, leurs luttes se revêtent d'une dynamique qui leur est propre et qui ajoute une nouvelle dimension significative à la lutte de classe à travers tout le pays.

Le Québec a maintenu son identité nationale au long d'une histoire ininterrompue de siècles de domination par les pouvoirs étrangers: les Québécois sont en effet, de tous les peuples qui colonisaient cet hémisphère, le seul à n'avoir même jamais gagné son indépendance politique formelle. Aujourd'hui, l'essor d'un fort sentiment nationaliste et du mouvement indépendantiste dans cette nation, avec son territoire, sa langue, ses coutumes, des traditions historiques qui lui sont propres (et surtout un prolétariat qualifié) ont mis à l'ordre du jour la révolution socialiste dans un secteur majeur de État canadien et de l'économie capitaliste nord-américaine.

La position stratégique du Québec sur les plans géographique et économique veut dire que sa révolution, à la fois nationale et socialiste, aura un effet radicalisant très puissant sur les travailleurs au Canada anglais et constituera donc un grand pas en avant vers le renversement du capitalisme sur tout le continent.

Cet aspect international de la lutte a toujours guidé nos perspectives. Marx luttait pour l'indépendance de l'Irlande, mais ajoutait qu'après la séparation (de l'Angleterre), il pourrait s'ensuivre la fédération. L'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky a mis de l'avant le mot d'ordre des États-Unis Socialistes de l'Europe pour concrétiser la forme des relations qu'elle prônait parmi les États ouvriers suite a l'extension de la Révolution russe en Europe occidentale.

Si, en inscrivant sur leurs bannières la revendication de l'indépendance politique, les travailleurs avancés du Québec ont montré leur capacité de combat, il y a d'ailleurs toute raison pour un Québec indépendant et ouvrier de lier sa lutte avec celle des ouvriers de toute l'Amérique du Nord, autour d'un concept semblable. Donc, a la proposition de René Lévesque qui nous promet une séparation, puis un marché commun capitaliste, qui maintiendrait l'oppression des Québécois, les socialistes contrepose le mot d'ordre des États-Unis Socialistes de l'Amérique du Nord – c'est-à-dire, un Québec libre dans un monde socialiste.

(fin)

labor Challenge
#15 Sept 1970

FLP quits mass action, favors 'urban guerrilla'

The Front de Libération Populaire (FLP), a principal organizer of many of the mass nationalist demonstrations in Montreal during the last two years, has taken an important strategic turn. It recently announced it is abandoning mass actions for an "urban guerrilla" strategy based on "harassing actions by groups of five or six people."

The FLP move followed the breakup by police of their anti-Confederation demonstration July 1. Concluding that demonstrations are impossible, the FLP said it was now necessary to "orient toward new forms of action of the type used by the Lapalme employees to fight their layoffs."

Isolated by lack of support from the CNTU union leadership the Lapalme workers conducted a struggle of great militancy against the Post Office's moves to destroy their jobs.

In the August issue of La Lutte Ouvrière, which reflects the views of the Ligue Socialiste Ouvrière, Alain Beiner notes that the FLP orientation "put in question the role, the value and the reasons why we hold mass demonstrations and other mass actions (strikes, rallies, picket lines, civil rights campaigns, etc.). And this question opens up a more fundamental debate — how and with what force are we going to change society?"

The FLP, he says, "is the Quebec expression of ultraleftism. The FLP relies on spectacular actions — violent and illegal demonstrations, window breaking, 'urban guerrillas,' commando groups, etc. The announcement of the July 1 demonstration in the FLP paper La Masse was accompanied by photos of machine guns and gas masks."

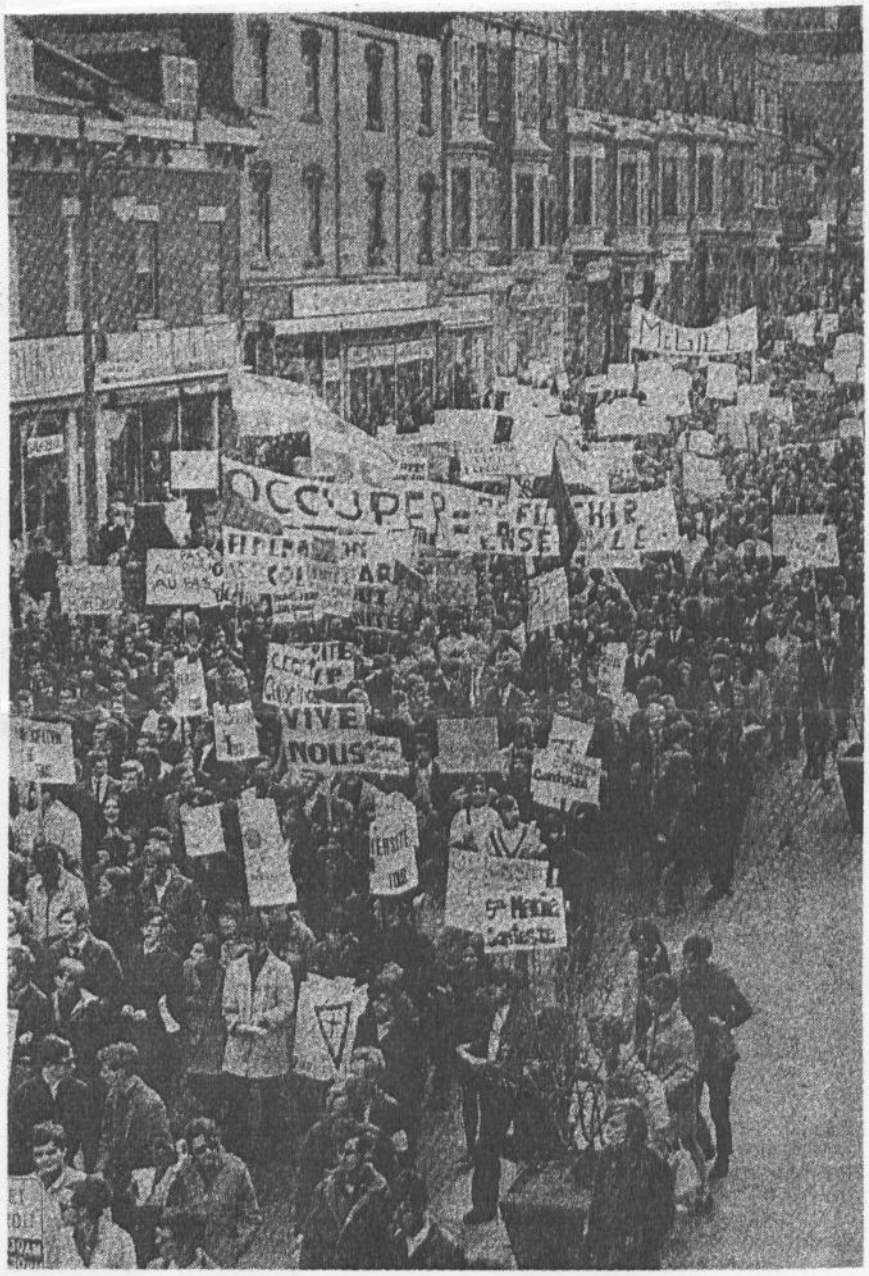
This adventuristically conceived action drew only 400, and was easily dispersed by police.

"Such confrontations can only pull together people who are already radicalized and cannot convince the broad masses of the population of the justice of the demands advanced. Their basic aim is not to build a mass movement, but to frighten the bosses through violent acts."

This ultraleft abandonment of a mass perspective, the La Lutte article notes, while appearing very radical, may have some curious results. For instance, the FLP refused to participate in the recent Quebec elections on the grounds that it would mean playing the bourgeoisie's game. But this abstention left the door open for the Parti Québécois, a bourgeois party, to pick up a large number of radical and working class votes. "The PQ sweep in the Quebec left was so profound that the FLP had to cancel its 'anti-electoralist' demonstration of April 24, for lack of support. Many FLP members capitulated to the pressures and voted PQ."

Revolutionary socialists, La Lutte says, must seek to build broad movements which can mobilize masses of people in struggle around issues that they understand. "It is through their participation in actions around precise questions — Quebec independence, French unilingualism, or women's liberation, for example — that the masses are beginning to question the whole system, to see the links which exist between all these questions and, in fact, to radicalize. This general strategy involves the use of any means which allow us to speak to the masses, as long as those means don't compromise our principles."

Without a mass perspective, the article concludes, "you are only playing with revolution."



HOW TO FIGHT ESTABLISHMENT. Police didn't harass demonstration of 10,000 students which climaxed massive 3-week occupation of Quebec junior colleges in 1968. Groups like FLP (article at right) which have attempted to confront cops with small, adventurist actions only succeed in exposing isolated militants to victimization.

Ottawa's aid to U.S. war industry

page 5

labor Challenge

Vol. 1, No. 18 October 19, 1970 15 cents

Labor bid in Montreal election page 3

Women in Cuba page 4

Ont. NDP moves left page 8

Hoist prices, block unions, says Trudeau spokesman

by Mark Gans

First prize this week for contributing most to inflation goes to, of all people, Prices and Incomes Commission chairman John Young — the government's very own inflation fighter.

Young made food price increases a virtual certainty when he flatly declared that wage gains won this month by supermarket clerks would "obviously" be passed on to consumers by the food stores.

His statement showed that the Commission has become in effect a licensing agency for virtually unlimited price increases.

What prompted Young's statement was the smashing of his precious 6 percent guidelines by the supermarket workers who won an average yearly wage increase of 11 percent.

The average woman grocery store worker, if she's in the union — now earns about $108 a week before taxes. The new contract will give her $27 a week more, gross, over a two-year period.

Wages for men (in keeping with the government's "equal pay law") will remain $20 a week higher.

In his bitter attack on the grocery clerks, Young implied that the major food chains should have locked out the workers rather than accede to the demands of the three unions which negotiated on their behalf. Coming from Young, the proposal is not surprising. He's on record as regarding the $2 an hour worker as relatively well paid," despite the fact that the wage is 20 percent below the poverty line drawn by the

See page 2

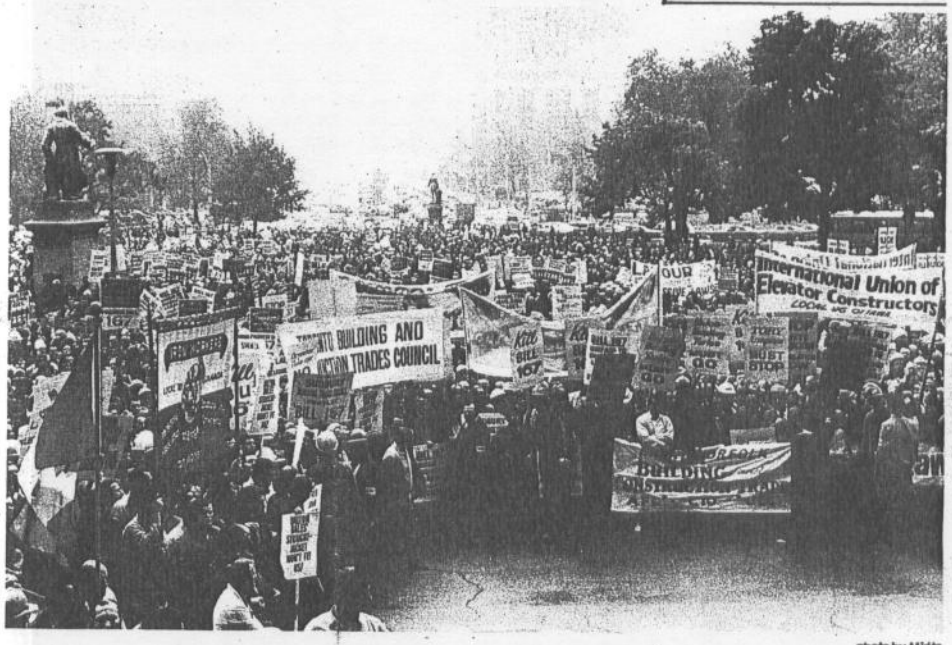


photo by Alritz

20,000 'hardhats' blast Ont. antilabor bill

Close to 20,000 building trades workers shut down the Ontario construction industry and massed at Queens Park October 14 to protest anti-labor legislation the Tory government has introduced. The bill, which follows Rand commission proposals, would hinder certification of construction unions, outlaw wildcats and interfere with the internal functioning of the unions. The militant rally booed Tory and Liberal speakers and lustily cheered the message of solidarity from NDP leader Stephen Lewis.

Why Quebecois support FLQ demands

"The real responsibility for the kidnappings of James Cross and Pierre Laporte lies not with those who committed them, but with the monopolists, the exploiters who are repressing the Quebec nationalist movement," says Manon Léger, socialist candidate for mayor of Montreal, in statements issued on behalf of the Ligue Socialiste Ouvrière, the Quebec Trotskyist movement.

Explaining that the LSO does not support terrorist actions and regards them as a blow to the cause of socialism, Léger has sharply attacked the FLQ's methods.

The LSO leader slammed the repressive

→ P. 2

x, the ebec's do for lential

d the a both ike a weak- o take ortant orried ooks of

ngs in f "law

in the — the every unem-

ployment, poverty, the constant violation of their most elementary rights, including the right to work in one's own language.

Only when control over the factories, the resources, the schools has been given back to the Quebecois will there be an end to violence in Quebec.

"The real initiators of violence in this system," says Manon Léger, are revealed in "the criminal conduct of the ruling class in their support of the genocide of the Vietnamese people, and in their no less hidden support for the recent bombings of the Palestinian refugee camps."

The present rulers of Quebec are guilty of mass violence in their opposition to the entirely legitimate movement for national rights of the Québécois.

"When thousands of Québécois demonstrated in support of their legitimate national rights, what was the response of the governing circles?" the

See page 7

measures being invoked on a wide scale against the entire Quebec left by the authorities in the wake of the kidnappings. Hundreds of persons have been arrested and held without charges for hours, even days.

The offices of FRAP, the trade union-supported political party that is running for office in the civic elections, have been raided repeatedly — as much as three times in one day. Robert Lemieux, the lawyer who has defended many of Quebec's political prisoners, was held incommunicado for over a day without charges and his confidential files have been seized by the police.

Prime Minister Trudeau, trying to defend the unprecedented mobilization of the army in both Quebec and Ottawa, sounds curiously like a Canadian version of Spiro Agnew. "It's only weak-kneed bleeding hearts who aren't prepared to take these methods," he insisted. "It's more important to keep law and order in society, than to be worried about weak-kneed people who don't like the looks of an army."

The capitalist politicians and their hirelings in the mass media treat the problem as one of "law and order."

But the roots of the current crisis lie in the national oppression of the Quebecois people — the violence that is visited upon them every day, every hour by capitalist system in the form of unemployment, poverty, the constant violation of their most elementary rights, including the right to work in one's own language.

Only when control over the factories, the resources, the schools has been given back to the Quebecois will there be an end to violence in Quebec.

"The real initiators of violence in this system," says Manon Léger, are revealed in "the criminal conduct of the ruling class in their support of the genocide of the Vietnamese people, and in their no less hidden support for the recent bombings of the Palestinian refugee camps."

The present rulers of Quebec are guilty of mass violence in their opposition to the entirely legitimate movement for national rights of the Québécois.

"When thousands of Québécois demonstrated in support of their legitimate national rights, what was the response of the governing circles?" the

See page 7

... Quebec kidnappings

Continued from page 1

LSO asks. "After McGill Francais, after Bill 63, haven't Bourassa and Co. shown their violence?"

"They are trying to use the kidnappings as a pretext to blame their own violence on the FLQers," Leger charged. Only three months ago, the Quebec National Assembly passed a bill, ostensibly to control dynamite, that allows police to raid any premises without a warrant.

Last year, the Drapeau administration rammed through a bylaw giving the city's executive committee the power to ban any and all demonstrations in advance — later ruled unconstitutional by the courts. How can these capitalist politicians pose as defenders of democracy?

Invoking the kidnappings, Drapeau has cancelled all his election appearances, and has suggested that all who support revolutionary change in Quebec should be suppressed. "Is Drapeau putting in question the very legitimacy of the socialist mayoralty campaign?" Leger asks. "My candidature speaks to the needs of the mass of the Montreal population. What I propose is the overthrow of the present bourgeois administration by a democratic administration responsive to the working masses. Does this mean that Mr. Drapeau will send his police on illegal searches at my place, as he has permitted among so many Quebecois whom he 'suspects of being revolutionary'?"

"The terrorist acts of the FLQ flow from the impatience, the frustration and the despair provoked by the actions of Drapeau and Co."

"Although I do not believe in the methods of the FLQ, we must recognize that the violence of this society gives rise to such terrorist acts. . .

"To overthrow the system, it is not a question of kidnapping someone or threatening him with death; the ruling class can always find another man. . .It will only be done through the intervention of the Quebec masses, conscious of the necessity to do away with capitalism.

"We of the Ligue des Jeunes Socialistes and the LSO are using the civic elections in that sense as a means to acquaint the mass of the population with the socialist program.

"STOP THE REPRESSION!

"FREE THE POLITICAL PRISONERS!"

Quebec – In Defence of unlingualism

Rightists lead foes of LIS

by Richard Dumont

(from Workers' Vanguard, October 1969)

In bringing charges of sedition against the leaders of the Ligue pour 1'Intégration Scolaire (LIS), the movement for an all-French school system in Quebec, the Union Nationale government broadcast its determination to smash the French unilingualist movement.

It has the full support of the other major capitalist party. Liberal MLA Emilien Lafrance, a former minister in the Lesage government, expressed the sentiments of all the capitalist politicians as he donated $25 to a fund seeking support for English schools. Lafrance dissociated himself "from the idiotic and fanatical action of this little clique of racists and anarchists, the Lemieux, Chartrands, and their allies" who are "transforming our little Quebec oasis into a second Cuba . . ."

The establishment's attack has found a curious echo in the Communist Party. In vicious articles which turn the facts upside down and stand reason on its head, the CP papers *Canadian Tribune* and *Combat* condemn the St-Léonard demonstration as "chauvinist," "ultra-nationalist," a "betrayal of Quebec's people," and accuse Raymond Lemieux and the LIS of "serving only the cause of reaction." *Combat*'s account, which never gets beyond the level of simple stupidity, describes the supporters of a French school system as "hoodlums and vandals."

Neither paper mentions anywhere the serious criminal charges against the LIS leaders, nor the role of the cops in breaking up the demonstration. Instead, *Combat* has the police actually **aiding** the demonstrators, while the *Tribune* whitewashes the authorities with the scandalous claim that Lemieux provoked the cop attack, and the suggestion that the partisans of unilingualism are somehow "allies" of the government in its spreading campaign of attacks on the trade unions and democratic rights.

The CP journals completely distort the Quebec government's position on unilingualism. The *Tribune* article notes that the minister of education "has endorsed the decision of the (LIS-dominated) St. Leonard school board" making French the language of instruction — but neglects to add that the government was forced to do so only after its repeated attempts to overthrow the decision had failed in the face of mass demonstrations of public opinion favoring unilingualism. The Quebec government, like the Communist party, is an inveterate opponent of a French-only school system throughout Quebec.

Combat virtually pretends that the language crisis doesn't exist except as a creation of the government, while the *Tribune* acknowledges its existence — only to dismiss the problem with the suggestion that the Québécois demand that French be made the operational language in Quebec is the same "kind of deception" as the federal government's token recognition of French in English-speaking areas!

Neither article makes any attempt to enlighten us on the reasons for the Communist Party's hysterical opposition to unilingualism. The CP's position can be found, however, in its brief to a committee of the Quebec legislature earlier this year. It called for recognition of French as "the principal and general language in Quebec," but added: "We are equally opposed to all forms of discrimination and of coercion, such as the policy of unilingualism . . . We consider as anti-democratic any effort to deprive parents of the right to have their children educated in the .language of their choice."

Since the CP presumes to speak in the name of Marxism, the theory-of scientific socialism, it is worth examining what is wrong with this "democratic" position.

In the first place, it ignores the existing relationship of forces between the French and English languages in Quebec. The French are a majority in Quebec, but a minority in Canada as a whole, and a tiny minority in North America. They are an oppressed minority, with little political power and virtually no economic power, since most industry in Quebec is owned by American and Anglo-Canadian — English-speaking—capital.

You can learn a lot about a movement just by knowing who opposes it.

Take, for instance, the two leading opponents of the movement for a universal French school system in Quebec — Justice Minister Rémi Paul and Robert Beale, president of the St. Leonard English-speaking Parents Association.

Justice Minister Paul told a press conference September 17 that people who suggested he was a disciple of Adrien Arcand, Quebec's war-time fascist leader, were "poorly informed." He had never belonged to Arcand's National Unity party, Paul said, although during his election campaigns he had sometimes visited Arcand to give him his regards.

"And even if I had been (a member of his group), I would not be ashamed of it and I would have preferred him to other parties," Paul added. Arcand "was a great nationalist."

"A Fascist?" "Perhaps."

Like Rémi Paul, Robert Beale, too, is a "nationalist" of a somewhat different stripe than the Ligue pour 1'Intégration Scolaire. He has founded a new political group, CURE, which stands for Canadian Unity Rights and Equality.

Beale is keeping CURE on ice for the time being, while he puts his cards on the "law and order" candidate for the Quebec Liberal leadership, Claude Wagner. "He's a remarkable man," Beale says of Wagner. "I like the way he ran the justice department. I know people say things about him. But I'll tell you one thing, if faced with terrorism he would act immediately."

This fact, together with postwar developments such as a surge of industrialization and urbanization, the fall in the birth rate and a dramatic rise in immigration from non-French speaking countries, has meant a steady alarming decline in the status of the French

language and culture.

By legalizing the use of the English language in Quebec, official bilingualism has absolved business from learning or using French — with the result that knowledge of a foreign language, English, has more and more for French Canadians become a necessary condition of employment.

Clearly, if ownership of the industries and resources of Quebec were to be vested in the hands of the vast majority, the French Canadians, through nationalization under a workers government, the threat to the French language and culture would cease to exist. But it is no less true that the vast majority of the Québécois do not at present understand the necessity for such a transformation in class relations. Quebec does not even have a labor party.

The Québécois do, however, understand very well the dangers threatening the continued existence of the French language — the basis of their national identity and consciousness—and they are prepared to do whatever is necessary to protect it. Some have met the problem by moving against the system at a vulnerable spot, in entering elections for the local school boards, which still have the power to determine the language of instruction. This happened first in St-Léonard, *(a Montreal suburb –ed.)* where the problem was sharply posed by a tremendous influx of immigrants demanding, and getting, English schools.

To oppose the St-Léonard action on the grounds that innocent victims, the immigrants, were thereby deprived of their acquired rights, is to place responsibility for the situation on those who have finally moved to defend their majority rights, rather than the real culprit – the Quebec government, which has failed even to legislate the most minimal protection of the French language.

Moreover, to get hung up on arguments about "minority" rights is to ignore the real relationship of forces in Quebec — the powerful domination of English capital, and the accompanying anglicization.

Because the struggle for a French Quebec is a struggle for the very survival of the French Canadian nation, it deserves the fullest support of every partisan of national self-determination. But the struggle for an all-French school system has proved to have further significance in its capacity to bring the Quebecois to an understanding of the role of the French Canadian bourgeoisie and its government in Quebec as a tool of Canadian and U.S. monopoly capital.

To understand that role is to understand the necessity to change the system, to wrest control of the economy from the monopolies that alone benefit from the humiliation and subordination of the French language and nation in Quebec, the national homeland. That is why the capitalists oppose the unilingualists' demands.

The issue of a unilingual school system has proved also to be a major point of division

between the left and right wings of the nationalist movement. The moderate petty-bourgeois forces around René Lévesque oppose unilingualism and fear its explosive implications.

The Communist party, by relegating the language question to the realm of "democratic" demands, ends up with a program that differs not at all from that of the bourgeois parties. Its key demand in St-Léonard — "that where ten percent of the parents in a school area request a school or classes where the principal language of education be English, that this right be granted" (*Tribune*) — is a carbon copy of the recommendations of the federal government's royal commission on bilingualism and biculturalism!

Tolerant toward the vested rights of the English minority, the CP shows a quite different face to the mass movement in defense of the long-suffering majority. For the CP, the oppressor nation becomes the oppressed. Anything goes in its venomous attack on the LIS, an attack that itself verges on English Canadian chauvinism or, in the case of its few French spokesmen, an Uncle Tom attitude.

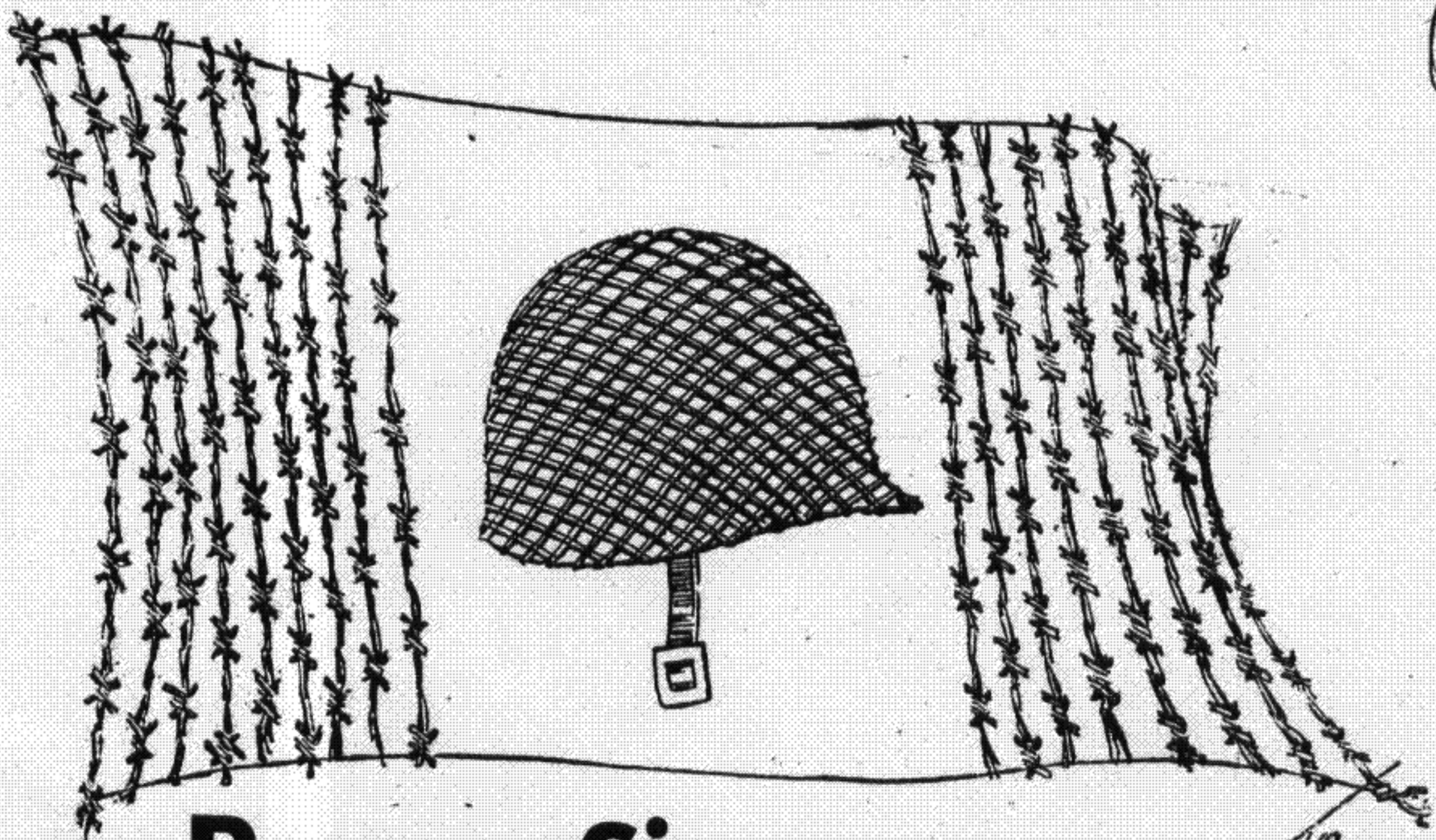
The fight for French schools has taken Quebec's national struggle to a new plane. In opposing itself to the inspiring, profoundly democratic struggle initiated in St-Léonard, the CP has once again confirmed its own irrelevance to the new generation of progressive youth.

1970-WMA

NOV. 13

Day of Protest Against Repressive Legislation

62



featuring **Penny Simpson**

held incommunicado for 6 days, campaign treasurer for Manon Leger, socialist candidate for mayor of Montreal

and other speakers

FRI. 1PM

Hart House Debates Room

This meeting is part of the Nov. 13 cross-Canada Day of Protest which was called by a meeting of 28 student union presidents in Winnipeg, Oct. 30, and by le Comite Quebecois pour la defense des libertes.

among the sponsors

The Student Administrative Council
Rod Hurd, President, Student Administrative Council
Larry Hoffman, President, Graduate Student Union
Wayne Roberts, Eexcutive, Graduate Student Union
University of Toronto Young Socialists
George Addison, Vietnam Mobilization Committee
Susan Garber, c.c. U of T Women's Caucus
Elliot Rose, Professor of History
Bill Dyer, Law Union
Chandler Davis, Professor of Mathematics
Jim Prentice, Professor of Physics
Third World Club

organisations listed for purposes of identification only

for further information phone 363-9618

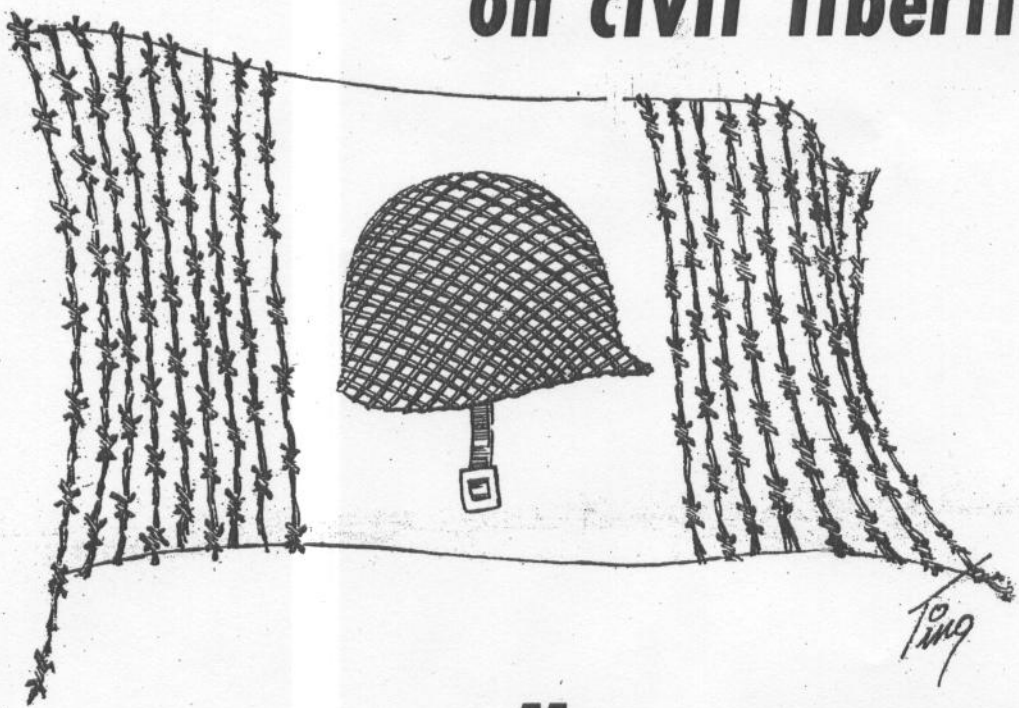
lative peoples'
rogram for power
page 4

leeded: a strategy
o beat GM
page 3

labor Challenge

Vol. 1, No. 19 November 9, 1970 15 cents

Halt Trudeau's assault on civil liberties !



Mass movement or the individual act?

page 10

Special reports: ● from a Quebec jail ● the mounting protest

ny Simpson, addressing mass meeting of 1,000 students at Memorial University, St. John's, Nfld. She called for protest against the War Measures Act d the repression in Quebec. See story, page 12.

labor Challenge
#19 Nov 1970

Victim of Act on tour

Penny Simpson, one of the first Montrealers to be victimized by the sweeping arrests under the War Measures Act, spoke to over 1,000 students and faculty at Memorial University in St. John's, Newfoundland yesterday.

Her talk was part of an extensive speaking tour against the Act in the Maritimes and Central Canada. Following her speech, the meeting decided to form a broad committee representative of the community to oppose the War Measures Act.

Simpson's tour has taken her to meetings and TV and radio appearances in Halifax and St. John's and will continue to Fredericton, Mancton, Ottawa, Cornwall, Kingston, Peterborough, Sudbury and several Southwestern Ontario centers.

Earlier, in Halifax, her meetings included a speech to 100 sponsored by the Dalhousie University law society and a meeting of 50 organized by the Dalhousie Young Socialists. At Kings College she spoke to over 100 and to another 60 at St. Mary's College.

Simpson was arrested in a pre-dawn raid of her apartment October 16 and held incommunicado for six days. At the time of her arrest she was the treasurer of the socialist campaign of Manon Leger for mayor of Montreal.

Simpson's work as an activist for the Quebec women's liberation movement received wide publicity during last April's Quebec national elections after she confronted Premier Robert Bourassa, in a mass meeting, on the issue of abortion.

Simpson is also known as a leader of the Montreal Ligue des Jeunes Socialistes. She is the first of the over 400 arrested victims of the War Measures Act to take the case of the Quebecois nationalist movement and the fight against the War Measures Act to English Canadian audiences.

Further details on her tour can be had from: War Measures Act Tour coordinator, 198 Robert Street, Apt. 5, Toronto, Ontario.

Special issue boosts sales, now follow up with subs

by Peter Sharpe

Canada-wide Sub Drive Coordinator

The response was unprecedented! We printed 1,000 extra copies, but three days after it was off the press the special edition of Labor Challenge on the War Measures Act was sold out.

We met Trudeau's attack by redoubling our efforts to spread the truth about the Québécois struggle, and the meaning of the War Measures Act. And now the second run of 3,000 in turn is almost gone.

The challenge is now to bring our Labor Challenge subscription drive up to its goal by selling subs to the new readers we have been meeting, so that they can read the real story of the struggle against Trudeau & co. on this and other issues in the months to come.

Individual copy sales shot up during the crisis — but subscriptions lagged behind. Our scoreboard shows the standings up to press time, November 4. The cross-Canada total is still well below our target, but most areas are confident they can reach their quota.

In fact Beaver Harbor is already over the top!

The capitalist press has given us a real lesson in censorship these weeks, depriving us of the truth about the struggle against the War Measures Act, and the real reasons for its imposition, at the very moment we need it the most.

Complete the subscription blank on this page and send it along to us with $1.00. We will rush you the special edition of Labor Challenge and keep it coming to your home for four months. You'll see how indispensable it is — and subscribe for a year at $3.00.

AREA	QUOTA	NEW SUBS	%
Beaver Harbor	5	9	180
Toronto	500	308	62
Vancouver	300	181	60
Montreal	25	10	40
Sudbury	5	2	40
Richmond Hill	15	5	33
Kitchener	50	16	32
Fredericton	25	8	32
Edmonton	75	23	31
Hamilton	50	15	30
St. Catharines	50	15	30
Winnipeg	50	10	20
Saskatoon	35	7	20
London	25	5	20
Ottawa	100	7	7
Orillia	25	0	0
Halifax	10	0	0
Brandon	5	0	0
General	150	35	23
GOAL	1500	656	44

labor Challenge #19 Nov 1970

7,000 votes for Léger

LSO used campaign to fight war measures

by John Riddell

There was a torrent of applause from the crowd of 2,000 when Manon Léger stood up to speak at the Montreal teach-in on the War Measures Act, October 28.

It was recognition of the importance of her candidacy for mayor of Montreal in helping to rally the opposition to the war measures, and the leading role of the Ligue Socialiste Ouvrière, through her campaign, in beginning to reestablish democratic rights abolished or called into question by the police state law.

The imposition of war measures brought political life to a temporary standstill in the campuses and on the streets of Montreal. For the Léger campaign however, it was the signal to move into high gear, into an intesive week of campaigning that was to lead up to a picket of the "Black Watch" army barracks in downtown Montreal October 24.

Sweeping indiscriminately across the left, the war measures dealt the LSO campaign heavy blows. Penny Simpson, treasurer of the campaign, and Arthur Young, publicity director, were among the first arrested. They were not released until the eve of the election. Other supporters homes were raided.

The press reported a police order forbidding possession of political leaflets, and normal means of printing radical literature were blocked. Léger found her campus meetings cancelled, her radio and TV appearances censored, in fact all normal means of political activity called into question.

Léger's response to the War Measures Act, released the day after Laporte's death, was a slashing attack on the law and the complicity of Mayor Drapeau in its imposition. She termed the act "a ferocious assault against the entire labor movement, student movement, and the Québécois nation."

A vote for Léger, the statement continued, is a vote "against the War Measures Act, against the occupation of Quebec, for freedom to all victims of the act and for liberation of Quebec."

It was distributed on many Montreal campuses, where it was the first leaflet against the War Measures Act to be circulated.

Victor in defeat! Manon Léger, socialist mayoralty candidate, was applauded vigorously when she addressed teach-in on War Measures Act at the Université de Montréal.

Distribution of the main election leaflet proceeded the following week. "City hall to the wage-earners," it read. "For a French Montreal in an independent and socialist Quebec. For the democratic right of Montrealers to run their own affairs."

Election meetings were organized, despite some continuing administration obstruction, in both French and English campuses. The general public was invited to hear Manon Léger at an open "press conference" at the campaign headquarters.

While other publications suffered an extensive de facto censorship, La Lutte Ouvriere, whose editor, Arthur Young, was still imprisoned, came out October 23 with a full scale attack on the war measures law and an appeal for the struggle for democratic rights.

"Immediate withdrawal of federal troops," the front-page headline read. "Revoke the war measures law. Free the detained. End police repression. End this situation which is making a farce of the civic elections. End terrorism by giving Québécois their democratic rights. Vote against the repression — vote FRAP and Léger!"

Ten thousand copies of the special issue have been distributed on campuses, at meetings, in the streets.

The next day, soldiers on guard outside the "Black Watch" barracks at Bleury and Ontario streets were surprised to find the armories being picketed by LSO members carrying signs demanding the withdrawal of federal troops, and an end to police repression. They were distributing La Lutte Ouvriere and Leger election literature to passers-by.

After about an hour the police arrived and ordered seven Léger supporters off to the station. But they were not held under the War Measures Act — another important precedent established by the campaign. After two hours detention, they were informed they were to be charged only under an obscure by-law forbidding the wearing of partisan ribbons, colors or banners within a week of the election.

Manon Léger's vote of 7,180 attracted considerable notice — it was a quarter of the total distributed among five opposition mayoralty candidates, one of whom was a fairly well-known bourgeois politician.

"It was a real farce," Léger commented election night. "Mayor Drapeau won by conducting a campaign of terror. He can't claim these elections give him any democratic mandate.

"As for our campaign? We got the socialist alternative better known to workers and students of this city.

"We made our campaign against the War Measures Act the focus of my candidacy, explaining the crisis, voicing the call for repeal of the act, and helping to reestablish in action our democratic rights. This is why our campaign was so vital, and so successful."

labor Challenge

Why the war measures?

by Arthur Young

MONTREAL — What moved the Trudeau government to invoke the dictatorial War Measures Act?

It was not humanitarian considerations. Ottawa's abrupt intervention virtually ensured the death of Pierre Laporte.

In proclaiming the Act, the government declared that Canada was on the verge of an insurrection. Trudeau and others have argued this in parliament. Jean Marchand, one of his leading ministers, went even further, claiming that the Front de Libération du Québec "is able. . .to make life impossible in the province of Quebec."

He alluded to its presence in "every place where important decisions are taken" in Quebec. In Vancouver, he charged that the Front d'Action Politique (FRAP), the labor-backed opposition to Mayor Drapeau in the Montreal election, was but a front for the FLQ.

Drapeau, for his part, spoke of a "provisional government" that was to seize power from Quebec premier Bourassa, thereby paving the way for a revolutionary regime. Trudeau buttressed his statement.

However, no evidence has been produced to support these wild allegations. This is not surprising, for no evidence exists. The governments are thrashing about for excuses, while covering up their real motives for invoking the War Measures Act.

A firm determination moved Trudeau the federal cabinet. They would not yield to the FLQ, whatever the price. To do so would be to weaken the political authority of the central government.

Freeing the political prisoners as demanded by the FLQ would be a victory for the FLQ and invite further terrorist actions of this character. Even more important for Ottawa was the fact that revolutionary terrorism is spreading on a world scale. The Canadian ruling class, conscious of its international responsibilities, agreed with its imperialist partners that no deals could be made. Quebec was to provide the example for the world of this new hard-line approach.

The uppermost consideration in the strategy of Trudeau and Bourassa alike throughout the crisis was to refuse to grant the FLQ demands, to stall for time, and to step up police raids and arrests, hoping to discover the FLQ hideouts.

But this strategy reckoned without the impact in Quebec of public reaction to the kidnappings. Profound nationalist feeling was inclined to regard the crisis as a Quebec problem, to be dealt with by the Québécois, not the federal government. Moreover, the FLQ Manifesto, which articulated many popular grievances against the Anglo-Canadian Establishment, met a favorable response from many Québécois. Instead of showing hostility to the FLQ, they seized the occasion to express their disgust with the status quo.

The FRAP, the Montreal Central Council of the Confederation of National Trade Unions, substantial labor organizations representing thousands of working people, pronounced themselves in favor of the political aims of the FLQ — national liberation, workers power. Meetings protesting the government's "no-concessions" stand were held in many schools and colleges. It is said that over half the callers to the "hot-line" radio shows in this period blasted the government's stand.

A mass disquiet was beginning.

The authorities, recalling the massive demonstrations against Bill 63 last year, wondered how they could crush the militant nationalist movement if it took to the streets and at the same time deal with the FLQ.

The dramatic second kidnapping, of Pierre Laporte, enormously increased the onus on the Quebec government to act in the crisis, and placed it under intolerable pressure to yield to the FLQ demands. All three trade union federations, leading professors, Parti Québécois leader René Lévesque, newspaper publisher Claude Ryan and numerous other influential figures all came out in favor of negotiating with the FLQ.

There can be no doubt that their demands expressed the sentiment of the **overwhelming majority of Québécois. The** Quebec government was becoming thoroughly isolated and discreditied among the Quebec population. The Bourassa cabinet was split, with perhaps the majority wishing to negotiate Laporte's release. Ryan, who was in a position to know, says he thought the Bourassa government might disintegrate. He and his friends wanted to save it.

Trudeau decided to strike decisively. By deliberately escalating the crisis, he could force the Bourassa cabinet back into line and retake complete hold of the situation.

A secondary consideration in Ottawa's thinking was that quick action in the crisis could be used to strike a blow at the entire Quebec nationalist and left movement. Trudeau was encouraged in this by Mayor Drapeau, who was seriously worried by the challenge he was facing from the FRAP in the civic election campaign. Bourassa and the Liberals, too, had every reason to welcome a hard blow at FRAP and the independentists.

And so, the atmosphere having been carefully prepared by the entry of troops into Ottawa on October 12 (two days after Laporte's kidnapping), and into Montreal on October 15, an "apprehended insurrection" was discovered simultaneously by the Montreal and Quebec City authorities early in the morning of October 16.

No doubt they hoped, through the massive police-military repression, to find and liquidate the FLQ. They also hoped, through the jailing of the left and the de facto censorship of all the news media, to end any possibility of a mass nationalist movement taking to the streets during the crisis, and to lay the basis for more enduring legislation which could be used in future to harass, intimidate and repress the independentists.

But, despite the massive manhunt, the police have yet to find James Cross. They have yet to break up any of the FLQ cells. The government's credibility has been damaged.

In the process, the Quebec government has been decisively weakened. In time of crisis, its impotence as an independent force was bared for all to see; the decisive moves came from the federal government and its army which now occupied the nation. What better expression of Quebec's oppression!

However, the crisis has weakened the left, certainly in the short term. Drapeau succeeded in preventing FRAP from gaining even a single seat on the Montreal council; many radicals are still jailed. The adventurism of the FLQ has given the government a perfect excuse to enact its new repressive legislation.

For the bourgeoisie, Quebec is a giant powderkeg. Only the massive, profound contradictions flowing from the national oppression of the Québécois, could explain how an incident as bizarre as these two kidnappings could blow up into a crisis of such immense proportions.

Editor jailed for week, quer on views

by Arthur Young

"What do you think of our society?"

"What does socialism mean?"

"You can't change human nature; there'll always be criminals and lazy people who don't want to work."

"If you're a socialist, then do you support the FLQ?"

I was in a small room talking to two well-dressed men. It was the kind of political discussion every socialist has had with hundreds of people. With one exception.

My two interlocutors were cops, and they'd started the conversation by telling me if they weren't satisfied with my answers, I could stay in jail for three months. "The Bill of Rights no longer exists," one of them had loudly proclaimed.

I had already been in jail several days before this discussion. And I was to spend several more days behind bars — a week in all, supposedly on suspicion of supporting the FLQ.

But in this, the only time the police took the trouble to question me, they asked only a few perfunctory questions about the FLQ. Like what did I think of the terrorists. They did not even bother to ask what I was doing when the kidnappings took place.

It was hardly necessary for the cops to throw me in jail for a week and seize my personal papers to find out what my political views are. They could have bought, for one dollar, a year's subscription to La Lutte Ouvrière, the newspaper which I edit, to find out that I am a revolutionary socialist opposed to individual terrorism.

There were some four hundred of us, political prisoners, and we compared notes. Did the police really think that Michel Chartrand, head of the Montreal CNTU labor council (65,000 affiliate members) was an FLQ terrorist? Gaston Miron, one of Quebec's leading poets? Pauline Julien, internationally-known chansonnière? They were all behind bars like me. So were numerous journalists, antiwar Vietnamese, Parti Québécois leaders and candidates, and two FRAP candidates.

It was Friday morning, October 16, that Penny Simpson and I were woken by the door buzzer, ringing imperiously at 5 a.m. We opened the door, and four cops barged in, searching every corner of our room.

They soon filled their car trunk with mounds of papers and books. One unfortunate, lowest in rank, got assigned to inspecting my large library, looking at every page of every book — searching for machine guns, no doubt.

An incredible hubbub at the police station. In the basement, hundreds of people are being booked, fingerprinted, photographed and shipped upstairs. Penny and I recognize many. My protests against being fingerprinted gain me the threat of having my fingers broken. But even this short protest holds up the assembly-line processing of the political prisoners.

Upstairs, in a common cell with dozens of others, we begin to get the picture. Almost everybody was arrested at the same time. The cops had prepared the operation for days. Several reported they awoke with a flashlight shining in their eyes and a gun pointed at their head.

I was to pass a week behind bars, in a tiny cell which was only large enough to let me take four steps. Only rarely was I let out for a "recreation" period — a half hour walk with other prisoners in the corridor outside my cell.

The spirit of solidarity rapidly grew among the 24 prisoners in my cell block. Sharing everything was the norm. The brief "recreation" periods became the moment for intense political discussions among all of us: socialists, students, independentists, unionists, and non-politicals picked up by mistake.

As political prisoners, we got special treatment — worse than convicted criminals. No newspapers. For days no showers, no shaves, no cigarettes, no pen or paper. The radio played during every waking hour — but was turned off promptly just before every news broadcast. Guards were forbidden to give us any news. And on the outside, no one could find out who was in jail.

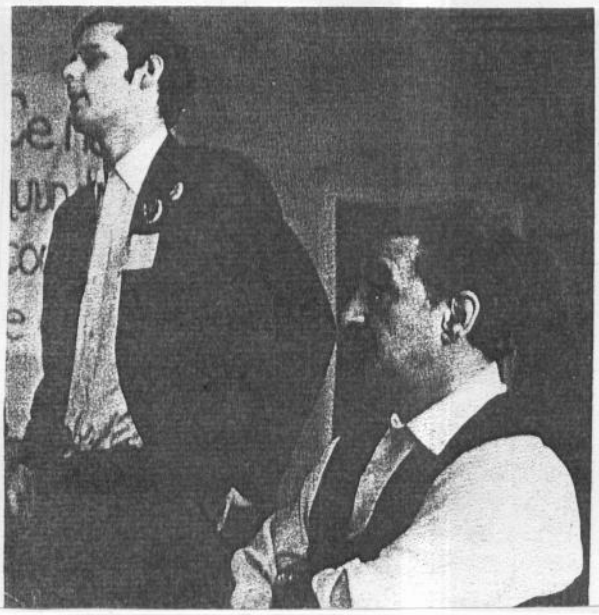
After a few days, conditions began to improve. They finally even offered to contact a friend for us to tell them where we were. No change of heart by Bourassa or Trudeau, but a response to the growing protests against our arbitrary and unjustified imprisonment.

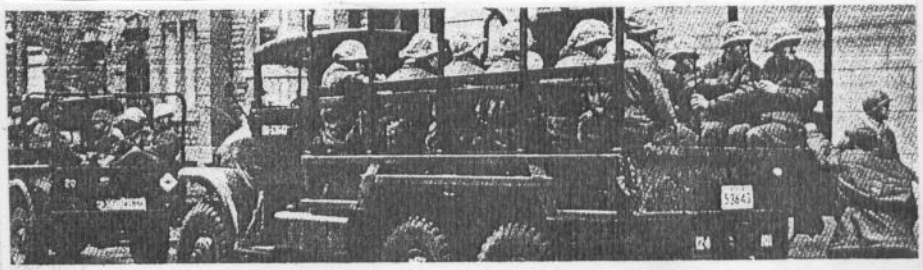
Did the government hope to break our spirit? It certainly failed. The mood among my prison comrades was one of increased determination, of a new solidarity between radicals of differing views, and a new insight for many into the fraud of Canadian "democracy."

I was freed as quickly and secretly as I was arrested. A guard crept silently into my cell in the middle of the night, woke me and spirited me away. I was stripped and searched. My prison diary and a list of names of prison comrades were confiscated.

Within half an hour, I was free again. I had been jailed for a week, in which neither I nor any of the 400 others had seen a judge or lawyer, and was released without charge, without explanation.

Thirteen floors down, I perused the deserted street. It looked more lovely than I had ever seen it before. The young soldier with the machine gun guarding the prison told me to beat it, fast. I did.





The streets of Montreal, election day, October 25, 1970

Art Young, jailed under the War Measures Act, was speaker at socialist youth conference last year. Seated beside him is Michel Chartrand, jailed trade union leader.

labor Challenge #19 Nov 1970

Nov. 13 rallies to demand:

'End repressive laws'

by Harry Kopyto

November 2 — Rallies and demonstrations against the War Measures Act and for an end to all legislation repressing civil liberties will be held in cities across Canada, November 13.

These demonstrations will coincide with a big assembly in Montreal being called by the Comité Québécois pour la Défense des Libertés. The assembly will be the culmination of a series of rallies and teach-ins that are taking place on campuses and community colleges in Quebec.

November 13 was first suggested as the focal point for protest by the Committee for Defense of Democratic Rights, a Saskatoon-based united front group which has enlisted support from the student and labor communities and the NDP.

The Committee has sent out the call to make November 13 the day for unified protest actions to campus organizations, student councils and newspapers, antiwar committees and other concerned groups.

Student leaders from universities across Canada meeting in Winnipeg November 1 called for making November 13 a cross-country day of protest against the War Measures Act.

Larry Brown, president of the Saskatoon Association of Students, presented the motion to the gathering.

The wave of protests against the War Measures Act, which declined after Laporte's assassination, is re-emerging stronger and broader than ever. Teach-ins and protest rallies are helping to cut across the Canadian government's hysterical campaign to build unanimity for its oppressive policies in Quebec and to justify the invocation of the War Measures Act.

The Waffle, the left current in the NDP, has moved out boldly against the War Measures Act. In Toronto, a Waffle rally of over 200 on October 27 endorsed a call by Jim Laxer, a prominent Waffler, to campaign against the War Measures Act and for the right of Quebec to determine its own future.

A Waffle rally in Toronto today attracted about 700 to protest the Act and any subsequent "deoderized" versions of it.

Mel Watkins, well-known Waffle leader, announced the November 13 day of protest to the enthusiastic crowd and indicated that the Waffle would build protest actions on that date.

In Vancouver, the New Democratic Party area council initiated a meeting October 22 to oppose the War Measures Act. It established a Committee for the Restoration of Civil Liberties, which is projecting a public rally at the court house against all repressive legislation. Clair Culhane, prominent antiwar activist, is chairwoman of the committee; Nic Shugalo is organizer.

On Saturday October 31, the week-old committee mobilized over 700 to protest the War Measures Act.

Speakers included an alderman, an NDP MLA, trade union, Métis, and women's liberation representatives. Art Olson, fired from his teaching job for opposing a pro-War Measures Act telegram circulated by his principal amongst the students, called the Act racist, referring to its use against Japanese-Canadians on the West Coast during World War Two.

The rally was described by its chairwoman Clair Culhane as "phase one" of its campaign against the Act and any new repressive legislation.

In St. Catharines, Ont., the Peninsula Civil Rights Committee has united prominent unionists, NDP supporters and civil libertarians to oppose the War Measures Act.

In Toronto, the Law Union, an association of lawyers, law school faculty and law students which had organized a rally of 500 to protest the War Measures Act immediately after it was announced, has issued a cross-country petition calling for the immediate revocation of the Act and opposition to any new repressive legislation which might follow its revocation. Already endorsed by a wide array of public figures such as Andrew Brewin, Laurier LaPierre, Gad Horowitz and Gil Levine, the petition also calls "on Canadians from all walks of life to protest this wholly unwarranted abrogation of our democratic rights. Canadians must indicate publicly and in massive numbers that their civil liberties cannot be denied."

Other groups of civil liberties defenders including the Canadian Civil Liberties Association, academics, artists, writers, political figures, labor leaders and students have already gone on record against the Act.

With the government moving rapidly to pass its new repressive legislation, the protests that are being called for November 13 can become the focal point for broad and effective opposition to police state bills.

Law Union petition

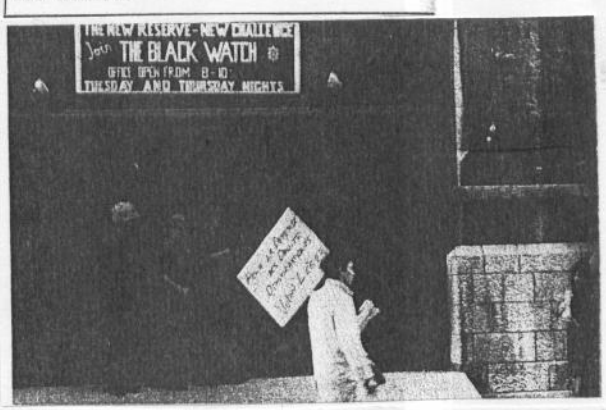
The following is the text of the petition initiated by the Law Union, c/o Bill Dyer, 124 Carlton St., Apt. 33, Toronto.

We, the undersigned, protest the invocation of the War Measures Act by the Canadian government.

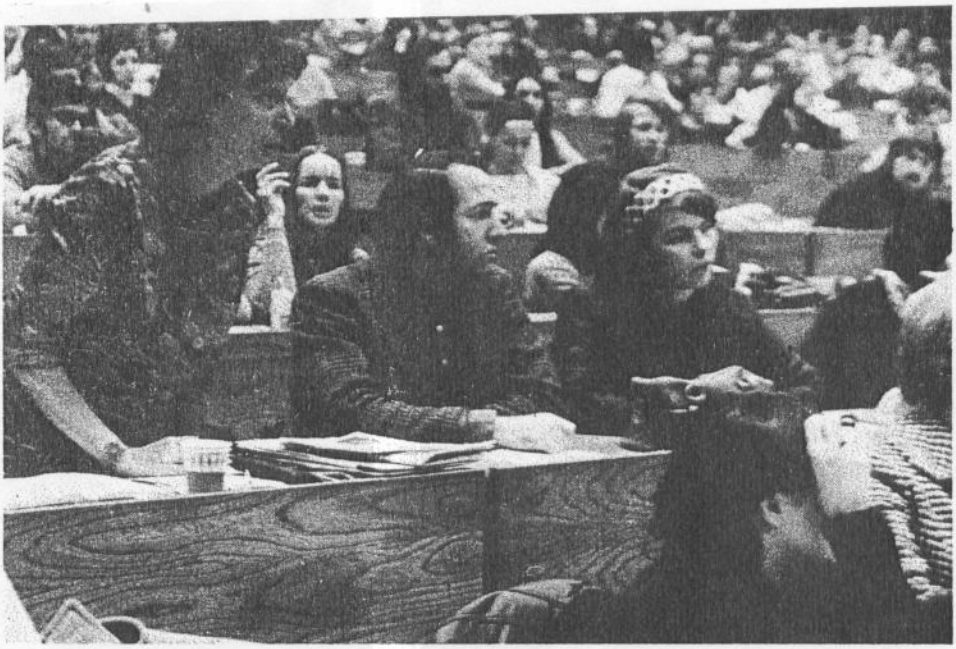
The conditions necessary for the imposition of an Act which suspends the civil liberties of all Canadians did not exist nor do they exist now.

We call for the immediate revocation of the War Measures Act. We oppose any new repressive legislation which might follow its revocation.

We, therefore, call on Canadians from all walks of life to protest this wholly unwarranted abrogation of our democratic rights. Canadians must indicate publicly and in massive numbers that their civil liberties cannot be denied.



Picketing Black Watch armories in occupied Montreal. At right, LSO mayoralty candidate Manon Leger. Sign reads: "Defend democratic rights — vote Leger."



Simonne Chartrand speaks out at the Montreal teach-in. Her husband Michel Chartrand, president of the Montreal CNTU, is among those still held without charge under the act.

Quebec defense launched at U of Montreal teach-in

by Phil Courneyeur

MONTREAL, October 28 — Two thousand students, faculty and workers rallied at the University of Montreal tonight against the War Measures Act.

The teach-in, organized by the Comité Québécois pour la Défense des Libertés (CQDL) showed the strength and breadth of the mounting protest.

The Parti Québécois, the three trade union federations, FRAP, most CEGEPs and campuses around Montreal, the Ligue Socialiste Ouvrière, the Ligue des Jeunes socialistes and many other organizations either participated or had representatives present.

The teach-in succeeded in focusing the massive opposition in Quebec in support of actions — the building of a mass defense movement in the schools, campuses and unions against the repression. Until the teach-in most of the protests had been verbal.

The three main trade union federations had formed a Front Commun (joint front) immediately after the army occupation. They held a large assembly in Quebec City October 21 which agreed to launch a publicity campaign calling for the repeal of the War Measures Act and the release of the prisoners detained under the Act.

The main voice for the mounting opposition has been the trade union weekly Québec-Presse. For three weeks Québec-Presse campaigned against the army invasion, exposed the repression, published lists of those arrested, denounced the sham of the elections, and served as a voice for the FRAP campaign.

At the U of M teach-in Arthur Young, the editor of La Lutte Ouvrière, imprisoned for a week under the law, called on the labor movement to provide the means for Québec-Presse to become a daily, if only for the duration of the crisis.

The audience repeatedly applauded Young when he appealed: "Such a meeting as this would not have been possible a week ago. The situation is changing. The government is on the defensive.

"But we have to act now. We can't protect ourselves by shutting up. We've heard a lot of orators tonight, but all too few organizers. Tomorrow and in the next few days we have to go out and organize defense committees in all the schools and campuses."

The teach-in agreed to a recommendation from the CQDL organizers that local units of the CQDL be built throughout the city. But the appeal for a daily Québec-Presse was lost amidst reports by the Confderation of National Trade Unions that it was buying T.V. and radio time, and ads in the Establishment press calling for the repeal of the War Measures Act.

Over 100 people are still behind bars in Quebec, despite Trudeau's admission that almost all of them are innocent and will not be charged. The defense of civil rights needs to be organized. The Comité Québécois pour la Défense des Libertés can play an important role in turning the tide against repression in Quebec.

How to stop U.S. textbook takeover

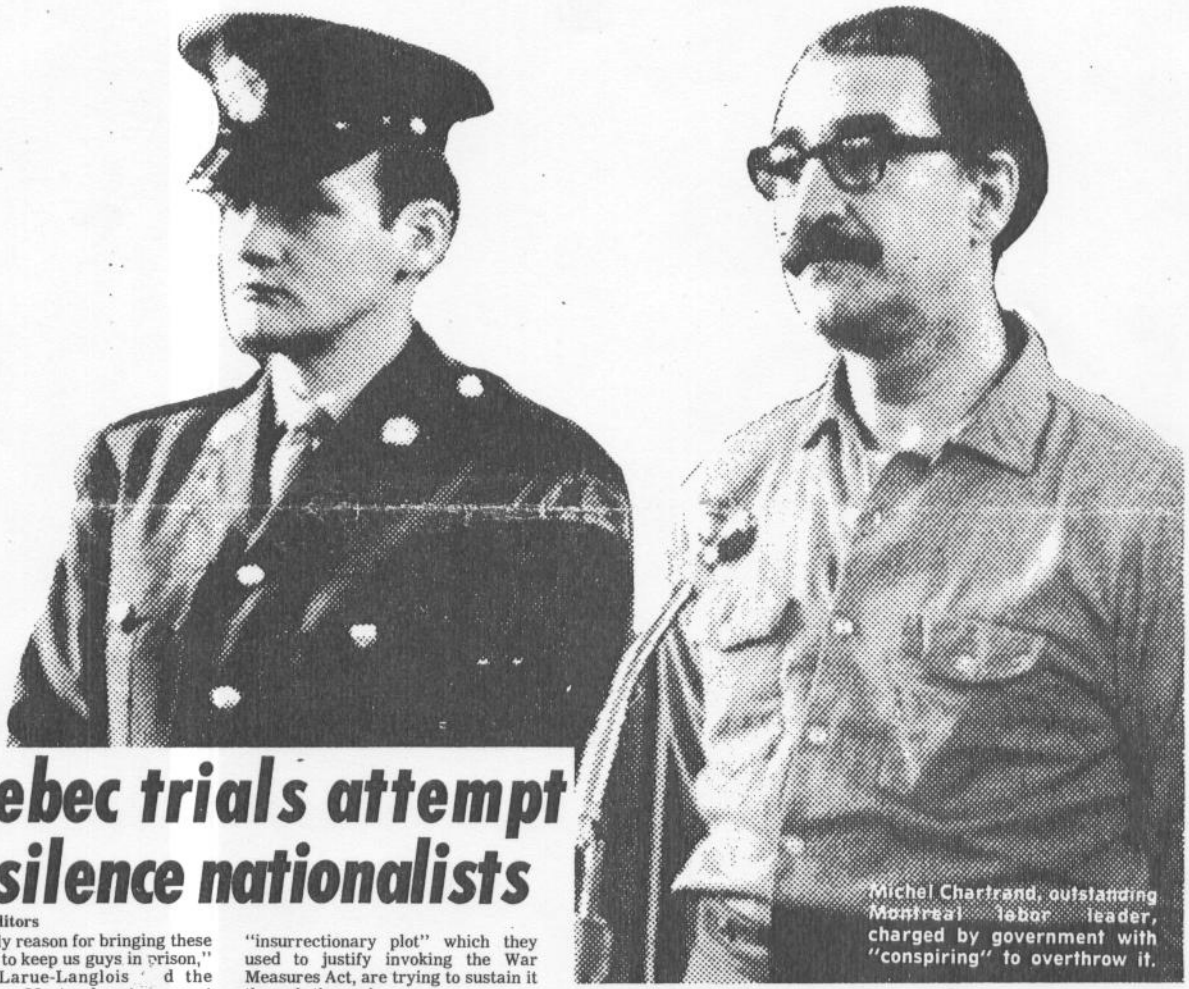
page 3

labor Challenge

Vol. 1, No. 20 November 23, 1970 15 cents

What's wrong with UAW pact page 3

Women's liberation - a socialist view page 7



Michel Chartrand, outstanding Montreal labor leader, charged by government with "conspiring" to overthrow it.

Quebec trials attempt to silence nationalists

by The Editors

"The only reason for bringing these charges is to keep us guys in prison," Jacques Larue-Langlois told the judge in a Montreal police court November 5. "How can you charge guys who have been in prison or organized unions, with conspiracy to overthrow the government, and not be ashamed?"

Larue-Langlois is one of 13 people charged with seditious conspiracy to overthrow the governments of Canada and Quebec by force. The charge carries a maximum penalty of 14 years in prison.

The 13 are among more than 50 political prisoners held and charged under the War Measures Act in Quebec. Most have been charged with membership in the now-outlawed Front de Libération du Québec between January 1, 1968 and October 16, 1970.

Two persons have been charged with "advocating the aims" of the FLQ. If convicted, they could be jailed five years.

The Montreal political trials indicate clearly that the federal and Quebec governments, far from dropping their phony theory of an "insurrectionary plot" which they used to justify invoking the War Measures Act, are trying to sustain it through these charges.

Through drawn-out legal proceedings and possibly long jail sentences, Trudeau and Bourassa hope to remove a significant section of their most radical nationalist and left opposition, while at the same time maintain the witch-hunt atmosphere which will allow them to introduce a series of more permanent repressive measures.

Those accused of seditious conspiracy include Michel Chartrand, president of the Montreal Central Council of the Confederation of National Trade Unions, and former leader of the Quebec CCF and the Parti Socialiste du Quebec; Pierre Vallieres, author of Nègres Blancs d'Amerique (White Niggers of America); Charles Gagnon, a teacher and former co-defendant of Vallieres in numerous political trials dating back to 1966; and Robert Lemieux, lawyer for Vallieres and Gagnon and defender of many political prisoners in recent years.

See page 4

Chartrand speaks from jail

From his cell in the headquarters of the Quebec Provincial Police, Michel Chartrand, Montreal labor leader on trial for "seditious conspiracy," has managed to issue the following tape-recorded message:

"Today, as in the time of Duplessis, when you attack the regime, you are treated as traitor to the country and the State. Mr. Bourassa said it on television: what the youth are seeking is to change the regime in Quebec and not to keep the regime which exists throughout North America.

"The crime of those who are in prison is wanting to get rid of capitalism which has killed hundreds and thousands of people thanks to the international bandits in Washington whose faithful servants are Messrs. Trudeau and Bourassa.

"The basis of the problem is that all these charges (against us) are as foolish as those that Duplessis made against all the officers of the union federation during the Asbestos strikes. The conspiracy which exists is a conspiracy against the economic dictatorship — the tiny minority which governs our economic life and decides to leave unemployed hundreds and thousands of people. That is the root of the problem — it's not a question of new powers, it is a question of changing that government, of getting rid of the economic dictatorship. It's an old story which will be settled some day and sooner than we think."

labor Challenge #20 Nov 1970

Quebec trials attempt to silence nationalists

by The Editors

"The only reason for bringing these charges is to keep us guys in prison," Jacques Larue-Langlois told the judge in a Montreal police court November 5. "How can you charge guys who have been in prison or organized unions, with conspiracy to overthrow the government, and not be ashamed?"

Larue-Langlois is one of 13 people charged with seditious conspiracy to overthrow the governments of Canada and Quebec by force. The charge carries a maximum penalty of 14 years in prison.

The 13 are among more than 50 political prisoners held and charged under the War Measures Act in Quebec. Most have been charged with membership in the now-outlawed Front de Libération du Québec between January 1, 1968 and October 16, 1970.

Two persons have been charged with "advocating the aims" of the FLQ. If convicted, they could be jailed five years.

The Montreal political trials indicate clearly that the federal and Quebec governments, far from dropping their phony theory of an "insurrectionary plot" which they used to justify invoking the War Measures Act, are trying to sustain it through these charges.

Through drawn-out legal proceedings and possibly long jail sentences, Trudeau and Bourassa hope to remove a significant section of their most radical nationalist and left opposition, while at the same time maintain the witch-hunt atmosphere which will allow them to introduce a series of more permanent repressive measures.

Those accused of seditious conspiracy include Michel Chartrand, president of the Montreal Central Council of the Confederation of National Trade Unions, and former leader of the Quebec CCF and the Parti Socialiste du Quebec; Pierre Vallieres, author of Nègres Blancs d'Amérique (White Niggers of America); Charles Gagnon, a teacher and former co-defendant of Vallieres in numerous political trials dating back to 1966; and Robert Lemieux, lawyer for Vallieres and Gagnon and defender of many political prisoners in recent years.

See page 2

Chartrand speaks from jail

From his cell in the headquarters of the Quebec Provincial Police, Michel Chartrand, Montreal labor leader on trial for "seditious conspiracy," has managed to issue the following tape-recorded message:

"Today, as in the time of Duplessis, when you attack the regime, you are treated as traitor to the country and the State. Mr. Bourassa said it on television: what the youth are seeking is to change the regime in Quebec and not to keep the regime which exists throughout North America.

"The crime of those who are in prison is wanting to get rid of capitalism which has killed hundreds and thousands of people thanks to the international bandits in Washington whose faithful servants are Messrs. Trudeau and Bourassa.

"The basis of the problem is that all these charges (against us) are as foolish as those that Duplessis made against all the officers of the union federation during the Asbestos strikes. The conspiracy which exists is a conspiracy against the economic dictatorship — the tiny minority which governs our economic life and decides to leave unemployed hundreds and thousands of people. That is the root of the problem — it's not a question of new powers, it is a question of changing that government, of getting rid of the economic dictatorship. It's an old story which will be settled some day and sooner than we think."

labor Challenge

p.2 #20

Jacques Larue-Langlois (front rank, left) defendant in Montreal political trials, was chairman of the Vallières-Gagnon Defense Committee which organized the march in defense of political prisoners last fall. Through frameup trials of political activists, government hopes to remove them from circulation and intimidate all nationalist dissenters in Quebec.

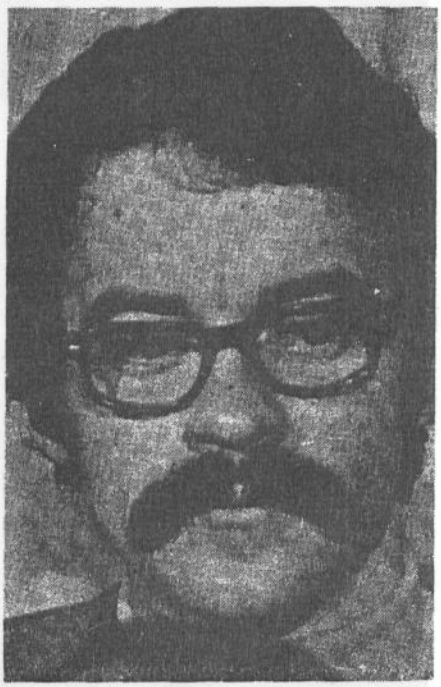
Trials mark new stage in Quebec repression

Continued from page 1

Among the women charged with FLQ membership is Andrée Ferretti, a former vice-president of the Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN), a mass independentist party which preceded the formation of the Parti Quebecois.

All those charged have been refused bail and remanded in custody to January, 1971.

Appearing in an improvised court at police headquarters November 5, the leading defendants ridiculed the charge that they had plotted since January 1968 to overthrow the government. Pierre Vallières noted that for most of that time he and Charles Gagnon had been in prison, on charges of inciting through their writings the death of a woman killed by a bomb in a strike-bound factory. Gagnon, who had been acquitted, said the current charges didn't surprise him since "I have already been accused of having incited a bomb to explode."



Charles Gagnon, co-defendant of Vallieres in previous trials, now charged with sedition.

Michel Chartrand said it was "an error" to accuse him of having conspired" since 1968. "I have conspired since 1938, when I began to struggle against the rouges of Taschereau and the bleus of Duplessis! I have fought the governments in all the third parties except Social Credit.

"But where is it that I have been seditious? When I contested the labor code? When I supported the workers of Murdochville and Asbestos? When I denounced the lower court judges who followed to the letter the orders of Duplessis?"

Robert Lemieux denounced the trials as "this shameful game, this nameless buffoonery, this extraordinary farce!" The charges should be quashed, he said, as contrary to human and legal rights. "I want to know of what act, of what omission I am accused. . .If you reject the motion you should be ashamed of yourself," he told the judge.

Lemieux has since smuggled out of prison a 32-page letter to the Quebec Bar and prominent personalities including Trudeau and Bourassa, demanding release from jail, access to his files (seized by police), and vigorous action by the Bar to stop the official harassment of his efforts to defend political prisoners. As to the charge that he engaged in seditious conspiracy while he was defending political prisoners, he says, "this idiotic charge should shake and scandalize everyone concerned with the administration of justice, and the Bar in the first place."

The Montreal trials shift the focal point of the campaign against the repressive laws, the War Measures Act and its successor, to a vigorous struggle to defend these political prisoners. A united campaign must be waged across the country for the dropping of these scandalous frame-up charges. For the governments concerned, the trials are the key expression of their determination to block the aspirations of the Quebecois nationalist movement. They mark a new stage in Trudeau's campaign to intimidate the mass independentist movement and harass and repress its leadership.

The trials indicate the real purpose of the new repressive legislation now before parliament. The emergency powers act underwrites the legal basis of most of the charges against the Montreal political prisoners.

The governments' failure to convict Vallieres and Gagnon of manslaughter and other serious charges throughout repeated legal proceedings since 1966, was due in no small part to the successful defense campaign waged outside the courts. A similar setback for the current repressive campaign is possible and necessary. What is needed is a massive mobilization of opinion, of the trade unions, the New Democratic Party, the civil liberties organizations, the student movement in support of the demand that the government drop the charges against the Montreal political prisoners.

STOP THE REPRESSION NOW!
FREE THE POLITICAL PRISONERS!

labor Challenge #20 NOV 1970

NDP's support undercuts protests

Entire left is target of bill

Pierre Vallieres, prominent writer and spokesman in Quebec nationalist movement, jailed once again, this time on frameup charge of "seditious conspiracy."

by Robert Dumont

NOVEMBER 15 — As parliament approaches third reading and final passage of the "temporary emergency powers act," designed to replace the War Measures Act, the Trudeau government chalks up another success in its campaign to create a permanent body of repressive legislation.

The new bill is substantially the same as the War Measures Act. It gives police the same power to arrest and search without warrant. Those arrested can still be held for up to 90 days without even a date for trial being set. The FLQ is still outlawed, and those convicted of membership — even membership before passage of the act — are still subject to five years' imprisonment.

The few modifications which distinguish this bill from the War Measures Act are of a very minor character, designed to confuse and undercut the opposition to the WMA while retaining the Act's essential features.

The immediate purpose of the bill is to provide the legal basis for the extensive frameup charges against the Montreal political prisoners arrested under the War Measures Act. This is the first time in many years that a political movement has been outlawed, making it possible to sentence persons to long jail terms on the sole basis of their views.

But the government's overriding purpose in both the new legislation and the Quebec political trials is to take advantage of the favorable circumstances afforded by the FLQ kidnapping crisis to move against the entire Quebecois nationalist movement. At the same time, it seeks to sustain the witch-hunt atmosphere which can enable it to introduce repressive laws and police measures for future use against the left throughout the country, and ultimately to strike against the broad labor movement.

No one can seriously believe that the Front de Liberation du Quebec is the prime target of this repressive legislation. The governments' stories of an "FLQ plot," an "apprehended insurrection," are today only a threadbare farce. Many of the close to 500 persons arrested under the War Measures Act report they were not even asked about the FLQ. The testimony furnished by FLQ suspects themselves reveals not a cohesive plot by a tightly-disciplined organization but at most the erratic actions of isolated handfuls of youths.

No, the real purpose of the repressive legislation is revealed by the way in which influential forces in the ruling class have been emboldened by it to move against dissenters in general.

In Vanvouver a top military officer calls for banning the Vancouver Liberation Front. In Toronto, the Star demands similar action against Rising Up Angry, a small ultraleft group, and insinuates in various articles that Maoists and the Front de Liberation Populaire should also be brought within the purview of the ban. The Star's "left" editorialists Steven Langdon and David Lewis Stein call on the Waffle group to clean its ranks of revolutionaries.

In Quebec, Justice Minister Choquette threatens to introduce a bill giving him special police powers on a permanent basis; he calls for compulsory identity cards with fingerprints and photos, and threatens direct censorship "if necessary." In Ottawa, Prime Minister Trudeau threatens to enlarge the powers of the RCMP, even to creat a new force of intelligence spies for use against the left.

Farfetched rhetoric? Not at all. Canada has a long history of official attacks on democratic rights.

In 1919, to suppress the Winnipeg General Strike, Section 98 of the Criminal Code was rammed through parliament in record time; it was used to prosecute strike leaders for sedition, to deport those who were foreign-born, and in later years, until its repeal in 1938, it was used to illegalize the Communist party.

The War Measures Act of 1939 was maintained in force until 1954, nine years after the war ended. Prof. James Eayrs, writing in the Toronto Star on November 10, records that "a secret order-in-council, passed on October 6, 1945 under the War Measures Act and kept in force under the Emergency Transitional Powers Act, allowed the minister of justice to hold without trial anyone suspected of acting in a manner prejudicial to the public safety." This ruling was used to arrest dozens of people during the Gouzenko spy scare.

Only a year and a half ago, the Royal Commission on Security recommended many similar measures, including closer restrictions on the views of civil servants, formation of a new security police force, and tighter surveillance of the "separatist" movement in Quebec. It smeared the Ligue Socialiste Ouvrière, the Quebec Trotskyist movement, as an "extremist" group which had "infiltrated" the "separatist" movement.

The new "emergency powers act" clearly falls within this pattern of repression. Justice Minister Turner's hysterical attack on the NDP as he introduced the bill in parliament is symptomatic; seldom was the government more vulnerable to exposure by the opposition as a violator of basic democratic rights. The new bill reaffirms the War Measures Act's suspensions of civil liberties — at the very time when all the evidence is accumulating to show that the real target is the entire left and nationalist movement.

How completely indefensible, then, is the NDP's position on this new bill! The NDP voted for the principle of the bill on first and second readings.

It now appears the NDP will vote against it on third reading — not out of principle, however, but simply because its own paltry amendments were defeated.

The NDP's capitulation to the bill and its encouragement of the labor movement to endorse the legislation was a cruel blow to the campaign against the repression in Quebec. The party must reverse course immediately. It must denounce the frameup trials in Quebec. It must mobilize mass demonstrations and other forms of protest across the country against the repression.

Let there be no mistake. In banning the FLQ "or any successor group that advocates crime or force to bring about governmental change" the government has created an extremely dangerous precedent for the suppression of all dissent. The ultimate target of these repressive measures is nothing less than the labor movement, the New Democratic Party, the democratic rights of all Canadians.

labor Challenge
#20 Nov 1970

OFL backs Trudeau in Quebec repression

The top brass of the Ontario Federation of Labor was able to carry its resolution at the Niagara Falls convention endorsing the Trudeau government's Public Order Temporary Measures Act (Bill C-181). But not without a struggle carried by a sizeable opposition bloc of delegates who had coalesced around the Ontario Reform Caucus, and only by sugar-coating its craven words with claims that they had been worked out in close consultation with the same NDP leaders who had earlier opposed the War Measures Act itself, for which Bill C-181 is a substitute.

The reversal of the NDP leadership was effectively used to bludgeon the opposition and confuse the majority of the 1,000 delegates into thinking that, after all, if those who had opposed the original War Measures Act think there is no real danger in the substitute — what basis did they have to think otherwise?

Steel leader Eamon Park, who had opposed the blanket endorsation that the executive had first projected, trotted out the fatuous argument that only by supporting this bill can the government lift the War Measures Act. He and others spread the illusion that the new bill was really only directed against the FLQ, and that the union movement, even though the president of the Montreal CNTU Council is still in jail, has nothing to fear from this repressive legislation.

The opposition tore into this pap, scoring in particular point 6 of the resolution which even went so far as to support the idea of "permanent legislation" to deal with "anticipated insurrection." A leaflet put out in the name of the Ontario Reform Caucus pointed out that the joint executive committees of the united Quebec labor movement thought otherwise — that the new legislation "changes nothing essential" — but the opposition was overwhelmed.

The Toronto leadership of the OFL has already had some second thought about their servile action. When they came to put the Niagara Falls resolution through the Toronto Labor Council the next day, they removed point 6. They will have more thoughts about their treacherous disarming of the struggle against this repressive legislation as the rank and file undergoes new experiences and advances to drive them out of their offices of misleadership.

Quebec committee appeals for united defense actions

Montreal, November 11, 1970

The Comité Québécois pour la Défense des Libertés (Quebec Committee for the Defense of Freedom) calls for solidarity actions throughout the country and, where defense committees have already been created, for:

—Repeal of any special law for Quebec.

—Withdrawal of the Canadian army from Quebec territory.

—An end to the repressive offensive of the military and police.

—Immediate release of the political prisoners.

—Awareness that the real problems are social, economic and political.

In addition, we ask:

—United action of all the committees already formed toward a greater offensive against the repressive forces.

—The regroupment of all those in each locality who are struggling for the same ends.

—A meeting within the shortest possible time of representatives of all the committees across the country in order to elaborate joint actions.

Moreover we wish to receive all available information on the other committees already formed, and the actions which they have undertaken or will undertake.

For the Comité Québécois pour la Défense des Libertés. 738-6631, Salle 1273, Pavillon des Sciences Sociales, Université de Montréal, Montréal. Denis Lambert, staff worker.

labor Challenge #20 Nov 1980

Que. defense tour finds 'growing disbelief' of gov't

by Al Cappe.

"When the War Measures Act was first invoked I was behind Trudeau all the way but now I feel he's put one over on me and I feel threatened."

"I think that big business is the cause of pollution — so I guess that in the eyes of the government I'm an anticapitalist and a danger to our democratic institutions."

"When you balance the death of Laporte with the deaths of workers who have died on construction sites, children who have died in slum fires, and women who have died from backroom abortions, then you start getting the right perspective on the situation."

Penny Simpson, a member of the Ligue Socialiste Ouvrière and the Ligue des Jeunes Socialistes who was arrested under the War Measures Act in Montreal and held for six days incommunicado, and myself, her tour organizer, heard these comments many times on our trip through the Atlantic provinces and Ontario. They reflected the sentiment that was growing day by day against the federal government. The Canadian people were reflecting, reconsidering and growing alarmed.

We wanted to consolidate that sentiment and organize the people expressing it into action committees against the Act, the new legislation and the frame-up trials. That was why the League for Socialist Action and the Young Socialists sent Simpson on a speaking tour.

At all the meetings in Halifax — at Dalhousie, King's College, and St. Mary's University (600 people spoken to in all) — the discussions revealed the growing disbelief in the stories of "FLQ plot," "apprehended insurrection" and "provisional government." There was acceptance that the government was moving against all left and independentist elements.

Someone recounted the story of a high school radical who was held for two hours in Dartmouth jail, the police giving no other reason than the War Measures Act.

More than 60 people showed interest in forming a committee including persons from CJCH radio, the Fourth Estate community newspaper, the New Democratic Youth, and the Halifax Welfare Rights Committee.

Only a handful of the 1,500 students who crowded into the gym at Memorial University of St. John's, Newfoundland to hear Penny's speech opposed the government — but by the end of the meeting and a long, fruitful discussion almost 40 percent were opposed to Trudeau's actions.

One student put it this way: "If Joey Smallwood keeps selling out this province, and does nothing for the 25 percent unemployed, then in a few years he too can expect to have his minister of labor kidnapped." A meeting was called for all those interested in working against the new repressive legislation.

Fredericton also reflected the changing attitudes — and very impressively. One of the leaders of a demonstration held in support of the government attended the meeting of 80 people at University of New Brunswick and was shocked to hear that in her entire stay in jail Simpson was never asked a single question about the FLQ. He, like others at the talk, subsequently reconsidered his position and the committee which had been set up in opposition to the Act found some new members.

The 60 people in Moncton, the 450 in St. Catherines, the 100 in Ottawa, the 125 in Kingston, all revealed the widespread feeling against Trudeau.

Throughout our tour we put forward the call for united fronts of all groups and individuals who wanted to fight for our civil liberties. That struggle is now beginning.

photo by Mintz

Penny Simpson, jailed under War Measures Act, now on speaking tour.

Fourth International urges protests against Ottawa

In a statement issued October 25, the Fourth International, world party of socialist revolution founded by Leon Trotsky, condemned the Trudeau government's "wave of repression against the people of Quebec and Canada," and called for international demonstrations of protest.

The Fourth International statement denounces the widespread arrests, raids, and seizures of literature carried out under the War Measures Act, including the arrests of two leaders of the Ligue Socialiste Ouvrière, the Quebec Trotskyist organization. The scope of the government attack, it says, demonstrates that "the emergency powers are not just aimed at the Front de Libération du Québec," but against all political dissent.

It declares:

"The Fourth International calls for the immediate repeal of this (War Measures) Act and all similar repressive legislation. All political prisoners must be released. All victimization and persecution must stop. Demonstrations for the repeal of the Act and in solidarity with all political prisoners should be organized in as many countries as possible."

The individual terror practised by the FLQ, it notes, is not "the correct means to bring about a mass struggle for an independent socialist Quebec.

"The Canadian government, no doubt with the advice and guidance of the U.S. State Department, has seized the opportunity to exploit the situation for their own reactionary aims. . .

"The same politicians who grieve over the death of Pierre Laporte have nothing to say about the mass killings of the Vietnamese people perpetrated by the American government. They remain silent about the mass murder of the Palestinian refugees in Jordan. They have nothing to say on these questions because they support and are part and parcel of the system of organized violence that is responsible for these atrocities. The attempts by the Canadian government to push back the developing nationalist and socialist movement in Canada through the War Measures Act will not succeed.

"The fact that they have to resort to such measures is a sign of their own political bankruptcy."

advertisement

Contact socialists in your area

BEAVER HARBOUR, N.B., Young Socialists, c/ o Eugene Dugas.

BRANDON, Man., YS, Box 95, Brandon University.

EDMONTON, Alta., League for Socialist Action, YS, 9686 Jasper Ave., 424-7644.

FREDERICTON, N.B., YS, Box 1521.

GUELPH, Ont., YS, c/ o Jim Onyschuk, 350 Paisley Rd., Apt. C, 822-1035

HALIFAX, N.S., c/ o Dave Olson, 2587 Robie St., 422-9836.

HAMILTON, Ont., LSA, YS, 41 King William, Rm. 23, 528-2060.

KITCHENER, Ont., LSA, YS, Box 921.

LONDON, Ont., YS, 349 Maitland St., Apt. 2, 439-5903.

MONTREAL, Que., Ligue Socialiste Ouvrière, Ligue des Jeunes Socialistes, 226 est, rue Ste-Catherine, 861-3018.

ORILLIA, Ont., LSA, Box 835

OTTAWA, Ont., LSA, YS, 788 Somerset W. 232-9945

RICHMOND HILL, Ont., LSA, Box 281.

TORONTO, Ont., LSA, YS, 334 Queen St. W., 363-9618 or 364-5908.

SASKATOON, Sask., LSA, YS, Box 704, 242-8175.

SUDBURY, Ont., LSA, YS, Box 691.

ST. CATHARINES, Ont., LSA, Box 622.

ST. JOHN'S, Nfld., YS, c/ o Gord Stone, Box 2063.

VANCOUVER, B.C., LSA, YS, 1208 Granville St., 688-5924.

WINNIPEG, Man., LSA, YS, 211 Graham Ave., 943-7791.

Join the LSA! Join the YS!

Launch campaign for free abortion

page 4

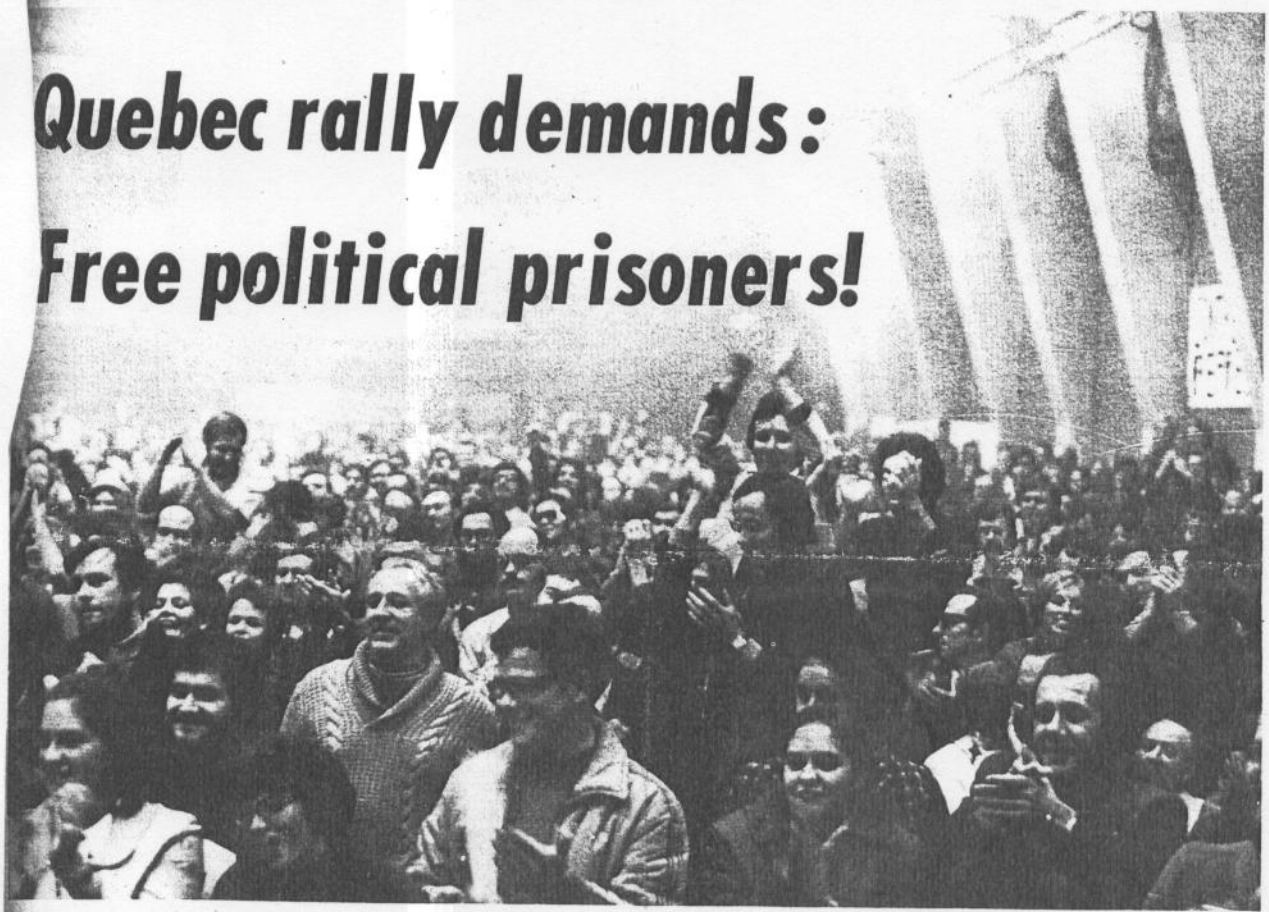
labor Challenge

Vol. 1, No. 21 December 7, 1970 15 cents

Does the FLQ exist? page 4

GM strike: militant strategy needed page 8

Quebec rally demands: Free political prisoners!



DEMAND END TO REPRESSION IN QUEBEC. Rally of 3,000 in Montreal's Paul Sauve arena Nov. 25 heard prominent political and trade union personalities denounce the Trudeau-Turner bill and the repression in Quebec. Meeting was sponsored by Quebec Committee for the Defense of Freedom.

by John Lejderman

MONTREAL, Nov. 26 — "Pierre Trudeau is solidly anchored in the old concept of the Quebec nation. . .From the beginning of the crisis to the end, his sole aim was to teach Quebec that it is a province like the others, but if it is to be different at all, then only as one that is better policed."

Thus Rene Levesque, most applauded speaker of the evening, summed up the significance of Ottawa's anti-democratic offensive at last night's meeting of the Comite Quebecois pour la Defense des Libertes (Quebec Committee for the Defense of Freedom).

The enthusiastic crowd of about 3,000 at the Paul Sauve arena made up the largest protest meeting yet against the repression and represented the real foundation of a broad united front to defend democratic rights in Quebec. The attendance was all the more impressive since, owing to the

or (CLC), Matthias
of the Montreal
lichel Bourdon, vice-
ntreal Council of the
ational Trade Unions,
, professor at the
c, and Canon Jacques
-Jerome.

demanded an urgent
l injustices in Quebec
easures against those
problems. All of them
front of all political
dividual freedom.

by the CBC for
hip during the recent
ainst the "totalitarian
deau to force us to be
unions, he said must
ghting the repression.
p our political action
CNTU convention

of the QFL strongly
n adopted by the three
itions on October 21
sition of the War
ing to the GM strike at
e autoworkers are
to work in French, he

→p. 2

denounced the fact that "workers are forced in their own country to express themselves in a language which is not their own."

PQ leader Rene Levesque urged the audience to support the Parti Quebecois to avoid "anarchy" or "fascism." Although the role of Levesque and the bourgeois PQ during the crisis was largely confined to calling on the Bourassa government to act "responsibly," "like a real government," he was applauded frequently by the audience.

A spokesman for the Comite Quebecois called for the formation of local committees in the factories and schools. A petition was circulated with the five main demands of the CQDL: immediate release and compensation of victims of the War Measures Act; immediate repeal of all the "emergency" laws; an immediate end to police harassment of citizens; withdrawal of the Canadian army from Quebec; and solutions to the real social problems of Quebec.

A large banner on the wall, Free the Prisoners of War, expressed the demand that must become the focal point of the anti-repression mass movement in the coming months. Some of those facing trumped-up charges of FLQ membership have already been convicted. Many more face trial in coming weeks, including the 13 political prisoners charged with "seditious conspiracy." Among the latter are Montreal CNTU leader Michel Chartrand, civil liberties lawyer Robert Lemieux, defense committee leader Jacques Larue-Langlois, and writers Pierre Vallieres and Charles Gagnon, who will come up for trial January 6.

The political militancy of last night's meeting was not only expressed in the tremendous applause for the speakers, but also in the extreme receptivity to the revolutionary socialist press. More than 1,300 copies of the two Trotskyist papers were bought. **La Lutte Ouvriere**, headlined, Free Michel Chartrand and the Other Political Prisoners, and **Jeune Garde**, headlined 6,000,000 Quebec Hostages, obviously expressed the sentiments of this new growing mass movement.

The task now is to carry forward the defense, not only in Quebec but also in English Canada.

repressive atmosphere, the committee was unable to get a hall until two days before the meeting, allowing only one day for publicity with little advance press coverage. The audience was mainly working class.

p. 2

In addition to Levesque, leader of the Parti Quebecois, speakers included Fernand Daoust, secretary of the Quebec Federation of Labor (CLC), Matthias Rioux, president of the Montreal Teachers' Union, Michel Bourdon, vice-president of the Montreal Council of the Confederation of National Trade Unions, Jean-Marc Piotte, professor at the University of Quebec, and Canon Jacques Grand'Maison of St-Jerome.

All the speakers demanded an urgent attack on the social injustices in Quebec instead of police measures against those who denounce these problems. All of them called for a united front of all political groups to defend individual freedom.

Bourdon, fired by the CBC for denouncing censorship during the recent crisis, lashed out against the "totalitarian undertaking of Trudeau to force us to be silent." The trade unions, he said must play a key role in fighting the repression. "We have to step up our political action program at the CNTU convention December 6."

Fernand Daoust of the QFL strongly defended the position adopted by the three trade union federations on October 21 against the imposition of the War Measures Act. Alluding to the GM strike at Ste-Therese, where autoworkers are demanding the right to work in French, he denounced the fact that "workers are forced in their own country to express themselves in a language which is not their own."

PQ leader Rene Levesque urged the audience to support the Parti Quebecois to avoid "anarchy" or "fascism." Although the role of Levesque and the bourgeois PQ during the crisis was largely confined to calling on the Bourassa government to act "responsibly," "like a real government," he was applauded frequently by the audience.

A spokesman for the Comite Quebecois called for the formation of local committees in the factories and schools. A petition was circulated with the five main demands of the CQDL: immediate release and compensation of victims of the War Measures Act; immediate repeal of all the "emergency" laws; an immediate end to police harassment of citizens; withdrawal of the Canadian army from Quebec; and solutions to the real social problems of Quebec.

A large banner on the wall, Free the Prisoners of War, expressed the demand that must become the focal point of the anti-repression mass movement in the coming months. Some of those facing trumped-up charges of FLQ membership have already been convicted. Many more face trial in coming weeks, including the 13 political prisoners charged with "seditious conspiracy." Among the latter are Montreal CNTU leader Michel Chartrand, civil liberties lawyer Robert Lemieux, defense committee leader Jacques Larue-Langlois, and writers Pierre Vallières and Charles Gagnon, who will come up for trial January 6.

The political militancy of last night's meeting was not only expressed in the tremendous applause for the speakers, but also in the extreme receptivity to the revolutionary socialist press. More than 1,300 copies of the two Trotskyist papers were bought. **La Lutte Ouvriere**, headlined, Free Michel Chartrand and the Other Political Prisoners, and **Jeune Garde**, headlined 6,000,000 Quebec Hostages, obviously expressed the sentiments of this new growing mass movement.

The task now is to carry forward the defense, not only in Quebec but also in English Canada.

to the young socialists-ligue des jeunes socialistes convention DEC.31- JAN.2 MONTREAL

Poster announcing Young Socialists' convention.

YS/LJS plans to rally in occupied Montreal

Plans for the campaign against Trudeau's repression in Quebec will head the agenda at the Canada-wide convention of the Young Socialists/ Ligue des Jeunes Sociliastes in Montreal, December 31 to January 2.

This fourth bi-national convention of the YS/ LJS will reflect not only the tremendous past growth, but the promising future of the revolutionary socialist youth movement.

Upwards of 25 towns and cities across Canada will be represented by activists in the YS/ LJS — leaders in the Quebecois, anti-war, women's liberation, high school and university student movements.

"The convention is taking place in occupied Montreal," announced Jacquie Henderson, executive secretary of the YS/ LJS "where leaders of the Quebec independentist and socialist movements are on trial for their ideas and political activities.

"This convention itself is part of our continuing campaign against the repression organized by Trudeau, Bourassa, Drapeau and their cohorts.

"Young Socialists from British Columbia to Newfoundland are coming together at this convention to discuss and organize our participation in the movement against the Trudeau government and its anti-Quebecois, anti-women, anti-student, anti-worker, anti-democratic policies."

The convention will be discussing three major documents — a political resolution which presents the overall strategy for the next major expansion of the YS/ LJS, a manifesto of the Ligue des Jeunes Socialistes presenting its perspective for growth in the movement for independence and socialism in Quebec, and a women's liberation resolution which outlines a strategy of mass action for the liberation of women.

All those wishing to attend the convention, to receive further information, or copies of the convention resolutions and discussion bulletins may contact the YS/ LJS local in their area or write YS/ LJS Central Office, 334 Queen Street West, Toronto, Ontario.

labor Challenge Vol.1, No. 22 – Dec. 21, 1970 – Page 1 of 3

Discussion on nationalism, FLQ

British left views crisis in Quebec

by Ross Dowson

The world's capitalist politicians and their myriad bands of lickspittles and apologists have filled the airwaves and the press with "information" and "analyses" of the Quebec events through which a thread runs to firm support of the Trudeau government and its far-reaching repressive actions against Quebec and the people of all Canada.

At the opposite pole, revolutionary socialists across the globe have responded to the challenge through the modest means at their disposal with news and analyses, in some cases drawing conclusions relevant to the struggle in their own country, sometimes even prescribing the line of march to revolutionary socialists in Canada who might be open to their influence.

The broadest and most accurate coverage was that of the U.S. weekly Militant and Intercontinental Press, a weekly international news service. They relied heavily on information gathered by two leaders of the Socialist Workers party who flew into Montreal at the height of the crisis, interviews with Arthur Young and Penny Simpson, leading Quebec revolutionary socialists who were among the hundreds arrested on the night of the enactment of the War Measures Act and released after being held incommunicado for almost a week, and material from the regular and special issues of Labor Challenge and La Lutte Ouvrière.

For the purposes of this article we will limit our comments to the views expressed in the British daily Workers Press and the revolutionary socialist fortnightly Red Mole.

Workers Press is the daily organ of the Central Committee of the Socialist Labour League headed by Gerry Healy. This

MASS MEETING of Montreal students October 15 in support of FLQ manifesto and demands for release of political prisoners showed explosive implications of the crisis and was a prime factor in Ottawa and Quebec governments' decision to invoke War Measures Act against nationalist movement.

→ To page 2

 Vol. 1, No. 22 - Dec. 21, 1970 Page 2 of 3

group which calls itself Trotskyist, refused to participate in the reunification of the major forces of the Fourth International in 1963. Since then it has carried on a sharp mendacious running attack on the Fourth International terming it revisionist, though recently it has indulged in some maneuveristic appeals for unity.

Red Mole is a fortnightly tabloid which includes on its editorial board leading militants of the International Marxist Group, British section of the Fourth International, such as Tariq Ali, and Peter Gowan, along with Robin Blackburn.

Blackburn, an ultraleftist of international reputation, wrote an article in last April 5's Red Mole which urged an abstentionist position in the British election on the basis that the Labour party is substantially no different than the Tory party. Under the watch word Let the Labour Party Bleed he advocated, "disruption of the campaigns of the bourgeois parties. . .using all the imaginative and direct methods which the last few years have taught us." In a subsequent issue IMG secretary Pat Jordan took issue with Blackburn to state the official position of the IMG.

The Workers Press articles written by a John Spencer, and by an unidentified foreign correspondent, are teeming with factual errors which of course make it difficult for the author to form and present a correct assessment of the situation, not to speak of the confusion they cause readers. For instance, from the headline over the October 21 article, "Bonapartist Trudeau turns on CP," and the next paragraph, one would think that the Communist Party of Canada, which advocates peaceful coexistence with capitalism, was the butt of government attack. Actually the reference is to the suppression of an issue of the press of the small and incredibly ultraleft Maoist Communist Party of Canada (Marxist-Leninist).

The murdered Pierre Laporte was not Canadian labor minister but Quebec labor minister, a matter of considerable importance in understanding his being kidnapped and certain later developments. The NDP is not the National Democratic Party but the New Democratic Party, a labor party formation largely limited to English-speaking Canada, and so on.

But these are of no importance compared to the vicious slander against the government of revolutionary Cuba — a recurring phenomenon in the pages of Workers Press. The Cubans are charged with carrying a policy that is "support for Trudeau's repressive measures." The evidence? The Cubans made themselves available as intermediaries should the Canadian government decide to meet the demands of the kidnappers in return for the release of Cross and Laporte.

According to Workers Press the Cubans "said nothing about the release of the prisoners demanded by the FLQ." But why they should have is by no means clear, and how this alleged failure makes them supporters of Trudeau's repressive measures is even less clear.

But worse still is the confusion, the adventurism and/or the profound defeatism that would inevitably develop if we were to take Workers Press seriously; its declaration that Canada now languishes under the rule of a Bonapartist regime; its comments about the unlimited and unrestrained powers of the bourgeoisie; and its warnings about the extreme fragility of the rights that the working class has established under bourgeois democracy.

Not to minimize the dangers of the situation, Ottawa's slashing attack on civil rights is taking place in a period of continuing deepening and widening radicalization, and there are no signs at all that any important not to speak of qualitative change has taken place in the essential relationship of class forces. In fact everything points to Ottawa's actions shortly turning into their opposite — even adding to the process of radicalization.

While the profoundly dynamic and revolutionary character of Quebec nationalism has through these recent incidents come to the attention of the entire world, Workers Press editors have learned nothing. As the Québécois become ever more concious of their oppression as a nation they are increasingly thrust into struggles that more clearly pose the need for a revolutionary party fighting for power.

Yet Workers Press accuses the "revisionists", the League for Socialist Action/ La Ligue Socialiste Ouvrière, with having "shunned" the fight to build the revolutionary party by identifying themselves with the national aspirations of the Québécois, the very force that make it possible to build it. Despite this favorable opportunity, the Socialist Labour League has learned nothing about the revolutionary significance of the struggle of oppressed national minorities in our epoch.

In this respect the unsigned article appearing in the November 1-15 issue of Red Mole stands head and shoulders higher than the articles in Workers Press. The author understands that the roots of the crisis are in the oppression of Quebec as a nation by U.S. and Anglo-Canadian imperialism. The Red Mole's article is not sectarian. Unfortunately it is ultra left. Its author doesn't know where the struggle is at.

Thus in commenting on the level of political conciousness of the Quebec student movement — which is quite a different matter than its militancy — Red Mole declares that it "is a hundred times more developed than that of the English Canadian students."

Quebec students will be surprised to read as proof of this claim that "they have not minced words about Vietnam and have declared openly and publicly their solidarity with the Vietnamese revolutionaries" for it is precisely on this question that, so far, Quebec students have lagged far behind their counterparts in English-speaking Canada.

Likewise the writer doesn't understand what the FLQ is, and what its connections are with the broad developing nationalist forces. The fact that the federal army and Quebec police for all their vast powers under the WMA were not able to find either Cross or his kidnappers is presented as proof that the FLQ is well organized and undoubtedly has support. But in reality it proves just the opposite.

It is because what is called the FLQ is so tiny, has no structure and no consistent ideology and is completely divorced from all the on-going struggles, that the police were unable to find it, were unable to develop any theory as to where to pick up any trace to it, and resorted to massive raids of entire city blocks, over two months, before finding James Cross.

The United Secretariat of the Fourth International in its denunciation of the wave of repression against the people of Quebec and Canada states that "while sympathizing with the nationalist and anti-capitalist sentiments of the FLQ, revolutionary socialists do not think that in the present context of Canada such actions (as the kidnappings and the killing of Laporte) are the correct means to bring about a mass struggle for an independent socialist Quebec."

But by no means is that the view expressed by Red Mole. While at one point it states that "we understand that individual terrorism is not the answer" it qualifies this statement by continuing "but it is not our task to lecture the militants from a distance," and precedes it with the words; "we support the means they (the Quebecois) use to achieve this aim" (of national self-determination.)

". . The killing of hostages or kidnapping is not a question of principle; it is purely a tactical question," to be sure. But as a tactical question it is by no means of minor importance. It is absurd to relate Marx's justification of the defensive terror of the

→ to page 3

labor Challenge Vol. 1, No. 22 - Dec. 21, 1970

Commune of Paris, the first attempt in history of a revolutionary working class to seize and hold power, to the individual acts of terror perpetrated by a tiny handful of Québécois completely outside of the *developing mass struggle of the Québécois* and cutting right across it.

And it is completely irrelevant to note that the struggle for socialism "even when the working class moves into action and poses the question of state power" — "is not going to be a nice dinner party" and will be "a hard and bloody struggle."

The Red Mole article commences with a lengthy quotation by Leon Trotsky where he rejects any concept that individual terror is permissible or impermissible from a "pure morals" point of view and where he expresses his "sympathies" with terrorists in their struggle against national and political oppression.

But this is far from sufficient to explain Trotsky's, the revolutionary socialist, position on individual terror. To the above it is necessary to add a further statement by Trotsky: "Individual terrorism in our eyes is inadmissible — precisely for the reason that it lowers the masses in their own consciousness, reconciles them to impotence and directs their glances and hopes towards the great avenger and emancipator who will some day come and accomplish this mission. . ."

"If a pinch of powder and a slug of lead are ample to shoot the enemy through the neck, where is the need of a class organization ... what need is there for a party? What is the need of meetings, mass agitation, elections?" asks Trotsky.

Exactly. Insofar as the handful of persons who identify themselves as FLQ have articulated any theory it is a mélange of ideas, all of which reject all of the forms under which the real struggle is now unfolding in Quebec. It is the concept of guerrilla actions undertaken by small groups, that are supposed to terrorize the bourgeoisie, render capitalist society inoperative and open the way to a change in power, or to spark the working class, already poised, into massive and decisive action — any and every theory that is substitutist for the class and for the building of mass action.

Needless to say the kidnappings and the murder committed in the name of the FLQ have achieved, as could be foreseen, none of the results desired by their perpetrators. Far from embarrassing the government and bringing it to the brink they have served to strengthen its hand. They have neither inspired nor mobilized the Québécois, other than the forces of conservatism behind Drapeau in the Montreal civic elections.

Veteran socialist, George Faulkner dies in Cuba at 97

by Ross Dowson

Back in 1962 — he was then 89 years of age — George Faulkner told a correspondent for the Workers Vanguard, "I've agitated for the socialist system here for over half a century and I went down to Cuba and looked it straight in the face. The trip cost me $500 but it was worth a million."

With that trip, after a lifetime as a miner and farmer in the Canadian West, George commenced a new life — in Cuba. Inspired by the revolution he went not to talk socialism, nor to benefit from the achievements of the Cuban people, but to contribute in a very real way — through his knowledge of animal husbandry and grain growing — to Cuba and the cause of the world revolution.

On the 11th day of last month after a fall in which he broke his hip, he died there, at the age of 97.

Between 1961 and 1970 George made several return trips to Canada. These were always interesting experiences for everyone who met him. He became a tireless publicist for the varied achievements of the revolution. Besides serving to renew his acquaintance with his comrades around the Fair Play for Cuba Committee and the League for Socialist Action these trips also had a more immediate purpose.

In 1963 he returned on behalf of the Cuban government to purchase an experimental flock of sheep which he accompanied right across the country and on board ship to Cuba.

In 1969 he returned to purchase various types of seed to plant on land that the Cuban government had allocated to his use for experimental purposes.

This year's trip proved too hard on him and after a week in hospital he returned to Cuba with two of his daughters.

George became a socialist early in his youth. He joined the fighting Western Federation of Miners and the Socialist Party of Canada before the turn of the century.

He came in contact with Bolshevism, with the concepts of Lenin and Trotsky, through a close friendship he formed some 50 years ago in the course of a strike at the Marcus coal mines. But later as a farmer in the Edmonton area he became generally removed from the ongoing political struggle.

George found himself, relived his youth, in the rebirth of the world revolution signaled by the Cuban victory. His example will not be forgotten by all those who met him both in Canada and in Cuba.

labor Challenge

#22 Dec 1970

Demand inquiry on war measures

The Canadian Civil Liberties Association called December 10 for a royal commission to investigate the causes of the FLQ and the government's response to the recent kidnapping crisis.

At a conference in Ottawa marking the 22nd anniversary of the UN Declaration of Human Rights, the association denounced Ottawa's "Public Order" Act as unnecessary, repressive and misguided.

The conference said the public has a right to know the grounds on which the government acted when, citing a state of apprehended insurrection, it proclaimed the War Measures Act.

The conference voted overwhelmingly for a commission which would "investigate the grounds on which the government based its actions, as well as the causes, both qualitative and quantitative, social, economic and political for the appearance of the phenomenon known as the FLQ."

The resolution also provides that if the government has not acted by the end of this month the association and the Ligue des Droits de l'Homme should appoint a commission of their own with the same mandate.

In other resolutions, the Civil Liberties Association urged that:

—The Quebec and federal governments compensate persons questioned, searched or jailed and then released without charge under the emergency measures;

—Quebec Justice Minister Jérôme Choquette withdraw his veto on bail for the 46 people now being held under the emergency measure;

—The federal government immediately withdraw the Public Order Act.

Among the lawyers, professors, MPs and other prominent personalities attending the conference were Pierre Berton, who co-authored the call for a royal commission inquiry with Paul Unterberg, an unsuccessful Parti Québécois condidate in the Quebec election, and NDP deputy leader David Lewis and Tory MP David MacDonald, the only MP to vote against the Public Order Act on first reading.

labor Challenge #22 Dec 1970

Gov't pushes ahead with Quebec trials

by Dick Fidler

The trials of those accused of membership in, or support of, the now-banned FLQ resume on January 11 in Montreal.

Those accused of "seditious conspiracy" have been held over to February 15. The latter group of ten political prisoners includes Michel Chartrand, president of the Montreal Central Council of the CNTU.

As of December 10, police were still reported to be holding 45 persons. They face a total of 59 charges under the Public Order act which outlawed the FLQ and 19 charges under the criminal code.

Twenty-three of those still held have been arrested since the latter part of November; they have not yet been charged or made any court appearance. Two persons who pleaded guilty to having at some time "distributed FLQ literature," have been sentenced.

Does the government not believe its own stories of an FLQ plot to overthrow it? On December 10, three women accused of FLQ membership were released on bail — among them Andrée Bertrand-Ferretti, an ex-vice president of the RIN and a founder of the Front de Libération Populaire (FLP).

Was it just good "public relations" to release the three women? The same day, Pierre Vallières and Charles Gagnon, accused of seditiously conspiring while they were in jail on other charges, were cited for contempt of court by a judge to whom they had applied for bail. Since being charged November 7, they have been turned down three times on bail applications.

Locked up incommunicado in provincial police headquarters, the leading defendants have been making heroic efforts to publicize the scandalous injustice of the charges against them. Robert Lemieux, the imprisoned defense lawyer, has unsuccessfully argued in court the unconstitutionality of the War Measures Act itself.

Michel Chartrand, turned down in a bid for bail, has launched a $25,000 lawsuit against Jean Marchand, one of Trudeau's ministers, who recently suggested in a public speech that Chartrand might want to kidnap his rival, CNTU president Marcel Pépin. A motion by Chartrand to cite Marchand for contempt of court was turned down by the judge, who described Marchand's slanderous remark as a "joke."

Meanwhile, the Quebec government, under the protection of Trudeau's "public order" act, is continuing to clamp down on dissent. One of its latest and most ominous moves has been to name a commissioner to investigate complaints by parents and school administrators against teachers "who take advantage of their positions to indoctrinate youths." Teachers' union leaders have denounced this witch-hunt as "a permanent extension of the war measures."

On December 12, a Seminar on Democracy attended by some 250 people in Montreal, many of them leading political personalities, voted to demand that Ottawa withdraw the public order act by December 15, that all those held under the act be given bail, that the Quebec government not intervene in trial or bail proceedings, and that all those arrested "unjustifiably" be indemnified.

Andrée Bertrand-Ferretti

How not to defend Quebec prisoners

by Ellie Kirzner

TORONTO — "Why did the government put Quebec under the War Measures Act," asked Jean-Marc Piotte.

"The reason given was the FLQ. But there are only 30 or 40 guys in the FLQ. The real reason was that in the first 10 or 15 days of the crisis, everyone was talking of the real problems of Quebec. You had 50 percent of the people favoring the FLQ manifesto. Therefore the government decided to invoke the War Measures Act to force the publicity media to go back to saying everything in Quebec was all right.

"Now we should join together to fight against the present repressive legislation."

Piotte, a professor at the University of Quebec in Montreal, was a speaker at a Teach-in on Quebec held here December 4-5. His call for united action was echoed by some of the other invited speakers, who included Claire Sauvé from FRAP, the labor-based party that contested the recent Montreal election, Michel LaMarre from the Movement to Defend Political Prisoners in Quebec, Gaston Therrien of the Taxi Liberation Movement, etc.

But unfortunately the organizers of the teach-in failed completely to project any concrete action that could start to build a movement in English Canada against the Quebec repression. Instead, as another in over half a dozen purely informational teach-ins in Toronto, the whole affair dragged to an inconclusive ending.

The less than 100 who remained at the end of the second day's sitting — 300 had come to the opening session the night before — passed almost unanimously a motion calling on the Trudeau government to "rescind the Public Order Act and not to replace it with similar antidemocratic repressive legislation."

But a motion calling for a united front action around the freeing of the political prisoners, adopted in one of the workshops, was defeated. In fact, scarcely anyone — and none of the leading speakers — even mentioned the 50 or so political prisoners charged under the War Measures Act, the foremost victims of the repression.

The teach-in was sponsored by a coalition brought together by the Committee for a Free Quebec, and including such groups as the University of Toronto Students Administrative Council, the Waffle group, Women's Liberation Movement, PLUS, and the Law Union, a group of radical lawyers.

It was a classic example of how not to organize a teach-in. The absence of floor microphones at the major opening session made a real give and take of ideas impossible. Some of the key speakers did not arrive; others arrived late.

But the main weakness was brought out in a workshop session on civil liberties defense action, where members of the Committee for a Free Quebec argued that no coalition to defend the Québécois could be based on anything short of acceptance by all participants of the "explicit demand" for Quebec self-determination, and that "educational" work on the Quebec revolution was more important than trying to build a mass defense movement around the political trials.

Members of the League for Socialist Action and the Young Socialists countered with the observation that support of self-determination for Quebec was not the issue. As YSer Al Cappe noted, "any defense committee would obviously be based on implicit support of self-determination — what else could freeing the prisoners, withdrawing the federal troops, mean?"

If "explicit" support of self-determination meant support for Quebec's independence, this was surely not the position of the teach-in organizers. They included for the most part political tendencies which oppose independence. And the teach-in organizers had specifically excluded the LSA and YS, which do support Quebec independence, from joining the list of sponsors.

At a planning meeting, the coalition had voted, with some dissenters, to ask representatives of the YS and LSA to leave the premises, although they had offered support and funds to aid the teach-in. Pressed to explain this action, a spokesman for the CFQ said they "couldn't work with the LSA-YS" — although the latter's co-thinkers in Quebec, the LSO and LJS, are well-known as activists in building the Quebec Committee for the Defense of Freedom, which provided some of the speakers for the Toronto teach-in.

Ellie Kirzner of the YS noted that a strategy was needed to bring into motion the large numbers of English Canadians who were repelled by the antidemocratic nature of Trudeau's actions, but who do not yet recognize the need for Quebec's independence. She and Cappe suggested that the most effective action would be a mass rally, perhaps in early January when the Quebec political trials resume.

"Involving people in English Canada in the defense of Quebec civil liberties," Kirzner pointed out, "means that they are going to go through a process of learning about the necessity of Quebec's independence. There is no short-cut to this — and in the meantime we need all these people to ensure that the Quebec left is able to continue to organize."

"Propagandistic activity without some kind of united action means copping out of our responsibility as revolutionaries," another workshop participant said.

Some of the Québécois present expressed support for this view, as did a large majority of the workshop. Although the workshop's proposal for a united committee around the freeing of the political prisoners was rejected by the plenary session, several of the participants in the workshop agreed to call a further meeting of those interested in serious defense work.

THE FORGOTTEN MAN. Trade union leader Michel Chartrand (above, speaking to mass rally on eve of War Measures Act) is now in jail facing 14 years imprisonment on charge of plotting "violent" overthrow of government. Toronto teach-in organizers failed to mention, let alone project action to free Chartrand and other victims of repression in Quebec.

labor Challenge

#22 Dec 1970

Editor: JOHN RIDDELL

Business Manager: JOHN WILSON

ublished fortnightly. P.O. Box 5595, Statio , Toronto 1, Ontario. Subscription: on ear, $3.00 (24 issues). By first class mail .25. Signed articles by contributors do no ecessarily represent the views of Labo hallenge. These are expressed in editorials. econd class mail registration number 2401.

labor Challenge #22

Raids, trials: Quebec repression continues

by Penny Simpson

MONTREAL — T.C. Douglas may call them "Keystone Kops," but there's nothing funny about the very professional way the Montreal and Quebec police are conducting their campaign of intimidation against the left.

Emboldened by Ottawa's repressive laws, they are continuing their raids. On December 2, less than 24 hours before James Cross was released, they raided the homes of four members of the Ligue Socialiste Ouvrière and the Ligue des Jeunes Socialistes.

The police didn't seize anything, even after a twice-over search in one apartment. But one LJS member, John Lejderman, was threatened with having his head beaten against the wall, and in another case, the cops threatened to smash the door in if the building superintendent refused to let them enter an LSO member's apartment.

On December 4, four other LSO and LJS members pleaded not guilty in municipal court to "carrying placards, banners, cockades or similar identifying symbols" during the October municipal election campaign. The charge carries a penalty of $200 fine and/ or six months in prison.

The four — Manon Léger, the LSO's mayoralty candidate against Jean Drapeau, her campaign manager Jean Hérivault, Léon Peillard and Michel Lévesque — were arrested following the picketing of the Black Watch armories by supporters of the Léger campaign the day before the vote. They were remanded to January 14.

The police searches and court charges are clearly a continuation of the harassment the LSO and LJS have experienced since the arrest of two leading members, Arthur Young and Penny Simpson, on October 16 under the War Measures Act.

The personal papers and books of Simpson and Young have not yet been returned, nor has a letter to the police demanding their return been answered.

The LSO and LJS are the only radical groups — apart from the defense committees — that have continued to function here since the unleashing of the War Measures Act.

Are the police "exceeding their duties"? They're not exceeding their powers — they're acting in accordance with the new "public order" act. And during the last month, two top Quebec Liberals, Gilles Lalande, Liberal policy commission chairman, and Gérard Filion of Marine Industries Ltd. have publicly denounced "Trotskyists," and other groups, as "subversives."

The capitalist authorities hope to prolong and even institutionalize the repressive atmosphere the FLQ kidnappings crisis has enabled them to whip up against the left. Now that Cross is free, the police have declared that they will be able to use more ruthless methods than were possible while the diplomat remained in his kidnappers' hands.

The trials of those charged under the WMA recommence on January 11. The year-old sedition case against Raymond Lemieux and Laurier Gravel, leaders of the St-Léonard struggle for a French school system, will be heard in the January assizes, as will the case of pro-abortion fighter Dr. Henry Morgentaler, charged with arranging and performing abortions.

The governments seem to think they can railroad every opponent they have in Quebec while the rest of the country isn't looking. A united defense effort in Quebec and across Canada is urgently needed to breach this attack against every sector of popular protest.

How the FLQ weakened Quebec struggle

(Labor Challenge, July 1971)

by Art Young

Quebec radicals have for many years been debating over the correct strategy to achieve national liberation. Events in Quebec since last October have thrown new light on this debate. They have confirmed that the way to power is through mass struggle around democratic and transitional demands, while at the same time clearly demonstrating the dangerous and harmful consequences of the ultraleft adventurist actions like those of the F'LQ *(Front de Libération du Québec).*

Can the F'LQ's kidnappings of last October be said to have in any way advanced the liberation struggle? Quite the contrary. They but opened the door to a massive assault by Trudeau on some of the basic democratic rights gained by working people in this country over many years of struggle.

Ottawa unleashed a wave of terror against the independentist movement. Almost five hundred independentists were jailed, basic civil liberties were suspended. A massive propaganda campaign was unleashed, linking the Quebec liberation struggle to violence and murder. In this hysterical atmosphere, the Front d'action politique (FRAP), a working-class Montreal political party challenging *(Mayor)* Drapeau's power in the municipal elections, was destroyed. The perspective of independent working-class political action was thus seriously set back — a very welcome development for both the Ottawa and Quebec governments.

Despite all its efforts, and the great power it showed, the defense movement has not been able to generate any substantial support for the kidnappers, or for those who aided them. however slightly. These sincere if misguided revolutionaries are either behind bars, facing lengthy prison sentences, or in permanent exile. They will now obviously only be freed by the Quebec socialist revolution.

While putting the liberation movement in great jeopardy, the actions of this handful of individuals at no time in any serious way threatened the government. Ottawa was not under much pressure from the kidnappings. Contrary to the FLQers' expectations, it was quite willing to sacrifice the lives of the two hostages to achieve its bigger aims. It knew quite well that the most probably result of its invocation of the War Measures Act would be the death of at least *(cabinet minister)* Pierre Laporte — and it proceeded nonetheless.

The FLQers did not understand that capitalist rule either through *(Prime Minister)* Trudeau or *(Quebec Premier)* Bourassa is not dependent on this or that individual — but upon bourgeois property relations and the political forms flowing from them. The ruling class is quite willing to sacrifice individuals to reinforce its power. This was shown again recently in Turkey, where the government refused to ransom the kidnapped Israeli ambassador, resulting in his death.

Quebec Protests

Certainly, the kidnappings created a wave of excitement throughout Quebec, especially after the second one. The Québécois struck out in protest at the federal government's intransigence in refusing to safeguard the hostages' lives by freeing the political prisoners, the main demand of the FLQ. They protested vocally against the federal government's blatant overriding decision-making powers in the crisis, when what was involved, it was universally felt, was basically a Quebec problem. The totally subordinate role of Quebec City in the crisis was plain for all to see.

The dramatic second kidnapping led many into illusions on the size and power of the FLQ. This coupled with the absence of any alternative road offered by the Parti Québécois or the labor movement, led many to go along with the kidnappings and hope for the best.

Finally, the spirit of defiance, of elemental revolt of people oppressed so long came into play, rallying opposition to government's refusal to budge.

But this mood of excitement and opposition, while very widespread, lacked any real substance. The masses, whatever their desires, could play no active role. By the very nature of the terroristic actions, the masses were condemned to the role of passive spectators, applauding or booing the moves of the two sides. In no way did the FLQ actions educate the Québécois, or show them what to do. The FLQ, in its manifesto, broadcast and printed by all the Quebec media, had nothing more to say than to call on the workers to "make your own revolution in your areas, in your places of work."

No Concessions

From the very beginning, the government had decided not to yield to the kidnappers. Two factors were uppermost in its mind. The first factor was its international responsibilities. A ruling-class consensus had been reached across the world that it was necessary to refuse to grant kidnappers' demands, in order to stop the use of this tactic by left-wing groups. Canada was to provide a public demonstration of this consensus.

The second factor was the implications of backing down on its future ability to contain the Quebec struggle. Secretary of State Gerard Pelletier commented in his book *La Crise d'Octobre* that had the kidnappings occurred anywhere else in Canada, Ottawa might have viewed them quite differently.

Originally intending to wait out the kidnappers, relying on the police to find their hideouts, the government was forced to change its strategy. The police proved unable to rapidly track down the FLQers. Furthermore, the government was coming under increasingly powerful pressure from almost all sectors of Quebec society to yield. The unions, FRAP, the PQ, and others were all calling for compromise, and the Bourassa cabinet was profoundly split.

Trudeau decided to move in with his War Measures Act. Not only would this allow him to carry his unyielding line on the kidnappings, it would, he calculated, permit him to make major and permanent gains against the liberation struggle.

The use of the WMA, the repression, the resultant killing of Laporte, all led to a sharp backlash in Quebec society, which Ottawa correctly foresaw. For a period, the harsh repression enjoyed strong popular support in both nations of Canada. The left was isolated and weakened.

Trudeau fails

Still, Trudeau was unable to make his advantage stick. The Quebec liberation struggle has deep roots and mass support. The working class of this country have built strong organizations: the trade unions and the New Democratic Party. These rapidly protested the War Measures. At the same time, the Trotskyists set out to organize the opposition to the repression into a powerful mass movement that could turn back Trudeau's attack. While their forces were small in number, armed with a correct strategy they were nonetheless able to play a crucial role.

The mass defense movement that was built over the months in both nations successfully defeated the government's attempt to make permanent gains out of the October kidnappings. The political prisoners (except those directly involved with the kidnappings) are free, and the independentist and labor movements have regained their freedom of action.

This victory was won despite the damage done by the F'LQ kidnappings, and with a strategy which is the very opposite of the FLQ's adventurism.

The strategy followed by the ultraleft current in Quebec, which encompasses those persons calling themselves the FLQ, is explained in an article which is now being given wide circulation among the Quebec left. Published in different forms, "Revolutionary strategy and role of the vanguard" represents the viewpoint of many of the partisans of terrorism. Given the extreme paucity of written material expressing this viewpoint, the article has sparked considerable interest.

While urging the left in Quebec to prepare for a long period of "armed struggle, urban guerrilla warfare," the article characterizes the current period as being one of "radicalization of the spontaneous social agitation, its politicization and organization, in order to raise the creative violence of the masses to the level of a clear, organized and efficient class consciousness..."

FLQ's Strategy

It is significant that the article rejects the *(concept of the –ed.)* vanguard party, counterposing to it the idea of a revolutionary vanguard whose character it leaves vague.

The FLQ's actions are described as fundamentally political, rather than military.

Implicit throughout the article is the classical anarchist position that spectacular, exemplary actions are required to awaken the masses and to encourage them to struggle; and that such actions saw panic in the ranks of the ruling class, which then resorts to repressive measures. Such repression only exposes the ruling class even more, runs the argument, pushing the workers into making the revolution.

This adventurist position was decisively refuted by the course of events in Quebec, as we have seen. Instead of radicalizing and politicizing the Québécois, the FLQ's actions only isolated the nationalist movement, opening the door for repression. This repression only weakened and confused the movement, which did not recover until the growth of a mass protest movement struggling to defend democratic rights through the power of mass action. At no time did the ruling class consider yielding to the kidnappers out of fear for their own personal safety.

The Trotskyists of the Ligue Socialiste Ouvrière / League for Socialist Action intervened actively during the crisis. In the days before the invocation of the War Measures Act, they participated in the broad protest movement against the government's intransigent line, while at the same time warning of the inevitable consequences of the FLQ adventure.

Themselves victims of the ensuing wave of repression, the Trotskyists moved out boldly to fight for the restoration of political rights in Quebec. Their candidate for the mayoralty of Montreal, Manon Leger, was one of the first public figures to denounce the War Measures. The LSO/LSA election campaign became a platform to fight the repression.

But at the same time the Trotskyists maintained their opposition to the FLQ's strategy. In an emergency issue of their newspaper *La Lutte Ouvriére*, published last October while its editor was being held in prison under the War Measures Act, they asked: "What is the end result of the FLQ's actions and of its terrorist policy?" answering "Far from embarrassing the government and forcing it to draw back, the FLQ has strengthened Trudeau's hand. Have the FLQ's actions mobilized and strengthened the working class? No.

"The FLQ has substituted the isolated actions of a small handful for the mass political action of the working class, the only road for Quebec's liberation. The task of socialists and all those who want an independent and socialist Quebec is to win the working class to a program of struggle; we must organize as a class on the economic and political level to take power into our own hands!"

Mass Action

The Leninist strategy involves mass struggle around a program corresponding to the objective needs of the masses and their current level of understanding. Through such mass struggles, the working class and its allies will come to understand the nature of capitalist society and the necessity of fighting for socialism. In the course of this fight, the class will acquire the knowledge and self-confidence necessary to carry through the struggle, and will test the various programs and leaderships offered to it. A mass revolutionary-socialist party is needed to lead the class to victory.

It was the concrete application of this strategy which led to the defense victory. The Trotskyists in both nations played a vital role in organizing the broader forces which, through ongoing and increasing struggles, were able to mobilize forces so powerful that Trudeau was forced to retreat.

This historic victory has also exposed and weakened the government, while building the confidence of the working class and its allies in their own power. In this sense the mass actions can be said to have largely surmounted the negative effects of the October FLQ adventure and to have struck an important blow for Quebec liberation and the socialist revolution.

labor Challenge #38 Aug 1971

'FLQ' frame-up charges dropped

The Quebec government has dropped most of the remaining charges laid last fall under the War Measures Act. Thirty-four of the accused received the news Aug. 14 by registered mail — the only formal "announcement" the embarrassed Justice ministry could muster itself to make. The rest was a telling "no comment" from Premier Bourassa.

Both Trudeau and Quebec Justice Minister Choquette were conveniently out of the country. Pressed by reporters' questions, the latter's ministry finally issued a statement saying that the expiry of the Public Order Act made it difficult to continue judicial procedures.

No further charges are pending against three of the leading defendants — Michel Chartrand, Robert Lemieux, and Charles Gagnon. But Pierre Vallières, now seriously ill, still faces a charge of seditious conspiracy and Jacques Larue-Langlois is charged with assault and membership in the Front de Libération du Québec, even though the FLQ is no longer an illegal organization since the expiry of the Public Order Act.

The withdrawal of charges marks a further victory for the mass movement in both Quebec and English Canada that developed in opposition to these witch-hunt trials and the Trudeau government's repressive legislation. The governments concerned have been utterly incapable of sustaining their claims of "apprehended insurrection" last October. Five hundred were arrested, but most of them were later released. All five of 14 persons charged with seditious offenses who have come to trial have been acquitted. Six of the seven persons tried for membership in the FLQ have been acquitted.

As defense lawyer Bernard Mergler stated, "probably in every single one of the cases that has been dropped the accused would have been acquitted."

The Citizens' Commission of Inquiry into the War Measures Act, slated to hold its first press conference in Ottawa Aug. 19, now has before it the most damning indictment of all — the evidence of judicial conspiracy against democratic rights by Ottawa and Quebec City.

The slate is not yet clean. What about Côme Leblanc, behind bars for "promoting the aims of the FLQ" (he distributed leaflets outside a high school)? And François Mercier who was jailed in Granby for "membership in the FLQ"? What about the jail sentences for "contempt of court" meted out to Michel Chartrand and Jean Boisjoly when they protested the unjust proceedings?

The sentences against Leblanc and Mercier must be revoked. The contempt sentences must be reversed.

Drop all proceedings against Larue-Langlois and Vallieres. Compensate all those accused under this frameup legislation. Reveal the truth about the real conspiracy behind the October crisis — the conspiracy of Trudeau and Bourassa.

labor Challenge #34 Sept 1971

Ottawa's new spy agency aimed at mass movements

SEPT. 3 — Leaders of the League for Socialist Action Ligue Socialiste Ouvriere, the Canadian Trotskyist movement, today denounced Solicitor-General Jean-Pierre Goyer for using "McCarthyite tactics" when he smeared the LSA LSO as subversive. Goyer made his remarks in a speech to the Canadian Police Chiefs Association meeting in Calgary Sept. 2.

"Who is subverting democracy?" charged Manon Leger, chairwoman of the LSA LSO and candidate for the Montreal mayoralty last October. "We, who present our opinions and all our activities openly — or Goyer and the Trudeau government who, without even consulting parliament set up secret agencies to inform on, spy on, intimidate and harass Canadians who hold dissenting views?"

Ross Dowson, executive secretary of the LSA LSO, pointed out that Ottawa's recent creation of the Security Planning and Research Group is yet another attempt to find scapegoats for the government's inability to resolve the growing problems of Canadian capitalist society.

He was commenting on the formation in Ottawa of a new "civilian security agency" designed to report directly to the cabinet on "potential threats to the country's internal security," according to a spokesman in Goyer's department. It is reported that about 20 members of the new agency would work on police files in Ottawa in collaboration with RCMP, other police forces, and the armed forces. In addition, "regional specialists" across the country will report on their districts.

"Last year," Dowson declared, "Messrs. Trudeau and Bourassa brought to bear the powerful force of the central state, including its armed forces, in a massive occupation of Quebec, suspending the democratic rights of all Canadians, arresting hundreds of Québecois, raiding thousands of homes, with the claim that the Front de Libération du Quebec was out to overthrow the government. But it turned out that the 'FLQ', if it existed at all, was nothing more than a handful of persons lacking any coordination among themselves, and totally isolated from the mass movements for social change.

"What a scandal it is that the government should now repeat the same sort of charges it was totally unable to prove in the courts before judges and juries in the Quebec trials under the Public Order Act!"

The real aims of Goyer's slanders of "Maoists," "Trotskyists," "revolutionary youth," etc., is to intimidate Canadians with minority views who dare express those views. "By singling out the Trotskyists for attack," asked Manon Léger, "does the government think it can stop the growth of the mass movements in which the Trotskyists are active, often playing a leading role — the antiwar movement, the Quebec independence movement, women's liberation, the student movement." It is these mass movements — profoundly democratic — that the government really fears. And it is trying to use against them the same discredited red-baiting and scare tactics that it has relied on to meet the threat of the independence movement in Quebec, she added.

Even now, she charged, we can see how the government has moved, under the umbrella of the War Measures Act, the Public Order Act and similar repressive laws to new McCarthyite methods. A top Quebec government official charges that a leading Quebec personality is the "leader" of the FLQ — but refuses, of course, to name him or her. Recent information has revealed how the RCMP itself is paying young people to act as informers for it. Police files accumulated on those detained under the War Measures Act, but never charged, have been shown to employers ... and so on.

Both Dowson and Leger called for an immediate end to government slander against legal political organizations and disbandment of the security group. "Protection of citizens' democratic rights against arbitrary police powers," they both emphasized, "will only come about when citizens are given control of all police forces through democratically elected commissions — a demand the LSA LSO has consistently fought for for many years."

labor Challenge #24 Sept 1971

War Measures Act probe will open hearings Oct. 12

As the press continues to report new developments flowing out of last October's Quebec crisis, ten prominent Canadians announced Sept. 2 their participation in a Citizen's Commission of Inquiry into the War Measures Act.

The Quebec government has denied earlier reports that it has dropped all charges against the 32 remaining persons charged under the War Measures Act. It has in fact merely suspended proceedings against them; the charges can be re-activated at any future date. This decision, which amounts to blackmail of those charged, among them Michel Chartrand and Robert Lemieux, has provoked sharp protests from many quarters. The 32 demand that either they be tried immediately, or the charges be dropped.

The government is unwilling to proceed with the trials, as it does not have the slightest shred of evidence against those it has accused. It failed to convict almost all those it has brought to trial for offenses under the War Measures Act.

In another development, Quebec City has admitted that prison guards assaulted a number of the political prisoners jailed during the crisis.

These new developments highlight the importance of the Commission's investigations. In the course of the citizens' inquiry, other new facts will undoubtedly be brought to light.

Chairman of the Commission is Woodrow Lloyd, former NDP premier of Saskatchewan.

Other commissioners are: Fernand Daoust, secretary general of the Quebec Federation of Labor (CLC); Laurier Lapierre, a leading NDPer and director of French-Canadian Studies at McGill University; Linda Meissenheimer, president of the student council at Simon Fraser University and a member of the Young Socialists; Michel Bourdon, vice-president of the Montreal Council of the Confederation of National Trade Unions; Adèle Lauzon, a Quebec journalist; Trevor Berry, executive secretary, Manitoba Human Rights Commission; Richard Dunlap, law professor, University of British Columbia; Alonzo LeBlanc of the Quebec Civil Service Union (CNTU); and Rev. John Morgan, Unitarian minister from Toronto.

The Commission will hold public hearings across the country, beginning in Montreal on Oct. 12. It invites submissions from individuals and organizations on the roots of the Quebec crisis, the reasons for the invocation of the War Measures Act, and the effect on civil liberties.

A public appeal has been launched to raise $20,000 to pay the Commission's expenses, and support committees are being established in a number of cities.

labor Challenge #40 Sept 1971

Quebecois nationalists plan October actions

by Marilyn Raphael

MONTREAL — Support for the Oct. 15-16 actions for a French Quebec is growing very rapidly. Already the list of those supporting the actions called by the Front Commun pour la Defense de la Langue Francaise (United Front for the Defense of the French Language) contains the names of some of the best-known personalities on the Quebec left.

The United Front was launched on Sept. 1 in a spirited and militant atmosphere, when over 100 persons, largely trade unionists and students, crammed into a meeting hall. They were responding to a call from three organizations, the Ligue des Jeunes Socialistes, the Chevaliers de l'Independance, and the Ligue Socialiste Ouvriere, for a meeting to discuss action to defend the French language. The three groups had previously been the principal organizers of the July 1 anti-Confederation demonstration.

The language question has become the most explosive social issue in Quebec since the passage of Bill 63, which under the guise of "equal status for the French and English languages" assured an accelerated anglicization of the Quebecois. A new law, to be voted on in October, has been introduced into the National Assembly. This is Bill 28, which proposes to further buttress in law the English-language school system in Montreal. Added to this is the designation by the federal government of Quebec as a bilingual territory. To the Quebecois, the so-called bilingualism is a one-way process.

A number of strikes, such as at General Motors in Ste-Therese, and presently in Joliette, Terrebonne, and Mont Laurier, have occurred over the right to work in French, the language of the overwhelming majority of workers.

The United Front launched the campaign around three central demands: 1) the immediate establishment of French as the language of work, 2) the immediate withdrawal of Bills 63 and 28, and 3) for school integration — one system of public education in French.

A day of teach-ins in schools and factories throughout Quebec has been projected for Oct. 15 and a massive demonstration is planned for Oct. 16, the anniversary of the War Measures Act. The United Front also decided to defend Raymond Lemieux and Reggie Chartrand, two of the leading individuals in the St-Leonard demonstration of 1969 for a French school system. Charged with inciting a riot, they face trial this fall. Other building actions will be a tour of schools throughout Quebec and an extensive petition campaign.

Most prominent among the sponsors of the action are Marcel Pepin, head of the 225,000-member Confederation of National Trade Unions; Robert Lemieux, civil liberties lawyer; Raymond Laliberte, leader of the Quebec NDP; the executive of the Montreal council of the CNTU; and three Parti Quebecois MLAs: Robert Burns, Claude Charron, and Charles Tremblay.

Other sponsors include Frank Diterlizzi, head of the striking Lapalme workers; Pauline Julien, folksinger; Mathias Rioux, head of the Montreal Teachers Union; Raymond Lemieux; Manon Leger, LSO; Marcel Chaput; and Serge Mongeau.

The response from areas outside Montreal is also impressive. Language committees are presently being established in Hull, Jonquiere and Quebec City.

labor Challenge
#43 Nov 1971

Photo by Harding

BUILDING THE DEMONSTRATION. Alain Beiner of Front Commun speaks to students of Universite de Quebec at Trois-Rivieres. With him are two other leaders of the Front, Reggie Chartrand and Raymond Lemieux.

Socialists' role in Quebec actions

by Marilyn Raphael

MONTREAL — The first meeting of the Front Commun pour la Defense de la Langue Francaise (United Front for the Defense of the French Language — FCDLF) since the successful Oct. 16 demonstration, was held here Oct. 27.

Over 60 activists, mostly trade-unionists and students, unanimously adopted the main report of the meeting presented by Alain Beiner, leading member of the United Front and national organizer of the Ligue des Jeunes Socialistes (LJS). Beiner's report mapped out plans for a continuing mass campaign for a French Quebec, directed against the Bourassa government.

Nov. 28 was the date set for an important national conference of the FCDLF expected to involve delegates from all major nationalist and left organizations as well as many trade unions in Quebec. The conference is planned as the launching point of a vast campaign for the repeal of the infamous Bill 63, passed in 1969 by then Premier Bertrand in the face of massive opposition.

Support for this campaign is anticipated from a wide range of organizations in Quebec, even the Catholic (public) School Commission of Montreal, which recently came out strongly for the repeal of Bill 63 after publishing astonishing figures proving the accelerated anglicization of Quebec since its adoption.

The LJS and the Ligue Socialiste Ouvriere (LSO) were among the very first organizations to initiate the FCDLF last August.

And during the more than 25 meetings held in Quebec schools in the last two weeks leading up to Oct. 16, the revolutionary socialists played key roles in building the demonstration which drew 8,000 on the anniversary of Trudeau's use of the War Measures Act. Both Beiner and Jean Herivault, Montreal organizer of the LSO and chief marshal at the demonstration spoke at the student meetings, along with Raymond Lemieux of the Ligue pour l'Integration Scolaire (League for School Integration) and Reggie Chartrand, the popular ex-boxer who heads the nationalist Chevaliers de l'Independance (Knights of Independance). In all, the leaders of the FCDLF spoke to over 10,000 youth.

Beiner and Herivault defended the revolutionary dynamic of the struggle for a French Quebec in the face of ultra-left and sectarian opposition that surfaced at a handful of the schools visited, which claimed that "the real struggle is for socialism."

At a meeting Oct. 4 of the executive of the Montreal Central Council (CNTU), an ultra left inspired resolution was rammed through in spite of the absence of the majority of executive members including the president, to the effect that the Central Council should withdraw its support of the FCDLF because "the language question is reformist and co-optable by the capitalists.

At the membership meeting of the Central Council the following evening, this resolution was soundly defeated. Michel Chartrand, president of the 75,000-member Council, with the help of many of the 125 workers assembled, explained how the language question affected the working class above all, how in fact the right to be educated in a French school system or to speak French and not English at work was a class question — a bread-and-butter question — for most Quebecois, an issue which pits the working people against their bosses, the foreign owners of Quebec's economy.

A handful of Maoists followed the FCDLF leaders around on part of their tour of the schools, attempting to counterpose the struggle for a French Quebec to the struggle for socialism. The Maoists, invariably isolated and laughed at, accused the FCDLF of "inventing the language question" and of being "initiators of reactionary civil war," "agents of American imperialism and Anglo-Canadian colonialism," "national chauvinists," "Trotskyists," "fascists," and "social-fascists."

The socialist leaders of the FCDLF, referring to the experience of Lenin in the Russian revolution, responded by stating that any group not supporting the struggle to defend the language of an oppressed nation could not consider itself democratic, let alone socialist. They noted that the opposition of the Maoists to the struggle for a French Quebec had the effect of putting them in the same gutter as the Canadian ruling class — along with Trudeau and Bourassa.

Jean Herivault

Both Beiner and Herivault explained how socialism does not fall from the sky ready-made, or come about by shouting "Death to Fascism!" and "Smash Imperialism!" They explained how socialism was a social system based on complete liberation, including linguistic liberation and could only be won by mobilizing masses of people in the streets against the government. Masses of workers and students have to be mobilized in partial struggles around specific issues which profoundly affect their daily lives, which they understand and are willing to do something about — struggles directed against the capitalist system and its governments.

This, they stated, was a process of revolutionary education for the masses, through which they would arrive at socialist conclusions about the necessity of a revolutionary transformation of society.

labor Challenge #46 Dec 1971

Book Review

Radical survey of Quebec past

THE HISTORY OF QUEBEC: A PATRIOTE'S HANDBOOK, by Leandre Bergeron. NC Press, Toronto. 1971. 244 pp. $1.50.

The Quebec people, whose provincial emblem bears the inscription "Je Me Souviens" (I remember), have always been conscious of their history. Each upsurge of Quebec nationalism in the past was infused with attempts to reinterpret Quebec history — from Garneau's History of Canada, written in 1845 to challenge Lord Durham's specious comments on the lack of national history and literature in Quebec, to 1944 and Notre Maitre, Le Passe (Our Master, the Past) of the conservative cleric Groulx. "Let us," wrote Henri Bourassa in 1902, "read the past in order to determine our present duties and our future relations."

Leandre Bergeron's runaway bestseller in Quebec, The History of Quebec: A Patriote's Handbook, recently issued in an inexpensive English edition, is described by its author along similar lines: its aim, he says, is nothing less than "the repossession of ourselves, in order to move on to the next step, the possession of our own future."

But Bergeron's handbook represents a qualitative departure in the historical study of Quebec. No longer is the discussion confined to the traditional non-class approaches to Quebec history as the history of French-English relations and political elites (a la Mason Wade) or as a panegyric on the virtues of steadfast rural and Catholic ways. On the contrary, this book is based on a materialist approach, which takes its cues from Marxism and is critical of all the traditional heroes from Dollard to Papineau to Bourassa to the Church. Written in a popular style (there is even a comic book version in French) by an open partisan of revolution who peppers an account of the 1837 rebellion with his military advice on what he claims to be the superiority of protracted guerrilla warfare, this book is intended to provoke an important discussion on all aspects of Quebec history. It is within this context that the following critical remarks are made.

Apart from the simplistic formulations, easy generalizations and lack of detail that are bound to characterize a book which attempts an overview of such scope, a number of important methodological shortcomings are apparent.

One of the major errors, ironically — for Bergeron is committed to the Quebecois struggle — is his treatment of the national question. Quebec has always been controlled and colonized. But his mechanical interpretation of the English conquest in 1763 as merely a change of masters without any significant change in its social structures, is surely to miss the point.

The Conquest, by subordinating Quebec to the economic and political control of an English-speaking metropolis eager to wipe out the former French colony's cultural and linguistic heritage, superimposed a national exploitation upon the class conflicts that were beginning to develop in the colony, and created in turn new class conflicts. Not only was Quebec's social structure truncated by the elimination of its traditional political, administrative and commercial elites (a process which historian Michel Brunet terms "decapitation"), but the whole fabric of Quebec culture was henceforth under constant assault.

The result is that today many Quebecois are radicalizing around demands for defense of their culture which also reflect the class contradictions of Quebec society, its domination by English-speaking capital. But Bergeron, who tends to ignore the national component of Quebec's exploitation, is known to oppose the mass movement of Quebecois in defense of their language rights.

To define the whole period from 1760 to 1900 as the period of British rule also neglects much. In fact, the British colonial regime was the political umbrella for the rise and development of the English-speaking Montreal bourgeoisie. Subsequent to England's transition to free trade and its growing disinterest in the economic benefits of colonies, this Montreal bourgeoisie was independently crucial in the formation of Canada as a federal state. Confederation gave them economic supremacy over British North America as a whole and released them from the political "thralldom" of the French-Canadian majority in Quebec. To miss the role of the Cnadian state in establishing the control of the Montreal bourgeoisie over Quebec, is to fail to see the place of that state in any strategy for Quebec liberation. In this,

→p. 2

Bergeron is but the Quebec correspondent for the Canadian Liberation Movement, among the main promoters of the book in English Canada. CLM also bases its strategy on the false claim that there is no ruling Canadian capitalist class in firm control of its state structures.

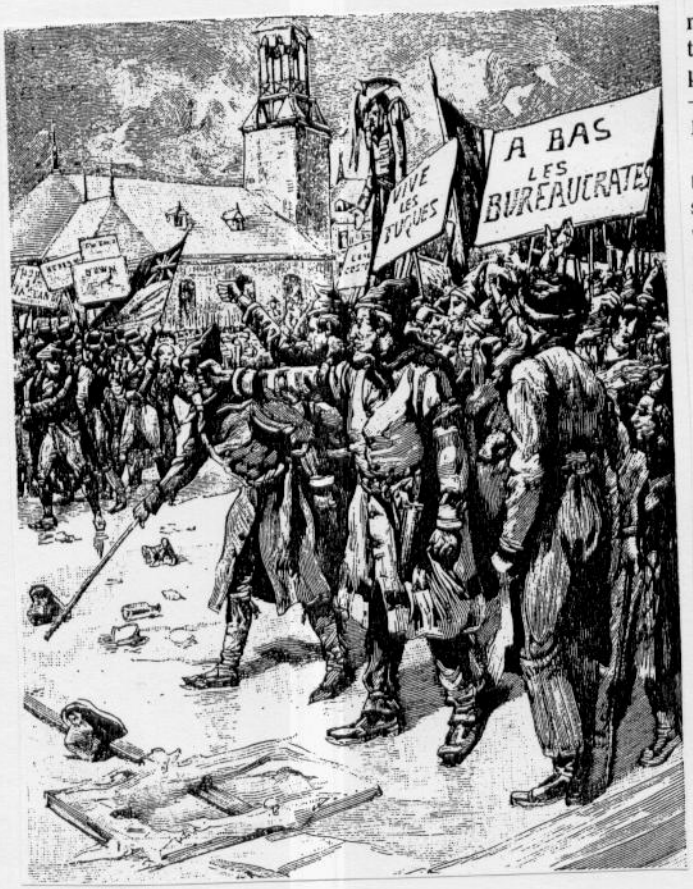
The methodology of the Patriote's Handbook often has more in common with an action-packed morality play than Marxism. Bergeron's portrayal of the struggles of the Quebecois lacks any discrimination. One demonstration seems as important as any other. One movement of protest is the same as any other — namely, it has demonstrations. In this, he seems to substitute factual descriptions of demonstrations for a historical analysis which explains issues, patterns of development and various forms of struggle. This Alice-Through-the-Looking-Glass treatment of history looks at the same chronology, place-names and characters as the bourgeois historians — but through a reverse mirror whereby the rogues become heroes, and the heroes, rogues.

The weakest part of the book for today's young revolutionists is the last part, where Bergeron simply relates chronologically some highlights of struggles in the Quebec labor and left movements without situating them in the context of the important political themes, demands and shifting class forces which have dominated Quebec politics particularly in the past decade.

Is it because he confines himself to a mechanical interpretation of class struggle that Bergeron does not emphasize the importance of national and democratic demands — left over from the defeated revolution of 1837-8 — in the workers' class struggle today?

The new radicals in Quebec must complete the task of an earlier age and combine the securing of basic national-democratic rights with the struggle for socialism. For Bergeron to fail to comment critically on this is a major shortcoming in any book with pretensions to being a manual for patriote revolutionaries.

— Wayne Roberts



advertisement

Quebec: the roots of revolt

Quebec Nationalism: Its Roots and Meaning by Arthur Young .30
Free Quebec Political Prisoners: the issues and the background .25
For an Independent Socialist Quebec .30

order from:

Vanguard Bookstores

Montreal
226 est rue Ste-Catherine, 861-3018

Toronto
334 Queen Street W., 363-9618

Vancouver
1208 Granville Street, 688-5924

Edmonton
9686 Jasper, 424-7644

Labor Challenge #46 Dec 1971

Quebecois socialists assess radicalization

by Rene Courtney

MONTREAL — Over 150 Quebecois attended the Fall 1971 National Educational Conference of the Ligue Socialiste Ouvriere and the Ligue des Jeunes Socialistes (LSO-LJS) held here Dec. 11-12.

The conference featured an address by Ernest Mandel on the significance and revolutionary dynamic of the workers control movement in Europe.

The LSO-LJS National Educational Conference came as the culmination of a three-month period of campaigns in defense of the French language, for the repeal of abortion laws in the criminal code, and in opposition to the Vietnam war, in all of which the *Quebecois Trotskyists played a key role. Its* agenda reflected these experiences.

One of the highlights of the conference was the panel discussion on "How to Liberate Quebec." Participants included Reggie Chartrand, a leader of the Front commun pour la defense de la langue francaise (United Front for the Defense of the French Language — FCDLF), Manon Leger, pan Canadian chairwoman of the LSA-LSO, and Arthur Young, former editor of the Quebec Trotskyist monthly La Lutte Ouvriere who had been imprisoned during the October 1970 crisis.

The conference opened with a talk by Alain Beiner, national organizer of the LJS and also a spokesman for the FCDLF on the revolutionary thrust of the movement to defend the French language in Quebec.

The Sunday sessions of the conference began with a presentation by Brenda Zannis on the Quebec women's liberation struggle and the united campaign of women in Quebec for abortion law repeal. Zannis, a member of the national committee of the LSO, is well-*known in Quebec as a leader of the French* abortion law repeal coalition and an activist in the women's liberation movement for some years.

The final session of the conference took up the tasks and the challenge of building a revolutionary socialist party in Quebec. The conference testified to the growth and consolidation of the forces already committed to this task — the LSO and the LJS.

advertisement

ONTARIO SOCIALIST EDUCATIONAL CONFERENCE

Dec. 31 - Jan. 2 Ryerson Polytechnical Institute Toronto

Among the topics:

How to Break with the U.S. Empire
The Struggle for Abortion Repeal & Women's Liberation
Quebec Liberation and the Fight for the French Language
The NDP and the Canadian Socialist Revolution

With speakers, workshops, panels. **Also! — New Year's Eve party.**

Registration $5.00 Half-price for high school students.

Sponsored by the League for Socialist Action & Young Socialists, 334 Queen St. W., Toronto, Ph. 364-5908 or 363-9618.

Young Socialist in drive to raise $7200

The Young Socialist, Canada's most widely read student monthly, is conducting a financial drive for $7,200. Having just finished an extremely successful subscription drive which brought it 2,000 new readers the newspaper is calling on its readers and supporters to contribute financially to its publication.

An appeal published by the editors reads: "The real future for youth depends on changing the world. That's what Young Socialist is all about. It is a monthly paper of youth across Canada which tells the truth about this society.

"Young Socialist is an activist paper because that is the kind of paper youth must have. It isn't a sideline observer and critic of the passing scene. It speaks out for all the movements that youth are building in the struggle for a better world."

But, the editors point out, it is this activist character of the YS which makes it necessary to appeal to fellow activists for financial support to enable it to continue to do its job through the coming year. No big business or government support ensures its continued production. *Only your support.*

Aid Canadian youth in creating their future.

Cheques and contributions should be sent to: Young Socialist, P.O. Box 517, Station A, Toronto, Ont.

What strategy for a French Quebec
In defence of French unilingualism

(From Labor Challenge *April 1972)*
by Colleen Levis

The following article (originally titled "In defense of nationalism and the struggle for unilingualism") is taken from the French language Trotskyist paper Libération*. It answers several attacks on the mass movement in Quebec for a French Quebec — a movement to defend the national language against the present tendency of attrition and destruction.*

The (Canadian --ed.) Communist party denounces the movement for a French Quebec, the unilingual movement, as the "battle cry of the French-Canadian petty-bourgeoisie" and accuses it of "dividing the working class according to nationality."

Colleen Levis, the author of this article, is the organizer of the Ligue des Jeunes Socialistes in Montreal which has played a leading role in building the Front Commun pour la Defense de la Langue Française. Levis wrote the article, as she explains, as a reply to Sam Walsh of the Communist party (in Quebec --ed.).

Walsh has since answered Levis' article with yet another diatribe against the Quebec language movement. Walsh spends the whole of this second article in a sterile attempt to fit together six quotes from Lenin, torn out of their literal and historical context, to show that Lenin too would have opposed the demand for French unilingualism. In our next issue Labor Challenge *will take up Walsh's distortions of Lenin's position.*

The references Levis makes to Bill 63 and Bill 28 may not be understood in English Canada. Bill 63, passed in 1969 by the Quebec government, guaranteed in law the right to school education in either French or English. As predicted by the nationalist movement, the Bill speeded up the process of assimilation into English in Quebec, especially on the part of immigrants.

Bill 28, a law to reform the Montreal school system and to implement Bill 63 in Montreal, was recently withdrawn by the Quebec government after massive protest.

The important decisions on the national question taken at the recent convention of the Quebec Federation of Labor are a part of the leftward turn in the labor movement toward mass struggles. The radicalization of the Quebec workers is shown by a more pronounced nationalism.

Among the organizations of the left only the Communist party of Quebec sees something dangerous and reactionary for the working class in these decisions. In the December 10, 1971 issue of *Combat*, the paper reflecting the viewpoint of the Communist party of Quebec (PCQ), Sam Walsh attacks nationalism and the struggle for French unilingualism.

Discrimination

The position taken by the QFL in favor of French unilingualism, a position put forward for a long time by the Trotskyist movement, is according to Walsh of the PCQ "the other side of me coin of discrimination and coercion. The fact that the Trotskyites have adopted unilingualism as their own demand, a very dangerously nationalist one, is a measure of their opportunism, wanting to make nationalists out of internationalist workers instead of the contrary." It is the Canadian capitalist system and not the Trotskyists which has created Québécois nationalism. In any case for real Marxists there is no contradiction between the nationalism of an oppressed nation and working class internationalism.

In another article in that issue of *Combat*, the PCQ explains its support of Bill 28. It criticizes from the right the amendment of the Parti Québécois which, according to the PCQ, "risk dividing the working class even further..." The Communist party is even more moderate on the language question than the Parti Québécois!

"The struggle for the survival and the growth of the national language of French Canadians must not be waged by denying the English-speaking minority, whatever its ethnic origin, the freedom to use its language and the right to education in the language of its choice."

This is not a statement of the Canadian government to a meeting of anglophones nor a statement of Bourassa. This is a statement of a party which calls itself "communist." In fact, in reading the PCQ solution to what it calls the "delicate linguistic problem," it is very difficult to distinguish it from the solution proposed by the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

The article claims that the linguistic policy of the PCQ is "neither bilingualism nor unilingualism," although the PCQ is in favor of Bill 28 just as it was in favor of Bill 63 in 1969. In reality this is a policy which goes completely in the direction of protecting the privileges of the English-speaking population. Rejecting French unilingualism in Quebec can only lead to English unilingualism.

English privileged language

All the studies show a clear tendency towards the total assimilation of the French-speaking Québécois. All the statistics prove that, given free choice, the Anglophones *(English-speakers),* the immigrants and more and more even the Francophones*(French-speakers),* choose English. This is because English is the privileged language in Quebec. It is the language of those who oppress the Quebec nation, that is to say the English-Canadian and American capitalists. Those who do not speak English have limited chances of advancement and most often receive lower wages.

The article in *Combat* cites Lenin in order to justify the rotten policy of the PCQ. What a slander against Lenin and the Russian revolution of 1917! Lenin, like Trotsky, was in 1922 among the most steadfast in affirming that the one hundred national minorities in

Russia needed real self-determination. He took a position against Stalin's policy on the Georgian *(national –ed.)* question.

On December 31, 1922 Lenin wrote, "Internationalism on the part of oppressors or 'great' nations as they are called ... must consist not only of the observance of the formal equality of nations but even in an inequality of the oppressor nation..."

Lenin would have said that for Quebec we should not demand equality for the French language but inequality for the English language in order to restore French to its rightful place.

One cannot speak abstractly of the equality of two unequal languages. English, the dominant language, is based on conquered rights — on the conquest of the Québécois nation — and not on the so-called "acquired rights of the minority." The English language, the language of the majority in North America, has no need of protection. It is the language of the oppressed Québécois nation which must be protected by laws.

Is it the struggle for French unilingualism which divides the workers? The PCQ talks about a false and illusory unity which will disappear with the first offensive of the bourgeoisie. Unity is built in struggle and not by way of compromises. Moralists and pacifists look for policies which will please everyone and will change nothing. All struggles create divisions.

Whether a strike, a campaign for the right to abortion or even a revolution, the result of any struggle is a polarization even among the workers. Is it necessary to end a strike in a factory, if 10 or 15 percent of the workers oppose it, on the pretext that the strike divides the working class? Is it necessary to curb the majority of the class which goes into struggle and subjugate it to the most backward, most privileged or most prejudiced elements?

The language struggle at St. Leonard *(around the question of the language of instruction in a secondary school in a Montreal suburb with a largely Italian immigrant population --ed.)* was not abstract. The PCQ fiercely attacked the Francophones because they had not succeeded in winning the support of all the non-Francophones. The Francophones, according to the PCQ, had to abandon their struggle to defend their language in the name of "unity." There are still a large number of American workers who, against their own interests, support the war in Indochina, even actively. But that does not mean it is not necessary to build the antiwar movement.

Unity

Socialism will not be built with abstract appeals for "unity"; socialism will be built through concrete struggles of the most oppressed sectors of capitalist society.

The PCQ invokes the call for "unity" against the revolutionary dynamic of the mass struggles in order to hide its Stalinist, counter-revolutionary and passive politics. The

Communist party does not develop a program for Quebec which serves the needs of the Québécois, utilizing the method of scientific Marxism, but one which suits above all the interests of the conservative bureaucracy in the USSR.

The Russian revolution has been betrayed by Stalinism. The right of oppressed nations to self-determination has been reversed by the Stalinist degeneration of the USSR. In spite of the warnings of Lenin on this question before his death, the Stalinist course won against the left opposition led by Trotsky and inspired by the traditions of Lenin. In order to maintain their privileged positions, Stalin and his heirs developed a strategy of peaceful coexistence with imperialism, seeking to uphold the status quo.

We see the total lack of solidarity of the USSR with the revolutionary nationalist struggles around the world. Kosygin's visit to Canada and his statements are an example. For him, national oppression exists neither in the USSR nor here. He never breathed so much as a word on the national oppression of the Québécois. He spoke often of Canada as a "nation strong and united."

The "internationalism" which the PCQ speaks about has nothing to do with proletarian internationalism. True internationalists must support unconditionally the just struggles of oppressed nations. It is hypocritical for those who uncritically supported the invasion of Czechoslovakia by the USSR to speak of internationalism. The Québécois workers who are nationalists identify with the struggle against oppression around the world — in Bangladesh, in Ireland, in the United States, the women's struggle, and the struggle in the colonial countries. We can best develop an internationalist consciousness through our own concrete experiences.

Those in Quebec who recognize neither the double oppression of Francophone workers nor the importance of the struggle to defend the national language will hardly be capable of recognizing the necessity of socialism.

July 18, 1972

Letter to Colleen *(L., Montreal?)* *(italics: added or notes)*

Alain *(B.)* brought in your letter re the minority defection. It came first as we were preparing a statement for the info of the movement. It could brook no delay as the gossip was spreading. After hearing your letter we called what was as close as we could get *(to)* a bureau meeting and the letter was read and discussed.

None of the comrades agreed with you but in the process of the discussion some matters were clarified.

For instance Alain said the split was ‘’necessary’’ and justified. I told him I did not know what he meant – the split is a fact. They justify their action. I expressed my surprise at the action, but also said *(illegible)*

But the reality is that I was pleased.

In attempting to comprehend your view I suggested that perhaps you are seeing the whole thing from the point of view of the international dispute and their splitting on the edge of the convention *(which)* of course blocks this discussion which is to go on willy-nilly, from a full development and settlement in the Canadian section. The matter is not settled by their action. Only in part you might say – again – that is all outside of our control now.

There is an aspect of the matter that perhaps you overlooked however. What we have had is a disloyal tendency that no matter *(what)* our efforts, made it very difficult if not impossible to have a rational discussion on the questions and dispute. In that they are a disloyal tendency (have sabotaged the work of the movement at every turn) I am not at all sorry that they have left. They weren`t in any way taking us into an honest discussion of the differences. In fact *(they)* were so poisoning the atmosphere that they were actually a block to anyone coming seriously to grips with the differences – that they are only carrying into the Canadian section.

We want to react coolly – but also to defend the movement.

Their action is a crime against the movement. Those who are in the leadership have to make that known – and draw a sharp line between the movement and them. We can give nothing to any concept that you can play around with this matter, that the unity of the movement is not important. All the more hat they were the nucleus of a tendency which has formed connections elsewhere. We have to tell those persons what we think of persons who split from the movement – all the more in that we are on the verge of a convention in the preparation of which we took a whole series of actions in violation of our norms in order to do everything possible to get at the politics.

I do not recall if you have seen their statement or whether you are aware of a talk that Art *(Y)* had with Terry H-S. Everything points to this having all been worked out so that they can confront us and the international with the question of establishing a situation in Quebec where there would *(be)* the LSO/LSA – the official section -- and they a sympathizing section. This would be a totally unacceptable situation for us. To end *(all)* possible illusions about such a thing we must in my opinion sharply separate ourselves from them.

We are not dealing with revolutionists – Trotskyists – who have a difference with us that the whole movement would benefit from their having a chance to experience in carrying their line in action. They are an unprincipled alliance of elements who have never really carried the line of the majority of the Canadian movement. Trotskyism even if you could stretch it to encompass them, never has and isn`t going to learn from them anything of a positive character. They are now a source of confusion in the Quebec Left for us. If they have the energy and they probably do – they will have a paper. They will probably appear shortly with a number of the X-s and other opponents of orthodox Trotskyism.

We are going to have to mark ourselves out from them – demark ourselves from them. Any appeal for unity is incomprehensible and shortly (…*text ends)*

Comradely *(signed off in Ross Dowson`s handwriting)*

Minority splits from LSA/LSO

by ROSS DOWSON

Executive secretary, LSA-LSO

On the eve of its pan-Canadian convention and in the midst of the pre-convention discussion, three members of the Unified Tendency in Montreal have split from the League for Socialist Action - Ligue Socialiste Ouvriere.

Best known of the three is Michel Mill, whom the LSO ran as its candidate in a by-election in Bagot, in December 1968. Heading up a tendency at the 1970 LSA-LSO convention Mill was elected as its representative to the Central Committee. On the international report at that convention the tendency's voting delegate abstained, but the tendency's statement defining the area of its abstention put it in support of the report's position on both Latin America and on China and the cultural revolution.

Since then, along with others, the Montreal tendency widened the area of their definition with the submission to the pre-convention discussion of five documents including one on Latin America and another on Quebec.

These documents were being discussed in the LSA-LSO and arrangements were being made for their spokespersons to present their views through the branches when the Montreal grouping of the Unified Tendency bolted.

This splitting action follows on the heels of a whole series of incidents which are now clearly revealed to have been attempts to provoke the leadership of the League into taking disciplinary actions against them in order to uphold the norms of a serious revolutionary organization.

Last summer the tendency went so far as to formally declare a boycott of Liberation, the monthly paper that reflects the views of the LSO. In the last year they publicly violated the LSO's policy on building the anti-Vietnam war movement and its strategy in the women's liberation movement — and to top it off they have not paid their minimal constitutional dues since December.

Throughout the recent upsurge in Quebec, with the general strike of the public employees and the radicalization of the three labor federations, during which the LSO was straining every nerve to participate in and intervene in the struggle with its views, they absented themselves. They presented no opinion as to how the LSO should respond and in no way aided the LSO in its intervention. They attended no league meetings all during April, May, and June.

The leadership of the LSA-LSO did not react to these flagrant provocations, in an attempt to assure that a full discussion of any and all questions in dispute could take place, unencumbered by organizational and disciplinary disputes.

However its restraint has proved to have been completely in vain. By their own volition the three, and nine supporters in the Montreal Ligue des Jeunes Socialistes-Young Socialists, have placed themselves outside and in opposition to the Canadian Trotskyist movement and thereby in opposition to the world-wide Trotskyist movement, the Fourth International.

With this split they have violated the highest principle — the unity of the world-wide forces of Trotskyism.

August 22, 1972
334 Queen Street West
Toronto

England
Dear Allan and Connie

-orry that you did not manage to get up here for a short visit. I was really looking forward to seeing you both after such a long gap. I had decided long ago not to go to Oberlin--not only because of the many things I am trying to do--you can appreciate that it is not exactly a staff workers holiday-but because I am pressing other leading comrades here to move in on these things , to get them to really know the leading SWPers and meet the various international personialities which for many years has been left to me . They --John R, Gary P, Dick F had all agreed but then at the last moments pulled back. But I see that Joan N ,Darrell F who has undergone quite a developments and some others went --And I hope you had the opportunity to discuss with them

So you missed our camp again--and all the worse as it is now at last really moving . Jim Mitchell has really banged back into the moveement and with a crew of of four comrades over this summer has stayed out there and transformed it. We must by now have about 9 sleeping cabins, an excellent baseball diamnond with backstop, a volley ball court, badminton court, horseshoes etc. The lodge has been panelled the well is operating. ..and we have had two extremely successful weekend schools of almost 100 so far

And of course you missed Crescent unless you had an opportunity to talk with Coral Sloan. This fall Crecsent should take off. I am in the process of writing Brian Belfonte's doctorate so he can pull together a pile of money painting in NY and then come up and take the operation on the road. The doctoral thesis is on the revival of the Marxist left xxm which the university might publish so it is worth our while. Brian is what we need to move out with our terrific agency set up--- NLB, Merlin, Monthly Review ,Pathfinder and Vanguard. A beautiful stock arrived over the last couple of days and we are just about ready for the campuses to open up. Then too you would have seen that we have taken over more space here at 334. We have kicked out the poll hall and set up a fine central office operation and layout print shop upstaris. We have taken over everything but about 2,500 sq feet which we will be wanting in about 11/2 years. But man and woman doesn't live by bread alone

I am sure you must be wondering what is happening here--what with the withdrawl of the ~~xxxx

We have a big leadership problem here. As a pan-Canadian force it went through a big crisis during my last absence. One of mai aspects is that there is nothing between me (as an individual--in the US they have a score of my generation) and the Riddell generation. And while we have a fine group of comrades of the Ridell generation who do good things they have proven nto to have formed a team and in my opnion have not really moved in and taken real leadership responsibilities. They have left it to me. Well I am pulling back-and forcing them forward. The experience is somewhat shocking but I know of no other course. We are making mistakes but generally we have been rectifying them. The Quebec document posed some new problems--the question of a Quebec labor party and the menaing of the PQ experience which xxxxxt they havent answ ered yet but are coming to grips with. John R and othershave pulled back on the liquid- ation of the youth paper and a weekly LC --this weeks PC meeting will see the product of their re-thinking which will generally be ok.There is only one important political difference that has been revealed--that is around this continuing and widening anti- U.S. imperialist senitment--but what is involved here is not yet clear as they h ave not presented their aamendment to the political resolution.

There is some tension and some anxiety but there is no question whatsoever that we are coming through it. The foundations of the movement are well laid and hard even if the superstructure at this time is a little soft and tremulous. The comrades in the Toronto East branch of which I am a member xxxxxxdid a job on Walter Davis and another member of the Revolutionary Communist tendency when they tried to make some- thing of the conven ion postponment. They fully understood that the RCT's -- purely factional and xxxxxxxxxxxxxxxxxxx destructive the younger comrades

And we are just coming through a experience with the Waffle that is proving very salutaory. The established leaders Watking and Alxer at the first whiff of grapeshot have pulled out of the NDP to build what they are calling a Committe for an Indepen dent Canada. Our comrades have led the struggle to stay in the NDP and fight the social democratic and TU brass. Just prior to the conference in London last weekend which saw th consúmation of the split a preparatory meeting was held to re-establish a socialist caucus. A whole group of former ultra lefts who we had been trying to educate turned the meeting into nothing but eulogies for the LSA--how it had been correct all along etc etc. If we did nt know better we would have thought that they were trying to put the Trotskyist label on the causus so that the right wing could proscribe it along with the LSA.

of Red Mole

The recent issue with the unsigned attack on the Healy group for its entirely correct line on the labor party came into the store just in time for it to be picked up by our Old Mole-Red Circle tendency in Waffle and up at the u of T. You can be sure we brought this item to their attention--they have been heavily influenced by the IMG. The Red Mole article caught them at a good time as they have been moving away from this whole position within the NDP and the struggle with the Laxer-Watkind splitters. The IMGer who turned up at Fredericton and was imediately inducted tinto the tendency cirlce was not too impressed with [illegible] A young Fredericton comrade told Art that he ridiculaed the tendency after attneitng their meeting as not having the guts to split. IMGer Ted Harding was back in Toronto last month. He moves quite freely amongst some of our ex's and our tendency but hardly does more than call in on our headquarters. We had him give a forum on the opposition inside the USSR. In the course of his speech he led me to believe that he supported individual terror in the USSR. Well,Tariq transported the Argentine line to Quebec and the Ernet-Giseła contribtuion in reply to Joe laid the basis for guerrilla action almost anywhere bourgeois democratic norms did not prevail , so it is not suprising that someone would apply it to the Soviet areas. Peter Horbatiuk when Ted went a little deeper in reply to my point [illegible] raised the whole question right out into the open a and very boldly. Ted waffled. So I made a short contribution that if there was anywhe re our position was defined it was in the USSR . That is just what Stalin accused us of --conducting a campaign of terror and assasinations in the 1930's and Trotsky responded in great detail with the Marxist viewpoint. Ted was particularly uneasy about the whole thing and you might hear about it

Which takes us to the Mill split-away. The Cdn section has been a prison for some ye years for Mill and company. The only thing that kept them in was the international. What's changed. ? Maybe they got some bad advise when in England. More likely Mill has succumbed to the pressure of the forces that he has around himboth within the movement and outside it They are all really though with the LSA/LSO. They have been trying to p ovoke us into expelling them--but we havent to their apparent consternation. Our impression is that they were intending to appear at the September convention with an organized group and seek recognition as a syampthizing group a-la-Argentina--and possibly they even thought that their supporters in the world movement would put real pressure on us to accept such a status. Our feeling was that the RCT within the league is in reality a division of labor agreeably arrived at. Possibly the postponment of the convention has made real difficulties for them for they are all through with the league and time is against them---those in the league further wasting their time and those outside on some considerable pressure to move and tell us their full program in a press and organization of their own.

I read all the material that you sent over on the IMG congress--I thought that the tendency's documentation was as usual of a high order. It was a real break that they published a bit of a synopsis in the Mole. I hope you have lots of copies on hand to present to anyone who wants to know what you are doing in that operation. Poor Pat Jordan--a sad picture. What is he doing now! I see Healy has beat us to the punch with a super bookstore. Well your sales should go up. No doubt the congress firmed up the tendency considerably . Very good-for it seems to me from afar that we dont know where the IMG is going

But I must drop Toni a line-she sent me a long and interesting letter a week or so ago. I gather that she has come through it all now. Met Mary up at the Orillia branch where she gave a report on the IMG but I did not have a real chance to talk to her.

Drop us a line when you have the time.

Warmest regards

Ross

August 22, 1972
334 Queen Street W
Toronto

Nottingham England

Dear Inni (F. and Frank

Oh to be in England as the class struggle continues to mount.

It was good to get your note---all the more that Alan and Connie had to cut their trip to Oberlin short and not come up to see us here in Toronto. I pressed others to go to Oberlin so that I could hold the fort here. Of course we had Mary here--I attended the Orillia branch meeting where she gave a short report on the IMG congress ---but I havent as yet had a chance to talk with here persomally. And she must be leaving shortly. She came right in to George and Bea's place in Richmond Hill which is now an operation of its own--with its own headquarters and much stepped up activity. When the north Yonge subway getsto Finch about 1 1/2 years from now it will siphon the crowd right into their headquarters doorway.

Yes, big developments with the Waffle. All in all the split initiated by Laxer and Watkins is a setback for the left as a whole. But a new left will be constituted on quite a wide basis and on much better terms--fredd of that old elitist leadership. Our capital has risen considerably. A week before last Sundays split conference we pulled together key forces to lay the basis of a new left caucus. The air was full of eulogies about the LSA ,how we had seen things crrectly--how our analysis of the NDP was the only correct one. It was so muhc and coming from such wide forces--Steve Penner and others--that I was beginning to suspect that it was a plot to get the NDP brass to proscribe the new caucus as they have proscribed the LSA- But they all meant well.

The London conference all preapred by Watkins-Laxer to split the operation was a big success for us--we got at least 140 persons to the caucus meeting and left Watkins-Laxer without any of the key forces. It is probable that the new Movement for an Indpendent and Socialist Canada wont even get off the ground. Of course Peter H played a big role at the conference,along with Hans M and a new woman comrade of ourslIz Barclay--a really able popularizer and educator. I havent heard a detialed report yet--our branch meets tonight. But the LC coverage will no doubt be very full.

I will remind Peter to go around and re-establish connections with Don. Don should really move into the riding association there. It is one of the better ones An the Toronto area. It is 100 % pro-Waffle---well 99 % as Brewin is a member and candidate-elect .Bruce Kidd who was the provincial candidate is a leading Waffler ---when I last heard he was supporting the Laxer-Watkins line. His wife is better. What the Waffle split does for the Woodbine riding I do not know. I have the distinct impression that Don did not renew his subscription to Labor Challenge--did he say anything about our press.

Yes, Connie and Al would not have known about the Mill split until they got the paper. Of course it was not completely unexpected by us. Mill and company have actually been outside our movement for a long time--the timing of the split suprised us ~~mxtm~~ The only reason why Mill has remained inside our movement is the international situation. He has long been under pressure of various persons around him--some who have never been in our movement and others who are drop-outs , to pull out of the LSA. Perhaps this pressure finally became too great--then again it is not at all excluded that he got some bad advice from some of the IMG leadership. Our impression is that they may well have decided ~~xxxx~~ to try and set up something like Argentina---an official section and a symapthizing group---they carry the line that the LSA is much more degenerate than the LSA and of course the longstanding position of theirs that

(this idea has some support from Pierre)

not exactly giving leadership these days--in the face of the Bolivian debacle and now both the terrible toll that the Argentine bourgeoisie are taking of our ERP comrades and the successes of the Moreno forces.

I passed your comments on to Liz Angus. It is good to hear your comments about ~~the~~ our paper. I am awfully close to it here and it is interesting to get a longer view. It is paralyzing that we do not have a British press. It is hard to follow developments over there from the Star and G and M which of course give better coverage than that NY Times. I am hoping that some solution soon comes to this problem--as I know you are all. The odd time I take time out to scan Healy's paper--I can hardly bring myself to bother about the Mole--but feel compelled to a bit because its the inspiration of our tendency

I read the key documents of t e IMG conference that came over. --and thought that the tendency came through very strong. Cant understand Pat and Toni's actions. From here it would seem that the IMG could blow up at any moment--or that at any time anything can happen. The pressure for the regroupment of all who consider themselves Trotskyists is a big challenge in England--it confronts even the sectarian and opportunist elements. Yes it would seem that anything could happen in England. All the more with the rising tempo of the class struggle. I gather from a few comments that we are able to live in the IMG ~~xxx~~ these days

It is good to see that you Toni are back on the job again----I suppose you Frank continue to increase your influence among your work mates and the union.

warmest regards

Ross

labor Challenge #63 Sept 1972

Quebecois mobilize for French schools

by ROBERT DUMONT

The French-speaking community in southwest Montreal is mobilizing against the closure of French-language schools in a struggle which pinpoints the growing threat to Quebecois language and national rights.

Last spring the Montreal Catholic (public) school commission (CECM) voted three to two to close five French schools because of declining enrolment from French-speaking students. The CECM subsequently revealed that it plans to close some 40 French schools throughout Montreal over the next two years. In the southwest part of the city, the Francophone school population has declined by some 6,000 in the past four years, while English-language enrolment remains steady and is even growing.

A key factor is that foreign immigrants settling in these regions have enrolled their children in English-language schools. They want their children to learn English because it is the language of business in Quebec — and therefore the language of work. Thus, among the reasons cited by the school commission for their decision to close the schools is "foreign control by Anglo-Canadian and American corporations" of the Quebec economy.

Another reason, according to CECM commissioner Fernand Daoust, general secretary of the Quebec Federation of Labor, who voted against the closures, is Bill 63 — a law passed by Quebec's Union Nationale government in 1969 which, by giving parents the right to send their children to English schools, struck a powerful blow at the efforts of growing numbers of Quebecois to create a single French-language school system which serves the interests of the Quebecois nation.

In southwest Montreal parents acting in collaboration with the Montreal Central Council of the Confederation of National Trade Unions (CSN), have formed a "Front Populaire" to fight the schools closures. According to spokesman Raymond Lemieux (who led the struggle for a French school system in Saint-Leonard in 1969 that was smashed by Bill 63), the Front's goals also include demands that government funds be used to subsidize only French-language schools.

The Front is also campaigning for repeal of Bill 63. This was the theme of a public rally it called Aug. 15 which was attended by 300 people. The meeting was addressed by prominent trade unionists and former Union Nationale Education minister Jean-Guy Cardinal — who has renounced the legislation he had piloted through the legislature in 1969 as an "error."

Two days later, on Aug. 17, the Front scored its first victory when the CECM voted unanimously to reverse its earlier decision to close one of the schools, Saint Raymond in Notre-Dame-de-Grace.

The Front has announced that parents and students may occupy one of the closed schools, Saint-Jean Damascene, this month in order to reopen it. Lemieux says they have been assured of full cooperation from teachers by the president of the Montreal Teachers Alliance. Many teachers are unemployed or threatened with unemployment as a result of closures and cutbacks in education spending; they will organize classes for pupils who participate in the occupation.

The struggle in southwest Montreal is fed by renewed concern and agitation around the status of the French language and threats to the French-language educational system. A recent survey found that during the first two years of operation of Bill 63, ironically titled a "Law to Promote the French Language in Quebec," over three thousand youths have changed from French schools to English schools on Montreal island alone.

The party which passed the bill, Unite-Quebec (formerly Union Nationale), has now come out for its repeal; so have the young Liberals in Quebec. The independentist Parti Quebecois says it will make repeal of Bill 63 its major campaign this fall.

Liberal Premier Robert Bourassa has rejected these demands, saying any policy decision must await the publication of the Gendron commission on the language question, which the government set up in 1969 to deflect criticism of Bill 63. The latest deadline for release of the commission's report is Dec. 31 of this year.

FOR A FRENCH QUEBEC. Demonstrators in Montreal October 16, 1971.

But pressure is mounting for action now. Quebec's major labor bodies, newly radicalized as a result of sharp conflicts with the Bourassa government in the public sector strike, have entered the campaign. On Saint-Jean-Baptiste day, June 24, the national holiday of Quebec, they co-sponsored celebrations in Old Montreal which attracted 50,000 under the theme of "French Quebec."

The advertisements in a special June 24 supplement to Quebec-Presse, the trade union weekly, echoed this theme. The Quebec Federation of Labor (FTQ) stated "We want to work in French." The Confederation of National Trade Unions protested: "They (the bosses) make us work in English."

The Montreal Labor Council of the FTQ, traditionally a supporter of bilingualism, came out for French as the "sole official language" at its orientation convention in April although a strong proportion of its membership is English.

A petition for French as the official language and withdrawal of Bill 63, circulated by the trade union-sponsored Mouvement Quebec Francais, collected 123,500 signatures in Montreal and over 100,000 outside Montreal by June 26 — well past its objective of 200,000 names. The MQF estimates that 70 percent of those solicited agreed to sign.

The struggle for French schools is shaping up as a major social conflict in Quebec. The reason why is expressed in the slogan of the Front Populaire of southwest Montreal: "French, the language of welfare; English the language of work." A growing number of Quebecois workers are showing they intend to change that situation.

Obituaries

CHARLES GAGNON, FLQ INTELLECTUAL LEADER 1939-2005

He promised to set Quebec alight with a crusade of bombs and fire. He later disavowed violence and supported the 1980 No campaign

BY M. J. STONE, MONTREAL

He was a Marxist-Leninist who modelled himself after Che Guevara, the darling of the Cuban Revolution. A prominent agent of the FLQ, Charles Gagnon was an outspoken advocate of murder and mayhem who later denounced violence and campaigned for the No forces in the 1980 Quebec referendum on sovereignty.

Mr. Gagnon was a university lecturer who spent more than four years in jail accused of crimes against the state. While sitting in Montreal's Bordeaux prison in 1968, the intellectual leader of the Front de Libération du Québec outlined his organization's insurgency plans in a text titled *Feu sur l'Amérique*. Hoping to transform Quebec's francophone anger and resentment into an apocalyptic conflagration of revolutionary rage, Mr. Gagnon wrote: "And that is precisely our role as the revolutionary vanguard — to set off a spark. We must start fires everywhere in Quebec. We must speak fiery words, do fiery deeds and repeat them over and over."

CANADIAN PRESS

In 1967, Charles Gagnon (centre) and Pierre Vallières faced charges of murder and armed robbery in connection with two explosions that killed a woman and a youth. They were represented by lawyer Michel Proulx. In later years (below), he was opposed to Quebec independence unless it was based on Marxist ideals.

From 1963 to 1969, the FLQ planted, on average, one bomb every 10 days somewhere in Quebec. Members of the FLQ, known as felquistes, were trained and organized by Georges Schoeters, a Belgian revolutionary and an alleged agent of the KGB. Mr. Schoeters, a frequent visitor to Algeria and Cuba, fashioned the FLQ after the Algerian guerrillas he admired. The felquistes were organized into independently operated units with such cell names as Viger, Louis Riel and Libération.

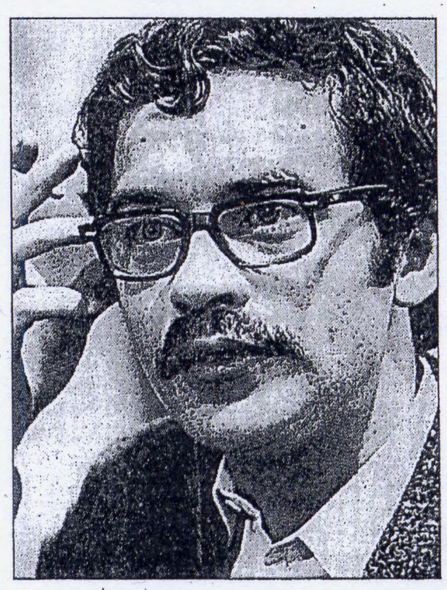
The revolution began in earnest on April 20, 1963, with a campaign of mailbox bombs and Molotov cocktails aimed at the English-speaking enclave of Westmount. By Oct. 7, Mr. Schoeters was in jail; he was sentenced to two five-year prison terms for his role in the violence. After his incarceration, Mr. Gagnon and Pierre Vallières, a journalist and author of *Nègres blancs d'Amérique*, became the FLQ's heart and soul.

On May 5, 1966, a cell of 20 felquistes led by the Gagnon and Vallières team set a bomb in the La Grenade shoe factory that killed Thérèse Morin, a secretary. Two months later, a bomb placed at Dominion Textile by the same group exploded prematurely, killing Jean Corbo, an FLQ member just days shy of his 17th birthday.

Mr. Gagnon and Mr. Vallières fled to the United Sates. In hopes of sparking a continent-wide revolution, they made contact with the Black Panthers in an attempt to coordinate strategies. On Sept. 26, 1966, the pair surfaced in New York in front of the United Nations to denounce the Canadian government for its treatment of imprisoned FLQ members. They were promptly seized and, after a lengthy extradition hearing, were sent back to Montreal on Jan. 13, 1967. Two days later, both men were indicted on charges of murder, manslaughter, bombing and armed robbery.

For the next 41 months, Mr. Gagnon sat in Bordeaux prison before he was acquitted of murder and manslaughter and 11 of the 13 charges against him. The government's failure to convict was due in no small part to a successful defence campaign waged both inside and outside the courts. Public support in Quebec fell firmly on the side of the felquistes. Unions, students and civil liberty groups all rallied in support of the FLQ leaders and urged the government to drop all charges. For added emphasis, fellow felquistes hammered home the point with a strategically placed bomb they detonated behind the home of the prison warden. Angered by the slow pace of their trials, Mr. Gagnon and Mr. Vallières began a hunger strike that was joined by 400 other inmates.

Released from prison in February of 1970, Mr. Gagnon released a public statement that tried to unite the Quebec experience within Canada



to the Palestinian situation with Israel. Seeking political support from the Palestine Liberation Organization, North Vietnam, Algeria and Cuba, his anti-American, anti-Zionist tirade praised the Palestinian resistance movement as a model that Quebec's insurgents should imitate.

"The ideal of the Palestinian resistance is identical to that of the Québécois, which rose in the heart of a people that history seemed to have doomed to a slow death following the English conquest of 1760," Mr. Gagnon declared. "But our revolution is far from having reached the state of organization that is the Palestinian insurgency. We are handicapped by the youth of our resistance movement. Despite this, the radicalization of social conflicts, and the development of an increasingly active class consciousness has resulted in a Quebec that, for the first time in its history, has the occasion to collectively organize for a war of popular liberation."

For all that, by the fall of 1970, the FLQ reluctantly accepted that its bombing campaign was not achieving any political payoff. Raising the ante, the organization changed tactics by opening a new front in their guerrilla war — a round of political kidnappings. On Oct. 5, 1970, British trade commissioner James Cross was abducted from his home by the Montreal Libération cell. On Oct. 8, the government capitulated to the kidnappers' demands and instructed CBC radio and television to broadcast an FLQ manifesto that called on the working class to rise up.

The rambling manifesto blamed wealthy anglophones for the circumstances that led to the kidnapping. "We have had our fill of promises of jobs and prosperity while we always remain the cowering servants and boot-lickers of the big shots who live in Westmount, the Town of Mount Royal, Hampstead and Outremont . . . while we, the Québécois, have not used all our means, including arms and dynamite, to rid ourselves of those economic and political bosses who are prepared to use every sort of sordid tactic to better screw us."

On Oct. 10, a second FLQ group, from the Chénier cell, kidnapped Pierre Laporte, the Quebec minister of labour, while he played touch football with his family in front of his home.

Four days later, about 3,000 people gathered in Montreal's Paul Sauvé Arena to chant "FLQ! FLQ!" and to applaud Mr. Gagnon and Mr. Vallières. The pair used the rally as an opportunity to organize a strike next day by teachers and students that was intended to show support for the FLQ. On Oct. 16, the day after the strike, Pierre Trudeau invoked the War Measures Act.

When the army rolled into Montreal, Mr. Gagnon was among the first 500 activists, unionists, teachers, writers, actors, singers and FLQ supporters to be arrested. The next day, the body of Mr. Laporte was discovered in the trunk of an abandoned car.

On Dec. 3, the RCMP identified the house where Mr. Cross was being held. After negotiations with the kidnappers, he was released and the four FLQ members responsible for his abduction were flown to Cuba on a Canadian armed forces aircraft.

After spending four months in jail, the conspiracy charges against Mr. Gagnon were thrown out of court. Even so, he stayed where he was. Still accused of being a member of a terrorist organization, he wasn't released until June 15, 1971, when he was finally acquitted of all charges of sedition.

After his release from prison, Mr. Gagnon turned his back on the FLQ and devoted himself to Marxist ideals. He spearheaded the creation of the Communist organization En Lutte. Unlike Mr. Vallières, who would lend his support to the Parti Québécois, Mr. Gagnon was staunchly opposed to Quebec independence unless it was accompanied by a Marxist social reordering. Their friendship soon ended, and Mr. Vallières went on to become a prominent gay-rights advocate; he later joined a Franciscan-influenced religious order.

For his part, Mr. Gagnon denounced the PQ, calling its "reactionary" nationalism bourgeois. He argued that workers from across Canada should unite to create a single socialist nation. Leading up to the 1980 Quebec referendum, he rallied in support of the No forces.

In the 1994 documentary, *La liberté*, filmmaker Daniel Lafond, the husband of current Governor-General Michaëlle Jean, brought together several former felquistes. Among them were Mr. Gagnon and Mr. Vallières. In the film, Mr. Gagnon questioned the wisdom of his violent past and insisted that his life had been marred by two handicaps: his association with the FLQ, and his association with violence. "It was a senseless chapter in Quebec history. . . . Maybe it's good for Bolivia, but here it made no sense."

Charles Gagnon was born in Ste-Cécile-du-Bic, Que., near Rimouski, on March 21, 1939. He died of cancer in Montreal on Nov. 17, 2005. He was 66.

Special to The Globe and Mail

La Lutte Ouvrière

Toujours au bagne: Vallières et Gagnon

par Michel Mill

Gagnon est acquitté; Vallières est condamné. Les accusations contre les deux révolutionnaires étaient pareilles, la preuve présentée par la Couronne était la même, les témoins étaient identiques. Mais douze personnes ont voté à l'unanimité pour libérer Charles Gagnon de l'accusation de meurtre, et douze autres personnes ont voté à l'unanimité, à peine plus d'une semaine plus tard, pour condamner Pierre Vallières. Tirez vos propres conclusions sur la justice au Québec . . .

Dans leur tentative de libérer la nation, Vallières et Gagnon ont risqué leur liberté et leur vie. De plus en plus de Québécois sont prêts à courir des risques aussi graves pour la libération de la nation. Arracher Vallières et Gagnon — car il ne faut pas oublier les autres accusations qui pèsent toujours contre ce dernier — des mains de la justice bourgeoise, qui depuis trois ans a démontré toute sa mesquinerie envers eux, est une tâche élémentaire de tous ceux qui aspirent au titre de révolutionnaire ou même de démocrate.

Dans ce contexte, que dire des commentaires du Juge Miquelon qui, en rendant son jugement a osé dire à Vallières qu'il aurait pu faire une belle carrière s'il n'avait pas choisi la mauvaise voie? Non, monsieur, il y a de plus en plus de Québécois qui sont prêts à affirmer avec Pierre Vallières que la bonne voie n'est pas celle de la petite carrière bourgeoise, faire sa vie sur le dos des autres, mais celle de la libération socialiste du Québec, coûte que coûte.

Notre solidarité totale avec la cause de Vallière et Gagnon ne doit quand même pas nous empêcher d'exprimer honnêtement nos divergences avec la tactique qu'ils ont choisie. Pour nous la violence de l'individu ou du petit groupe ne peut pas libérer les opprimés; seul un vaste mouvement révolutionnaire de ces opprimés eux-mêmes pourra détruire toute la structure d'exploitation capitaliste et d'oppression nationale. Les crimes de cette société québécoise ne peuvent que créer un désir brûlant de vengeance qui est totalement justifié, mais l'envergure même de ces crimes est tellement vaste que ce désir ne peut pas être satisfait par l'acte de violence isolé. Pour ceci il faut mettre en mouvement des milliers, des dizaines et des centaines de milliers d'opprimés à travers la nation et les diriger à l'assaut de toutes les forteresses de la vieille société.

Il y en a pour qui le refus de la tactique du FLQ signifie un refus de défendre ceux du FLQ qui sont devant les tribunaux; il y en a d'autres pour qui la défense de Vallières et Gagnon signifie l'acceptation sans critiques de leur pratique. Quant à nous, nous sommes fiers de continuer à crier à haute voix et devant qui que ce soit: LIBÉREZ VALLIÈRES ET GAGNON!

Le Parti Québécois

(Suite de la page 1)

La nature fondamentale du PQ est si bien établie qu'on ne peut pas changer le parti en y travaillant à l'intérieur. Il n'est pas non plus une "étape nécessaire" dans la libération nationale. Le PQ veut entrainer les travailleurs à la remorque de la petite-bourgeoisie, en leur disant de supprimer leurs intérêts de classe jusqu'à l'arrivée de l'indépendance. Ca, ce n'est nullement une "étape nécessaire" de la libération.

La prochaine "étape" sera franchie quand les travailleurs trouveront leur expression politique et prendront la tête de la lutte nationale. Pour ce faire, ils ont besoin de leur propre parti, un parti ouvrier de masse avec un programme socialiste. Notre tâche, en tant que socialistes, n'est pas de réformer le PQ petit-bourgeois, mais plutôt de le remplacer avec l'outi politique de la classe ouvrière.

Si, au lieu de se laisser emporter par la vague péquiste, les travailleurs et étudiants comprendraient cette tâche élémentaire, et commenceraient à agir dans ce sens, on pourrait accélérer considérablement l'établissement du parti ouvrier.

La candidature de Manon Léger symbolise cette nécessité du parti ouvrier de masse. Sa campagne expliquera cette idée à des milliers de Québécois, non seulement dans le comté de Dorion mais aussi à travers la province. Son programme qui est carrément socialiste pose l'alternative véritable à la politique bourgeoise et petite-bourgeoise. C'est le seul programme à poser correctement les besoins de la population québécoise et à faire progresser la lutte. Tout le monde est invité à participer dans la campagne Léger à Dorion: **pour un Québec libre, français et socialiste!**

Numéro Spécial

Ce numéro est un numéro spécial sur les élections.

Si vous voulez recevoir des nouvelles et analyses du mouvement nationaliste québécois, des luttes syndicales, du mouvement socialiste international, abonnez-vous dès maintenant à *La Lutte Ouvrière*.
L'abonnement d'un an ne coûte qu'un dollar.

Je m'abonne au journal.
Je veux aider la campagne socialiste. Voici ma contribution de $.....

liés au NPD-Québec à travers leurs syndicats. Le NPD, qui fut fondé en 1961 par le CCF et la principale centrale ouvrière du pays, le Congrès du Travail du Canada, a pu s'enraciner à travers le Canada. C'est le parti ouvrier au Canada anglais, où il a récemment pris le pouvoir au Manitoba.

Dans les comtés où il se présente, le NPD est la seule alternative possible. Il faut avoir le plus grand vote possible pour le NPD. L'élection de plusieurs députés NPD serait une action historique qui pourrait provoquer l'établissement du parti ouvrier de masse au Québec.

Le 29 avril, votons pour la classe ouvrière. Dans Dorion votons Manon Léger. Ailleurs, votons NPD.

Gagnon enfin libéré

par Michel Mill

Après 3 ans et demi d'emprisonnement dont plus de la moitié de détention préventive, Charles Gagnon a regagné la liberté le 20 février. Tout indépendantiste, tout socialiste, en fait tout démocrate ne peut que se réjouir de cette victoire extraordinaire. Grâce à une campagne de défense menée à merveille par le Comité Vallières-Gagnon et les avocats Mergler et Lemieux, Gagnon est sorti et tout permet un certain optimisme quant à la libération prochaine de Pierre Vallières, accusé essentiellement des mêmes "crimes".

Il y a beaucoup de gens dans la gauche québécoise qui adoptent une attitude fataliste face à la question de défense des militants amenés devant les tribunaux bourgeois. Certes, la justice au Québec est une justice de classe et une justice coloniale mais la libération de Gagnon prouve justement qu'il est possible et nécessaire d'exiger du système qu'il prenne au sérieux ses prétentions des droits de l'homme. Ce cas exemplaire indique également la nécessité dans des cas de défense légale de former le plus grand front commun possible et de ne pas exiger que tous ceux qui veulent défendre un militant soient d'accord avec toutes les idées révolutionnaires du militant en question.

La victoire de Gagnon est le couronnement de toute une série de victoires légales récentes dont la libération de Lemieux. Mais il reste une victoire à réaliser. Aussi longtemps qu'un militant reste en prison nous devons lutter. Libérez Vallières!

Hugo Blanco, en prison au Pérou, écrit:

Problèmes de stratégie révolutionnaire.

Hugo Blanco

De sa prison, le dirigeant révolutionnaire péruvien Hugo Blanco a répondu à quatre questions qui sont actuellement discutées dans l'avant-garde révolutionnaire latino-américaine. Nous avons traduit pour ce numéro l'interview du service de presse international, Intercontinental Press, publié à New York.

Hugo Blanco est le dirigeant du Frente de Izquierda Revolucionario (Front de la Gauche Révolutionnaire), la section péruvienne de la Quatrième Internationale. Au début des années '60, il mena la grande montée paysanne pour la récupération de leurs terres. Le gouvernement envoya son armée pour réprimer dans le sang ce mouvement populaire. Au cours de cette répression, un militaire fut tué, et le gouvernement utilisa ce prétexte pour chasser et emprisonner Blanco.

Ce mois-ci il entre dans sa 7e année d'incarcération. Sa vie est toujours en danger. Beaucoup d'autres prisonniers politiques sont morts dans les prisons latino-américaines, dans des circonstances "mystérieuses." Il faut maintenir et amplifier la campagne internationale en faveur de sa libération immédiate. Rappelons qu'en 1967 la FTQ a exigé la libération de Blanco et de ses camarades, et que 5,500 Québécois ont signé la pétition envoyée par la centrale à tous ses syndicats affiliés — NDLR

●

Question: Quelle relation établissez-vous entre le parti et la révolution?

Hugo BLANCO: Toute entreprise humaine nécessite pour sa réalisation une organisation. Une révolution sociale est une tâche immense et complexe. Bien que réalisant cette tâche les masses n'ont pas pleinement conscience de son processus avant son aboutissement. "L'avant-garde consciente" qui connaît le but à atteindre et en général les moyens pour y parvenir, ne représente qu'une minorité.

Comment peut-on justifier le refus d'organiser cette avant-garde? Les anarchistes ont eu une explication, les "guerilleristes" (les défenseurs de la guérilla considérée comme une panacée: Note du traducteur) qui ne sont pas très éloignés des anarchistes en ont une autre.

La position des "guerilleristes" découle directement de leur conception de la révolution. Pour eux, guérilla et révolution sont synonymes et par conséquent le travail révolutionnaire d'organisation c'est l'organisation des guérillas.

Pour nous, marxistes, la révolution est un processus dont la lutte armée représente une phase critique: la guerilla est une des formes que cette lutte armée peut prendre. En conséquence l'avant-garde consciente qui organisera et conduira les masses au cours de ce processus large et complexe a besoin d'une organisation appropriée à l'accomplissement de cette tâche. Cette organisation est le parti.

Utiliser l'inefficacité des partis communistes pour démontrer l'inefficacité du parti constitue un amalgame inexact. Ces partis ne servent pas la révolution parce que leur objectif est de maintenir la coexistence pacifique et de ne pas faire la révolution. L'enseignement que nous devons en retirer est que nous devons construire un parti qui interviendra dans tous les aspects du processus révolutionnaire. Précisément, la grande faiblesse de notre travail de masse parmi les paysans a été, sous la pression du mouvement des masses, de ne pas avoir accordé le temps suffisant à la construction du parti. Nous avons payé très lourdement cet oubli. La réalité nous frappe très durement, nous prouvant encore une fois combien LENINE avait raison de tenir le parti pour indispensable.

Question: Au Pérou quel rôle attribuez-vous à chacun des quatre principaux courants du mouvement communiste mondial: pro-soviétiques, maoïstes, trotskystes et fidélistes?

Les partis communistes pro-soviétiques sont des organisations au service de la bureaucratie soviétique. Leur objectif n'est pas la révolution mais le maintien de la coexistence pacifique. Au Pérou, ils sont contents d'avoir une ambassade soviétique. Donc ils soutiennent notre gouvernement bourgeois pro-impérialiste.

Les pro-chinois représentent un courant qui, à juste titre, a rompu positivement à gauche des vieux partis communistes. Mais malheureusement, ils agissent aussitôt en fonction du conflit Pékin-Moscou et non en fonction des nécessités du développement révolutionnaire dans notre pays. Leur sectarisme stalinien a atteint des dimensions grotesques. Non seulement ils sont sectaires envers le parti communiste pro-soviétique, mais aussi envers tous les autres courants, les groupes révolutionnaires compris. Le résultat étant qu'ils se combattent tout aussi sectairement entre eux. En ce qui concerne ce dernier point, je me réfère au Pérou, mais je ne serais pas surpris si cela était une caractéristique générale des maoistes.

Leur incapacité à rompre avec le stalinisme, leurs diatribes substituées aux discussions politiques, leur action déterminée par les besoins de Pékin les rendent incapables de jouer un rôle dirigeant dans la révolution latino-américaine. Cependant, il y a parmi les maoistes des révolutionnaires dynamiques et dévoués, certains d'entre eux peuvent surmonter ces erreurs et participer de manière positive au processus révolutionnaire.

Les camarades fidélistes confondent révolution et guerilla et substituent les guerillas à la conception du parti. C'est ce qui les a affaiblis le plus. En dépit du grand prestige de la révolution cubaine, de Fidel et du "Che", ils s'affaiblissent.

Ils présentent certains aspects contradictoires. En l'absence d'analyse profonde, leur rejet de l'opportunisme du Parti communiste les conduit à rompre avec le marxisme-léninisme sur plusieurs points fondamentaux. Ils sous-estiment l'importance des mouvements de masse. Ils surestiment et glorifient les actes héroïques isolés ... Par ailleurs, l'héritage du stalinisme, que beaucoup d'entre eux conservent, demeure dans leur concept de "bourgeoisie progressive", leur manque de clarté sur la nature de notre révolution, la reprise de la "caractérisation" du trotskysme donnée par le stalinisme ...

Au Pérou, la situation les oblige à un travail de masse de manière positive. J'espère qu'ils s'intégreront dans le réel mouvement révolutionnaire de masse et qu'ils comprendront qu'en tant que guerilleristes ils n'ont pas d'avenir.

Par-dessus tout, les fidélistes dans notre pays ont un problème: ils doivent combattre un gouvernement que Fidel soutient. Dans de telles conditions, comment les fidélistes pourraient-ils diriger notre révolution?

Nous, trotskystes, pensons que le mouvement révolutionnaire doit se développer à partir des besoins plus ressentis des masses, à leur niveau organisationnel actuel et à leur niveau présent de combativité et de conscience.

La révolution socialiste est la seule solution définitive à tous les problèmes des masses et c'est vers cet objectif que nous devons tendre.

Peu importe le caractère limité de chaque conquête des masses, si elle est acquise par leur mobilisation, car elle aide alors à leur éducation, à élever leur conscience, à renforcer leurs organisations et leurs méthodes de lutte.

Ce processus large et complexe devrait se baser sur une stratégie générale qui tienne compte de tous les aspects de la lutte et qui s'efforce d'atteindre tous les secteurs populaires.

C'est la conception du Manifeste communiste, la conception du léninisme, la conception du Programme de Transition, le document de fondation de la IVe Internationale.

Je suis trotskyste, membre de la IVe Internationale. Je crois en sa méthode et en sa

(suite de la p. 2)

La librairie d'avant-garde

La meilleure sélection de livres radicaux à Montréal. Oeuvres de Marx, Trotsky, Castro, Lénine, et de Malcom X. Ouvert de 12 à 18 h., du lundi au samedi. 861-3018. 228 est Ste-Catherine

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédacteur: ARTHUR YOUNG

Publié chaque mois au 226 est Ste-Catherine, Montréal par l'association "La Lutte Ouvrière." Téléphone: 861-3018. Abonnement d'un an: $1.00. Les opinions du journal sont exprimées dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc. à St-Jean, Québec.

VOL. 6 — No. 4 — (33) juin 1970

(de la p.1)

pratique. Je considère comme fondamentale la construction de partis dans chaque pays, sur ces principes généraux.

Question: Que pensez-vous du discours où Fidel Castro avançait la possibilité pour le régime militaire péruvien de guider la révolution péruvienne?

Il est très triste de voir Fidel soutenir le gouvernement bourgeois pro-impérialiste à cause de sa politique de développement du pays et de sa démagogie anti-impérialiste. C'est le gouvernement qui a massacré des paysans, qui combat avec la bourgeoisie nationale et l'impérialisme les travailleurs péruviens, qui mène une politique de répression contre les étudiants qui résistent aux projets gouvernementaux livrant l'Université aux intérêts de l'impérialisme.

Au Pérou, tous les révolutionnaires sont contre le gouvernement, y compris naturellement les fidélistes.

Je me souviens d'un incident. A Chaupimoyo, je fus une fois réveillé par les cris d'une paysanne qui avait parcouru une longue distance pour venir de chez elle. Je pensais que quelque chose de terrible devait lui être arrivé. Aussi je lui demandai s'il y avait eu un accident. Elle répondit: "Non! J'ai entendu à la radio que notre cher Fidel a été assassiné!" Après, lorsque notre guérilla fut dans la jungle, on vibrait à l'écoute du soutien ardent de "Radio La Havane". Je suis certain que la camarade paysanne était également touchée dans sa cabane par "Radio La Havane".

Parce que nous devons toujours être sincères avec le peuple, il est très pénible de penser que cette camarade est à l'écoute de ce que "Radio La Havane" et Fidel disent sur le gouvernement péruvien. Cette camarade possède aujourd'hui les terres qu'elle a acquises au cours des luttes paysannes. Les gouvernements bourgeois n'ont pas osé reprendre les terres aux paysans. Le gouvernement actuel veut leur faire payer ces terres. Les paysans résistent, ils défendent leur réforme agraire contre la "réforme agraire" du gouvernement.

Pourquoi Fidel fait-il confiance à un gouvernement qui combat cette paysanne? Pourquoi ne fait-il pas confiance à la camarade qui combat pour sa terre et qui ravitaille, habille et protège sa guérilla qui lutte dans les montagnes? Fidel croit-il que seules les guérillas ou les armées bourgeoises sont capables de faire la révolution? Ce sont les masses du Pérou qui feront la révolution, camarade Fidel! Elles utiliseront les guérilleros comme l'une de leurs armes.

Question: Pensez-vous que la guérilla se poursuivra comme "Che" Guevara l'avait conçue ou que les révolutionnaires utiliseront d'autres tactiques dans le futur?

Les réponses aux questions précédentes indiquent clairement que nous ne concevons pas la guérilla comme une stratégie, mais seulement comme une tactique qui peut être utilisée à certains moments dans certaines conditions.

Développer la guérilla rurale comme une stratégie générale pour tous les pays d'Amérique latine a été une grande erreur de Fidel et de "Che". Ce fut une très pénible expérience pour l'Amérique latine. Heureusement, la dure réalité a obligé beaucoup de camarades fidélistes à reconsidérer leur position. Ils commencent à comprendre que le choix n'est pas opportunisme ou guérilla, mais opportunisme ou révolution.

Pierre Vallières enfin libéré

Pierre Vallières a finalement regagné sa liberté.

Vallières a toutefois passé 44 mois derrière les barreaux, même si jusqu'à date il n'a été condamné qu'à 37 mois de prison, dans des condamnations qui sont toujours en appel. Libéré sous caution, il y a toujours d'autres accusations qui pèsent contre lui.

La libération de Vallières, suite à celle de Gagnon il y a quelques mois, est une très grande victoire pour les droits civiques au Québec. Elle vient après une longue lutte, comportant nombre de pétitions, de manifestations, etc., et quatre jeûnes de la part de Vallières.

Cette victoire appelle au renforcement de la solidarité avec les autres prisonniers politiques toujours détenus, et avec les individus qui sont actuellement devant les tribunaux dans les procès politiques (dont Raymond Lemieux et Laurier Gravel).

Le "grand tournant" du FLP

par Alain Beiner

Suite à la manifestation qu'ils nt organisée le 1er juillet contré la Confédération, le Front de Libération Populaire (FLP) a annoncé son intention de mettre l'accent sur des "actions de harcèlement par des groupes de 5 à 6 personne plutôt que sur des manifestations de masse". Les quelques 400 personnes qui ont participé se sont trouvées au tout début pris dans un piège sur la rue Amherst où la manifestation était déclarée "illégale" et brisée par la police, sous prétexte qu'il n'y avait pas de permis. Pour les dirigeants du FLP, ceci fait preuve de "l'im-p Montréal" et de la nécessité de "s'orienter vers de nouvelles formes d'action du type de celles qu'utilisent les employés de Lapalme pour combattre leur mise à pied. Cette lutte de guérilla n'exclut pas l'organisation de quelques manifestations de masse."

Cette "nouvelle orientation" du FLP de surbordonner des actions de masse aux "actions de harcèlement par des groupes de 5 à 6 personnes" met en question le rôle, la valeur, et le pourquoi des manifestations de masse et des autres actions de masse (grèves, rallies, lignes de piquetage, campagnes pour les droits civiques, etc.) Et cette question ouvre un débat plus global — comment et avec quelle force changer la société?

Le Front de Libération Populaire est l'expression québécoise de l'ultra-gauchisme. Le FLP croit aux actions spectaculaires — des manifestations violentes et illégales, cassage de fenêtres, la "guérilla urbaine", des groupes de commandos, etc. L'annonce de la manifestation du 1er juillet dans le journal **La Masse** du FLP était complémentée par des photos de mitrailleuse et de masques à gaz.

De telles confrontations ne peuvent que rassembler les gens déjà radicalisés et ne peuvent pas convaincre les larges masses de la population de la justice des revendications avancées. Elles visent, au fond, non pas à bâtir un mouvement de masse, mais plutôt à effrayer les patrons par leurs actions violentes.

Le FLP, comme tous les gauchistes, abandonne la perspective de masse. Ceci se voit le plus clairement dans son attitude face aux élections. Le FLP rejète toute participation électorale en disant que c'est jouer le jeu de la bourgeoisie, mais en réalité, en ce faisant il rate tout moyen de s'adresser aux masses dans une période où son intérêt dans la politique est plus grand que jamais. Par son refus d'engager la lutte aux élections du 29 avril, le FLP a laissé la porte ouverte au PQ, parti bourgeois, de récupérer un bon nombre de radicaux. Le balayage du PQ dans la gauche québécoise a été tellement profond que le FLP a dû décommander sa manifestation "anti-électoraliste" du 24 avril, faute d'appui. Bien des membres du FLP ont cédé aux pressions et ont voté péquiste. C'était le résultat inévitable de la politique ultra-gauchiste du FLP, l'abstention.

La stratégie correcte pour les socialistes révolutionnaires est celle qui essaie de construire de larges mouvements qui peuvent mobiliser les masses et les entrer en lutte contre le gouvernement, sur des questions qu'elles comprennent actuellement. C'est à travers leur participation dans des actions autour des questions précises — que ce soit l'indépendance du Québec, l'unilinguisme français, ou la libération des femmes — que les masses commencent à mettre en question tout le système, à voir les liens qui existent entre toutes ces questions et en fait à se radicaliser. Cette stratégie générale implique l'emploi de tout moyen qui nous permet à s'adresser aux masses, autant que ces moyens ne compromettent pas nos principes.

Seul un mouvement avec la perspective de gagner les masses au programme socialiste à travers des mobilisations peut réussir à les mener dans la construction d'une nouvelle société. Autrement on ne fait que jouer à la révolution.

La défaite des Travaillistes

Les travailleurs anglais ont accueilli leur nouveau gouvernement à leur façon: par la première grève des débardeurs depuis 1926. Cette grève est vite devenue une confrontation majeure entre le gouvernement et

ne signifie pas un revirement dans la lutte des classes, elle indique carrément la complète incapacité pour l'aile droite du leadership du mouvement ouvrier, de donner aux luttes futures une direction les conduisant

La Lutte Ouvrière

POUR QUE LES SYNDICATS LANCENT LE PARTI OUVRIER DE MASSE

LA LUTTE OUVRIERE

NUMERO SPECIAL

HALTE A LA REPRESSION POLICIERE, AUX DESCENTES, ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS.

LIBEREZ TOUS LES DETENUS

Retrait immediat des troupes federales

RETRAIT IMMEDIAT DE LA LOI DES MESURES DE GUERRE

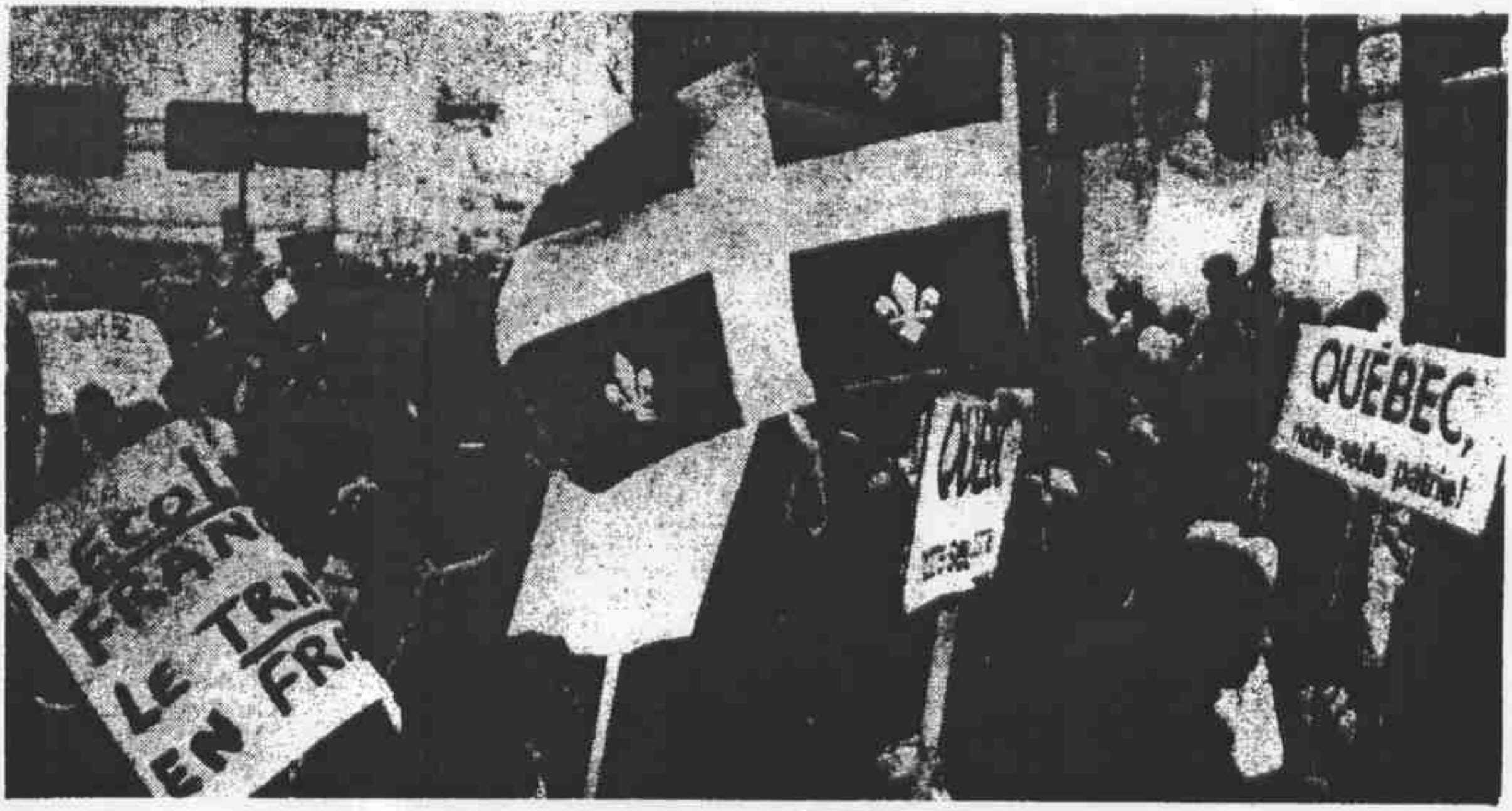
FIN A TOUTE VIOLATION DE LA DEMOCRATIE

FIN AU TERRORISME EN ACCORDANT AUX QUEBECOIS LEURS DROITS DEMOCRATIQUES

FIN A CETTE SITUATION QUI FONT DES ELECTIONS CIVIQUES UNE FARCE

VOTEZ FRAP ET MANON LEGER A LA MAIRIE

POUR UN MONTREAL FRANCAIS DANS UN QUEBEC INDEPENDENT ET SOCIALISTE



l'action de masse?

le martyre des felquistes.

Quel est le résultat final des actions du FLQ et de sa politique terroriste? Loin d'embarasser le gouvernement et de le forcer à reculer, le FLQ a renforcé la main de Trudeau. Les actions du FLQ ont-elles mobilisé et inspiré la classe ouvrière? Non.

Le FLQ a substitué les actions isolées d'une petite poignée à l'action politique de masse de la classe ouvrière, la seule voie pour la libération du Québec. La tâche des socialistes et de tous ceux qui veulent un Québec socialiste indépendant est de gagner la classe ouvrière à un programme de lutte; nous devons nous organiser en tant que classe sur un niveau économique et politique pour prendre le pouvoir dans nos mains.

Mobilisations en défense des droits démocratiques

Après une courte période de confusion emenée par les descentes éclairs et les arrestations de centaines de militants de toutes tendances et de toutes orientations politiques les Québécois ont commencé à faire entendre leur opposition aux mesures d'état policier imposées par Ottawa.

Au moment d'aller sous presse, 700 permanents du mouvement ouvrier organisé se sont rassemblés à Québec, dans une conférence d'urgence largement représentative, pour condamner la loi spéciale et renforcer sa position contre le terrorisme.

Suite p.4

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédacteur: Arthur Young-Emprisonné
Edition Spéciale-Octobre 1970

ce que veut dire la loi totalitaire

Par cette loi des mesures de guerre décidé avec la complicité des gouvernements Bourassa et Drapeau toute police ou a le soldat pouvoir d'arrêter sans mandat, n'importe qui suspect d'avoir violé ces mesures ambiques et sans limite.

La loi d'habeas corpus, demandant qu'une charge soit déposée contre une personne dans les vingt-quatre heures suivant son arrestation, a été suspendue.

Mais sous son couvert à travers une campagne de terreur ils ont tenté de décapiter le mouvement national de masse. Ils espèrent également établir les bases pour écraser le mouvement ouvrier organisé - FTQ, CSN, CEQ - le fondement même du mouvement pour les droits démocratiques.

Suite de la p. 3

Le Comité Québécois pour la Défense des Droits Démocratiques composé de figures bien connues de plusieurs facultés et universités, projette un "teach-in". La Ligue des Droits de l'Homme a, elle aussi, condamné le

Penny Simpson, trésorière pour la campagne Léger à la mairie emprisonnée sous la loi des mesures de guerre.

Arthur Young, agent de publicité pour la campagne Léger à la mairie, emprisonné sous la loi des mesures de guerre.

---

gouvernement pour son imposition de la loi des mesures de guerre.

Un facteur important dans la renaissance de l'opposition au Québec a été les manifestations nombreuses et largement répandues à travers le Canada Anglais ainsi que les diverses actions de solidarité qui se sont déroulées aux Etats-Unis, en France et ailleurs.

La grande majorité du groupe parlementaire du Nouveau Parti Démocratique à Ottawa, a condamné le geste de Trudeau. Lorsque l'on a tenté de défier cette position en disant que cela coûterait surement des votes au NDP, son leader T.C. Douglas a répliqué qu'il s'agissait là d'une question de principe comparable à celle de la guerre du Vietnam.

Des manifestations allant de quelques douzaines à quelques centaines de participants ont été organisées d'un océan a l'autre; Fredericton,Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Vancouver, etc.

FORUM SOCIALISTE
Chaque vendredi à 20 h
débats et discussion des problèmes de la libération de Québec.

226 est , rue Ste-Catherine

Abonnez-vous à La Lutte Ouvrière, journal de combat socialiste. 12 numéros - $1.00. Envoyer au 226 est Ste-Catherine, Montréal.Téléphoner 861-3018.

Votons contre la répression!

A Montréal le 25 octobre, les élections municipales se tiendront, mais depuis le 16 octobre, la population québécoise s'est vue renier tout droit démocratique par une force armée étrangère. C'est dans une ville assiégée que, semble-t-il, les montréalais décideront de leurs représentants au municipal. Ceci ressemble plus à une farce qu'à une élection démocratique.

Lois d'urgence, perquisitions, arrestations, ne font que se succéder. Nos droits de réunions publiques, de distributions de tracts, tout cela est désormais remis en question.

La campagne Manon Léger, candidate à la mairie nommée par La Ligue Socialiste Ouvrière et La Ligue des Jeunes Socialistes, subit également la répression actuelle; son agent de publicité, Arthur Young, et sa trésorière, Penny Simpson, ont tous deux été arrêtés vendredi dernier, dans la première vague d'arrestations ceci malgré sa position explicite contre le terrorisme. Manon Léger n'est evidemment pas la seule dans cette situation. FRAP a également vu deux de ces candidats arrêtés, sans compter les perquisitions.

Tente-t-on par ces moyens d'assurer à Drapeau & Cie, le pouvoir municipal? Le régime Drapeau représente les intérêts de la bourgeoisie qui a pour but de s'accumuler le plus de profits possible, aux dépens de la masse des salariés. A ceci Drapeau a réussi.

L'heure est excessivement grave. Nous devons maintenant élire des gens qui nous représentent vraiment, et qui feront passer le bien-être commun avant la course aux profits. En ce sens, la liste ouvriére du, FRAP, présente cette alternative. De plus, la candidature socialiste de la LSO/LJS constitue à la mairie, l'alternative réelle à l'administration patronale actuelle, et vient en quelque sorte compléter la liste du FRAP.

Un vote pour Manon Léger est un vote pour le retrait immédiat des troupes fédérales de la loi d'urgence, pour la réelle démocratie, en un mot pour l'hôtel de ville aux travailleurs!

Le terrorisme ou

Pour combattre le terrorisme, que les partisans du FLQ croient être dans l'intérêt des Québécois, le gouvernement fédéral a saisi l'opportunité de lancer, par l'entremise des vastes ressources qu'il détient, sa propre vague de terreur -- non seulement contre les Québécois mais également contre les anglophones du Canada anglais.

Ottawa a imposé par son décret et sa mise en vigueur d'une loi des mesures de guerre, un état policier au Québec et au Canada.

Le FLQ a été pouseé par le gouvernement fédéral, ses représentants Québecois et ses policiers qui ont la gâchette facile, dans un cul-de-sac qui a dé jà abouti à la mort de Laporte et qui peut possiblement se terminer par la mort de Cross et par

Libérez Michel Chartrand et tous les autres prisonniers politiques!

Le gouvernement québécois vient de déclencher une nouvelle vague de procès politiques, dans l'espoir d'estropier le mouvement indépendantiste. Une cinquantaine de personnes sont accusées au moment où nous mettons sous presse; d'autres seront bientôt accusées. Entre temps, elles sont toutes derrière les barreaux, sans cautionnement, pour au moins trois mois.

Le but du gouvernement se voit clairement lorsqu'il accuse le syndicaliste Michel Chartrand (militant politique depuis le temps du Bloc Populaire) d'être un membre clandestin du FLQ. Cet indépendantiste socialiste bien connu est aussi censé avoir participé à une "conspiration séditieuse". Le gouvernement refuse de préciser les détails de son accusation, disant simplement que les crimes ont été commis "entre le 1er janvier 1968 et le 16 octobre 1970". C'est-à-dire dans une période de près de trois ans!

L'on accuse Chartrand et avec lui quatre autres de quelque chose qui alors n'était même pas un crime!

Les accusations sont simplement fantaisistes. Pierre Vallières et Charles Gagnon sont encore derrière les barreaux, même si le gouvernement était incapable de les faire condamner pour aucun crime sérieux dans une longue série de procès politique s'étendant sur trois ans.

Est-ce à cause de leur défense des prisonniers politiques tels que Vallières et Gagnon que Jacques Larue-Langlois et Robert Lemieux se trouvent accusés eux aussi? Accuse-t-on Robert Lemieux parce qu'il a négocié pour obtenir la libération des 23 prisonniers politiques? Si c'est le cas, son unique crime est d'avoir cru la parole du gouvernement qui disant vouloir négocier sérieusement.

Ces procès constituent l'attaque la plus sérieuse contre nos droits. Si le gouvernement réussit à faire condamner Chartrand et les autres, il aura les mains libres pour en emprisonner beaucoup d'autres qui s'opposent au régime actuel. Il faut une campagne gigantesque en vue de libérer tous ces nouveaux prisonniers politiques. Nos propres libertés sont en péril.

Le gouvernement veut intimider le mouvement nationaliste grandissant qui se développe toujours au Québec, ceci à travers la limitation de nos droits civiques, limitant ainsi la possibilité des Québécois de s'organiser et de lutter contre leur domination; à travers les arrestations et perquisitions arbitraires; et à travers l'emprisonnement prolongée de figures bien connues sous l'accusation de conspiration séditieuse.

Aux universités et CEGEPs, de nombreux militants étudiants ont été arrêtés et les autres ne connaissent pas trop leurs possibilités d'action sous un tel climat. Il devient même difficile d'obtenir une salle pour se réunir. On peut voir une situation semblable dans le mouvement syndical, dans la gauche et le mouvement nationaliste allant jusqu'au PQ qui se voit obligé de réagir quelque peu.

Mais heureusement le mouvement d'opposition à la loi restrictive s'aggrandit chaque jour. Le Comité québécois pour la défense des libertés a reçu une grande réponse en organisant deux teach-in et plusieurs autres projets sont à l'étude.

Les centrales syndicales ont réagi dès le début en s'opposant à la Loi des mesures de guerre et en formant un cartel syndical, ce qui sans doute réduisit considérablement l'élan du gouvernement et de la police dans son travail de répression. L'existence du mouvement syndical est basée et a été gagnée à travers la lutte pour les droits démocratiques. Les centrales doivent passer de la parole aux actes. Elles ne doivent pas permettre l'atteinte du mouvement syndical par cette répression.

Les centrales doivent mobiliser leurs effectifs pour défendre les militants touché par la répression. En particitouché par la répression. En particulier pour la libération et le retrait des accusations qui pèsent contre Michel Chartrand.

La tâche principale maintenant est d'élargir le plus possible le mouvement

(Suite à la page 2)

La Lutte Ouvrière

A la défense des accusés

(Suite de la page 1)

pour la libération de Chartrand et tous les autres prisonniers. On ne doit pas laisser les Québécois s'habituer et s'endormir avec une telle loi répressive sur le dos. Il faut éveiller leur conscience sur les dangers qu'elle représente pour notre propre libération. Ce qui leur révèlera en même temps la véritable nature anti-démocratique des gouvernements qui contrôlent notre vie.

Il est possible de créer une puissante opposition de masse, seule vraiment efficace et capable de faire céder le gouvernement. Pour ce faire, nous devous organiser l'opposition à cette loi sur une base large et démocratique regroupant sans exclusion toute personne ou organisation qui veut y participer.

Le Comité québécois pour la défense des libertés est déjà une initiative dans ce sens. Il faut s'organiser sur nos campus et dans nos syndicats, en contactant ce comité. (Tél.: 738-6631).

Exigeons:

- La libération de Michel Chartrand
- La libération de tous les autres prisonniers politiques!
- L'abrogation de toutes lois répressives!
- Troupes fédérales, hors du Québec!

Loi des mesures de guerre:

Trudeau et sa 'democracy'

par Arthur Young

Quels sont les motifs qui ont poussé Trudeau et son cabinet a imposer leur loi dictatorialle sur le Québec? Et quel est la véritable signification de la crise qui vient de connaître le Québec?

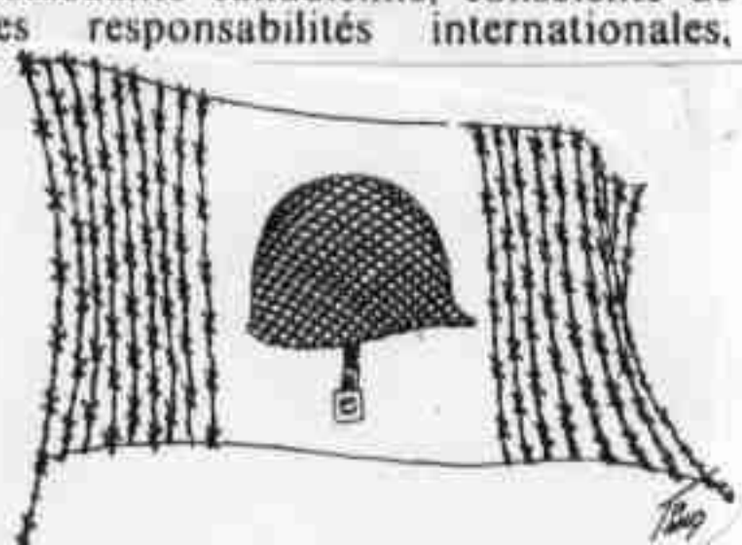
Les derniers événements manifestent surtout la force croissante et le potentiel révolutionnaire du nationalisme québécois, aussi bien que les énormes difficultés que la bourgeoisie canadienne éprouve face à ce nationalisme. Car, bien que l'imposition de la Loi des mesures de guerre, l'occupation armée du Québec, et l'emprisonnement d'un certain nombre de dirigeants de la lutte indépendantiste, représentent sans doute a court terme de forts coups portés contre la lutte de libération québécoise, ils représentent en même temps un aveu de faiblesse de la part du fédéral, de son incapacité de traiter avec le Québec autrement que par la répression massive.

Il n'y avait pas d'"insurrection appréhendée", ni de la part du FLQ, ni de la part d'autre personnes. L'histoire de Marchand, d'une présence felquiste "à tous les niveaux politiques au Québec", les révélations de Drapeau d'un "gouvernement provisoire" (révolutionnaire), l'appui de Trudeau à ses révélations: toutes ces histoires se révèlent maintenant comme une grande fumisterie sans aucun fondement.

Ce n'étaient pas non plus des motifs humanitaires qui ont joué dans les calculs d'Ottawa. Son intervention brutale avait virtuellement assuré la mort de Pierre Laporte.

C'était surtout le refus quasi-total des Québécois d'appuyer la ligne d'Ottawa dans la crise qui a obligé le gouvernement fédéral à intervenir. Une majorité écrasante de Québécois voulaient des négotiations avec le FLQ pour libérer les 23 prisonniers politiques québécois contre la vie de Laporte et Cross. Mais Ottawa refusa catégoriquement de céder sur cette question.

Il avait décider d'imposer sa ligne sur les Québécois. Ce que voulait la nation directement concernée, était secondaire. Le gouvernement fédéral ne négocierait pas avec le FLQ. Le faire serait affaiblir son autorité, a-t-il dit. Libérer les priosnniers politiques serait une victoire pour le FLQ et encouragerait d'autres initiatives terroristes. Même plus important du point de vue d'Ottawa, c'était l'aspect international: le terrorisme révolutionnaire se répand à travers le globe. La classe possédante canadienne, consciente de ses responsabilités internationales, était d'accord avec ses partenaires impérialistes qu'il fallait ne plus cèder aux terroristes. Le Québec allait fournir au monde l'exemple de cette nouvelle ligne dure.



Ainsi la stratégie fondamentale de Trudeau-Bourassa pendant toute la crise fut de refuser les exigeances du FLQ, mais de jouer pour gagner du temps, en intensifiant les arrestations et perquisitions dans l'espoir de découvrir les cachettes du FLQ.

Mais ils avaient mal calculé: les Québécois n'allait pas observer passivement le spectacle. Les frustrations nationalistes s'étant exacerbées depuis l'année passée lorsque les plus grandes manifestations du Québec depuis des décennies n'arrêtèrent pas la légalisation des privilèges scolaires anglophones (Bill 63). Entrainés par la campagne électorale du PQ, un demi-million de Québécois ont vu ce parti modéré être menacé (le coup de la Brinks) et volé de sa juste représentation à l'Assemblée nationale. La crise du FLQ a fourni aux Québécois une occasion de s'exprimer contre l'oppression nationale. Une fois commencée, la vague populaire menacait de tout emporter.

L'hypocrisie de Trudeau qui offrait la négociation tout en visant en réalité une fusillade avec les ravisseurs; l'ingérence flagrante du fédéral dans une affaire qui concernait surtout le Québec; et le désir très généralisé de voir les prisonniers politiques libérés; tout ces éléments ont produit un mélange explosif.

Pour que ce mécontentement national éclata il fallait seulement l'enlèvement spectaculaire de Pierre Laporte et la publication du manifeste du FLQ, exprimant l'oppression et la colère ressentie par toute la nation.

Le FRAP, le Conseil Central de Montréal (CSN), qui parlent au nom de milliers de travailleurs se sont déclarés favorables au "buts visés par le FLQ". Compus sur campus tenurent des réunions de protestations contre la ligne "dure" du gouvernement. On rapporte que plus de la moitié des gens qui ont téléphoné aux émissions "hot-line" dans cette période ont fustigé la position gouvernementale. Des sondages ont montré la même réponse.

L'assemblée massive au centre Paul Sauvé le 15 oct. démontre ce qui était en train de se produire: un mouvement de masse commencait. Dans l'espace de quelques jours, les réunions étudiantes auraient débordé les écoles, devenant des énormes manifestations de rue, jouissant d'un appui populaire important.

Les autorités, se rappelant des manifestations de masse contre le Bill 63 l'an passé, se demandaient comment ils pourraient écraser ce mouvement une fois descendu dans la rue, et en même temps faire face au FLQ. Quelques heures après la réunion du Centre Paul Sauvé, on invoquat la Loi des mesures de guerre et on emprisonna les dirigeants potentiels de ce mouvement de masse en développement.

Un indice de l'ampleur du sentiment populaire est fourni par l'unité sans président des directions des trois centrales syndicales, ainsi que les chefs péquistes et des personnages tels que Claude Ryan dans une prise de position demandant des négociations. Il n'y a aucun doute qu'ils exprimaient les sentiments de l'écrasante majorité des Québécois. Ce sentiment était tellement puissant que le cabinet Bourassa lui-même en fut divisé; la plupart des Ministres favorisait la négociation, à ce qu'il paralt. Le gouvernement québécois était tellement isolé et discrédité que Ryan, qui était en position de le savoir, craignait sa désintégration.

Trudeau décida de frapper décisivement. En invoquant la Loi des mesures de guerre, l'emploi de l'armée, et par les rumeurs d'"insurrection", il espérait reprendre en main la situation. En attendant plus longtemps, il aurait pu perdre le contrôle. Ces mesures arbitraires lui ont permis d'arrêter les militants nationalistes, de museler l'opinion publique à travers la censure de la presse, et de déclencher une vague de répression dans les écoles et contre les syndicats.

Sans doute croyait-il véritablement que ces pouvoirs policiers gravement accrus amènerait aussi la découverte du FLQ et sa liquidation.

En même temps, cette intervention a permis à Trudeau d'affaiblir sérieusement la gauche québécoise. Drapeau encourage Trudeau dans son oeuvre, pas mal inquiêt par la monté du FRAP aux élections municipales. On a maintenant jeté les bases pour une législation répressive plus permanente qui essayera d'estropier la lutte de libération québécoise.

Trudeau a réussi dans cette tâche. La gauche a subit un dur coup. Le FRAP n'a pas gagné un seule siège au conseil municipal; beaucoup de radicaux sont encore en prison. L'aventurisme du FLQ a donné au gouvernement le feux vert pour procéder avec ses plans de répression.

Mais ces victoires de Trudeau pourraient bien s'avérer de courte durée. A plus long terme, le gouvernement québécois a été affaibli décisivement. Pendant la crise tout le monde pouvait voir son impuissance. Toutes les actions décisives sont venu du gouvernement fédéral et de son armée qui occupe toujours la nation. Peut-on avoir une meilleur expression de notre oppression?

Ce ne sont pas tellement les bombes du FLQ qui effraient la bourgeoisie. Mais pour elle, tout le Québec devient de plus en plus un grand baril de poudre. Un événement aussi bizarre que deux enlèvements a provoqué une crise de premier ordre. Qu'es-ce qui arrivera lorsque les Québécois commenceront à exprimer leur voéonté de libération nationale dans l'action de masse autour des revendications socialistes?

La Lutte Ouvrière

Emprisonné par Trudeau pour 6 jours

par Arthur Young

"Que penses-tu de notre société?"
"Qu'est-ce que c'est, le socialisme?"
"On ne peut pas changer la nature humaine. Il y aura toujours des criminels et des paresseux qui ne voudront pas travailler."
"Vous êtes socialiste. Donc, appuyeriez-vous le FLQ?"

J'étais dans une petite chambre en train de parler à deux hommes bien habiles. Tout socialiste a eu ce genre de discussion politique avec des centaines de gens. Mais avec une seule différence.

Mes deux interlocuteurs étaient des flics qui ont débuté la discussion en me disant que s'ils n'étaient pas satisfaits de mes réponses, je resterais en prison pour trois mois. "La charte des droits de l'homme, ça n'existe plus" m'avait-on proclamé au début.

J'avais déjà passé plusieurs jours en prison avant cette discussion. Et j'allais en passer plusieurs autres derrière les barreaux, arrêté supposément parce que la police me soupçonnait d'appuyer le FLQ.

Mais dans cet interrogatoire, la seule occasion où la police s'est donné la peine de me questionner, ils m'ont simplement posé quelques questions routinières sur le FLQ, pour la forme: qu'est-ce que je pense du FLQ, par exemple. Ils n'ont même pas pris la peine de me demander où j'étais lorsque les enlèvements se sont produits.

Ce n'était guère nécessaire pour les flics de me jeter en tôle pour une semaine, de saisir mes affaires personnelles, afin de découvrir mes idées politiques. Ils auraient pu s'acheter un abonnement à **La Lutte Ouvrière,** au coût modique d'un dollar, pour découvrir que je suis un socialiste révolutionnaire, opposé au terrorisme individuel.

Nous étions quelque 400, les prisonniers politiques québécois d'octobre 1970, et nous avons discuté entre nous. La police, pensait-elle que Michel Chartrand, président du Conseil Central de Montréal (CSN) (65,000 membres affiliés) est un terroriste? Gaston Miron, un de nos plus grands poète, un membre du FLQ? Pauline Julien, chansonnière de renommée internationale? Ils étaient tous derrière les barreaux, comme moi. Il y avait aussi de nombreux journalistes, des Vietnamiens contre la guerre américaine dans leur pays, des dirigeants du PQ, et deux candidats du FRAP. La police avait raflé presque toute la gauche québécoise.

Vendredi le 16 octobre, à 5h. du matin, la sonnette de ma porte s'affolait, Penny Simpson et moi se sont vite ré-

Suite à la page 7)

Notre rédacteur détenu, interrogé

(Suite de la page 1)

veillés. Quatre flics faisaient irruption dans l'appartement, fouillant partout avant même que nous puissions ouvrir les yeux.

Ils ont vite rempli le coffre arrière de leur voiture d'un énorme tas de livres et papiers personnels. Un pauvre flic, simple constable, reçut l'ordre de fouiller ma bibliothèque (contenant peut-être 500 livres), livre par livre, page par page. Sans doute cherchait-il des mitraillettes!

Une confusion incroyable règnait au poste de police, rue Parthenais. Au sous-sol, des centaines de gens sont inscrits dans les dossiers, avec leurs empreintes digitales et photos, et envoyés en haut. Je proteste contre la prise des empreintes digitales, et on menace de me casser les doigts. Mais, cette courte protestation ralentit l'inscription, style chaîne de montage des prisonniers politiques.

En haut, dans une cellule commune avec des douzaines d'autres, on commence à voir clair. Presque tout le monde était arrêté en même temps. Les flics avaient préparé l'opération plusieurs jours à l'avance. Plusieurs prisonniers ont raconté comment ils ont été réveillé, une lampe de poche sous les yeux et un revolver braqué à leur tête.

J'allais passer une semaine sous les verrous, dans une toute petite cellule qui me permettait à peine de faire quatre pas. Rarement, on nous permettait de sortir pour une période de "récréation": une demi-heure de marche avec mes camarades des autres cellules.

L'esprit de solidarité montait rapidement parmi les 24 prisonniers de mon secteur. Partager tout devenait la norme. La période de récréation tant limitée était le moment d'une discussion politique intense entre les prisonniers: socialistes, étudiants, indépendantistes, syndicalistes, et des gens apolitiques ramassés par erreur.

En tant que prisonniers politiques, nous avions un traitement particulier: pire que celui des criminels de droit commun. Pas de journaux. Pendant quelques jours, pas de douche, pas de rasoir, pas de cigarette, ni stylo ni papier. La radio jouait la journée longue: mais on la fermait juste avant les nouvelles. On avait interdit aux gardiens de nous communiquer ce qui se passait à l'extérieur. Personne dehors ne pouvait découvrir qui était en dedans.

Après quelques jours, les conditions ont commencé à s'améliorer. Finalement, ils ont même offert de contacter un de nos amis pour lui dire où nous étions. Ce n'était pas un changement d'esprit de la part de Trudeau ou Bourassa, mais une réponse partielle aux protestations montantes contre notre emprisonnement arbitraire et injustifié.

Le gouvernement voulait-il briser notre moral? Il a certainement raté son but. Le sentiment parmi mes camarades emprisonnés était d'une détermination accrue, d'une solidarité nouvelle entre radicaux ayant des différents points de vue, et pour plusieurs, d'une nouvelle perspective sur la frauduleuse "démocratie canadienne."

On m'a libéré comme on m'avait arrêté: prestement et secrètement. Un gardien s'introduit tranquillement dans ma cellule en plein milieu de la nuit, pour me réveiller et m'expédier ailleurs. On me déshabille et je suis fouillé systématiquement. On me confisque mon journal de prison et la liste des noms de mes camarades de prison.

Au bout d'une demi-heure, j'étais libre. On m'avait emprisonné pendant une semaine, pendant laquelle ni moi ni les 400 autres n'ont vu ni juge ni avocat. On m'avait relâché comme ça, sans accusation ni explication.

Treize étages plus bas, j'examinais la rue déserte. Elle était belle, plus belle que jamais. Un jeune soldat avec une mitrailleuse qui surveillait la prison m'a dit de ficher le camp, vite. Ce que je fit.

Deux des orateurs à la conférence des Jeunes Socialistes année passée: Arthur Young et Michel Chartrand.

Tous les vendredis à 20 h.:

colloques, discours, débats, films,

d'intérêt particulier au mouvement étudiant, au mouvement ouvrier et au mouvement de libération nationale.

Le forum socialiste

226 est rue Ste-Catherine
Montréal
(861-3018)

Libérez les prisonniers! NON à la répression!

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Janvier 1971 — 15 cents

par A. Charbonneau

Fouilles, perquisitions et arrestations continuent au Québec, ce, sous le couvert de la 'légalité' du Bill C-181. La promulgation de la nouvelle loi d'urgence, la loi Turner ne faisait que présager l'intensification répressive des autorités gouvernementales.

Par l'entremise du ministre de l'Éducation, le gouvernement annonçait le 1er décembre, la nomination d'un commissaire-enquêteur dont le rôle serait d'étudier les plaintes portées contre certains enseignants relativement à la propagande politique en milieu scolaire. Ceci n'est qu'un moyen parmi tant d'autres pour réprimer le sentiment nationaliste montant de la jeunesse québécoise. Ainsi le gouvernement peut procéder à éliminer tout enseignant qui tente d'apporter une étude objective de la situation québécoise. Les dirigeants patronaux bien représentés sur les "Board of Governors" ne sont nullement intéressés à l'objectivité mais bien plutôt au statut-quo.

Loin de s'en tenir là, un plan serait maintenant élaboré pour éviter le "grabuge" lors des procès des accusés politiques. On parle maintenant de comparution dans une cage de verre, peut-être même à l'extérieur de la salle d'audience.

Plusieurs témoignages ont été rapportés au sujet du traitement des prisonniers politiques par des avocats qui défendent les détenus. Tout indique que des détenus ont été soumis en prison à diverses formes de sévices, allant des coups rudes à la réclusion dans une cellule sans aucune aération.

Il ne faut pas non plus oublier la tentative de démolir le FRAP en tant que "front felquiste" et la campagne du gouvernement et de ses porte-parole tentant de lier l'indépendantisme au terrorisme.

Tout ceci ne suffit pas pour M. Trudeau — le 10 décembre au réseau américain de télévision, le premier ministre a averti les étudiants canadiens que "... si les campus universitaires, sous prétexte de liberté académique, deviennent des foyers de troubles et de révolution, l'État n'aura d'autre recours que d'y accroître la surveillance policière et éventuellement, d'interdire au pays l'entrée de personnages — intellectuels ou autres — dont les idées sont trop radicales ou expressément révolutionnaires. Il nous faudra employer des méthodes policières mieux adaptées..."

L'opposition à cette campagne de répression s'élargit et organise des actions concrètes.

Le mouvement d'opposition a démarré au début de novembre au teach-in à l'université de Montréal organisé par le Comité québécois pour la défense des libertés (CQDL). La plus importante assemblée a eu lieu le 25 novembre au Centre Paul Sauvé où plus de 3,000 personnes ont fortement applaudi les orateurs qui ont manifesté leur opposition à la loi de guerre. Parmi les orateurs à cette réunion, également organisée par le CQDL, il y avait Michel Bourdon, René Lévesque, Fernand Daoust de la FTQ, Mathias Rioux de l'Alliance des professeurs de Montréal (CEQ) et autres.

Le 2 décembre le Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois (MDPPQ) a tenu une rencontre de toutes les victimes des rafles policières au Centre social de l'Université de Montréal.

Le 13 décembre, plus de 250 personnages bien connus ont participé à un colloque au monastère Saint-Albert-le-Grand sur le genre d'action à entreprendre au Québec pour lutter contre la répression. Parmi les participants on compte Claude Ryan, le Père Vincent Harvey, Charles Taylor, Guy Rocher, les syndicalistes Jean Gérin-Lajoie, Raymond Laliberté, Louis Laberge et d'autres.

Encore plus importantes sont les deux manifestations très réussies organisées par le MDPPQ le 23 décembre et le 1er janvier qui réclamaient la libération des prisonniers politiques. Pour sa part le CQDL planifie une grande assemblée vers la fin janvier avec des orateurs d'autres pays — on songe à Jean-Paul Sartre, Jane Fonda, Bernadette Devlin, etc.

Bien que M. Gordon Archibald, président de la Chambre de Commerce du Canada félicite le premier ministre Trudeau et le cabinet pour "... l'attitude de fermeté qu'ils ont adoptée lors de la crise d'octobre", Michel Chartrand du fond de sa cellule pense autrement: "... le crime de ceux qui sont en prison, c'est de vouloir se débarrasser du capitalisme qui a fait mourir des dizaines et des centaines, sinon des milliers de personnes en Amérique du Nord, grâce aux bandits internationaux qui sont à Washington et à Ottawa, et dont MM. Trudeau, Bourassa et leurs amis sont les serviteurs, les valets."

La Lutte Ouvrière

La LSO cible des autorités

par Penny Simpson

Même si les troupes fédérales sont parties, la répression systématique, instituée par la Loi des mesures de guerre, continue.

La Ligue Socialiste Ouvrière est de plus en plus une cible dans cette répression. La veille de la libération du diplomate Cross la police a fait des descentes chez quatre de ses membres. Les flics n'y ont rien trouvé suffisamment suspect pour emporter avec eux, même après une double fouille dans un appartement où ils avaient menacé un des locataires dans un langage belliqueux de lui frapper la tête contre le mur. Dans un autre appartement, ils ont sommé le concierge d'ouvrir (le locataire étant au travail), sous menace de défoncer la porte.

Le 4 décembre, de la même semaine, quatre autres membres de la LSO étaient devant les tribunaux. Ils ont plaidé non-coupable aux accusations d'avoir porté "quelque drapeau, étendard, bannière... écriteau" pendant l'élection municipale. Ces accusations contre Manon Léger (candidate contre Drapeau), Léon Peillard, Jean Hériveault et Michel Lévesque font suite à une manifestation devant la caserne Black Watch la veille du scrutin, en protestation contre la présence de l'armée fédérale au Québec.

Ce règlement municipal interdit en effet les campagnes électorales militantes mais non pas celles menées par les riches, avec leurs annonces télévisées, leur panneaux-réclame, etc. Ces quatre camarades risquent d'écoper chacun d'une lourde peine de $200 d'amende et/ou six mois de prison.

La raison majeure de ces harcèlements est sans doute le fonctionnement continu et accentué de la LSO et de la LJS malgré les mesures de guerre et la répression; le succès de la campagne Léger à la mairie, et les ventes spectaculaires récentes de **La Lutte Ouvrière** et de **Jeune Garde.** Le mouvement trotskyste est le seul mouvement socialiste qui a continué à fonctionner publiquement durant la crise.

Ces incidents ne sont pas des initiatives isolées de la police. Récemment, deux Libéraux québécois dirigeants, Gilles Lalande et Gérard Filion, ont qualifié les Trotskystes de "subversifs", soulignant surtout leur participation au mouvement indépendantiste.

Mais les Trotskystes ne cachent pas leur point de vue. Ils l'expriment à tous ceux qui veulent l'entendre; ils fonctionnent publiquement, avec des locaux ouverts au public, des journaux qui expliquent leurs idées, et des forums publics hebdomadaires. Ils interviennent dans toutes les luttes de masse. Récemment, ils ont présenté une candidate à la mairie de Montréal, parlant ainsi à des centaines de milliers de personnes, et recevant l'appui de plus de 7,000 d'entre eux.

Des drôles de "subversifs", ces Trotskystes, qui cherchent ouvertement à convaincre les gens à leurs idées! Peut-être que ce que ces messieurs Libéraux n'aiment pas c'est le contenu radical socialiste et indépendantiste du trotskysme. Dans ce cas, qu'ils le disent, et les trotskystes seront contents d'engager un débat public avec eux, devant tout le monde.

Mais ces messieurs préfèrent mener leur campagne au moyen d'insinuations et de calomnies, afin de poursuivre leur offensive contre toute la gauche québécoise. Ils veulent détruire par ce moyen tous leurs adversaires radicaux et indépendantistes. Mais ils ne réussiront pas.

La Lutte Ouvrière

Le congrès de la CSN: combattons la répression

par Jean Hérivault

Le 44e congrès de la CSN s'est déroulé sans un important porte-parole du mouvement ouvrier, Michel Chartrand emprisonné par les ennemis des travailleurs.

Dès le début des assises, les congressistes en s'attaquant au document majeur du congrès, qui parle en termes sévères des atteintes à la démocratie et à la liberté dont est victime au Québec la classe ouvrière, ont exigé le retrait de toutes lois brimant les droits de la nation québécoise. Cette prise de position par les délégués fut affirmée en demandant la libération sous cautionnement du prisonnier politique, le syndicaliste Michel Chartrand.

Il faut retenir qu'au cours de ce congrès l'expression des opinions fut nettement délimitée par un cadre de procédure rigide accentuant la confusion qui a régné dans les discussions, confusion entretenue à plaisir par les dirigeants avec des textes et des rapports pour "tous les goûts". Une grande partie des rapports fut, après 7 jours de discussions, référés au Conseil confédéral.

Au niveau de l'orientation politique de la centrale, la politique "non partisane" contenue dans le rapport Pepin, fut après quelques modifications mineures, adoptée dans ses grandes lignes. Pepin a clairement déclaré qu'il n'était nullement question que la centrale appuie ou crée un parti partisan des intérêts des travailleurs.

Plusieurs autres points d'importance furent discutés; c'est le cas de la question linguistique qui revint à différentes reprises, et où la position pour l'unilinguisme de la CSN a été réaffirmée.

Un courant critique s'est manifesté tout au long du congrès, courant qui venait en grande partie de délégués isolés représentant des petits syndicats dans le reste de la province, militants auxquels "la gauche" officielle aurait dû offrir son opposition à la direction réformiste. C'est ici la carence frappante du Conseil Central de Montréal, qui adopta une stratégie Apolitique, délaissant l'explication constante de leur ligne et la politisation des militants, pour une tactique opportuniste uniquement électoraliste en vue de deux postes dont il brigua les suffrages.

La Lutte Ouvrière

Octobre et la faillite du terrorisme

par Arthur Young

Les événements d'octobre forcent les révolutionnaires à tirer quelques conclusions importantes. Ces événements confirment nettement la justesse de la position marxiste qui rejette le terrorisme.

Cette position se base, non pas sur un faux moralisme ou sur une opposition à la violence en soi, mais sur le résultat des attentats terroristes, qui n'aident jamais la cause révolutionnaire, fournissant plutôt le prétexte à une répression encore plus accentuée de la part de la classe possédante.

Bien sûr, la racine fondamentale de la violence aujourd'hui se trouve dans le système capitaliste qui maintient la nation dans un état d'oppression et de misère, qui à travers le monde n'hésite pas à assassiner les masses lorsqu'elles mettent en question la domination impérialiste. (Vietnam, Palestine). Mais la question est: comment renverser cette société violente pour la remplacer par une société de paix et d'abondance, par le socialisme.

Quel était le résultat des actions des felquistes cet automne? Des centaines de protestataires furent emprisonnés, des dizaines sont toujours derrière les barreaux, menacés d'écoper de longues années d'emprisonnement.

La police avait carte blanche pour faire tout ce qu'elle voulait: elle s'en est servi amplement. Trudeau et Bourassa ont profité de la situation pour imposer sur le Québec une loi d'État policier et l'armée fédérale. C'est un précédent très utile pour eux.

La classe possédante s'est servi du FLQ pour lancer une campagne de propagande sans précédent contre notre mouvement de libération. Elle a su tromper les gens, en disant que les révolutionnaires sont responsables de la violence de la société.

N'est-il pas évident que les actions des felquistes ont fait le jeu du gouvernement?

Trudeau a sauté sur les événements pour déclencher sa campagne anti-québécoise. C'était pour lui une occasion inespérée pour mettre le Québec à sa "place". Le gouvernement, pour justifier sa répression accrue devant la population, prétend que le FLQ est une conspiration très solide, impliquant beaucoup de membres.

Mais qu'est-ce que c'est, ce FLQ? Tout indique qu'il n'existe pas comme organisation. Il y a quelques individus, écoeurés par le système, qui ont choisi le terrorisme. Il ne semble pas y avoir de coordination entre les différents groupuscules FLQ: même les cellules responsables des deux enlèvements ne semblent pas avoir pu communiquer entre elles.

La police semble avoir beaucoup de mal à dépister le FLQ, et ce non pas parce que les felquistes sont bien organisés, mais plutôt parce qu'ils sont si peu nombreux, si isolés des luttes au Québec.

Et quel a été le résultat de leurs actions? Depuis 1963 des dizaines de révolutionnaires ont été emprisonnés pendant des années; la plupart sont ensuite devenus démoralisés, délaissant l'action révolutionnaire. Quelques jeunes révolutionnaires, et quelques passants ont trouvé la mort dans des attentats. Mais malgré l'héroïsme personnel de quelques personnes, ces attentats n'ont d'aucune façon avancé la révolution.

Une révolution réussie ne peut se faire que par les masses, entrées en action autour d'une série de revendications anticapitalistes. C'est une action hautement consciente de millions de personnes, ayant choisi leur direction au cours de la lutte. Afin de dégager l'énergie révolutionnaire des masses, celles-ci doivent être fortement inspirées d'une image claire de l'avenir socialiste, et éduquées à la politique révolutionnaire.

Les terroristes nient tout ceci. Ils substituent aux masses un tout petit groupe clandestin, isolé des luttes des masses. En général, les terroristes ont perdu l'espoir dans les actions de masse. Leur attitude est élitiste et antidémocratique car elle nie aux masses leur droit de décider le chemin à suivre. Elle renforce la passivité des masses, prônant une dépendance totale sur les initiatives de quelques terroristes.

Au Québec, le "FLQ" a connu un essor après la fin de chaque lutte de masse. (McGill Français, le Bill 63, etc.) Les ravisseurs de Cross, selon leur "manifeste FLQ", étaient stimulés à leur entreprise felquiste seulement après avoir appuyé le PQ, pour ensuite découvrir que les élections d'avril dernier n'étaient pas honnêtes. Le "FLQ" est fondamentalement une expression de frustration, de désespoir de la part de gens incapables de voir l'importance de luttes massives, leur force croissante et leur dynamique révolutionnaire. Ils ne voient que les défaites partielles et temporaires; ils se convainquent de l'impossibilité d'une révolution.

Les terroristes et les libéraux partagent un refus profond de voir la force révolutionnaire des masses. Ils refusent tous les deux de voir l'éducation, l'organisation et la mise en marche consciente des masses comme le seul moyen de changer profondément notre société.

Ce trait commun explique pourquoi les terroristes sont si souvent des anciens libéraux, ou, plus souvent, des anciens péquistes.

C'est une erreur tragique de ne pas voir la force croissante de la lutte de libération au Québec, et de s'isoler de ce mouvement de masse. La tâche de tout révolutionnaire est d'y participer, de le faire avancer et de le gagner à la perspective socialiste révolutionnaire. Et en ce faisant, de construire le parti révolutionnaire, instrument essentiel pour mener les masses ouvrières au pouvoir.

Editorial

Comment défendre les accusés?

Ces dernières semaines, des forces nouvelles se sont jointes à la protestation, de nouvelles actions ont été entreprises, et l'opinion publique continue de tourner contre Trudeau.

Le début des procès des prisonniers politiques, arrêtés sous la Loi des mesures de guerre, ouvre un nouveau chapitre dans la campagne pour les libertés au Québec. Plus que jamais, il est possible d'arrêter et de faire reculer l'offensive réactionnaire.

Le point essentiel de cette campagne est la défense des prisonniers politiques. Ces victimes de la répression ont passé au moins deux mois et demi derrière les barreaux. Leurs procès qui viennent de commencer, risquent de s'étendre en longueur. Le gouvernement emprisonne ses adversaires politiques, les calominie, les entraîne dans des procès longs et coûteux.

Aujourd'hui c'est Michel Chartrand et Robert Lemieux. Demain, ce sera qui?

La défense de ces victimes de la répression est une question de principe; ils doivent être défendus, indépendamment des crimes dont ils sont accusés et de leurs opinions politiques. Ce sont tous des prisonniers politiques. Le coupable, c'est le gouvernement qui répond par l'armée fédérale et ses lois dictatoriales aux justes revendications des Québécois.

Les procès politiques ayant débuté, la campagne de défense avancera rapidement. Déjà le Comité québécois pour la défense des libertés organise un ralliement géant pour relancer cette campagne.

Une des tâches fondamentales est maintenant d'ouvrir et d'étendre la campagne de défense aux écoles: jusqu'à date cette campagne n'a pas eu une participation étudiante très importante. Avec la réouverture des écoles, il faut éduquer les étudiants sur ce qui se passe afin que leur grand potentiel d'action de masse soit dirigé pour lutter contre la répression. Les étudiants devraient commencer des actions locales et poursuivre la mise sur pied de comités locaux du CQDL.

Une tâche similaire se pose devant les directions et membres des syndicats et du PQ. Ces organisations ont dénoncé verbalement la répression, sans pour autant mobiliser dans l'action leurs organisations.

La victoire de la campagne de défense, la libération des prisonniers et accusés et l'abrogation de la loi Turner marquera un progrès significatif dans la lutte pour la libération du Québec, pour un Québec indépendant et socialiste!

VICTOIRE: les "Cinq" gagnent! Passons à l'action pour libérer TOUS les prisonniers politiques!

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Février 1971

10 CENTS

par la rédaction

C'est une victoire majeure! Le gouvernement n'a pu triompher des Cinq. Voilà le sens de la décision du juge Roger Ouimet, cassant l'acte d'accusation de "conspiration séditieuse" dirigée contre Michel Chartrand, Robert Lemieux, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois.

C'est une défaite importante de la tentative Trudeau-Bourassa d'emprisonner des dirigeants de la lutte québécoise et d'imposer la répression à toute la nation. Une justification majeure de la Loi des mesures de guerre vient de s'écrouler.

La décision de Ouimet sera évidemment suivie d'autres concessions: libération sous cautionnement des accusés; rejet des autres accusations; acquittement de certains accusés; etc...

Cette victoire a été gagnée grâce à la campagne pour la libération des prisonniers politiques. À travers le monde, on a vu se développer un mouvement de solidarité avec les victimes de la répression au Québec; notamment, de nombreuses actions ont eu lieu au Canada-anglais. Il y a donc eu une pression importante, de la part de l'autre nation du pays, exercée sur Trudeau et son cabinet.

Au Québec, le mouvement a pris une très grande ampleur, touchant tous les secteurs de la société, même les secteurs traditionnellement plus conservateurs: par exemple, des centaines d'étudiants en droit ont signé une pétition contre la loi Turner. De plus, on a entrepris une série d'actions au niveau national: déclarations, réunions, manifestations, spectacles, etc. Toutes s'élevaient contre la répression et surtout, contre les procès politiques. Cette pression populaire, québécoise et internationale, nous a valu la victoire.

Maintenant, intensifions la campagne de défense! La cassation de l'acte d'accusation n'est qu'une victoire partielle. Transformons-la en victoire totale!

LIBÉRONS TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES!

GAGNONS L'ABROGATION DE LA LOI DES MESURES DE GUERRE ET DE LA LOI TURNER!

"Libérez Chartrand et les autres accusés" crient les manifestants, lors de cette protestation organisée par le Conseil Central de Montréal (CSN), le 1er février. De telles manifestations furent essentielles à l'obtention de cette victoire.

Grève des enseignants

Au moment où nous mettons sous presse, les grèves tournantes déclenchées par les professeurs prennent encore de l'ampleur. Le conflit semble se diriger vers une confrontation de première importance avec le gouvernement québécois.

Les professeurs protestent contre la reclassification de leur statut, reclassification qui a pour effet de leur retirer leurs droits acquis. Dans de nombreux cas, les salaires des enseignants seront réduits, et certains d'entre eux sont sommés de repayer aux commissions scolaires de forts montants d'argent à titre de "salaires versés en trop."

Cette reclassification arbitraire transforme, en une farce toute la convention collective. Le gouvernement s'arroge le droit de décider seul les conditions d'emploi des professeurs.

Profondément choqués, les professeurs de Montréal sont passés à l'action. Et maintenant, d'autres professeurs se joignent à eux.

Ces grèves rencontrent une large sympathie dans le public, qui voit le gouvernement tenter d'économiser des sous aux dépens du système d'éducation.

Les enseignants n'ont pas hésité à employer des moyens radicaux pour faire pression sur le gouvernement: débrayage pendant la durée de la convention, occupation des locaux, comité de base pour diriger la grève, et réunions régulièrement pour tenir les membres au courant de chaque nouveau développement.

À l'heure actuelle, la CEQ discute la possibilité de répandre la grève à travers le Québec. Et les étudiants à leur tour commencent à débrayer pour appuyer les revendications des professeurs.

Français langue de travail: Bourassa échoue

par André Doucet

Les grands mouvements des dernières années autour du problème de la langue, qui ont amplement démontré l'insatisfaction des Québécois quant au statut de leur langue, ont poussé le gouvernement actuel à lancer une campagne de persuasion auprès des grandes entreprises pour qu'elles fassent du français la langue de travail.

Dans cette politique le gouvernement a subi un retentissant échec à la GM, l'une des plus riches compagnies au monde. Suite à cela il n'envisagea pas de mesures "coercitives", en donnant par exemple force de loi à ce projet. Voyons, suite à cette échec, la déclaration du ministre du Travail Cournoyer "Le Français langue de travail est un concept bien vaste et nous n'allons pas inscrire cela en toutes lettres dans le code du travail." (La Presse, le 22 décembre). Le gouvernement ne sait pas lui-même ce qu'il entend lorsqu'il parle du français langue de travail!

Le président de la banque de Montréal M. G. Arnold exprima, devant cette absence de politique bien définie sur la langue, les craintes des investisseurs capitalistes qui, disait-il, craignent plus l'unilinguisme que les bombes et, avertissait le gouvernement" . . . qu'il serait néfaste de vouloir forcer les entreprises à agir contre leur gré par la loi ou par d'autres moyens." (**La Presse,** le 26 janvier). En réponse le ministre des Affaires Culturelles Cloutier les rassura, le 26 janvier, dans la bonne tradition du Bill 63, sur cette politique du français langue de travail" . . . il s'agit d'un objectif qui ne mettra pas en question les droits acquis des anglophones québécois et qui tient compte du contexte nord-américain," c'est-à-dire se plier au contexte de la domination de l'économie québécoise par les grandes compagnies nord-américaines, et donc se plier à leur langue! Et comment ne pas douter de la sincérité du gouvernement quand à la Sidbec-Dosco, une compagnie du gouvernement, la langue de travail c'est l'anglais! (**Québec-Presse,** le 20 décembre).

La domination de l'anglais et la pression croissante vers l'anglicisation persistera tant et aussi longtemps que l'anglais demeurera la langue d'avancement et la langue de grandes décisions économiques du Québec. Comme le dit la SSJB dans son mémoire à la commission Gendron: "En écartant la langue française des secteurs administratif, politique, économique et militaire, le colonisateur a diminué son utilité et partant, sa richesse et sa vigueur."

Pour stopper ce processus qui menace notre existence, il faut l'inverse. Il faut l'unilinguisme français, il faut que ce soit le français qui domine dans les principales sphères d'activités, de sorte que même un unilingue francophone pourra atteindre les plus hauts postes, comme le peut aujourd'hui un unilingue anglophone. Ce est essentiel pour sauver notre langue et s'épanouir en tant que Québécois. Tout autre solution ne peut être qu'un palliatif qui nous bandera les yeux devant ce danger qui menace de nous faire disparaître en tant que nation.

Mais si les investisseurs refusent d'employer les grands profits qu'ils réalisent sur nous à cette fin et menacent de retirer leurs capitaux, alors nationalisons-les! Nous ne pouvons devant ce péril, comme le gouvernement actuel, laisser notre destin au bon vouloir des capitalistes étrangers!

La Lutte Ouvrière

POUR UN QUÉBEC INDÉPENDANT ET SOCIALISTE

Février 1971

VICTOIRE: les "Cinq" gagnent !

par la rédaction

C'est une victoire majeure! Le gouvernement n'a pu triompher des Cinq. Voilà le sens de la décision du juge Roger Ouimet, cassant l'acte d'accusation de "conspiration séditieuse" dirigée contre Michel Chartrand, Robert Lemieux, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois.

C'est une défaite importante de la tentative Trudeau-Bourassa d'emprisonner des dirigeants de la lutte québécoise et d'imposer la répression à toute la nation. Une justification majeure de la Loi des mesures de guerre vient de s'écrouler.

La décision de Ouimet sera évidemment suivie d'autres concessions: libération sous cautionnement des accusés; rejet des autres accusations; acquittement de certains accusés; etc...

Cette victoire a été gagnée grâce à la campagne pour la libération des prisonniers politiques. À travers le monde, on a vu se développer un mouvement de solidarité avec les victimes de la répression au Québec; notamment, de nombreuses actions ont eu lieu au Canada-anglais. Il y a donc eu une pression importante, de la part de l'autre nation du pays, exercée sur Trudeau et son cabinet.

Au Québec, le mouvement a pris une très grande ampleur, touchant tous les secteurs de la société, même les secteurs traditionnellement plus conservateurs: par exemple, des centaines d'étudiants en droit ont signé une pétition contre la loi Turner. De plus, on a entrepris une série d'actions au niveau national: déclarations, réunions, manifestations, spectacles, etc. Toutes s'élevaient contre la répression et surtout, contre les procès politiques. Cette pression populaire, québécoise et internationale, nous a valu la victoire.

Maintenant, intensifions la campagne de défense! La cassation de l'acte d'accusation n'est qu'une victoire partielle. Transformons-la en victoire totale!

LIBÉRONS TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES!

GAGNONS L'ABROGATION DE LA LOI DES MESURES DE GUERRE ET DE LA LOI TURNER!

La Lutte Ouvrière

Bourassa, Trudeau:

Michel Chartrand les accuse

NDLR — Derrière les barreaux depuis le 16 octobre, accusé de complot séditieux, frappé d'une condamnation d'un an de prison pour "outrage au tribunal" lorsqu'il a essayé de s'exprimer en cour, le dirigeant syndical Michel Chartrand a tout de même réussi à expliquer pourquoi le gouvernement le maintient toujours en prison. Voici quelques extraits de ses déclarations face au tribunal:

J'accuse Trudeau et Bourassa

"Je les accuse de participer au banditisme international pour voler les pays sous-développés . . ."

Robert Lemieux: "dont le Québec..."

Chartrand... c'est clair ça. Je les accuse de faire brailler et de martyriser des dizaines de milliers de mères de famille, d'enfants, pis de pères parce qu'ils leur refusent des jobs et puis qu'ils ferment des usines à tous les jours; et puis qu'ils empêchent la jeunesse de faire leur affaire, par-dessus le marché ils la méprisent, ils méprisent la jeunesse à part de dilapider ses ressources. C'est des arriérés; c'est des peureux; c'est des bandits qui se servent de la police. C'est vraiment la figure du capitalisme, le fascisme, on l'a vu pour vrai: l'armée au service des petits possédants et pis des héritiers comme Trudeau qui a hérité de son père et pis (Bourassa) qui a hérité des Simard qui avaient volé le gouvernement et qui avaient volé le peuple dans des contrats.

"Je suis très proche, c'est exactement parce qu'on attaque le fondement de toute la corruption, hein, à partir des ministres jusqu'à la magistrature, puis de la magistrature à la grande pègre industrielle, c'est précisément pour ça qu'on est en prison et pis que ça va prendre du temps les procès et pis qu'on va y rester longtemps . . .

C'est un procès politique . . .

Notre crime: d'être contre le capitalisme

Le crime de ceux qui sont en prison, c'est de vouloir se débarrasser du capitalisme qui a fait mourir des dizaines et des centaines, sinon des milliers de personnes en Amérique du Nord, grâce aux bandits internationaux qui sont à Washington et à Ottawa, et dont MM. Trudeau, Bourassa et leurs amis sont les serviteurs, les valets.

Le fond du problème, c'est que ces accusations que l'on porte contre moi et mes collègues sont les mêmes que dans le temps de Duplessis alors qu'on accusait la CSN, à Asbestos, des pires crimes de l'humanité.

La conspiration qui existe est une conspiration contre la dictature économique qui décide de laisser des centaines et des centaines de travailleurs dans la misère . . .

Il est question de . . . changer de gouvernement et de se débarrasser de la dictature économique, que c'est une vieille histoire qui va se régler un jour ou l'autre, et plus tôt qu'on ne le croit.

Les vrais bandits sont au Parlement

Mais je vous dis que ces accusations ne suffisent plus. Ce n'est pas ce qui empêchera les jeunes de penser. On n'aura jamais assez de soldats pour les empêcher.

Ils se rendent compte que les vrais bandits ne sont pas ici, en cour, mais bien à l'Assemblée nationale, à Québec, et au Parlement, à Ottawa, où l'on participe à des complots internationaux pour semer la destruction.

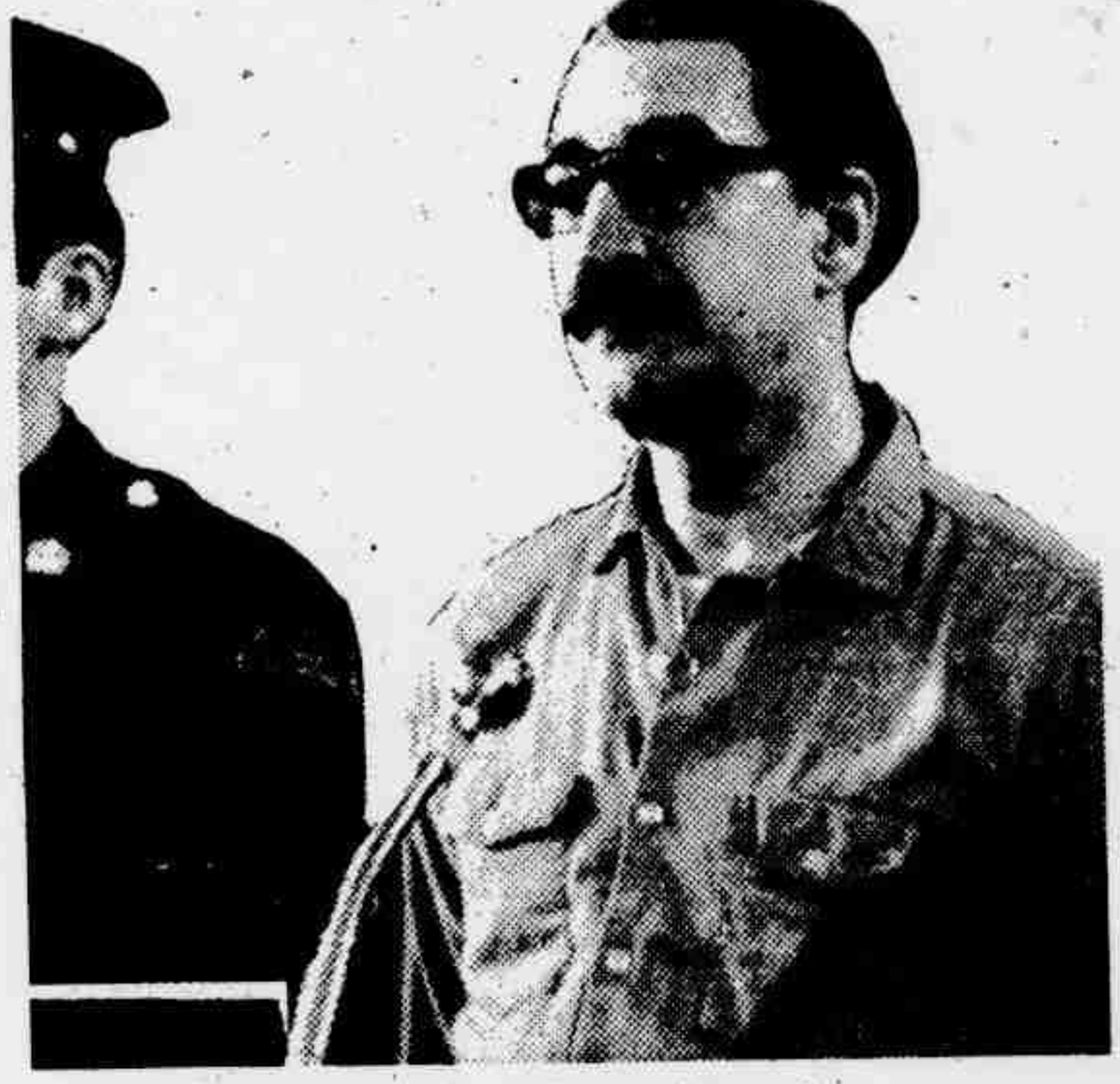
Nous serons bientôt plus forts que toutes vos armées

Les lettres de cachet de Jérôme Choquette ont été abolies en France en 1790, le 2 avril. Nous sommes en 1970. Allons-nous revenir aux lois françaises du 18e siècle? Nous vivons dans une colonie britannique on en subit tous les désavantages mais on ne jouit d'aucun avantage . . .

On veut nous garder en prison mais il faudrait qu'on joue cette partie convenablement et non pas avec des lois anarchiques de petits politiciens incompétents et passagers. Conspiration séditieuse pour répéter ce que tout le monde sait et que l'on pense depuis longtemps? Il est pourtant facile de prouver que les libéraux conspirent criminellement avec le banditisme international pour faire mourir des êtres humains au Vietnam, pour asservir des populations aux exploiteurs capitalistes. Le Canada est un de leurs plus gros fournisseurs d'armes.

Les bandits ne sont pas devant vous, monsieur le juge, ils sont au Parlement. James Cross, lui, il les a vus (le FLQ) de plus proche que ceux qui font des lettres de cachet et alors il a dit que c'était un petit groupe de 7 ou 8 enfants qui voulaient faire la révolution. C'est le gouvernement libéral du Québec qui a tué Pierre Laporte sous les ordres de Trudeau qui a sacrifié une vie humaine à la raison d'État parce qu'il préfère se réfugier dans les mesures de guerre plutôt que de parler des vrais problèmes . . .

Les travailleurs morts dans des accidents de travail dont le gouvernement est responsable, les mères et les pères inquiets à cause du chômage croissant et les jeunes de plus en plus instruits seront bientôt beaucoup plus forts que tous vos soldats, toutes vos armées et toutes vos lois d'exception des petits politiciens.



Michel Chartrand dans le box des accusés.

Mouvement croissant en faveur des accusés

par Penny Simpson

Environ mille personnes ont manifesté en face de la prison sur la rue Parthenais le 1 février, malgré la température (-15) faisant preuve d'une solidarité militante avec ceux qu'on voyait derrière les barreaux — les prisonniers politiques. Mais cette action organisée par le mouvement syndical, n'est qu'une partie de toute la campagne de défense. Cette campagne a connu un grand progrès au mois de janvier, avec l'organisation par les deux comités de défense d'une série de manifestations, de rallyes, de conférences, et de spectacles.

Fait particulièrement significatif, un grand nombre d'étudiants ont assisté à la journée de travail du CQDL le 16 janvier afin de discuter les actions à entreprendre et de la manifestation du 20 janvier de 1500 personnes devant le Palais de justice.

Les manifestations et les rallyes à Québec ont également constitué un important pas en avant pour le travail de défense. Le MDPPQ a pu appeler et coordonner les manifestations à Québec et à Montréal le 20 janvier, puis de les faire suivre par une marche d'ex-détenus venus de toute la province dans la vieille capitale pour piqueter le parlement et organiser la même journée un rallye, ce qui indique les possibilités d'impliquer l'autre moitié de la population qui ne vit pas à Montréal.

En plus des efforts de la campagne de défense, les efforts quotidiens des prisonniers pour dévoiler la nature politique et inconstitutionnelle des procès ont un effet énorme sur l'opinion politique populaire. La coordination du travail de défense légale et du travail de défense extra-légal est essentielle pour gagner des milliers de Québécois à la revendication de libération des prisonniers politiques et à la fin de la répression.

La réponse débordante aux "Poèmes et chants de la résistance" (les billets se sont vendus comme des petits pains chauds, on a dû ajouter plusieurs représentations) indique que tous les moyens de communication, des chansons jusqu'aux manifestations, ouvrent des possibilités au travail de défense, si les comités vont aggressivement de l'avant pour en profiter.

libération

Combattons les procès politiques

par Jean Hérivault

La couronne a terminé sa "preuve" contre Jacques Larue-Langlois et Charles Gagnon le 4 juin, preuve qui, ne repose que sur des écrits, des idées: les théories, des deux accusés, sur la voie vers notre libération nationale.

Il est de plus en plus clair que l'on veut condamner Gagnon et Larue-Langlois pour leurs idées. Me Materas (procureur de la couronne) est catégorique: "Les livres qu'ils lisent (entre autres Le petit manuel d'histoire du Québec -- lu par tous les Québécois) les tracts qu'ils distribuent, les assemblées auxquelles ils assistent, avec tout ça, déclare Me Pateras, il n'y a plus de doute, ils sont membres du FLQ".

Et ce n'est qu'une partie de l'offensive étatique contre les prisonniers politiques, et en même temps contre les droits politiques des Québécois.

La situation des prisonniers politiques pose à nouveau un défi à la gauche québécoise.

L'accusation d'outrage au tribunal, qui avait été portée contre Michel Chartrand après la lutte contre le bill 63, démasque clairement aux yeux des Québécois les intentions de l'État bourgeois de monter de fausses preuves.

Ces accusations montées de toutes pièces par les Trudeau, Bourassa et cie sont clairement ressenties par la population québécoise et même canadienne, qui d'après un sondage sur la crise d'octobre, fait en mars dernier, révèle qu'il y a au Québec une grande proportion de la population, 34% qui s'est sentie menacée d'arrestation par la police ou par l'armée.

Comparé à l'autre indication importante du sondage, à savoir que presque 60% des gens n'ont jamais eu l'impression que le gouvernement du Québec risquait d'être renversé, nous voyons très vite que l'opinion publique est en mesure de comprendre la tentative des gouvernements d'Ottawa et de Québec d'imposer la répression au mouvement nationaliste.

Mais il y a encore des prisonniers politiques qui sont actuellement devant les tribunaux ou dans les prisons après avoir écopé de peines sévères sur de fausses preuves.

Ceci est inadmissible et scandaleux! Lise Balcer est condamnée à trois mois de prison parce qu'elle s'oppose à une loi discriminatoire envers les femmes, et on monte, contre Larue-Langlois, Gagnon et Viger des preuves absolument aberrantes.

Il y a lieu d'être inquiet du peu d'opposition de la gauche québécoise et du peu d'information dans ses moyens d'informations. Point de Mire ne publie plus "La guérilla judiciaire" et Québec-Presse n'a publié qu'un seul article sur les prisonniers politiques depuis quelques semaines.

Charles Gagnon

Ces moyens dont dispose la gauche québécoise devraient engager une vaste campagne de propagande dénonçant les preuves par lesquelles ils sont jugés pour leurs idées politiques.

Il faut utiliser au maximum tous les moyens qui nous ont valu toutes les victoires antérieures; les mobilisations de masse, rôle qui revient au MDPPQ, et par tous les autres moyens pouvant répondre à la situation, pour faire arrêter la répression politique, et pour la libération de Vallières, Gagnon, et tous les prisonniers politiques.

libération

Les procès d'octobre

Grande victoire pour les Cinq

par Arthur Young

Où est donc cette "insurrection appréhendée," l'explication officielle du gouvernement pour sa répression en octobre dernier ! Reste-t-il encore beaucoup de Québécois qui y croient ?

L'acquittement par un jury de Charles Gagnon et de Jacques Larue-Langlois, accusés de "conspiration séditieuse," apporte une réponse claire à ces questions. Il marque une grande victoire pour le mouvement nationaliste québécois et pour les droits démocratiques.

D'ailleurs, de façon générale, les jurés refusent de croire les preuves du gouvernement contre les accusés politiques. Sur les quatorze personnes accusées de délits "séditieux" pas un seul des cinq qui ont subi leur procès n'a été condamné. Six des sept personnes accusées d'appartenance au FLQ, ou de l'avoir aidé, ont été acquittées.

Dans un certain sens, les procès politiques devaient permettre au gouvernement de faire la preuve du complot d'octobre. Il n'avait pas d'autres preuves — les 3,000 descentes de police n'avaient déterré que 33 armes à feu.

C'est à la recherche de ce complot que Bourassa accusait Michel Chartrand, Robert Lemieux, Pierre Vallières, Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois de conspiration séditieuse en novembre dernier. Ce procès des "Cinq" devenait le procès politique central ; l'acte d'accusation cassé par un juge, les trois derniers étaient réaccusés, les procès de Vallières étant remis à l'automne à cause de sa santé précaire. Maintenant les deux accusés ont été acquittés, et l'accusation contre Vallières doit nécessairement tomber.

Rappelons qu'en octobre dernier le gouvernement avait sauté sur l'aventure felquiste pour déclencher une répression massive contre la gauche québécoise. L'armée fédérale occupait le Québec, les droits civiques étaient suspendus, et près de 500 militants étaient arrêtés et emprisonnés. Le Front d'Action Politique (FRAP), formation ouvrière, a été écrasé. Les fédéralistes se lançaient dans une grande campagne de propagande pour identifier l'indépendantisme radical au FLQ, à la violence, et à l'assassinat.

Trudeau voulait ainsi livrer un lourd coup aux nationalistes de gauche ; à la fois par cette propagande, et par la répression directe et l'emprisonnement des dirigeants. Il voulait profiter de l'aventure pour faire des gains permanents.

Mais cette tentative a maintenant échoué. La victoire de Gagnon et Larue-Langlois marque la fin d'un chapitre dans la lutte d'après octobre.

Le gouvernement n'a pas réussi sa tentative de faire adopter une nouvelle législation répressive permanente pour remplacer la Loi sur les mesures de guerre. Les principaux dirigeants nationalistes sont maintenant sortis de prison. Choquette a dû abandonner son projet de carte d'identité obligatoire. Bref, les rapports de forces qui existaient avant octobre sont maintenant rétablis — les mouvements ouvrier, nationaliste et étudiant ont réussi à regagner leur liberté d'action.

Comment cette victoire importante a-t-elle été gagnée ?

Principalement, par le développement d'un puissant mouvement d'opposition à la répression et aux procès politiques, qui a su démasquer l'excuse de l'insurrection appréhendée, démasquer les véritables motifs de Trudeau et de Bourassa. Les procès politiques étaient démasqués comme un rôle crucial dans ce travail dans une moquerie de la justice.

Sous l'influence des protestations et des manifestations, l'opinion publique a changé.

Dans ce processus, les actions publiques de masse, les protestations ont joué un rôle-clé. Elles ont organisé le mécontentement de façon concrète. Elles ont obligé le gouvernement à tenter de répondre aux critiques. Mais, vu son incapacité de fournir des explications satisfaisantes de sa conduite, le mouvement d'opposition croissait jusqu'au point où le gouvernement a dû céder sous la pression.

Un facteur important était le mouvement d'opposition en dehors du Québec. Au Canada-anglais des milliers de personnes ont été mobilisées dans des actions contre la répression, des réunions ont eu lieu, et des comités de défense ont été formés.

Cette stratégie d'action de masse pour la défense des droits qui a réussi de façon tellement éclatante, fait un contraste net avec d'autres stratégies prônées par la gauche québécoise.

Les partisans du FLQ, qui voulaient libérer les prisonniers politiques et ébranler le gouvernement, n'ont fait que fournir au gouvernement un prétexte pour créer 500 prisonniers politiques de plus, et pour déclencher une offensive contre le mouvement de libération. Seulement le mouvement de défense, de masse, a pu réparer les dommages.

Le Parti Québécois, tout en dénonçant la répression en termes généreux, s'est bien gardé d'appuyer la défense des accusés d'octobre — ceux qui étaient sur la ligne de feu — et d'entreprendre des actions concrètes de protestation.

Après octobre une autre école de pensée soutenait qu'on ne pouvait rien faire. Le gouvernement était trop fort, et de toute façon, les révolutionnaires devaient s'attendre à la répression. Les trotskystes de la Ligue Socialiste Ouvrière / League for Socialist Action, niant ce point de vue, se sont jetés dans le travail de défense dès la proclamation de la Loi des mesures de guerre. Ils ont joué

Acquitté de conspiration séditieuse, Charles Gagnon parle à la presse après avoir été relâché de prison. Avec lui on remarque trois de ses co-accusés d'octobre (de gauche à droite) : Jacques Larue-Langlois, Robert Lemieux et Michel Chartrand.

Suite à la page 2

Suite de la page 1

les deux nations du Canada.

Dès la proclamation de la Loi des mesures de guerre, les organisations représentant les travailleurs du pays ont protesté. Au Québec, en moins d'une semaine, une conférence syndicale unifiée sans précédent s'est tenue avec la participation de plus de 500 représentants des membres des trois centrales, où ils ont déclaré leur intention de combattre la Loi. Au Canada, le Nouveau Parti Démocratique s'est opposé également à la répression, une position de principe qui lui coûtait cher pendant la brève période d'hystérie provoquée par Trudeau.

Dans les premières heures un comité de défense a été organisé : le Comité Québécois pour la Défense des Libertés, qui fut bientôt rejoint par le Mouvement pour la Défense des Prisonniers politiques québécois dans la lutte pour la défense des droits.

De nombreuses actions ont eu lieu, exprimant une opposition croissante à la répression, commençant à impliquer des forces larges et importantes. Les manifestations, réunions de protestation, ont commencé à changer l'opinion des Québécois. En même temps, un processus parallèle s'est produit au Canada-anglais, où des actions semblables, quoique plus petites, ont commencé à convaincre les Canadiens anglais que Trudeau avai' menti.

Le gouvernement, obligé de reculer, avait relâché la plupart des prisonniers, et remplacé la Loi des mesures de guerre avec la Loi Turner, supposément moins dure. Les protestations n'ont pas cessé de s'amplifier.

Le début des procès politiques a fourni une nouvelle impulsion au mouvement de défense. Du banc des accusés, les prisonniers ont contre-attaqué, brisant les tentatives de les faire taire par des "outrages au tribunal" et par leur expulsion de leurs propres procès.

Dans ce climat, le mouvement ouvrier a recommencé ses luttes. Des milliers d'enseignants ont déclenché de puissantes grèves tournantes pour combattre la déclassification arbitraire. Le système scolaire était paralysé. D'autres groupes de travailleurs se sont lancés dans des actions militantes. Le gouvernement a dû céder.

Les accusations contre Lemieux et Chartrand ont été abandonnées. La Loi Turner expirait sans être remplacée. Mais les protestations continuaient, et les jurés refusaient toujours de condamner les accusés politiques, vu l'absence totale de preuves.

L'acquittement de Gagnon et de Larue-Langlois marque un tournant majeur dans la lutte de défense.

Loin d'être écrasées, les principales forces du mouvement de masse se sont rétablies. La crise d'octobre, semble-t-il, a accentué la polarisation des classes au Québec, tout en augmentant le sentiment indépendantiste parmi les travailleurs.

Bien que toute sa justification des mesures de guerre s'est écroulée maintenant, le gouvernement n'a pas abandonné l'emploi des tribunaux contre les nationalistes. Les "Cinq" et plusieurs autres sont toujours accusés d'appartenance au FLQ. Chartrand, Vallières, Gagnon, parmi tant d'autres, sont toujours sous la coupe des condamnations pour "outrage au tribunal" reçues au cours de leur lutte contre des accusations montées de toutes pièces. Des sentences d'emprisonnement à vie ont été prononcées contre Paul Rose et Francis Simard.

Encore plus grave, la police à travers la province continue son harcèlement contre les radicaux, menace les journaux radicaux, et tente de récupérer les pouvoirs arbitraires qu'elle possédait avec les mesures de guerre.

Un renforcement du mouvement de défense, la reprise des protestations de masse, peuvent déjouer ces tentatives, obligeant le gouvernement d'acquitter Vallières, d'abandonner toutes les autres accusations contre les accusés d'octobre, et de libérer de toute peine ceux qui ont été condamnés pour outrage au tribunal ou pour délits sous les lois spéciales.

De cette façon, on pourra transformer la défaite du gouvernement en déroute totale !

libération RÉDACTEUR: ANDRÉ DOUCET

B.P. 641, Succ "N", Montréal 129. Publié tous les mois. Abonnements: 8 numéros pour $1.00. Les articles signés n'engagent que leur auteur; le point de vue de la rédaction du journal s'exprime dans les éditoriaux. Imprimé chez Payette & Payette Inc., St-Jean, Québec.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale (sic) d'Ottawa. "Courrier de deuxième classe — enregistrement no 2611."

EDITORIAL

Victoire importante contre la répression

Le mouvement pour la défense des droits civils et des prisonniers politiques a connu une victoire importante le 14 août.

C'était le jour choisi par Bourassa pour informer 34 des accusés sous la Loi des mesures de guerre, que le gouvernement n'allait pas les poursuivre.

C'est de cette façon que Bourassa et Trudeau ont admis la faillite totale de leur offensive contre le mouvement indépendantiste déclenchée à travers les mesures de guerre.

Enfin ils avaient peu de choix.

Le mouvement de défense avait dégagé un sentiment de masse contre la répression, et avait démasqué leurs procès comme des farces judiciaires.

Cependant la lutte contre la répression doit se poursuivre vigoureusement.

Pierre Vallières et Jacques Larue-Langlois sont encore menacés de graves accusations. Michel Chartrand est parmi plusieurs qui ont été condamnés pour des opinions ou des actes politiques.

Encore plus grave, le gouvernement Trudeau vient d'annoncer ses préparatifs pour un nouvel "octobre." Les dépenses militaires seront élevées. Le but principal de l'armée sera désormais de protéger l'Etat contre la "subversion." Le gouvernement a établi un nouveau bureau de surveillance et d'espionnage sur des groupes dits "subversifs." Parmi ces groupes : les "trotskystes," la "jeunesse révolutionnaire."

La campagne contre la répression doit alors répondre à ces nouveaux défis très sérieux.

La Commission d'enquête des citoyens sur les mesures de guerre peut y jouer un rôle clé. La commission, composée de personnages bien connus du Québec et du Canada anglais, tels que Fernand Daoust de la FTQ, Michel Bourdon de la CSN, et Woodrow Lloyd, ancien premier ministre de Saskatchewan, va tenir ses premières séances à Montréal en octobre.

La Commission pose les questions suivantes : le gouvernement était-il justifié ou non de promulguer la Loi sur les mesures de guerre ? Comment ces lois ont-elles été appliquées ? Tout citoyen peut faire témoignage aux audiences publiques.

Cette initiative peut bien servir à exposer la signification véritable des mesures de guerre. Elle peut également aider au relancement du mouvement pour les droits civils, et contre les tentatives de répression politique des gouvernements Trudeau et Bourassa.

libération

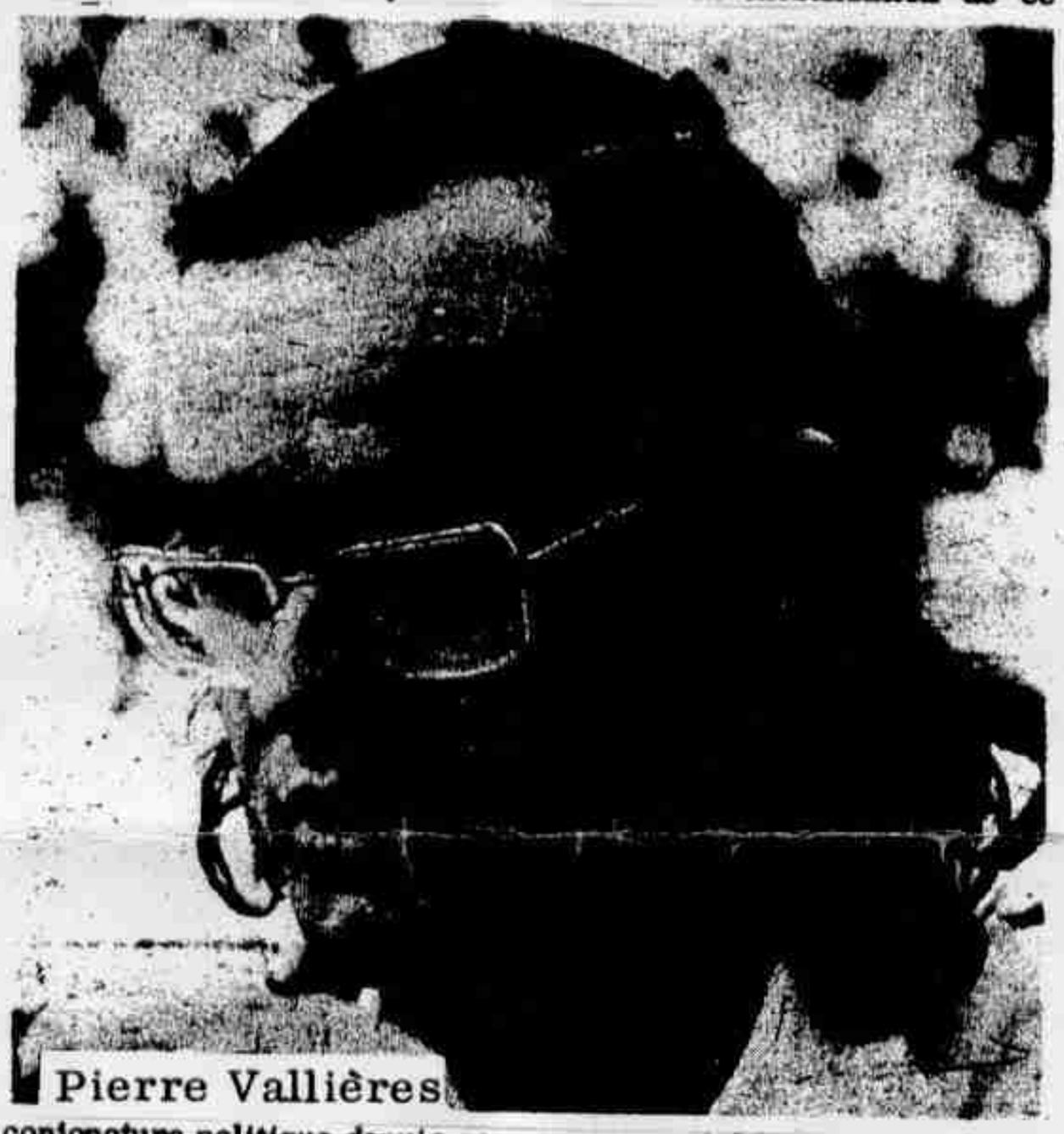
"Pour la lutte de masse"

Vallières rompt avec le terrorisme

par ALAIN BEINER

Dans une lettre adressée au directeur du journal Le Devoir au milieu de décembre dernier, Pierre Vallières, auteur du livre "Nègres blancs d'Amérique" et dirigeant idéologique de la "lutte armée" au Québec, annonça qu'il rompait définitivement avec le Front de Libération du Québec (FLQ) et lui retirait tout appui.

Cette action, et les textes écrits par Vallières pour la justifier, viennent confirmer de façon dramatique et puissante la faillite de la stratégie terroriste. Cette conclusion fut avancée par la Ligue Socialiste Ouvrière dès l'éclatement de la première bombe felquiste. Après une réflection profonde sur la conjoncture politique depuis octobre 1970 et à la lumière des leçons de la crise des mesures de guerre, Vallières constate la stérilité de la stratégie felquiste, son isolement de la vie politique réelle des masses ainsi que ses effets profondément néfastes.



Pierre Vallières

Sous l'impacte de la remontée des luttes depuis le calme des premiers mois de 1971, sous l'influence de la puissance du mouvement de masse pour l'indépendance et parallèlement, la radicalisation du mouvement ouvrier, Vallières arrive à comprendre la nécessité pour les révolutionnaires de participer activement à cette lutte de masse, à la vie politique réelle, afin d'y exercer leur influence.

Vallières dégage de cette conjoncture politique ce qu'est la tâche des révolutionnaires aujourd'hui; celle de l'éducation, l'organisation et la mobilisation des masses et non pas celle d'apprendre à manier des armes et à placer des bombes. Bien sûr Vallières se trompe lorsqu'il conclue qu'il faut adhérer au Parti Québécois en tant que véhicule de notre libération, le PQ bourgeois étant une expression déformée du mouvement de masse, et un obstacle au développement à la mobilisation de ce même mouvement de masse.

Dans les textes envoyés aux journaux montréalais Vallières discute longuement de la nature nationaliste du mouvement de masse au Québec, de la conscience nationale des masses et de sa dynamique révolutionnaire. Témoignant à la puissance de la question nationale et à son rôle central dans la vie politique québécoise, Vallières se voit obligé de s'orienter vers le mouvement de masse nationaliste et d'en tirer quelques conclusions clefs qu'ignore bon nombre de "gauchistes" au Québec; à savoir, le caractère double de la révolution québécoise -- révolution nationale et socialiste, l'importance de l'émancipation nationale pour la classe ouvrière, l'impossibilité de sauter ou de nier l'étape ou le composant national de la révolution québécoise, et donc la nécessité d'inscrire les tâches nationales au programme révolutionnaire et d'incorporer la lutte nationale à la stratégie socialiste.

Au sujet de la faillite de la stratégie terroriste du FLQ, Vallières affirme que: "Si 'la menace felquiste' constitue depuis un an le leitmotiv des déclarations publiques des 'autorités' en place, c'est que la crise d'octobre leur a révélé tout le profit que le régime pouvait tirer de coups d'éclat fracassants, privés de toute portée stratégie révolutionnaire, mais qui peuvent être présentés, de manière encore vraisemblable, comme étant des actions intégrées à une offensive de longue durée s'inscrivant dans une stratégie de véritable lutte armée révolutionnaire, alors qu'en réalité il n'en est rien.

"Chaque action du FLQ, si minime et circonscrite soit-elle, chaque communiqué portant le sigle FLQ, si farfelu soit-il, chaque 'message' du FLQ, fictif ou réel, acquiert dans ces circonstances une importance politique dont profitent uniquement ceux qui usent de 'la menace felquiste' permanente pour multiplier les motifs et les occasions de matraquer le mouvement de libération des masses québécoises en attendant la 'grosse' occasion qui lui permettra de tout mettre en oeuvre pour lui casser définitivement les reins.

"Si jusqu'en octobre 1970 l'agitation armée du FLQ était l'expression radicale du caractère spontanéiste et anarchique que tout mouvement de libération nationale connaît à ses débuts, elle est devenue de fait aujourd'hui l'alliée inconsciente mais objective de la stratégie répressive du régime en place et, par là, loin de constituer un appui tactique à la lutte du peuple québécois, risque de contribuer à l'écrasement de cette lutte et à la liquidation de ses forces vives.

"Si jamais elle a pu l'être dans le passé, en tant que révélateur d'une condition de domination et d'une volonté résolue d'en sortir, l'agitation armée,

Suite à la page 2

Suite de la page 1

tout comme l'agitation non armée de ceux qui confondent le bris d'une vitrine avec une action politique consciente, positive et mobilisatrice, est aujourd'hui contre-révolutionnaire."

A ceux qui se demandent si le rejet de "l'agitation armée" implique obligatoirement la disparition du FLQ lui-même ou s'il ne faudrait pas plutôt le maintenir comme groupe attendant le changement de situation qui lui permettrait de jouer un rôle dans la lutte, Vallières répond: "On doit tout de suite dire qu'un tel groupe 'attentiste' ne pourrait jamais trouver les tactiques adéquates au changement de situation en question, car, coupé de la lutte de masse elle-même, il se placerait volontairement dans l'impossibilité totale d'en comprendre les mécanismes, les transformations, le niveau réel de conscience politique, la composition, etc.: en résumé, il se placerait dans l'impossibilité pratique de connaître concrètement l'évolution concrète, réelle, de la lutte de masse et, donc, dans l'impossibilité pratique d'y participer vraiment, à quelqu'étape que ce soit, du long et complexe processus de libération nationale et sociale que les masses québécoises viennent à peine d'entamer de manière cohérente et organisée politiquement.

"Mais si j'assume cette responsabilité qui m'incombe à plus d'un titre de dénoncer publiquement l'agitation armée et, du même coup d'affirmer la nécessité pour le FLQ de se saborder comme groupe(s), comme sigle, comme mythe, comme 'menace terroriste', comme théorie et comme pratique, je ne possède cependant aucun pouvoir de décision sur les felquistes, aucun mandat pour parler en leur nom, aucun tour dans mon sac pour empêcher que n'importe qui, y compris la police, se serve des trois lettres FLQ à n'importe quelle fin."

("Vallières sur la question nationale" -- à suivre dans le prochain numéro.)

Escalade U.S. en Indochine

Les bombardements par l'aviation américaine du territoire nord-vietnamien entre le 25 et le 30 décembre, prouvent par leur violence que Nixon a décidé de frapper un grand coup, et que Washington a fait de la suprématie aérienne des Etats-Unis l'élément clef de la "vietnamisation".

Pendant cinq jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, cent cinquant appareils de frappe ont pilonné sans répit les villes et villages du Nord-Vietnam.

retrait de troupes en indochine

Contrairement à ce que certains personnes avaient tendance à croire, que la guerre était presque terminée; ces derniers bombardements prouvent que l'agression américaine se poursuit avec légerement moins d'hommes, et de plus en plus de moyens automatisés et électroniques.

Le Comité Québécois contre la guerre en Indochine a réagi à cette nouvelle agression en organisant, le 31 décembre, une ligne de piquetage devant le consulat US à Montréal.

Du 3 au 5 décembre dernier se tenait à Cleveland aux E-U une conférence anti-guerre organisée par le NPAC (la Coalition nationale d'action pour la paix), mouvement qui organise les manifestations anti-guerre de masse aux E-U. Le point culminant de cette conférence a été la décision que le 22 avril serait une journée internationale de manifestation pour le retrait immédiat de toutes les troupes américaines d'Indochine.

libération

L'émancipation nationale un besoin vital pour les ouvriers

(Depuis la publication dans le numéro précédent de la première partie de la contribution d'Alain Beiner, au débat entre Pierre Vallières et Charles Gagnon, ce premier s'est rendu, le 24 janvier, aux quartiers-généraux de la Sûreté du Québec après plus de quatre mois de vie clandestine. Vallières a comparu, le 25 janvier, devant le juge Roger Ouimet qui l'a aussitôt remis en liberté moyennant certaines conditions limitant ses activités.

Dans l'article précédent, Alain Beiner, rédacteur de Libération, discute les affirmations de Vallières au sujet de la faillite de la stratégie terroriste du FLQ et de la façon dont ces constatations de l'ancien leader felquiste viennent confirmer entièrement la position de la Ligue Socialist Ouvrière (LSO) quant à la nécessité de la participation active et consciente des masses québécoises à la lutte de libération. Dans le prochain numéro de Libération, Beiner reprendra la réponse de Charles Gagnon à la lumière des textes de Vallières et des documents de la LSO, surtout en ce qui a trait à sa position sur la question nationale et le Parti Québécois.

Indépendamment de nos options politiques et des critiques qu'on pourrait faire de la nouvelle position de Pierre Vallières, c'est le devoir de tous les socialistes et indépendantistes au Québec de faire campagne pour sa libération totale et pour le retrait de toutes les accusations qui pèsent contre lui--NDLR).

par ALAIN BEINER

A part son évaluation du Parti Québécois, le second texte de Vallières remis à Québec-Presse est plein d'enseignements pour ceux, parmi la gauche, qui ont tendance à sous-estimer la composante nationale de la révolution québécoise.

"Certains gauchistes voudraient bien sauter l'étape nationale. C'est oublier que dans une société colonisée l'indépendance nationale n'est pas une question parmi d'autres pour les travailleurs, mais la question la plus importante. En effet, l'émancipation politique de la collectivité québécoise est la première condition dont dépendent l'émancipation sociale des travailleurs et la construction du socialisme (celle-ci étant à l'époque actuelle, la seule garantie d'indépendance et de développement d'une 'société juste'). L'indépendance est un prérequis dont aucune collectivité ne peut faire l'économie sans se priver des instruments politiques indispensables à son développement. L'indépendance s'inscrit dans une stratégie de développement et de libération de longue portée et de longue durée. Elle constitue non pas une étape facultative ou encore une étape 'probable', mais bel et bien une étape nécessaire du développement et de l'émancipation d'une collectivité. Dans un contexte d'oppression nationale et d'inhibition culturelle, l'exploitation économique n'est pas dissociable du processus global de colonisation.

"En opposant lutte des classes et lutte nationale, on nie la spécificité et l'autonomie relative de chacune d'elles en même temps que leur interaction étroite. On oublie, en outre, que dans une société colonisée à qui fut toujours refusé le droit de constituer un Etat national indépendant, la libération nationale est une exigence prioritaire, non seulement pour ce qu'on appelle la petite bourgeoisie mais aussi pour les masses qui composent majoritairement cette société. La lutte pour l'indépendance, loin d'éloigner les masses de la conquête du pouvoir politique et de la construction collective du socialisme, les en rapproche au contraire considérablement; alors qu'à l'inverse, l'opposition à l'indépendance politique du Québec, ne pourrait que compromettre irrémédiablement leur propre émancipation.

"Bien sûr, l'indépendance politique ne constitue pas en soi une révolution globale, pas plus d'ailleurs que le renversement d'un pouvoir despotique par la lutte armée. L'indépendance politique comme le renversement d'un dictature ne fait que créer les conditions politiques et sociales d'un bond en avant, d'une libération collective qui aura encore plusieurs autres étapes à franchir...

"Mais la lutte des classes ne peut se développer dans une société qui ne peut elle-même se développer et dont le dynamisme est paralysé par la domination qu'exerce sur elle une autre société. Une nation n'est pas un phénomène purement culturel. Sa dimension politique, qui n'est réductible ni à l'économie ni à la culture ni à l'idéologie dominante, trouve sa forme concrète dans l'Etat national indépendant; la négation du droit de constituer un Etat national indépendant constitue, pour une nation colonisée, la forme d'oppression nationale qui, au niveau politique, exprime toutes les autres. C'est donc en s'attaquant à la dimension politique de la question nationale qu'un peuple découvre dans leur spécificité réciproque les autres formes d'oppression que cette dimension recouvre et relie à la fois. Voilà pourquoi les mouvements

(2) Le débat

Vallières-Gagnon...

de libération nationale, en dépit de leur aspect souvent 'petit-bourgeois', contiennent tous une potentialité révolutionnaire énorme et procèdent tous d'un processus dialectique complexe et contradictoire..."

Vallières s'en prend à ceux qui glorifient les luttes ouvrières purement économiques voulant que les travailleurs se bornent à celles-ci, tout en ignorant l'importance de politiser les luttes ouvrières à travers des questions, telle que la question nationale:

"De plus, en refusant de voir ce que Lénine appelle le caractère spécifique et l'autonomie réelle, bien que relative, de 'l'instance politique', on en est réduit à analyser le processus global de décolonisation d'une nation à l'aide d'une méthode purement économiste et déterministe, en faisant abstraction de tout raisonnement à carac-

Suite à la page 2

libération

Suite de la page 1

tère proprement politique. Cela conduit à enfermer l'action politique dans un cul-de-sac ou bien à la réduire à une pratique de théorisation perpétuelle des problèmes (dont chacun détermine l'importance suivant ses goûts ou ses préoccupations personnelles).

"Une certaine gauche pratique, sans le savoir, un économisme qui (comme celui du trade-unionisme dénoncé par Lénine) réduit la lutte politique à une suite de revendications économiques et sociales sans portée politique stratégique. Alors que la question de l'indépendance a, au Québec, une portée politique stratégique fondamentale, cette gauche donne l'impression de considérer le droit à l'autodétermination seulement comme un droit juridique abstrait et sa revendication, comme un soutien au nationalisme 'bourgeois'.

"Une autre gauche, par ailleurs, évolue tellement dans l'universel de LA lutte des classes stéréotypées et de la révolution prolétarienne pure qu'elle se refuse à tout 'compromis' avec la complexité dialectique et particulière de tout processus concret de libération. Elle préfère la possession tranquille des vérités universelles à la transformation d'une société dont l'histoire n'attend pas d'être écrite par un Marx ou par un Althusser pour se faire."

A partir de ces constatations tout à fait justes -- l'importance de l'émancipation nationale et l'impossibilité de la "sauter" -- Vallières s'éloigne de la réalité québécoise en concluant "qu'il faut envisager le rôle 'moteur', le rôle dynamique, que le Parti Québécois joue et jouera de plus en plus au sein du mouvement d'émancipation nationale et sociale des Québécois'; en concluant que le PQ est le véhicule d'au moins la "première étape" de la lutte de libération.

D'abord en contreposant "le processus électoral" à la lutte armée à l'heure actuelle, Vallières se borne à une analyse très mécanique du mouvement de masse en ne voyant que "la lutte des masses emprunte donc le mode électoral". En ce sens Vallières refuse de voir l'expression politique la plus significative de ce mouvement de masse, à savoir les actions de masse cohérentes, organisées, qui ont eu lieu en dehors du processus électoral, mais qui ont profondément influencé ce processus. Vallières semble vouloir nier la dynamique révolutionnaire des manifestations, des grèves, des occupations, etc. -- en somme toutes les actions de masse dans la rue qu'a connues le Québec et auxquelles s'est opposé le Parti Québécois, y compris la manifestation pour la langue nationale du 16 octobre et la manifestation contre La Presse du 29 octobre, actions qui sont des facteurs importants dans la nouvelle radicalisation du mouvement ouvrier.

Que le mouvement de masse doit utiliser le processus électoral est incontestable, mais de dire qu'il devrait se limiter à ce processus ou appuyer un parti politique qui s'y limite et qui s'oppose activement aux actions de masse est tout autre chose.

Que le mouvement de masse doit utiliser le processus électoral aussi et qu'il ait besoin d'un parti politique de masse, d'un instrument politique capable de prendre le pouvoir est incontestable, mais quel doit être la nature d'une telle formation politique? Vallières est de l'avis "qu'il n'est pas dans l'intérêt de la majorité des Québécois que les centrales syndicales mettent sur pied présentement un deuxième parti de masse qui se distinguerait du PQ..."

Un tel parti se distinguera du PQ non pas par sa seule "phraséologie," comme le prétend Vallières mais par sa nature de classe -- il serait libre de tout lien de dépendance avec l'impérialisme et avec sa filiale -- le capitalisme québécois. Cette indépendance par rapport aux intérêts capitalistes est indispensable à tout instrument qui veut diriger la lutte de libération jusqu'au bout. La direction petite-bourgeoise du PQ ne possède pas cette indépendance, étant liée par maints liens au capitalisme pour sa survie face à une classe ouvrière puissante qui ne s'arrêtera pas au simple remplacement des patrons

anglophones par des patrons francophones. Voilà pourquoi le PQ s'absente, voir s'oppose aux actions de masse et aux mobilisations qui risquent d'aller au delà du cadre bourgeois.

Comme l'explique Vallières, il ne s'agit pas pour les révolutionnaires de s'écarter de la question nationale, ni de "sauter" les tâches nationales, pour limiter l'action ouvrière aux simples questions économiques. Il s'agit de voir, ce que ne saisit pas Vallières, que les tâches nationales au Québec ne peuvent s'achever que sous la direction de la classe ouvrière -- à la tête de toute la nation, et que conséquemment la résolution de ces tâches essentielles sera la première mesure d'un gouvernement socialiste à la suite d'une seule révolution, à la fois nationale et socialiste.

Gratuit! Un "Cahier Socialiste" avec achat ou renouvellement de votre abonnement à Libération...

☐ Huit numéros .....$ 1.00
☐ Vingt-quatre numéros.....$ 2.75
☐ Souscription au journal.....$____

Nom _____
Adresse _____ Appt____
Ville _____ Zone/Cté _____
Etat/province _____ Tél _____

B.P. 641, Succ. "N" Montréal 129, Québec

libération

PREMIERE ACCUSATION

Rose non-coupable !

par JEAN HERIVAULT

Jacques Rose, arreté en décembre 1970, lors de l'occupation du Québec par l'armée canadienne, était, à l'issue de son deuxième procès, le 9 décembre 1972, acquitté de l'enlèvement du ministre Pierre Laporte. Les onze jurés, après avoir examiné la preuve présentée par la couronne, ont rendu leur verdict en déclarant que Jacques Rose n'était pas coupable de l'acte d'accusation porté contre lui.

Déjà, à l'issue du premier procès, qui se termina le 10 mai 1972, le juge Eugène Marquis, avait dû enregistrer le désaccord du jury (11 jurés sur 12 étaient pour l'acquittement de Rose) ce qui entraîna automatiquement un deuxième procès.

Malgré cet acquittement, et les deux requêtes présentées par son avocat Me Lemieux, pour une remise en liberté sous cautionnement, Jacques Rose est toujours détenu depuis l'adoption de la loi sur les mesures de guerre en automne 1970, au centre de prévention Parthenais dans des conditions inhumaines, (nourriture infecte, isolement). Bien que Rose ne soit pas un condamné, mais un prévenu (présumé innocent) les conditions dont il est victime sont pires que celles dont subissent les individus qui purgent leur sentence.

Cette victoire remportée devant les tribunaux nous rapelle que les conséquences d'octobre 70 ne sont pas encore disparues, qu'il y a encore des Québécois qui sont emprisonnés sous des accusations montées de toutes pièces. C'est le cas entre autre de Michel Viger, qui a été, le 17 avril '72, trouvé coupable d'avoir été complice de Rose dans l'enlèvement de Pierre Laporte. Or Jacques Rose vient d'être acquitté de cette accusation. Comment la culpabilité qui a jeté Viger au bagne pour huit ans peut-elle encore tenir? Ceci est un exemple de comment la couronne poursuit la répréssion engendrée par les mesures de guerre déclanchées en octobre 70, mesures qui avaient pour but d'écraser le mouvement nationaliste, et ou 500 Québécois, la plupart des dirigeants nationalistes et syndicaux, furent jetés en prison pour plusieurs mois, cela sans aucunes preuves, et bien sur sans avoir(à par quelques uns) de procès.

Tout comme le résultat des autres procès d'octobre, l'acquittement de Rose est une victoire remportée contre le gouvernement fédéral et contre ses complices à Québec qui, aux justes revendications des Québécois, répondent par l'armée et des lois dictatoriales. En remerciant les jurés, Jacques Rose déclarait qu'après deux ans d'enquête la couronne n'a rien pû prouver, et que son procès "fut le procès de la reine".

Toute fois la couronne n'en reste pas là. Suite à cet acquittement, elle s'est mise à l'oeuvre pour trouver d'autres accusations pour ne pas perdre la face. Maintenant elle accuse Rose d'avoir assasiné Pierre Laporte, le 17 octobre '70. Aucune précision de l'acte d'accusation n'est apportée. Le procureur général dit qu'il s'agit d'un "preferred indictment" (accusation privilégiée) ! Aucune preuve n'est davantage avancée contre Rose dans cette accusation de "meurtre". De l'avis même du procureur de la couronne, déclare Me Lemieux, il n'y a pas de preuve directe, la couronne n'apporte que des preuves circonstancielles.

C'est ainsi que le troisième procès de Jacques Rose doit prochainement débuter en cour d'assise sous la présidence d'un juge de la cour du banc de la reine. Cette cour du banc de la reine a été crée par une constitution coloniale, en 1867, et imposée par la force en vertu de l'acte de l'amérique du nord britannique, cela malgré l'opposition de la vaste majorité du peuple québécois.

Ce que a fait s'esclamer M. Robert Lemieux : "Mais nous sommes devant une cour étrangère!".

congrès historique de la lso/lsa

par Manon Léger

Le congrès de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action, section canadienne de la Quatrième Internationale s'est tenu à Toronto du 20 au 23 avril.

Ce congrès a été le plus grand congrès dans l'histoire de la section canadienne. Il y eut plus de 300 inscriptions sur lesquelles on doit compter 53 délégués élus par 12 branches de villes diverses allant de Vancouver à Montréal et 34 suppléants. Il y avait présence de 29 membres du Comité Central sortant qui étaient délégués consultatifs. Il y avait également la présence de 50 invités et observateurs provenant d'autres pays.

Ce congrès venait clôturer la discussion interne intense de la section qui avait duré 11 mois avec une des documentations les plus volumineuses que le mouvement trotskyste canadien ait connu. Quelques 60 bulletins de discussion interne ont été publiés pour un total de 91 contributions écrites. Bon nombre de ces dernières contenait des points de vue minoritaires oppositionnels aux documents principaux soumis par le Comité Politique (CP). Un congrès dans la vie d'une section marque un moment de réflexion incitant à la clarification politique et à l'élaboration d'un programme le plus complet possible dans la mesure des clarifications politiques apportées.

Le congrès a touché plusieurs questions-clés autant sur le Canada et le Québec que sur les questions d'ordre international. Ce congrès a aussi joué un rôle important dans la discussion interne de la Quatrième Internationale.

Le congrès s'est donc ouvert avec le rapport international présenté par le secrétaire organisationnel Arthur Young. Il a parlé du développement des discussions actuelles au sein de la Quatrième Internationale, discussions préparatoires au IVe Congrès Mondial depuis la Réunification en 1963. Se référant au travail des sections nationales, il a souligné de façon particulière l'intervention de la Ligue Communiste dans le soulèvement étudiant récent en France et a salué la percée du Partido Socialista de los Trabajadores trotskyste (PST-Parti Socialiste des Travailleurs) d'Argentine, ce parti qui deux ans plus tôt était encore clandestin et illégal a pu cette année intervenir dans la dernière élection tenue en Argentine (sous la dictature militaire de Lanusse) projetant un programme révolutionnaire de lutte de classe.

La résolution politique était présentée par Dick Fidler pour le CP. La résolution analysait la "détente" résultant des visites de Nixon à Moscou et à Pékin et le point tournant dans la situation politique internationale en faveur des forces contre-révolutionnaires, où on assiste à une connivence étroite de Moscou et Pékin avec Washington au détriment de la révolution vietnamienne.

Le rapport notait que depuis 1969 et le dernier congrès mondial de la QI, il n'y a pas eu de nouvelles percées pour le processus révolutionnaire mondial de l'ordre des développements de 1968 au Vietnam, en Tchécoslovaquie, et en France. Le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, la faillite du Guevarisme et de la stratégie de la guerre de guerilla, et le rôle réformiste des directions social-démocrates nous faisait réaffirmer dans la résolution politique que: "la principale contradiction historique de notre époque" est "celle de la crise de la direction révolutionnaire". Ce qui veut dire la nécessité de construire de nouvelles directions de masse réellement révolutionnaires, ce à quoi se consacre la Quatrième Internationale depuis sa fondation.

La partie majeure du document analysait la nature de la nouvelle radicalisation des dernières années. Enracinée dans les contradictions objectives du capitalisme canadien, la radicalisation a reflété les changements dans la composition de la force du travail et des autres couches sociales, aussi bien que l'impact des développements internationaux, plus particulièrement l'impact de la révolution coloniale sur la jeunesse en voie de radicalisation et sur les minorités nationales opprimées.

Ainsi la résolution élaborait sur comment les révolutionnaires peuvent intervenir dans les mouvements de masse afin de les faire déboucher sur la voie de la lutte anti-capitaliste.

Québec

La résolution sur le Québec présenté par Alain Beiner (secrétaire national de la LSO) pour le Comité Politique réaffirme la nature même du Québec, c'est-à-dire celle de nation opprimée qui se voit nier le droit démocratique à l'auto-détermination, vestige de la révolution bourgeoise de 1837-38. Comme le démontre la résolution: le Québec économiquement est la proie du pillage impérialiste, politiquement et culturellement bafoué, n'ayant même pas ses droits les plus fondamentaux, tels que ceux relatifs à la langue.

La lutte contre l'oppression des Québécois a donné jour à un mouvement nationaliste très large regrou-

pant les différentes couches de la société québécoise. Mais la libération du Québec ne peut être pleinement accomplie par une alliance multi-classe de la nation dans son ensemble contre l'oppresseur étranger.

L'oppression nationale qui retrouve ses fondements dans la domination impérialiste même exige pour y mettre terme une rupture sans équivoque avec l'impérialisme, ce que la faible bourgeoisie québécoise est incapable de faire. Quoique puisse être la configuration des forces à la tête du mouvement nationaliste à ce moment-ci, la libération nationale ne pourra s'accomplir que sous la direction de la classe ouvrière à travers la révolution socialiste.

De par la nature même du Québec, celle d'une nation opprimée, se situant au sein même de la forteresse impérialiste, les luttes qui s'y déroulent sont beaucoup plus explosives. Cette explosivité est aussi le fruit d'autres facteurs tels que le haut degré d'industrialisation ainsi que le caractère prédominamment prolétarien de la nation. La lutte de classe se poursuit au sein de la nation comme peuvent en témoigner les grèves spectaculaires d'avril-mai '72. La résolution déclare: "L'aggravation de l'oppression impérialiste de l'ensemble de la nation québécoise n'a pas provoqué un rapprochement des classes sociales au Québec, mais au contraire a qualitativement aggravé l'ensemble des contradictions entre opprimés et oppresseurs au sein de la nation."

Ainsi la lutte au Québec revêt un caractère combiné: c'est à la fois une lutte de libération nationale et une lutte ouvrière contre le capitalisme. Sa lutte a un but commun, celui de l'instauration d'une société socialiste.

La récente montée de militantisme ouvrier n'a pas éliminé ou mis à l'écart la question nationale déclarait le secrétaire national. Loin de laisser de côté leurs aspirations nationalistes au fur et à mesure de leur radicalisation, les ouvriers québécois ont approfondi leur révolte contre l'oppression nationale parallèlement au développement de leur conscience de classe.

Le Parti Québécois garde l'hégémonie dans la classe ouvrière, hégémonie qui retrouve toutefois certaines failles. Le PQ étant de plus en plus critiqué par ses partisans dans le mouvement ouvrier et dans la jeunesse.

Cette domination du PQ est dûe en grande partie à la crise de direction existant au sein de la classe ouvrière. Plus d'une fois les mouvements grévistes au Québec comme celui de mai '72 ont été estropiés par le manque de direction. Les dirigeants syndicaux se sont montrés incapables de les mener à la victoire. Ils ont refusé de poser les gestes politiques. Ils n'ont pas démontré la nécessité pour les ouvriers de rompre avec les partis bourgeois y compris le PQ, par l'intermédiaire d'initiatives visant une action politique indépendante de la classe ouvrière: la mise sur pied d'un parti ouvrier.

La tâche centrale est de vaincre cette crise de direction; c'est-à-dire travailler dans le sens de construire une direction révolutionnaire pour remplacer la direction bureaucratique actuelle. Pour parvenir à ce but stratégique, la LSO est munie d'un programme de transition s'appliquant à la situation concrète.

Une revendication dans un tel programme de transition pour le Québec est pour le lancement d'un parti ouvrier, parti basé sur les syndicats. En l'absence d'un parti révolutionnaire de masse, mais en présence d'organisations syndicales puissantes, ceci est la façon la plus concrète d'avancer à la masse ouvrière la nécessité de rompre politiquement d'avec la bourgeoisie et d'établir leur propre parti.

Les trotskystes revendiquent également un Québec indépendant. "Les socialistes révolutionnaires défendent le droit à l'auto-détermination des nations opprimées en tant que principe fondamental. Depuis que les secteurs les plus importants de la nation québécoise ont accordé massivement leur appui à la lutte pour l'indépendance, la revendication pour un Québec indépendant est devenue l'expression concrète de ce droit général" déclare la résolution.

Forte d'un programme qui a subi plusieurs épreuves de vérification dans sa mise en application avec un groupe de cadres expérimentés, la LSO sort de ce congrès avec un grand enthousiasme prête à envisager les nouvelles tâches devant elle.

Nationalisme

Un des débats les plus importants fut sans doute celui relatif au document le "Canada et la crise de l'impérialisme mondial" présenté par le secrétaire exécutif, John Riddell. On pouvait discerner quatre points essentiels dans cette résolution. Premièrement une réaffirmation du caractère impérialiste du Canada. Malgré les alliances étroites existant entre les différentes puissances impérialistes, la résolution nie que le capitalisme nord-américain a aboli les frontières et nie, contrairement à ce que plusieurs groupes de gauche affirment, que le Canada soit un fantoche des USA et politiquement dominé par lui. Au contraire,

la classe dirigeante canadienne est une bourgeoisie impérialiste ayant des possessions hautement monopolisées concentrées au Canada et qui de plus détient le contrôle de l'état canadien pour la défense de ses propres intérêts de classe.

En second lieu ce que fait cette résolution est de définir le nationalisme canadien comme essentiellement réactionnaire puisqu'il ne répond aucunement à des tâches nationales réelles, et qu'en dernière analyse ne peut que jouer dans les mains de la bourgeoisie canadienne dans ses conflits avec les autres puissances impérialistes, menant la classe ouvrière à une ligne de collaboration de classe.

Troisièmement, la résolution démontre comment les révolutionnaires doivent examiner l'impact réel des investissements US sur le Canada, et non pas accepter sans critique le point de vue nationaliste de sa signification. Notre programme et notre intervention devant se baser sur la réalité objective et non pas sur des sentiments.

Et le quatrième point concerne l'efficacité des révolutionnaires à intervenir dans une radicalisation imprégnée d'illusions nationalistes. Nous nous opposons donc au nationalisme canadien, y compris à sa manifestation anti-US. Nous nous opposons au patriotisme -- nous croyons que l'ennemi au Canada-anglais est "chez-nous" -- la classe dirigeante, et que notre lutte au Canada-anglais doit se diriger contre cette dernière. Nous avons étudié les contradictions que pose cette question d'un appui au nationalisme canadien et sa signification réactionnaire pour le Québec. Il est intéressant de noter que tous les groupes de gauche au Québec qui appuient le nationalisme canadien tels le Parti Communiste et les maoistes, s'opposent férocement à la lutte nationale des Québécois.

Le congrès de la LSO/LSA a ainsi réaffirmé la politique léniniste sur la question nationale -- appui total au nationalisme d'une nation opprimée en lutte contre la domination impérialiste (comme le Québec), et opposition intransigeante au nationalisme d'un pays impérialiste, dont le nationalisme canadien.

Féminisme

Une autre discussion était celle concernant le mouvement féministe. Jacquie Henderson, directrice du travail de libération de la femme pour la LSO/LSA, a présenté la résolution du Comité Politique.

Dans son rapport elle a démontré comment l'intervention de la LSO/LSA dans le mouvement féministe se base sur une analyse marxiste de l'oppression de la femme, que cette oppression est enracinée dans la société de classe et que la libération de la femme nécessite la destruction du système capitaliste.

Dans son rapport Henderson disait que "notre programme se développe à travers notre expérience dans les luttes féministes et au fur et à mesure que se définissent plus clairement les besoins et les intérêts des femmes dans ce processus." Elle résumait en disant que "notre programme vise à apporter une hausse de conscience générale parmi les femmes et une confiance accrue dans leur habilité à lutter pour leurs revendications et à les gagner."

Alain Krivine a présenté les salutations du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

Le rapport a également souligné le succès de la campagne pour l'avortement qui a aidé à fournir les bases à un regroupement de plus en plus large de femmes en lutte. Le cas de Morgentaler au Québec est sans nul doute un des plus grands développements dans cette lutte pour l'abrogation de toute loi sur l'avortement. Le rapport démontrait également l'impact de cette lutte dans les luttes de la classe ouvrière dans son ensemble.

L'internationalisme

En plus des salutations officielles envoyées au congrès par plusieurs sections et organisations sympathisantes de la Quatrième Internationale, se sont adressés au congrès: Alain Krivine, membre du Secrétariat Unifié de la QI et ancien candidat de la Ligue Communiste à la présidence en France; Joseph Hansen, dirigeant du Socialist Workers Party américain et secrétaire de Léon Trotsky durant les années '30; ainsi qu'un dirigeant de l'organisation trotskyste suédoise.

Tous les rapports soumis par le CP ont été adopté par une majorité de 75% des délégués. Le congrès a été caractérisé par son démocratisme dans ses procédures. En plus de la Tendance Unie formée autour de la question du nationalisme canadien et ayant l'appui de 10% des délégués, il y avait la Tendance Communiste Révolutionnaire (TCR) ayant l'appui de huit délégués (les délégués sont élus sur la base d'une représentation proportionnelle dans les branches locales). De façon à pouvoir permettre les présentations les plus efficaces et les plus complètes, le congrès a sus-

pendu ses règles de procédure normales sur trois rapports pour permettre à trois porte-parole dirigeants de la TCR qui n'étaient pas délégués, de présenter des contre-résolutions.

La TCR s'était formée sur une plate-forme incluant toute une série de questions en opposition aux soumises par le CP. La TCR considérait le mouvement de libération de la femme, le mouvement étudiant, le mouvement nationaliste québécois comme des mouvements "périphériques" et pressait la Ligue à effectuer un tournant visant "l'implantation" dans le mouvement ouvrier. Au Québec la TCR maintenait que la lutte pour l'indépendance pouvait être récupérée par la bourgeoisie nationale et que pour cette raison les révolutionnaires devraient appuyer l'indépendance seulement à condition qu'elle soit socialiste.

Les points de vue de la TCR ont été rejetés par une forte majorité des délégués. A la fin du congrès la Tendance Majoritaire organisée en appui aux positions du Comité Politique sur le nationalisme canadien et sur la discussion dans la QI, a annoncé sa dissolution. La Tendance Unie a fait de même. La TCR a déclaré qu'elle continuerait d'exister comme tendance organisée.

Le congrès s'est terminé avec l'élection d'un nouveau Comité Central et d'une Commission de Contrôle. La liste des membres du CC a été adoptée à l'unanimité par les délégués. Le nouveau CC est constitué de 35 membres dont 14 femmes. Sur ces 35 sont cinq membres de la TCR.

Une réunion plénière du CC a élu Ross Dowson comme président, John Riddell comme secrétaire-exécutif et Arthur Young comme secrétaire-organisationnel. C'est avec l'hymne révolutionnaire "l'Internationale" qu'a pris fin le congrès.

Colleen Levis, organisatrice de la branche de Montréal de la LSO.

Jean Hérivault, directeur du travail syndical à la LSO.

libération

Trois ans après le 16 octobre 1970:

La crise des mesures de guerre qui en était responsable?

par THERESE FAUBERT et ARTHUR YOUNG

Le gouvernement savait-il que des terroristes projetaient d'enlever des personnalités du monde politique; a-t-il décidé de ne pas empêcher les enlèvements pour pouvoir porter un coup décisif au mouvement nationaliste québécois? A l'occasion du troisième anniversaire de la crise des mesures de guerre, ces questions et bien d'autres se posent. Des preuves importantes semblent suggérer que le gouvernement savait que les enlèvements allaient avoir lieu, mais n'est pas intervenu de façon à les empêcher; que deux personnes jouant des rôles-clés dans les opérations felquistes d'alors, pouvaient être des agents provocateurs de la police; que les autorités connaissaient le lieu de séquestration de Laporte ainsi que l'identité de ses ravisseurs, mais n'ont pas agi pour les trouver.

Ainsi, la version gouvernementale sur les événements qui auraient entouré la mort de Laporte a très peu de crédibilité, sinon aucune.

L'explication officielle du gouvernement sur la crise d'octobre '70 a été ébranlée par toute une série de révélations publiées presqu'exclusivement par Le Devoir et le Toronto Star.

Le Devoir dans son éditorial du 11 août commentait ainsi les révélations: "A vrai dire, on ne sait même plus de façon certaine qui, dans cette macabre affaire, sont les méchants... On ne peut que se demander si certains des présumés 'méchants' n'étaient pas en fait des agents provocateurs... Les éléments que regroupent maintenant les journalistes McKenzie et Lebel (Toronto Star), en soulevant la possibilité d'une infiltration policière depuis le départ, conduisent à se demander si une partie des militants felquistes n'ont pas été carrément manipulés par des collègues à la solde de la police."

Le soupçon qu'il s'agissait d'une provocation, semble bien fondé. Le 30 août, le Star révélait que Claude Larivière et Jean-André Prieur, deux personnes-clés dans le FLQ, étaient d'anciens agents policiers. Larivière confirmait dans un interview au Devoir qu'il avait joué un rôle-clé durant la crise, en servant d'intermédiaire et de soutien entre les deux cellules felquistes, en trouvant des repaires pour les frères Rose et Simard, et en fournissant une aide financière aux différentes cellules. De son côté, Prieur a joué un rôle semblable bien que moindre. Il était le chef artisan du système de financement du FLQ en utilisant de fausses cartes de crédit. Il travaillait à produire de faux papiers d'identité. En tant que personne transmettant les messages entre les deux cellules clandestines, Larivière était dans une bonne position pour influencer toutes les décisions vitales.

Au moment de son arrestation, Larivière donnait à la police un document de 50 pages relatant son activité felquiste. Ce document n'a jamais été produit comme pièce à conviction lors des procès. "Il donne nettement l'impression d'avoir été en fait, au jour le jour, de tout ce qui s'est passé au sein du FLQ pendant la crise d'octobre..." déclarait un journaliste du Devoir qui l'interviewait. Larivière n'a jamais été appelé à témoigner à aucun procès. Il a plaidé coupable aux accusations de complicité dans l'enlèvement et le meurtre de Pierre Laporte. Malgré le rôle central qu'il y avait joué, il a été condamné à deux ans d'emprisonnement et était libéré sur parole moins d'un an après son incarcération. Tout récemment il recevait $10,000 du Conseil fédéral des Arts.

Les antécédents politiques de Larivière sont pour le moins disparates; il a participé dans toute une série de mouvements on ne peut plus contradictoires. En 1970, alors qu'il était lui-même un officiel du Parti Québécois, il écrivait une lettre au premier ministre, en le félicitant de sa victoire du 29 avril 1970, où il précisait: "Je crois qu'en effet le Québec ne pouvait dans les circonstances faire de meilleur choix." René Lévesque, chef du Parti Québécois, disait le 23 août qu'il y avait preuve que Larivière s'était infiltré dans les rangs du PQ et du mouvement syndical.

Larivière avait conduit les frères Rose et Francis Simard à St-Luc sur une ferme. Les trois fugitifs étaient poursuivis par la police provinciale et municipale, la GRC et l'armée suite à la mort de Laporte. Larivière avait alors insisté pour que les fugitifs passent à la frontière américaine où selon lui un groupe de révolutionnaires noirs pourvoirait à leur ravitaillement et leur fournirait l'argent nécessaire. Il disait à l'époque qu'il était chargé par la cellule Libération d'avancer cette proposition. Les frères Rose, soupçonnant un piège, auraient toutefois catégoriquement refusé de s'exiler malgré les efforts répétés de Larivière pour les en

convaincre.

Peu de temps après, Prieur se présentait à la ferme. Comment se fait-il qu'il était au courant que les fugitifs se trouvaient cachés là? Sitôt arrivé, il demandait aux Rose et à Simard pourquoi ils refusaient de fuir aux Etats-Unis. (Comme par hasard, Mme Prieur, qui avait quitté son mari, vivait avec son ami sur la ferme où Larivière avait caché les trois felquistes. Une fois revenue de sa surpriseMme Prieur a commencé à se demander comment il pouvait savoir que la cellule Libération avait proposé à ces trois derniers de passer aux E-U et pourquoi il insistait tellement pour les y forcer.)

Mais les trois felquistes persistèrent dans leur refus, bien que Jean Prieur leur ait offert de les conduire lui-même de l'autre côté de la frontière. Il a de plus demandé à sa femme d'endormir les Rose et Simard d'une manière quelconque afin de les faire passer aux EU malgré eux. Elle a déclaré que l'attitude de Jean Prieur lui faisait terriblement peur. Elle avait l'impression qu'il savait beaucoup de choses sur ce qui se produisait. "Il a parlé de la possibilité que toute l'affaire se termine par une fusillade en règle". Prieur et Larivière étaient-ils des agents-provocateurs? Ont-ils, sous des ordres gouvernementaux, fourni l'aide nécessaire pour les enlèvements et les ont-ils poussé à les faire? Tous les deux ont nié les accusations, mais les questions demeurent. Si la ré-

...crise d'octobre

ponse est affirmative, cela signifie que Trudeau et Bourassa ont comploté pour rendre possible la crise felquiste.

Les marxistes se sont toujours opposés au terrorisme, comme étant une stratégie dépourvue de contenu politique et isolée des luttes de masse. Le terrorisme fournit aux autorités un prétexte "légitime" pour réprimer la gauche dans son ensemble, et donne crédibilité au mythe de la classe dirigeante qui veut que ce soit ceux qui veulent changer la société qui sont responsables pour la violence. Ce n'est pas par hasard que la tactique la plus commune des agents policiers soit de s'infiltrer dans les mouvements radicaux pour préconiser des actions terroristes. Ils sont très bien au courant des conséquences non-révolutionnaires de telles actions.

Plusieurs mois à l'avance, le cabinet fédéral avait cherché un moyen de discréditer le mouvement indépendantiste et avait considéré la possibilité d'une crise du type FLQ au Québec. Le 29 avril, le Parti Québécois recevait un pourcentage impressionnant du vote soit 24% du suffrage exprimé. En une semaine, le cabinet avait établi un comité pour considérer entre autres choses "les mesures à prendre dans le cas où la loi sur les mesures de guerre s'appliquerait en raison d'une insurrection.

Ottawa pensait de toute évidence qu'il fallait faire quelque chose pour affaiblir le mouvement indépendantiste québécois; et que le dévoilement d'une "insurrection appréhendée" par les nationalistes québécois servirait leurs fins.

Si en fait, le gouvernement voulait précipiter une crise autour des enlèvements, cela expliquerait un autre fait curieux: le semblant d'incompétence absolue de la part de la police.

Les enlèvements ne pouvaient que très difficilement venir comme une surprise pour les autorités. Dès le début de 1970, il y avait des rumeurs qui circulaient parmi la gauche québécoise, à l'effet qu'un enlèvement politique se produirait. La police était sans aucun doute au courant de ces rumeurs.

Dès le mois de mars, la police avait découvert que Jacques Lanctôt, un participant ultérieur dans l'enlèvement de James Cross, projetait un enlèvement, celui du consul israélien. Le 21 juin, trois personnes, y compris le frère de Lanctôt, étaient arrêtés et accusés de complot d'enlèvement à l'endroit du consul israélien. Les documents trouvés par la police lors de ces raids étaient identiques aux déclarations du FLQ durant les enlèvements Cross-Laporte. La police savait sûrement que les trois rumeurs d'enlèvement avaient une certaine substance. Toutefois, après l'enlèvement de Laporte, les autorités ont refusé d'agir. Le Toronto Star rapportait dans son édition du 30 juillet: "Dans les quelques heures qui ont immédiatement suivi l'enlèvement de Pierre Laporte, le 10 octobre 1970, la police avait construit une évidence démontrant que le séparatiste radical, Paul Rose, était le suspect-clé, mais les autorités politiques ont ordonné un délai dans son arrestation".

Selon des sources bien informées en provenance du service policier, la Sûreté du Québec était en position d'arrêter Rose et d'encercler le repaire probable des ravisseurs plusieurs jours avant que le ministre du Travail soit trouvé assassiné le 17 octobre. Plusieurs personnes reliées au cas ont dit au Toronto Star qu'un ordre de ne pas procéder à l'arrestation de Rose est venu du cabinet provincial.

Un informateur pour la police de Montréal déclarait au Toronto Star que les policiers avaient surveillé étroitement les allées et venues de Rose pendant deux ans, et qu'ils connaissaient bien la maison de la rue Armstrong où Laporte avait été séquestré durant quatre mois. Comment alors expliquer que la maison de la rue Armstrong n'a pas fait l'objet de fouille, alors qu'il y en a eu 5,000 en octobre...

Tout semble indiquer que la police suivait des ordres visant à ne pas mettre la main sur les ravisseurs, ainsi qu'à ne pas retrouver Laporte. Trudeau avait toutes les raisons de vouloir prolonger la crise de façon à causer le plus de dommages possible aux mouvements ouvrier et nationaliste québécois. La mort de Laporte s'inscrivait très bien dans ce genre de plan; la propagande fédéraliste pourrait ainsi rattacher la gauche non seulement à la violence, mais également à l'assassinat.

Bourassa n'était pas pressé d'intervenir pour sauver la vie de Laporte pour une autre raison. Des rapports policiers ont indiqué que les campagnes électorales de Laporte avaient été hautement financées par le crime organisé. La GRC seule, selon Le Devoir, a 18 rapports hautement confidentiels décrivant les rapports de Laporte avec le crime organisé durant l'année précédant 1970. Bourassa qui connaissait l'existence de ces rapports, a nommé Laporte au ministère du Travail. Bien qu'étant un personnage central dans l'administration, Laporte demeurait (vivant) un danger latent de déclenchement d'un Watergate.

Comme le journaliste du Toronto Star, Robert McKenzie rapportait: "Si Laporte était en vie aujourd'hui, les révélations qui ont trait à ses rapports avec les dirigeants du crime organisé montréalais auraient ébranlé les fondements du gouvernement du premier ministre Bourassa. Puisque le Parti Libéral de Bourassa est le rempart majeur contre le Parti Québécois, séparatiste, il n'est pas exagéré de suggérer que le fédéralisme canadien même était en péril". Evidemment s'il était mort, Laporte pourrait devenir un martyr national. Ce qui est clair, c'est que le dernier geste public posé par Laporte consistait dans l'envoi d'une lettre à Bourassa où il implorait de façon désespérée une fin aux raids policiers. La réponse a été la déclaration de la Loi des mesures de guerre et en quelques jours Laporte était trouvé mort.

Comment Laporte est-il mort? Il y a beaucoup de contradictions à ce sujet. Dans son éditorial du 11 août Le Devoir disait: "On ne sait pas encore, en effet, comment Pierre Laporte est mort et on le sait même moins que jamais." Et dans ce même éditorial la question du motif était soulevé: "En effet, il semble bien que les felquistes qui ont enlevé M. Laporte voulaient surtout le forcer à signer des aveux compromettants....On imagine, l'impact qu'aurait eu après la lecture télévisée du manifeste du FLQ, le discours d'un ministre libéral énumérant ses turpitudes. Les gens qui avaient élaboré un tel projet n'avaient aucune raison de tuer M. Laporte. Dès lors, nouvelle question: que s'est-il passé?

Quelle est donc la vérité en ce qui concerne la crise d'octobre? La crise dans son ensemble est entourée d'un épais mystère. Toutefois suffisamment de révélations sont sorties et bien que de caractère partiel et limité, ces révélations indiquent que les vérités principales se trouvent cadenassées dans les filières gouvernementales. Les Québécois ont droit à la vérité et les travailleurs canadiens-anglais ont également le droit de savoir. Après tout, ce sont nous les Québécois qui avons été emprisonnés, dont les maisons ont été fouillées simplement parce que nous étions des militants nationalistes ou syndicaux. Nous avons le droit de savoir le fond de cette histoire.

Le Devoir dans son éditorial du 11 août appelait à la formation d'une commission d'enquête et déclarait: "L'enjeu est tel, cependant, qu'il faut tout essayer pour lever le voile complètement sur cette affaire". Le Toronto Star ainsi que la Société St-Jean Baptiste de Montréal se sont ralliés à la demande d'une commission d'enquête. Une telle enquête doit être entièrement publique. La 'confession" de Larivière, et tous les autres documents policiers et gouvernementaux reliés de façon quelconque à la crise d'octobre doivent être publiés, ainsi que doivent être connues toutes les communications entre Ottawa, Québec, Washington et Londres qui ont eu cours lors de la crise d'octobre. L'enquête devrait être financée entièrement par l'Etat, et devrait posséder tous les pouvoirs d'investigation.

Les commissaires devraient être choisis parmi les victimes de la Loi des mesures de guerre, soit les gens qui ont été emprisonnés, parmi lesquels on retrouve des gens du monde syndical, du Parti Québécois ainsi que bon nombre de militants indépendantistes non-affiliés à une organisation en particulier. Alors seulement, la vérité pourra être mise à nu dans cette affaire non seulement macabre, mais également d'importance vitale.

Comment organiser le mouvement de défense au Québec

par PIERRE-RENE PERRIN

Des derniers Chiliens arrivés à Montréal, ceux-ci affirment que le nombre de morts atteint maintenant 50,000, que les arrestations, tortures et exécutions continuent massivement, que plus de 25,000 prisonniers sont internés dans le stade national de Santiago, dans les prisons et dans les camps de concentration, que le refus de l'ambassade canadienne d'accorder des sauf-conduits à des centaines de réfugiés persiste. Voilà maintenant, le bilan approximatif de la répression du régime militaire contre les masses paysannes et ouvrières chiliennes.

Depuis le coup d'Etat du 11 septembre, des actions de solidarité se sont manifestées à travers le monde contre la répression militaire au Chili. Au Québec, des comités de solidarité Québec-Chili se sont formés dans les principales villes. A Montréal, les trois centrales syndicales: la CSN, la FTQ et la CEQ, le secrétariat Québec-Amérique Latine et plusieurs autres groupes populaires ont lancé un large comité central de solidarité Québec Chili. On sait que plus de 1,000 Québécois sont descendus dans la rue à Montréal le 13 septembre, pour dénoncer le coup d'Etat et pour prouver leur solidarité avec les masses chiliennes.

Cette solidarité ne tarda pas à s'étendre en milieu étudiant. Des comités de solidarité furent formés dans les CEGEP du Vieux-Montréal, de Rosemont, d'Edouard-Montpetit, dans les universités du Québec, de Montréal et de McGill. C'est sur une base très large que furent formés ces comités, pour regrouper le plus d'étudiants possible, afin de défendre les droits démocratiques des Chiliens. Au CEGEP du Vieux-Montréal fort de ses 40 militants étudiants et enseignants, le comité de solidarité Québec-Chili organisa une grande réunion de solidarité regroupant plus de 500 personnes. Des étudiants occupèrent la salle du conseil d'administration, pendant une réunion, pour protester contre le directeur général du CEGEP du Vieux-Montréal, M. Desjardins, ancien gérant de la compagnie Royal Electric, filiale de la ITT. On sait que la ITT, compagnie multi-nationale très puissante, est l'un des principaux formateurs du coup d'Etat au Chili. Toutes ces actions de solidarité exprimèrent un précédent au Québec pour un évènement international.

Pour une campagne de défense d'une telle envergure, il est déplorable que le mouvement syndical n'a pas pu prendre l'initiative de lancer une grande manifestation de masse contre la répression au Chili, semblable à celle du 1er mai. Les dirigeants syndicaux comme Michel Chartrand ont réussi, sous prétexte de "ne pas provoquer quelque chose pendant les elections", à convaincre la majorité du comité de solidarité à Montréal de rejeter une telle manifestation, en faveur d'une assemblée. C'était finalement les comités étudiants qui devaient appeler une manifestation le 16 octobre (anniversaire des mesures de querre) immédiatement avant la dite assemblée du comité central, une manifestation qui a attiré environ 200 personnes.

Malheureusement, dans l'absence des organisations de masse comme les syndicats, la manifestation a pu être dominée par les mots d'ordre sectaires et ultra-gauchistes scandés par le Groupe Marxiste Révolutionnaire: "Québec-Chili, à bas la bourgeoisie; une seule solution, la révolution;" etc. De tels mots d'ordre ne peuvent que fausser la situation au Chili et isoler la campagne de solidarité, en projettant l'illusion que les tâches politiques actuelles au Chili sont offensives alors que les masses chiliennes se trouvent massacrées et sans défense devant la répression militaire sanglante.

Une puissante campagne de masse capable d'apporter un soutien réel au masses chiliennes, ne peut se concrétiser qu'en adoptant des mots d'ordre qui correspondent aux tâches politiques défensives et qui sont susceptibles de mobiliser le plus grand nombre de Québecois contre la répression de la junte. Plus que jamais les masses chiliennes ont besoin d'un puissant mouvement de défense plutôt qu'une poignée de militants étudiants qui savent exprimer leur "conscience révolutionnaire pure".

Seuls des mots d'ordre comme: "Libérez les prisonniers politiques!", "Fin à la répression!", "Sauf-conduit aux exilés politiques!" peuvent constituer la base d'un tel mouvement large.

Le refus d'accepter les réfugiés de la part de l'ambassade canadienne constitue une complicité de notre gouvernement impérialiste avec le coup d'Etat. La reconnaissance de la junte militaire par le gouvernement canadien en est la preuve complète. C'est pourquoi il nous faut des revendications au mouvement de défense réclamant du gouvernement canadien l'ouverture des portes de son ambassade à Santiago. La visite prochaine de représentants de la junte militaire au Canada pour expliquer "la situation au Chili" montre bien la nature de nos gouvernants face à des assasins...

C'est aux travailleurs et aux étudiants de tirer les principales lecons du drame chilien. D'abord la bourgeoisie et l'impérialisme n'hésitent pas à employer la subversion et la violence contre les ouvriers. L'ennemi de la classe ouvrière est donc le capitalisme. Aussi il est extrêmement dangereux pour les masses ouvrières de se donner une direction, comme l'Unité Populaire au Chili, qui n'est qu'une coalition entre partis bourgeois et partis ouvriers réformistes, qui accepte des compromis avec la bourgeoisie, comme l'a fait Allende avec l'armée. La nécessité de l'indépendance politique totale de la classe ouvrière est donc une leçon-clé de cette expérience.

LIBERATION, novembre 1973

Interview avec Juan Coral :

La répression s'intensifie en Argentine

Juan Coral du PST argentin adresse la parole à Chicago le 9 mars dernier pendant sa tournée en Amérique du Nord.

(Nous publions ici la traduction d'une interview donnée par Juan Carlos Coral, dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs, une organisation sympathisante de la Quatrième Internationale en Argentine, lors de sa récente tournée aux Etats-Unis d'une durée de deux mois. Cette interview est reprise du numéro du 14 mars du Militant, hebdomadaire trotskyste américain -- NDLR)

Question Quelles sortes d'activités exercent les escouades terroristes de droite, telles que l'Alliance Anticommuniste Argentine (AAA)?

Réponse L'année dernière, il y a eu toutes sortes d'attaques de groupes parapoliciers clandestins. Ils ont assassiné des militants, bombardé les locaux de groupes politiques et émis des menaces d'intimidation.

Il y a eu des jours où des douzaines de bombes explosaient simultanément dans le grand Buenos Aires et dans d'autres villes importantes du pays.

L'AAA émets des listes publiques de ceux qu'elle a l'intention de tuer. La première liste a été publiée en relation avec une élection syndicale et c'était la première fois que l'AAA se manifestait publiquement. A cause de cela, la liste a été simplement considérée comme une intimidation, mais lorsque les exécutions ont commencé et que d'autres listes sont apparues, une panique générale s'est répandue parmi ceux qui étaient menacés.

L'AAA a émis une liste composée d'individus éminents au niveau national, et plusieurs de ceux-ci se sont exilés, se sont cachés ou sont morts. Mon nom était parmi ceux de cette liste.

De plus, l'AAA a des listes locales qu'elle fait circuler dans telle région, telle université ou telle usine. Par exemple, les sept camarades du PST qui ont été assassinés avaient été menacés par l'AAA.

Ces meurtres ont continué jusqu'à ce jour, quoique durant les derniers mois, l'AAA n'en n'a pas réclamé la responsabilité en son propre nom.

Question Quel a été le rôle du gouvernement?

Réponse En réalité, les actions armées des groupes terroristes de droite ne constituent que la partie la plus spectaculaire d'une offensive générale. Quand les terroristes clandestins sont incapables d'accomplir leurs objectifs, le travail est ensuite complété par le terrorisme institutionnalisé du gouvernement.

Par exemple, dans le cas du PST, ils ont été incapables de nous forcer à nous soumettre par l'intimidation, les bombardements de nos locaux et l'assassinat des membres du parti. Aussi, le gouvernement a ensuite essayé de finir le travail par une descente aux bureaux nationaux de notre parti et par l'arrestation de plusieurs membres.

Question Combien de prisonniers politiques y a-t-il? Est-ce qu'on utilise la torture?

Réponse Il y en a probablement des centaines à n'importe quel moment, mais il est impossible d'obtenir un chiffre exact. Il y a de grandes battues mais plusieurs sont relâchés tout de suite et la plupart quelques jours après. Quelques-uns sont détenus pendant une période plus longue. Par exemple, quatre membres du PST qui ont été arrêtés sous les lois d'état de siège sont détenus depuis plusieurs semaines maintenant et aucune accusation n'a été portée contre eux.

La torture est utilisée par le gouvernement mais en général seulement contre les guérilleros ou ceux qu'il suspecte d'avoir des informations sur les guérilleros.

Question De quelle manière s'est dégagée la répression gouvernementale?

Réponse Prenez le cas des journaux. Un journal qui a fermé l'an dernier et qui a causé beaucoup de discussions fut le quotidien Noticias qui reflétait les points de vue des Montoneros. Il a été fermé pour cette raison, pour être le journal quotidien d'un groupe "subversif".

Mais les cas de Cronica et La Calle qui ont fermé à la fin de l'année, sont différents. Ce sont des journaux commerciaux. Cronica a une diffusion quotidienne de 800,000 exemplaires dans le grand Buenos Aires seulement.

Aussi, je veux souligner qu'il s'effectue une escalade. Ils ont commencé à fermer les journaux associés aux groupes de guérilleros mais maintenant ils vont jusqu'à fermer quelques quotidiens capitalistes.

Et de la prohibition des rassemblements associés avec les guérilleros, ils sont passés à la prohibition des rassemblements qui n'ont rien à voir avec les guérilleros.

Le dernier rassemblement à être défendu était prévu pour le 26 février. C'était une protestation de masse contre la fermeture de La Calle et de Cronica.

Toutes sortes de groupes allaient y participer, y compris le Parti Radical qui est le plus grand parti d'opposition. Plusieurs législateurs et représentants d'autres partis, y compris moi-même, devaient aussi parler.

Mais le rassemblement a été interdit parle gouvernement qui prétextait que, puisqu'il y aurait une concentration de 50,000 à 60,000 personnes, il pourrait y avoir des confrontations entre fractions. Aussi, en fait, tous les rassemblements sont maintenant bannis.

Question D'importants journaux américains essaient de dépeindre la situation en Argentine comme une guerre privée entre les extrémistes de gauche et de droite, avec un gouvernement qui essaie d'arrêter cette guerre. Est-ce qu'une version similaire a été présentée en Argentine?

Réponse Bien sûr, Péron a dit la même chose lorsqu'il était encore en vie. Chaque fois qu'on le questionnait à propos de la violence, Péron disait que la violence est un problème étranger au gouvernement, qu'elle était due aux conflits entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite.

Maintenant, le gouvernement déclare que la preuve qu'il n'a rien à voir avec la violence est qu'il y a des morts des deux côtés. Et j'ai répondu même dans des réunions avec le président, que oui, il y a des morts des deux côtés, mais il y a des prisonniers seulement d'un côté -- la gauche. Et c'est ce qui prouve la complicité du gouvernement.

Question Quelle est la situation générale en Argentine, quelles conclusions générales le PST tire-t-il?

Réponse La marche vers la droite s'est maintenue et s'est approfondie, mais il n'y a pas eu de changement qualitatif dans la situation. Ce devrait être clair que cette poussée de droite a été menée à l'intérieur du cadre de la démocratie capitaliste.

Ayant fait cette clarification qu'il n'y a pas eu de changement qualitatif, on peut dire que cette poussée vers la droite a été permanente. Ca n'est pas contradictoire. Aucune concession n'a été faite à la gauche.

A ce moment, un point tournant est atteint. D'un côté, il y a les extrémistes de droite qui veulent gouverner sans faire de concessions libérales ou démocratiques; c'est-à-dire qu'ils veulent convertir l'Argentine en un autre Chili.

De l'autre côté sont ceux qui veulent maintenir les formes démocratiques bourgeoises et réprimer les excès fascistes.

Le PST cherche par tous les moyens possibles à organiser l'opposition la plus large possible contre la violence de droite et à organiser la défense des droits démocratiques.

Par exemple, le rassemblement concernant la fermeture des deux journaux a été initié par nous. Que les Radicaux veuillent parler à un tel rassemblement en défense des droits démocratiques fut un développement important.

Question Pensez-vous que les gens dans ce pays peuvent avoir un effet sur la poussée de droite en Argentine?

Réponse L'expérience chilienne a démontré l'efficacité des mobilisations internationales de solidarité. Au Chili, les tortures et la répression ont diminué quelque peu grâce aux activités d'organisations comme l'USLA (Comité américain pour la justice aux prisonniers politiques latino-américains).

En Argentine, nous devons travailler à prévenir un autre Chili.

libération

L'émancipation nationale un besoin vital pour les ouvriers

(Depuis la publication dans le numéro précédent de la première partie de la contribution d'Alain Beiner, au débat entre Pierre Vallières et Charles Gagnon, ce premier s'est rendu, le 24 janvier, aux quartiers-généraux de la Sûreté du Québec après plus de quatre mois de vie clandestine. Vallières a comparu, le 25 janvier, devant le juge Roger Ouimet qui l'a aussitôt remis en liberté moyennant certaines conditions limitant ses activités.

Dans l'article précédent, Alain Beiner, rédacteur de Libération, discute les affirmations de Vallières au sujet de la faillite de la stratégie terroriste du FLQ et de la façon dont ces constatations de l'ancien leader felquiste viennent confirmer entièrement la position de la Ligue Socialist Ouvrière (LSO) quant à la nécessité de la participation active et consciente des masses québécoises à la lutte de libération. Dans le prochain numéro de Libération, Beiner reprendra la réponse de Charles Gagnon à la lumière des textes de Vallières et des documents de la LSO, surtout en ce qui a trait à sa position sur la question nationale et le Parti Québécois.

Indépendamment de nos options politiques et des critiques qu'on pourrait faire de la nouvelle position de Pierre Vallières, c'est le devoir de tous les socialistes et indépendantistes au Québec de faire campagne pour sa libération totale et pour le retrait de toutes les accusations qui pèsent contre lui--NDLR).

par ALAIN BEINER

A part son évaluation du Parti Québécois, le second texte de Vallières remis à Québec-Presse est plein d'enseignements pour ceux, parmi la gauche, qui ont tendance à sous-estimer la composante nationale de la révolution québécoise.

"Certains gauchistes voudraient bien sauter l'étape nationale. C'est oublier que dans une société colonisée l'indépendance nationale n'est pas une question parmi d'autres pour les travailleurs, mais la question la plus importante. En effet, l'émancipation politique de la collectivité québécoise est la première condition dont dépendent l'émancipation sociale des travailleurs et la construction du socialisme (celle-ci étant à l'époque actuelle, la seule garantie d'indépendance et de développement d'une 'société juste'). L'indépendance est un prérequis dont aucune collectivité ne peut faire l'économie sans se priver des instruments politiques indispensables à son développement. L'indépendance s'inscrit dans une stratégie de développement et de libération de longue portée et de longue durée. Elle constitue non pas une étape facultative ou encore une étape 'probable', mais bel et bien une étape nécessaire du développement et de l'émancipation d'une collectivité. Dans un contexte d'oppression nationale et d'inhibition culturelle, l'exploitation économique n'est pas dissociable du processus global de colonisation.

"En opposant lutte des classes et lutte nationale, on nie la spécificité et l'autonomie relative de chacune d'elles en même temps que leur interaction étroite. On oublie, en outre, que dans une société colonisée à qui fut toujours refusé le droit de constituer un Etat national indépendant, la libération nationale est une exigence prioritaire, non seulement pour ce qu'on appelle la petite bourgeoisie mais aussi pour les masses qui composent majoritairement cette société. La lutte pour l'indépendance, loin d'éloigner les masses de la conquête du pouvoir politique et de la construction collective du socialisme, les en rapproche au contraire considérablement; alors qu'à l'inverse, l'opposition à l'indépendance politique du Québec, ne pourrait que compromettre irrémédiablement leur propre émancipation.

"Bien sûr, l'indépendance politique ne constitue pas en soi une révolution globale, pas plus d'ailleurs que le renversement d'un pouvoir despotique par la lutte armée. L'indépendance politique comme le renversement d'un dictature ne fait que créer les conditions politiques et sociales d'un bond en avant, d'une libération collective qui aura encore plusieurs autres étapes à franchir...

"Mais la lutte des classes ne peut se développer dans une société qui ne peut elle-même se développer et dont le dynamisme est paralysé par la domination qu'exerce sur elle une autre société. Une nation n'est pas un phénomène purement culturel. Sa dimension politique, qui n'est réductible ni à l'économie ni à la culture ni à l'idéologie dominante, trouve sa forme concrète dans l'Etat national indépendant; la négation du droit de constituer un Etat national indépendant constitue, pour une nation colonisée, la forme d'oppression nationale qui, au niveau politique, exprime toutes les autres. C'est donc en s'attaquant à la dimension politique de la question nationale qu'un peuple découvre dans leur spécificité réciproque les autres formes d'oppression que cette dimension recouvre et relie à la fois. Voilà pourquoi les mouvements

(2) Le débat

Vallières-Gagnon...

de libération nationale, en dépit de leur aspect souvent 'petit-bourgeois', contiennent tous une potentialité révolutionnaire énorme et procèdent tous d'un processus dialectique complexe et contradictoire..."

Vallières s'en prend à ceux qui glorifient les luttes ouvrières purement économiques voulant que les travailleurs se bornent à celles-ci, tout en ignorant l'importance de politiser les luttes ouvrières à travers des questions, telle que la question nationale:

"De plus, en refusant de voir ce que Lénine appelle le caractère spécifique et l'autonomie réelle, bien que relative, de 'l'instance politique', on en est réduit à analyser le processus global de décolonisation d'une nation à l'aide d'une méthode purement économiste et déterministe, en faisant abstraction de tout raisonnement à carac-

Suite à la page 2